



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

## Procès-verbaux

---

Du 28 novembre au 20 décembre 1989

Du 13 mars au 22 juin 1990

Du 16 octobre au 20 décembre 1990

Du 12 mars au 20 juin 1991

Du 15 octobre au 18 décembre 1991

Du 10 mars au 18 mars 1992

### *Séances extraordinaires*

30 août et 4 septembre 1990

27 et 28 août 1991

### PREMIÈRE SESSION

### TRENTE-QUATRIÈME LÉGISLATURE

Volume CXXI

Partie 1 de 2

---

QUÉBEC

Dépôt légal  
Bibliothèque nationale du Québec  
ISSN 0825-9607

## TABLE DES MATIÈRES

	<b>Page</b>
Proclamations: Élections générales .....	VII
Convocation d'une nouvelle Assemblée .....	IX
Convocation en vue de la 1 <sup>re</sup> session .....	XI
Prorogation et convocation en vue de la 2 <sup>e</sup> session .....	XIII
 Procès-verbaux .....	 1
 Circonscriptions électorales .....	 1887
 Députés .....	 1891
 Fonctions parlementaires .....	 1895
 Membres du Conseil exécutif .....	 1897
 Adjointes parlementaires .....	 1905
 Index :	
Index général (précédé de la liste des rubriques) .....	1907
Index des documents .....	1949
Index des projets de loi .....	2033
 Annexes :	
Annexe A — Documents dont la loi prescrit le dépôt .....	A-1
Annexe B — Projets de loi sanctionnés (par date de sanction) .....	B-1
Annexe C — Sommaire des travaux de la session .....	C-1





# PROCLAMATION



*(Élections générales)*

J. GILLES LAMONTAGNE  
(L.S.)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, Nous faisons connaître par les présentes que, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous avons ce jour enjoint le directeur général des élections de tenir des élections générales le lundi 25 septembre 1989, en vue de la constitution d'une nouvelle Assemblée. Le scrutin devra avoir lieu dans toutes les circonscriptions électorales où il sera nécessaire d'en tenir un. Le décret ordonnant des élections générales est en date du 9 août 1989.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le neuvième jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-neuf et de Notre Règne le trente-huitième.

Par ordre,

*Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE



# PROCLAMATION



*(Convocation d'une nouvelle Assemblée)*

J. GILLES LAMONTAGNE  
(L.S.)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi*

À tous ceux qui les présentes verront ou qu'icelles pourront concerner,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que c'est Notre désir et Notre bon plaisir de rencontrer aussitôt que possible le peuple de la Province de Québec et d'obtenir son avis exprimé en Parlement;

À CES CAUSES, sur l'avis du Conseil exécutif de la Province de Québec, Nous convoquons par les présentes une nouvelle Assemblée pour le vingt et unième jour de novembre prochain et mandons et ordonnons à ses Membres de s'assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le neuvième jour d'août, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-neuf et de Notre Règne le trente-huitième.

Par ordre,

*Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE



# PROCLAMATION



*(Convocation en vue de la 1<sup>re</sup> session)*

J. GILLES LAMONTAGNE  
(L.S.)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le 21 novembre 1989, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de la convoquer pour le 28 novembre 1989.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir le 21 novembre prochain, vous convoquons par les présentes pour le 28 novembre 1989, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable J. GILLES LAMONTAGNE,  
C.P., C.D., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le vingtième jour d'octobre, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-neuf et de Notre Règne le trente-huitième.

Par ordre,

*Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE



# PROCLAMATION



*(Prorogation et Convocation)*

MARTIAL ASSELIN  
(L.S.)

CANADA  
PROVINCE DE QUÉBEC

*ELIZABETH DEUX, par la Grâce de Dieu, REINE du Royaume-Uni, du Canada  
et de ses autres royaumes et territoires, Chef du Commonwealth, Défenseur de la Foi.*

À Nos très aimés et fidèles Membres de l'Assemblée nationale,

SALUT:

## PROCLAMATION

ATTENDU que l'Assemblée nationale se trouve convoquée en vue de l'expédition des affaires pour le jeudi 19 mars prochain, mais que, pour diverses considérations, Nous avons, sur l'avis du Conseil exécutif de ladite Province, jugé à propos de proroger l'Assemblée, en sa trente-quatrième Législature, ce 18 mars 1992, à 23 heures.

À CES CAUSES, Nous vous faisons maintenant savoir que vous êtes dispensés de vous réunir dans le cadre de la présente session, vous convoquons par les présentes pour une nouvelle session, le jeudi 19 mars prochain, à 14 heures, et, en conséquence, vous mandons et ordonnons de vous assembler à cette date, à l'Hôtel du Parlement, en la Ville de Québec, pour y expédier les affaires de la Province et y examiner, discuter et décider les questions qui vous seront soumises.

EN FOI DE QUOI, Nous avons fait rendre Nos présentes Lettres patentes et à icelles fait apposer le Grand Sceau de la Province de Québec.

TÉMOIN: Notre très fidèle et bien-aimé l'honorable MARTIAL ASSELIN, C.P.,  
C.R., lieutenant-gouverneur de ladite Province.

Donné en Notre Ville de Québec, le dix-huitième jour de mars, l'an de grâce mil neuf cent quatre-vingt-douze et de Notre Règne le quarante et unième.

Par ordre,

*Le Secrétaire général de l'Assemblée nationale,*

PIERRE DUCHESNE





# Procès-verbaux

---

Du 28 novembre au 20 décembre 1989

Du 13 mars au 22 juin 1990

Du 16 octobre au 20 décembre 1990

*Séances extraordinaires*

30 août et 4 septembre 1990

**Président: Jean-Pierre Saintonge**

---



## Quatorze heures

## Moment de recueillement

La première session de la trente-quatrième législature de la province de Québec ayant été convoquée aujourd'hui pour l'expédition des affaires, les députés présents qui ont prêté et souscrit les serments d'office prescrits par la loi prennent place.

Le Secrétaire général, M. Pierre Duchesne, dépose la liste des candidats proclamés élus; ce document, reçu le 11 octobre 1989, lui a été transmis par M. Pierre-F. Côté, C.R., Directeur général des élections, conformément à l'article 380 de la *Loi électorale* (1989, c. 1).

(Document n° 1 de la session)

La liste des candidats élus députés lors des élections générales tenues le 25 septembre 1989, en conformité d'un décret du gouvernement en date du 9 août 1989, se lit comme suit:

LISTE DES DÉPUTÉS DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE  
TRENTÉ-QUATRIÈME LÉGISLATURE

<i>Circonscription électorale</i>	<i>Candidat élu</i>	<i>Appartenance politique</i>
Abitibi-Est	Raymond Savoie	Parti Libéral du Québec
Abitibi-Ouest	François Gendron	Parti Québécois
Acadie	Yvan Bordeleau	Parti Libéral du Québec
Anjou	René Serge Larouche	Parti Libéral du Québec
Argenteuil	Claude Ryan	Parti Libéral du Québec
Arthabaska	Jacques Baril	Parti Québécois
Beauce-Nord	Jean Audet	Parti Libéral du Québec
Beauce-Sud	Robert Dutil	Parti Libéral du Québec
Beauharnois-Huntingdon	André Chenail	Parti Libéral du Québec
Bellechasse	Louise Bégin	Parti Libéral du Québec
Berthier	Albert Houde	Parti Libéral du Québec

Bertrand	François Beaulne	Parti Québécois
Bonaventure	Gérard D. Levesque	Parti Libéral du Québec
Bourassa	Louise Robic	Parti Libéral du Québec
Bourget	Huguette Boucher-Bacon	Parti Libéral du Québec
Brome-Missisquoi	Pierre Paradis	Parti Libéral du Québec
Chambly	Lucienne Robillard	Parti Libéral du Québec
Champlain	Pierre A. Brouillette	Parti Libéral du Québec
Chapleau	John J. Kehoe	Parti Libéral du Québec
Charlesbourg	Marc-Yvan Côté	Parti Libéral du Québec
Charlevoix	Daniel Bradet	Parti Libéral du Québec
Châteauguay	Pierrette Cardinal	Parti Libéral du Québec
Chauveau	Rémy Poulin	Parti Libéral du Québec
Chicoutimi	Jeanne L. Blackburn	Parti Québécois
Chomedey	Lise Bacon	Parti Libéral du Québec
Crémazie	André Vallerand	Parti Libéral du Québec
D'Arcy-McGee	Robert M. Libman	Parti Égalité
Deux-Montagnes	Jean-Guy Bergeron	Parti Libéral du Québec
Dorion	Violette Trépanier	Parti Libéral du Québec
Drummond	Jean-Guy St-Roch	Parti Libéral du Québec
Dubuc	Gérard-R. Morin	Parti Québécois
Duplessis	Denis Perron	Parti Québécois
Fabre	Jean A. Joly	Parti Libéral du Québec
Frontenac	Roger Lefebvre	Parti Libéral du Québec
Gaspé	André Beaudin	Parti Libéral du Québec
Gatineau	Réjean Lafrenière	Parti Libéral du Québec
Gouin	André Boisclair	Parti Québécois
Groulx	Madeleine Bleau	Parti Libéral du Québec
Hochelaga-Maisonneuve	Louise Harel	Parti Québécois
Hull	Robert LeSage	Parti Libéral du Québec
Iberville	Yvon Lafrance	Parti Libéral du Québec
Îles-de-la-Madeleine	Georges Farrah	Parti Libéral du Québec
Jacques-Cartier	Neil Cameron	Parti Égalité
Jeanne-Mance	Michel Bissonnet	Parti Libéral du Québec
Jean-Talon	Gil Rémillard	Parti Libéral du Québec
Johnson	Carmen Juneau	Parti Québécois
Joliette	Guy Chevrette	Parti Québécois
Jonquière	Francis Dufour	Parti Québécois
Kamouraska-Témiscouata	France Dionne	Parti Libéral du Québec
Labelle	Jacques Léonard	Parti Québécois
Lac-Saint-Jean	Jacques Brassard	Parti Québécois
LaFontaine	Jean-Claude Gobé	Parti Libéral du Québec
La Peltrie	Lawrence Cannon	Parti Libéral du Québec
La Pinière	Jean-Pierre Saintonge	Parti Libéral du Québec

Laporte	André Bourbeau	Parti Libéral du Québec
La Prairie	Denis Lazure	Parti Québécois
L'Assomption	Jacques Parizeau	Parti Québécois
Laurier	Christos Sirros	Parti Libéral du Québec
Laval-des-Rapides	Guy Bélanger	Parti Libéral du Québec
Laviolette	Jean-Pierre Jolivet	Parti Québécois
Les Chutes-de-la-Chaudière	Denise Carrier-Perreault	Parti Québécois
Lévis	Jean Garon	Parti Québécois
Limoilou	Michel Després	Parti Libéral du Québec
Lotbinière	Lewis Camden	Parti Libéral du Québec
Louis-Hébert	Réjean Doyon	Parti Libéral du Québec
Marguerite-Bourgeoys	Liza Frulla-Hébert	Parti Libéral du Québec
Marie-Victorin	Cécile Vermette	Parti Québécois
Marquette	Claude Dauphin	Parti Libéral du Québec
Maskinongé	Yvon Picotte	Parti Libéral du Québec
Masson	Yves Blais	Parti Québécois
Matane	Claire-Hélène Hovington	Parti Libéral du Québec
Matapédia	Henri Paradis	Parti Libéral du Québec
Mégantic-Compton	Madeleine Bélanger	Parti Libéral du Québec
Mercier	Gérald Godin	Parti Québécois
Mille-Îles	Jean-Pierre Bélisle	Parti Libéral du Québec
Montmagny-L'Islet	Réal Gauvin	Parti Libéral du Québec
Montmorency	Yves Séguin	Parti Libéral du Québec
Mont-Royal	John Ciaccia	Parti Libéral du Québec
Nelligan	Russell Williams	Parti Libéral du Québec
Nicolet-Yamaska	Maurice Richard	Parti Libéral du Québec
Notre-Dame-de-Grâce	Gordon Atkinson	Parti Égalité
Orford	Robert Benoit	Parti Libéral du Québec
Outremont	Gérald Tremblay	Parti Libéral du Québec
Papineau	Norman MacMillan	Parti Libéral du Québec
Pointe-aux-Trembles	Michel Bourdon	Parti Québécois
Pontiac	Robert Middlemiss	Parti Libéral du Québec
Portneuf	Michel Page	Parti Libéral du Québec
Prévost	Paul-André Forget	Parti Libéral du Québec
Richelieu	Albert Khelfa	Parti Libéral du Québec
Richmond	Yvon Vallières	Parti Libéral du Québec
Rimouski	Michel Tremblay	Parti Libéral du Québec
Rivière-du-Loup	Albert Côté	Parti Libéral du Québec
Robert-Baldwin	Sam Elkas	Parti Libéral du Québec
Roberval	Gaston Blackburn	Parti Libéral du Québec
Rosemont	Guy Rivard	Parti Libéral du Québec
Rousseau	Robert Thérien	Parti Libéral du Québec
Rouyn-Noranda--Témiscamingue	Rémy Trudel	Parti Québécois

Saguenay	Ghislain Maltais	Parti Libéral du Québec
Sainte-Anne	Normand Cherry	Parti Libéral du Québec
Saint-François	Monique Gagnon-Tremblay	Parti Libéral du Québec
Saint-Henri	Nicole Loiselle	Parti Libéral du Québec
Saint-Hyacinthe	Charles Messier	Parti Libéral du Québec
Saint-Jean	Michel Charbonneau	Parti Libéral du Québec
Saint-Laurent	Robert Bourassa	Parti Libéral du Québec
Saint-Louis	Jacques Chagnon	Parti Libéral du Québec
Sainte-Marie--Saint-Jacques	André Boulerice	Parti Québécois
Saint-Maurice	Yvon Lemire	Parti Libéral du Québec
Salaberry-Soulanges	Serge Marcil	Parti Libéral du Québec
Sauvé	Marcel Parent	Parti Libéral du Québec
Shefford	Roger Paré	Parti Québécois
Sherbrooke	André J. Hamel	Parti Libéral du Québec
Taillon	Pauline Marois	Parti Québécois
Taschereau	Jean Leclerc	Parti Libéral du Québec
Terrebonne	Jocelyne Caron	Parti Québécois
Trois-Rivières	Paul Philibert	Parti Libéral du Québec
Ungava	Christian Claveau	Parti Québécois
Vachon	Christiane Pelchat	Parti Libéral du Québec
Vanier	Jean-Guy Lemieux	Parti Libéral du Québec
Vaudreuil	Daniel Johnson	Parti Libéral du Québec
Verchères	Luce Dupuis	Parti Québécois
Verdun	Henri-François Gauthrin	Parti Libéral du Québec
Viau	William Cusano	Parti Libéral du Québec
Viger	Cosmo Maciocia	Parti Libéral du Québec
Vimont	Benoit Fradet	Parti Libéral du Québec
Westmount	Richard B. Holden	Parti Égalité

---

M. Bourassa, premier ministre, informe le Secrétaire général que l'honorable lieutenant-gouverneur demande aux membres de l'Assemblée nationale d'élire un Président.

Le Secrétaire général invite alors le doyen de l'Assemblée, M. Jean Garon, député de Lévis, à présider à l'élection du Président de l'Assemblée nationale.

M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE M. Jean-Pierre Saintonge, député de la circonscription électorale de La Pinière, soit élu Président de l'Assemblée nationale et prenne place au fauteuil en cette qualité.

Après quelques interventions, la motion est adoptée à l'unanimité.

Le député de Lévis ayant déclaré M. Jean-Pierre Saintonge dûment élu, celui-ci est conduit au fauteuil par M. Bourassa, premier ministre, et M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

M. Saintonge s'adresse ensuite à l'Assemblée.

Puis, M. Bourassa propose:

QUE M. Cannon, député de la circonscription électorale de La Peltrie, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

Enfin, M. Bourassa propose:

QUE M. Bissonnet, député de la circonscription électorale de Jeanne-Mance, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée à l'unanimité.

La séance est suspendue à loisir.

28 novembre 1989

---

L'honorable lieutenant-gouverneur fait son entrée à l'Assemblée nationale et, ayant pris place au fauteuil, lit l'allocution d'ouverture suivante:

*Monsieur le Président de l'Assemblée nationale,  
Monsieur le Premier ministre,  
Monsieur le Chef de l'Opposition,  
Mesdames et Messieurs les députés,*

Dès le début de cette trente-quatrième législature, vous me permettrez de vous offrir, au nom de tous les Québécois et de toutes les Québécoises, mes plus sincères félicitations pour votre engagement à servir le Québec.

Cet engagement comporte, en même temps qu'une fierté bien légitime d'avoir été élus, une multitude de défis que vous devrez relever tout au long de votre mandat et ceci dans une société en constante mutation et continuelle évolution.

Je suis assuré qu'avec les qualifications qui vous ont été récemment reconnues, vous saurez relever ces défis avec compétence et équité.

For those less familiar with the French language, I would like to tell them that my congratulations were most sincere, and the warmth by which I expressed them in French is of the same quality, as warm and as strongly felt in the language of Shakespeare. (Traduction: Pour ceux d'entre vous qui connaissez un peu moins bien la langue française, je tiens à vous offrir mes très sincères félicitations, et l'enthousiasme avec lequel je les ai exprimées en français est tout aussi valable, cordial et ressenti dans la langue de Shakespeare.)

Je voudrais aussi associer mes vœux à ceux qui ont déjà été adressés au nouveau chef de l'Opposition, le député de L'Assomption, M. Jacques Parizeau, dont votre Assemblée connaît l'expérience et le dévouement.

Toujours à l'enseigne de la croissance et du développement économique, les défis du Québec moderne sont ceux de la concurrence internationale, de l'innovation, de la démographie et de l'environnement.

Pour les relever avec succès, le gouvernement entend mobiliser les compétences et le dynamisme de tous ceux et celles qui ont à cœur l'épanouissement et le rayonnement de notre société.



Cette société québécoise doit donc continuer d'accorder au développement économique la toute première priorité.

Cette société québécoise doit demeurer une société de langue et de culture françaises, en même temps qu'une terre d'accueil pour les nouveaux arrivants et le lieu d'une solidarité féconde entre les Québécois d'expression française et les Québécois d'expression anglaise.

Cette Assemblée a formellement ratifié, par voie de résolution, le 23 juin 1987, l'accord constitutionnel du lac Meech.

Cet accord constituant la condition essentielle à l'adhésion du Québec à la Loi constitutionnelle de 1982 et à la participation du gouvernement du Québec aux étapes à venir du processus de révision constitutionnelle au Canada, une attention prioritaire y sera encore accordée.

Après sept années de croissance ininterrompue, l'économie nord-américaine sera marquée par un ralentissement au cours des prochains mois.

Ce ralentissement aura inévitablement des conséquences sur le contexte financier dans lequel le gouvernement évoluera.

En ce qui concerne les mesures de développement qu'il compte introduire, le gouvernement entend privilégier, dans toute la mesure du possible, la réallocation de budgets plutôt que l'injection de nouveaux crédits qui aurait pour conséquence d'accroître indûment son déficit budgétaire.

Soucieux de poursuivre sa gestion rigoureuse et efficace des finances publiques, le gouvernement entend soumettre à l'Assemblée nationale un projet de loi visant à permettre d'effectuer, sous forme regroupée, les emprunts des institutions des réseaux de l'éducation, de la santé et des services sociaux, et de certaines sociétés d'État.

Cette approche novatrice permettra à ces organismes de réduire leurs coûts d'emprunt et d'avoir accès à de nouveaux marchés financiers.

De plus, il devient impératif d'adapter le cadre de réglementation à la réalité du décloisonnement des institutions financières et des intermédiaires de marché afin que ceux-ci puissent oeuvrer efficacement dans ce nouveau contexte.

Vous serez donc informés des mesures que le gouvernement privilégiera afin d'harmoniser les réglementations existantes et de permettre aux institutions

financières faisant affaire au Québec, et plus particulièrement aux institutions à charte québécoise, d'accroître l'efficacité de la mise en marché de leurs produits, tout en améliorant la qualité des services offerts à la population québécoise.

Le gouvernement suit de près les profondes mutations qui s'opèrent présentement sur la scène internationale et qui, sur le plan économique notamment, nous ouvrent d'énormes perspectives de développement.

The Québec business leaders are firmly committed to taking advantage of the Canada-US Free Trade Agreement and the Government is determined to support them.

In this respect, the Government will insure its active participation in the wake of this treaty and this Assembly will be kept informed of the modes of Québec's participation in the Canadian federal context.

(Traduction: Les chefs de file dans le monde québécois des affaires sont déterminés à saisir l'occasion que leur offre l'accord de libre-échange avec les États-Unis, et le gouvernement les appuiera.

À cet effet, il participera activement à la mise en oeuvre de ce traité et l'Assemblée sera tenue informée des modalités que le Québec entend privilégier dans le contexte fédéral canadien.)

D'une façon particulière, tout en contribuant à l'élaboration de la position canadienne dans les pourparlers du GATT, le gouvernement est bien déterminé à maintenir le développement du secteur agricole.

Pour lui, la protection de l'économie agricole doit passer par des structures de mise en marché et de stabilisation des revenus que le Canada s'est données et auxquelles les producteurs québécois et leur gouvernement ont contribué de façon significative.

Par ailleurs, face à l'unification prochaine du marché européen, le gouvernement est à se doter d'une stratégie d'action précise et à planifier une démarche de sensibilisation des intervenants concernés pour que le Québec puisse pleinement profiter des nouvelles possibilités de ce marché.

Le développement du Québec étant maintenant conditionné par son ouverture au monde extérieur, le gouvernement révisera en profondeur son approche et dégagera une stratégie qui consolidera le rôle des relations internationales comme instrument majeur de ce développement.

Au cours des dernières années, le gouvernement a mis en place un important dispositif de stimulants et de supports financiers à la recherche scientifique et à l'innovation dont le Fonds de développement technologique, en vertu duquel des projets mobilisateurs en voie de concrétisation seront annoncés sous peu.

Pour aller encore plus loin dans cette voie, le gouvernement annonce à cette Assemblée qu'il procédera à la mise en place de deux instruments additionnels.

En premier lieu, un fonds d'assistance au développement technologique, spécialement dédié à la recherche et au développement en matière d'environnement, sera institué.

En deuxième lieu, un nouvel incitatif fiscal sera élaboré afin de canaliser l'épargne individuelle vers le financement de projets moteurs pour l'économie, c'est-à-dire d'initiatives majeures d'entreprises renommées dans leur secteur et visant, ici même au Québec, le développement ainsi que la commercialisation de produits ou procédés innovateurs.

Au cours des années quatre-vingt-dix, le développement des ressources humaines et la formation de la main-d'oeuvre constitueront les nouveaux objectifs prioritaires du gouvernement en vue d'assurer la croissance économique, la justice sociale ainsi que la lutte au sous-développement et à la pauvreté.

Le gouvernement déposera donc à l'Assemblée nationale un document majeur d'orientation sur la formation permanente de la main-d'oeuvre et sur les moyens de la favoriser pour l'ensemble des travailleurs du Québec.

Il élaborera également une politique d'apprentissage pour faciliter l'intégration professionnelle, le perfectionnement des travailleurs, de même que l'adaptation et le recyclage des travailleurs sans emploi et des bénéficiaires de la sécurité du revenu aptes au travail.

Vous aurez également à vous pencher sur la révision de la loi sur la formation et sur la qualification de la main-d'oeuvre, le mandat et les responsabilités des commissions de formation professionnelle devant être adaptés aux réalités d'aujourd'hui.

Dans le cadre de la stratégie d'adaptation au libre-échange, cette Assemblée sera invitée à faire de ces commissions des guichets régionaux uniques d'accès aux programmes de main-d'oeuvre et de concertation en matière d'adaptation.

Le gouvernement envisage également le recours à la fiscalité pour stimuler l'investissement dans le développement des ressources humaines, sujet qui fera également l'objet d'un important sommet.

The high importance given to human resources and manpower will therefore translate into major governmental interventions. (Traduction: L'importance accordée aux ressources humaines et à la main-d'oeuvre se verra donc concrétisée dans les grandes interventions du gouvernement.)

L'éducation demeurant le moteur premier de la croissance économique d'une société moderne, le gouvernement invitera cette Assemblée à poursuivre ses efforts pour valoriser ce secteur clé de notre développement.

Des propositions vous seront donc soumises pour améliorer la formation de base et les apprentissages.

Le gouvernement prendra des mesures afin d'améliorer les programmes d'alphabétisation et donnera suite aux recommandations du groupe de travail sur les bibliothèques scolaires.

De même, l'Assemblée nationale aura à adopter des modifications à la Loi sur l'instruction publique de façon à tenir compte d'un récent jugement de la Cour suprême.

De plus, les importantes améliorations au régime des prêts et bourses déjà annoncées par le gouvernement, lesquelles permettront aux étudiants de financer plus facilement le coût de leurs études, feront l'objet d'un projet de loi.

Des mesures concrètes et significatives concernant le financement des universités seront également instituées.

L'ensemble de ces mesures viendra concrétiser la volonté du gouvernement de former une main-d'oeuvre instruite et de préparer une génération de Québécois disposant d'une solide formation de base et capables de relever le défi du progrès scientifique et technologique.

Dans le domaine du travail, le gouvernement vous invitera à revoir les domaines de compétence et les modalités de fonctionnement de la Commission des relations du travail à la lumière des recommandations du rapport Blain, ainsi qu'à réviser les responsabilités du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, entre autres dans le processus de sélection des arbitres.

L'Assemblée nationale sera saisie d'un projet de réforme sur la tarification de la Commission de la santé et de la sécurité du travail pour la rendre plus équitable, plus conforme aux règles de l'assurance et pour inciter les entreprises à faire de la prévention.

Des modifications à la Loi sur le régime de rentes du Québec et la levée du moratoire sur la disposition des surplus accumulés dans les régimes complémentaires de retraite seront aussi soumises à l'attention des députés.

Le dossier des heures d'ouverture des commerces retiendra également l'attention du gouvernement qui s'appuiera sur les critères fondamentaux que sont l'équité entre les commerçants, la satisfaction des besoins réels des consommateurs ainsi que la qualité de vie de la population, notamment celle des travailleurs et des travailleuses.

La famille constituant la pierre d'assise de notre société, le gouvernement est d'avis qu'une prise de conscience collective s'impose sur la valeur de la famille et que notre choix de société à cet égard doit traduire une grande confiance en l'avenir.

Il va donc vous inviter à prendre dès à présent des mesures concrètes qui donneront des fondements solides à sa politique en matière de population.

L'Assemblée nationale aura à adopter d'importants projets de loi qui viendront confirmer la volonté du gouvernement de contribuer au soutien de la famille.

La réconciliation des responsabilités parentales et professionnelles fera également l'objet d'actions concrètes.

À cet effet, les parlementaires seront invités à modifier la loi sur les normes minimales de travail et à examiner des mesures visant à garantir un meilleur niveau de remplacement du revenu pendant le congé de naissance.

À la suite de la publication d'une nouvelle politique en cette matière, la révision de la loi et des règlements sur les services de garde occupera une partie des travaux de cette Assemblée.

Par ailleurs, les réalités sociales actuelles démontrent que la promotion de la famille ne peut se faire au détriment des droits des individus qui la composent et doit être basée sur des rapports égalitaires entre les hommes et les femmes.

La situation économique des femmes et la place qu'elles occupent sur le marché du travail continueront d'être des priorités pour le gouvernement.

De plus, vous serez appelés à donner suite aux dispositions prévues à la loi qui a institué le patrimoine familial, dont le contenu regroupe notamment des droits accumulés au titre d'un régime de retraite.

Ces régimes devront prévoir des mesures visant l'établissement, l'évaluation et l'acquittement des droits attribués aux époux.

De plus, compte tenu de sa volonté d'accroître l'immigration et de favoriser le rapprochement avec les communautés culturelles, le gouvernement entend soumettre un important énoncé de politique sur l'immigration et l'intégration des immigrants.

Cet énoncé sera accompagné de mesures concrètes en matière de recrutement et de sélection des immigrants de même qu'en matière d'intégration des immigrants et des membres des communautés culturelles à la communauté francophone.

Le gouvernement invitera également cette Assemblée à prendre des mesures décisives de manière à soutenir les communautés culturelles du Québec et à développer des relations interculturelles plus fécondes.

Il logera ses actions à l'enseigne des intérêts particuliers de la jeunesse québécoise, notamment au niveau de sa formation et de la qualité de l'éducation.

En ce qui a trait plus particulièrement à l'intégration de nos jeunes, il réitère sa ferme volonté de réduire le décrochage scolaire.

Par ailleurs, le gouvernement entend accroître ses efforts de négociation avec les nations autochtones afin de faciliter le développement économique et social de leurs communautés et de poursuivre l'harmonisation de ses relations avec chacune des nations concernées.

Poursuivant l'affirmation de l'identité culturelle québécoise, il entend travailler à améliorer l'accessibilité des Québécois et des Québécoises à la culture et à poursuivre son aide et son soutien aux créateurs.

C'est ainsi qu'il continuera d'améliorer et d'élargir l'infrastructure d'équipements nécessaires à une plus grande diffusion des oeuvres et des produits culturels.

Il saisira également l'Assemblée nationale d'un projet de révision de la Loi sur les bibliothèques publiques qui fera suite au rapport de la commission Sauvageau sur le sujet.

De même, il soumettra des propositions d'orientation en matière de cinéma pour actualiser l'action gouvernementale en fonction de l'évolution du milieu cinématographique.

Dans un monde marqué par une ouverture de plus en plus grande des frontières politiques, économiques et sociales, les communications constituent des enjeux stratégiques.

Le secteur des technologies de pointe revêtant, dans ce contexte, une grande importance, le gouvernement priorisera des actions susceptibles d'accroître son expertise ainsi que les retombées en cette matière, notamment dans les secteurs de l'informatique et des télécommunications.

Outre la protection et la promotion de sa spécificité culturelle, il informera cette Assemblée des actions qu'il prendra afin de contribuer à la consolidation de l'espace francophone international.

Le défi environnemental exige du gouvernement qu'il assure à tous les citoyens et citoyennes une qualité de vie sans cesse meilleure, notamment par le maintien et l'accroissement de la salubrité publique.

Pour ce faire, tout en favorisant la convergence des actions de tous les intervenants concernés vers le développement durable, le gouvernement est fermement résolu à privilégier une approche globale en matière environnementale et à concrétiser l'application rigoureuse du principe du pollueur-payeur.

Il saisira cette Assemblée des moyens qu'il compte adopter pour renforcer substantiellement le secteur de l'environnement, notamment par l'addition de ressources humaines et financières ainsi que d'éventuelles modifications aux structures administratives internes du ministère.

La gestion de la qualité de l'eau potable ainsi que celle des matières et des déchets dangereux vont faire l'objet de mesures spécifiques qui seront soumises à cette Assemblée, dont celles du renforcement des mécanismes de contrôle et de prévention, de même que des initiatives pour nettoyer les sites à risque, pour éviter leur prolifération et pour prévoir une capacité d'intervention efficace en cas d'accident écologique.

À la lumière de travaux de la commission Charbonneau sur la gestion des déchets dangereux, le gouvernement vous proposera des choix socio-économiques et techniques pour solutionner les problèmes de transport, d'entreposage et d'élimination des déchets dangereux.

Enjeu majeur de la politique de développement économique, la protection de l'environnement passera également par la réduction des déchets et des effluents.

En matière d'eau potable, vous serez appelés à renforcer les normes de qualité et leur mise en application, en particulier en ce qui concerne les micro-polluants et la réglementation touchant l'eau embouteillée.

Les entreprises seront par ailleurs conviées à se joindre à l'État afin de modeler leurs habitudes et leurs décisions aux exigences inhérentes à la conservation et à la protection de notre patrimoine naturel.

Dans le cadre des travaux de la table ronde québécoise sur l'environnement et l'économie, le gouvernement participe actuellement à l'élaboration d'un plan d'action comprenant des projets qui intégreront les préoccupations qui caractérisent le développement durable.

Compte tenu de l'expérience fructueuse vécue à cette table, il proposera de la rendre permanente.

De plus, afin de disposer des boues et régler le problème du débordement des réseaux d'égout, il évaluera la possibilité d'élargir, avec la collaboration des autres paliers de gouvernement, le programme d'assainissement des eaux.

Des mesures seront également privilégiées pour garantir une couverture environnementale basée sur une approche intégrée eau-air-sol et pour s'attaquer aux secteurs les plus polluants, soit les rejets industriels – incluant ceux des usines de pâtes et papiers – les pesticides, les déchets solides, l'évacuation des eaux usées et les polluants du milieu agricole.

As a major part of his environment policy, the Government will invite you to privilege the diffusion of adequate information, such as thorough assessments of the state of our environment.

In this respect, it will make sure that enterprises take into account the environmental assessments which concern them, detect the problems related to the environment and develop their own technologies.



(Traduction: Élément majeur de sa politique sur l'environnement, le gouvernement vous invitera à privilégier la diffusion d'informations précises au moyen d'études très détaillées concernant l'état de notre environnement.

Ainsi, les entreprises devront considérer les études environnementales qui les touchent directement, détecter les problèmes reliés à l'environnement et mettre au point leurs propres technologies.)

De plus, les déchets biomédicaux et la gestion des pneus hors d'usage feront l'objet de mesures destinées à protéger l'environnement.

À la demande du gouvernement, le projet de mise en valeur du Saint-Laurent a été élaboré afin de redonner au fleuve sa qualité.

Diverses interventions et actions découleront des propositions en vue de mettre à contribution tous les intervenants concernés.

À la suite du rapport du comité Lacoste, le gouvernement vous proposera de réviser la procédure environnementale.

De plus, il tiendra compte de la dimension environnementale dans ses critères d'achat.

Enfin, il continuera d'apporter des correctifs afin de contrer les perturbations environnementales découlant du drainage minier acide qu'occasionnent les sites principalement concentrés dans la région de l'Abitibi-Témiscamingue.

Le gouvernement entend par ailleurs poursuivre ses efforts pour assurer aux Québécois et aux Québécoises des services sociaux et de santé efficaces et de qualité.

Ayant fait connaître ses orientations suite au rapport de la commission Rochon et déposé un avant-projet de loi, il entend associer l'Assemblée nationale à la consultation des principaux intervenants avant de lui demander d'adopter le projet de réforme final.

Un projet de loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes vous sera également soumis.

De plus, des modifications à la Loi sur la protection de la jeunesse dans le but d'assouplir la procédure permettant à des parents québécois d'adopter des enfants étrangers vous seront proposées.

Les députés seront en outre appelés à étudier la création d'un conseil des aînés susceptible d'améliorer nos programmes d'aide aux personnes âgées.

Le gouvernement entend également créer une commission chargée d'étudier la mise sur pied éventuelle d'un fonds de compensation pour les personnes handicapées dans le but de favoriser une meilleure intégration sociale.

Vous serez appelés à réviser la Loi sur la protection du malade mental pour la rendre conforme aux orientations ministérielles énoncées en janvier dernier, de même que la Loi sur la protection de la santé publique pour la moderniser et assurer une meilleure concertation entre les divers intervenants.

Pour assurer son avenir, le Québec a besoin d'un développement harmonieux et dynamique de toutes ses régions.

Tel que mentionné dans la politique de développement régional rendue publique l'an dernier, le gouvernement ne veut pas se substituer à l'esprit créateur et entrepreneur de l'individu et des groupes en régions, mais plutôt l'encourager et créer des conditions favorables à son développement.

Afin que la prise en compte des spécificités régionales se manifeste dans l'élaboration des politiques et des programmes, le gouvernement renforcera les éléments de la modulation régionale de ses initiatives.

De plus, dans la continuité de son action de partenariat avec les régions, le gouvernement participera à la préparation et à la tenue de conférences socio-économiques et prolongera cette démarche de concertation et de partenariat au niveau local.

Ainsi, d'autres contrats de relance seront conclus avec des municipalités régionales de comté et des municipalités à économie simple.

Pour la région de Québec, le gouvernement a déjà procédé à l'implantation d'un Secrétariat à la capitale et prévu la mise sur pied d'une table de concertation Québec\Capitale.

Le gouvernement améliorera la coordination de ces interventions et contribuera à l'élaboration d'un plan de mise en valeur de la capitale.

Pour la région de Montréal qui est, de toute évidence, la locomotive du développement économique du Québec tout entier, l'implantation du Comité ministériel permanent du développement de la région métropolitaine de Montréal permettra de favoriser une juste évaluation de la situation socio-économique de

la région et de formuler une stratégie ainsi que des propositions concrètes pour assurer son développement dynamique et équilibré.

L'Assemblée nationale sera également amenée à étudier un projet de loi sur l'assurance-responsabilité des municipalités afin que ces dernières soient davantage prémunies contre les cycles du marché de l'assurance et contre les problèmes de disponibilité de certaines protections.

De plus, la refonte des lois municipales sera poursuivie.

Dans la foulée de la récente annonce de la mise en place d'une table de concertation en habitation, le gouvernement entend poursuivre les efforts qu'il a entrepris dans ce domaine, notamment afin de répondre adéquatement aux besoins de logements pour les personnes et les ménages financièrement démunis.

Outre l'aide à la restauration du parc immobilier et à l'accès des jeunes familles à la propriété, le gouvernement compte maintenir, en collaboration avec les autres paliers de gouvernement, le rythme de ses interventions en matière d'habitation sociale.

De plus, compte tenu du rôle majeur du tourisme dans l'économie québécoise, le gouvernement vous informera des efforts qu'il entend déployer afin de soutenir ce secteur de première importance pour le développement économique du Québec et de ses régions.

Dans le domaine de la voirie et des transports, le Québec a des défis particulièrement exigeants à relever et le gouvernement entend associer à cette tâche les membres de l'Assemblée nationale.

À cet effet, des mesures concernant le réseau routier et les ponts seront dévoilées.

La sécurité routière fera également l'objet d'une attention particulière.

Par ailleurs, cette Assemblée aura à poursuivre sa tâche en ce qui concerne le problème de la réglementation sur le camionnage ainsi que sur le transport par autobus et par taxi.

Des mesures vous seront également soumises dans le domaine du transport en commun.

Enfin, le gouvernement invitera cette Assemblée à étudier un projet de loi sur la création d'un organisme régional de transport dans la région de Montréal

afin de favoriser l'intégration et le financement des services sur le territoire de la communauté urbaine de Montréal, de Laval et de la rive sud métropolitaine.

Le gouvernement est déjà engagé activement dans la poursuite des objectifs énoncés dans la politique énergétique rendue publique en 1988.

Hydro-Québec a déposé un plan de développement qui comporte des investissements de 47 milliards de dollars.

Ce plan prévoit des sommes importantes pour améliorer la qualité des services et la fiabilité du réseau de distribution.

Cette Assemblée sera informée des mesures qui seront privilégiées en vue d'assurer que ces travaux auront le plus de retombées économiques possible au Québec et qu'ils s'effectueront dans le respect des exigences environnementales.

Furthermore, the government intends to establish measures of harmonization in the procedure of examination of the environmental impacts and to ensure the respect and the implementation of the agreements with the aboriginals. (Traduction: Par ailleurs, le gouvernement entend établir des mesures visant à harmoniser les études d'impact environnementales, en plus de s'assurer du respect et de la mise en oeuvre des ententes conclues avec les autochtones.)

Il vous informera d'un programme d'aide à la recherche et au développement en technologie énergétique et favorisera davantage la valorisation de la biomasse.

De plus, il continuera à promouvoir les exportations d'électricité.

Cette Assemblée sera informée des dispositions que le gouvernement prendra au cours des prochains mois pour permettre l'acheminement au Québec, à un coût compétitif, des liquides de gaz naturel en provenance de l'Ouest canadien et, de ce fait, pour assurer la concrétisation du projet Soligaz et des autres investissements majeurs qui y sont reliés.

Le Québec se dirige ainsi vers une véritable renaissance de son industrie pétrochimique et vers la revitalisation de l'est de Montréal.

Le cadre de gestion du nouveau régime forestier sera complété par la signature de 175 contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestiers.

De plus, le gouvernement entend appuyer la mise en valeur des forêts ainsi que leur reboisement.

Toujours dans la perspective du développement durable, des dispositions seront prises pour permettre au Québec d'accroître sa capacité en matière de désencrage.

Finalement, le gouvernement invitera les principaux intervenants de l'industrie des pâtes et papiers à se pencher sur des questions d'actualité, dont la modernisation des installations existantes, le contrôle de la pollution, l'élimination graduelle du flottage du bois et l'utilisation accrue de fibres secondaires.

Parce qu'elle est partie intégrante de nos ressources naturelles, le gouvernement entend valoriser le potentiel économique de la faune.

Il présentera un document d'orientation afin de préciser les modalités de la mise en oeuvre de la politique sur les espèces menacées ou vulnérables.

De plus, une politique de gestion intégrée des ressources dans les réserves sera élaborée afin d'assurer la pérennité de notre patrimoine faunique.

Le gouvernement entend améliorer de nouveau les programmes d'aide à la production agricole, après consultation des milieux concernés.

Cette Assemblée sera appelée à adopter une nouvelle législation sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires.

Dans une perspective de protection du territoire et de respect de l'environnement, une rationalisation de l'usage des produits chimiques agricoles sera instaurée tout en favorisant le développement de l'agriculture biologique et la mise en oeuvre de nouveaux programmes de contrôle de la qualité.

Pour le Québec, le secteur des pêches maritimes et de l'aquiculture constituent un outil de développement régional à fort potentiel.

En raison des fluctuations des prix du marché et de la ressource au cours des dernières années, cette industrie fait face à des difficultés qui l'empêchent de relever efficacement les défis auxquels elle est conviée.

Le gouvernement informera donc cette Assemblée des efforts qu'il entend déployer dans ce secteur afin de doter l'industrie des moyens lui permettant de rationaliser et de consolider ses assises et d'améliorer sa position économique dans l'Est canadien.

Finalement, en matière de justice, l'Assemblée nationale aura à adopter le projet d'ensemble de réforme du Code civil et à assurer la mise à jour du Code de procédure civile.

Le gouvernement vous soumettra également un important projet de réforme de la justice administrative et produira un document d'orientation sur la protection de la vie privée.

En terminant, le gouvernement tient à réitérer à cette Assemblée sa volonté de s'associer à elle afin que l'ensemble des députés puissent utiliser pleinement les outils qui sont à leur disposition, dont celui des commissions parlementaires.

À cet égard, il est important de rappeler que la réforme parlementaire entreprise depuis plusieurs années est une oeuvre perfectible et que, de ce fait, elle revêt un caractère perpétuel.

C'est la raison pour laquelle le gouvernement invite tous les membres de cette Assemblée à poursuivre cette réforme qui s'inscrit dans la consolidation des acquis sur lesquels s'appuie la démocratie parlementaire.

Voilà donc, mesdames et messieurs les députés, les grandes lignes des actions que le gouvernement entend privilégier afin de mieux assurer l'avenir du Québec.

This is a demanding task, but it constitutes, for the Government, a duty which it intends to accomplish with the support of all Quebecers, with respect to their capacity of paying as well as the highest interests of our society.

Cette tâche est certes exigeante, mais elle constitue, pour le gouvernement, un devoir qu'il a l'intention d'accomplir avec le concours des Québécois et des Québécoises dans le respect de leur capacité de payer ainsi que dans celui des intérêts supérieurs de notre nation.

Mesdames et messieurs de l'Assemblée nationale, en ouvrant cette première session de la trente-quatrième législature, je forme le voeu que ce Parlement soit parmi les meilleurs qu'aura connus notre province et que vous ferez en sorte qu'il soit permis au Québec de progresser et de se développer afin d'accroître la qualité de vie des citoyens et permettre à notre collectivité de continuer de s'affirmer.

Que Dieu vous soit en aide.

**28 novembre 1989**

---

L'honorable lieutenant-gouverneur se retire.

M. le Président occupe le fauteuil.

M. Bourassa, premier ministre, prononce ensuite le discours d'ouverture au nom du gouvernement.

---

À 15 h 40, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### AFFAIRES PRIORITAIRES

#### Débat sur le discours d'ouverture de la session

M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, entame le débat sur le discours d'ouverture prononcé par M. Bourassa, premier ministre.

À la fin de son intervention, M. Parizeau, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement d'une part, pour son inaction en regard des nombreux problèmes et défis qui confrontent le Québec, notamment quant à l'effondrement socio-économique de plusieurs régions rurales et quartiers urbains du Québec, quant au maintien de la disponibilité et de la qualité de services sociaux et de soins de santé pour une population caractérisée par un vieillissement accéléré, quant à une économie entravée par des déficiences chroniques en matière de formation professionnelle et de recherche et développement et quant à un environnement en perpétuelle dégradation et d'autre part, pour sa résignation manifeste à passer sous silence les très nombreuses agressions fédérales tant en matière de formation de la main-d'oeuvre que de langue et de ne pas revendiquer la sauvegarde des intérêts économiques du Québec comme par exemple en matière d'agriculture, de transport ou de transferts fiscaux.

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture.

À la fin de son intervention, M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sacrifié la défense des intérêts légitimes du Québec auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir à tout prix la ratification d'un mauvais accord constitutionnel.

Le débat se poursuit.

---

À 13 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 9 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.

La motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 5 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités;
- 7 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités;
- 8 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 4 Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes, les 6, 7 et 8 décembre 1989;

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux et la ministre déléguée à la Condition féminine soient membres de la commission pour la durée du mandat; et

QUE les organismes invités ainsi que l'horaire des auditions soient ceux spécifiés aux documents ci-après déposés.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des organismes invités ainsi que l'horaire des auditions prévues pour l'étude du projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes.

(Document n° 2 de la session)

---

M. Séguin, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

1      Loi modifiant la Loi sur les installations électriques.

La motion est adoptée.

---

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

31     Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

3      Loi modifiant la Loi sur les assurances.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 6      Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 3 de la session)

---

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989;

(Document n° 4 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 5 de la session)

---

M. Séguin, ministre du Revenu et ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989;

(Document n° 6 de la session)

Le rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989;

(Document n° 7 de la session)

Le rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 8 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989, des corporations professionnelles suivantes:

- L'Ordre des chimistes du Québec;  
(Document n° 9 de la session)
- L'Ordre des chiropraticiens du Québec;  
(Document n° 10 de la session)
- La Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec;  
(Document n° 11 de la session)
- La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;  
(Document n° 12 de la session)
- La Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec;  
(Document n° 13 de la session)
- La Corporation professionnelle des conseillers en relations industrielles du Québec;  
(Document n° 14 de la session)
- L'Ordre des dentistes du Québec;  
(Document n° 15 de la session)

- L'Ordre des denturologistes du Québec;  
(Document n° 16 de la session)
- La Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec;  
(Document n° 17 de la session)
- La Corporation professionnelle des infirmières et infirmiers auxiliaires du Québec;  
(Document n° 18 de la session)
- L'Ordre des ingénieurs du Québec;  
(Document n° 19 de la session)
- La Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec;  
(Document n° 20 de la session)
- La Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec;  
(Document n° 21 de la session)
- L'Ordre des pharmaciens du Québec;  
(Document n° 22 de la session)
- La Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec;  
(Document n° 23 de la session)
- La Corporation professionnelle des psychologues du Québec;  
(Document n° 24 de la session)
- L'Ordre des techniciens en radiologie du Québec;  
(Document n° 25 de la session)
- La Corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées du Québec;  
(Document n° 26 de la session)
- La Corporation professionnelle des travailleurs sociaux du Québec.  
(Document n° 27 de la session)

Les rapports annuels de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 1986, 1987 et 1988.

(Document n° 28 de la session)

M. le Président dépose:

Deux rapports du Directeur général des élections dans le cadre des élections générales tenues le 25 septembre 1989 :

- le rapport préliminaire des résultats des élections;  
(Document n° 29 de la session)
- le rapport d'une décision prise conformément à l'article 490 de la *Loi électorale* (1989, c. 1).  
(Document n° 30 de la session)

Une lettre de M. Bourassa, premier ministre, en date du 11 octobre 1989, informant le Secrétaire général de l'Assemblée de la nomination de M. William Cusano (Viau) à la fonction de whip en chef du gouvernement.

(Document n° 31 de la session)

Deux lettres de M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, adressées au Secrétaire général de l'Assemblée:

- la première, en date du 4 octobre 1989, l'informant de la nomination de M. Guy Chevette (Joliette) à la fonction de leader de l'Opposition officielle et de M. Jacques Brassard (Lac-Saint-Jean) à la fonction de whip de l'Opposition officielle;  
(Document n° 32 de la session)
- la deuxième, en date du 1<sup>er</sup> novembre 1989, l'informant de la nomination de M. François Gendron à la fonction de leader adjoint de l'Opposition officielle.  
(Document n° 33 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

En date du 20 juin 1989:

- Décision 324 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les allocations aux députés et les règlements sur la rémunération du personnel de députés et de cabinets;
- Décision 325 concernant le Règlement sur les conditions et les modalités d'impression, de publication et de distribution des projets de loi, des lois, du recueil annuel des lois et des autres documents parlementaires;



- Décision 326 concernant le Règlement sur les frais à payer pour obtenir une copie certifiée conforme d'une loi;
- Décision 328 concernant le Règlement sur la nomination, le classement et la rémunération d'un conducteur de véhicules et d'équipements mobiles, classe 30.

En date du 25 octobre 1989:

- Décision 333 concernant le Règlement concernant le personnel de certains cabinets de l'Assemblée nationale;
- Décision 334 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale.

(Document n° 34 de la session)

*La Liste des documents dont la loi prescrit le dépôt à l'Assemblée.*

(Document n° 35 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 36 de la session)

Le rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 37 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 29 novembre 1989, a statué sur les articles 127 et 139 du *Règlement de l'Assemblée nationale* et constitué un comité directeur.

(Document n° 38 de la session)

Sur la motion de M. Bissonnet, vice-président, le rapport est adopté.

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période des questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. le Président informe l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin d'élire leurs présidents et vice-présidents:

- La Commission des affaires sociales;
- La Commission des institutions;
- La Commission du budget et de l'administration;
- La Commission de l'économie et du travail;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;
- La Commission de l'aménagement et des équipements;
- La Commission de l'éducation;
- La Commission de la culture.

### Motions sans préavis

Mme Dupuis (Verchères) propose:

QU'en ce 152e anniversaire des événements de 1837-1838, l'Assemblée rende hommage à ces hommes et femmes patriotes pour leur apport majeur à la progression de la démocratie et du parlementarisme du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### AFFAIRES PRIORITAIRES

#### Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure suivantes:

La première, par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement d'une part, pour son inaction en regard des nombreux problèmes et défis qui confrontent le Québec, notamment quant à l'effondrement socio-économique de plusieurs régions rurales et quartiers urbains du Québec, quant au maintien de la disponibilité et de la qualité de services sociaux et de soins de santé pour une population caractérisée par un vieillissement accéléré, quant à une économie entravée par des déficiences chroniques en matière de formation professionnelle et de recherche et développement et quant à un environnement en perpétuelle dégradation et d'autre part, pour sa résignation manifeste à passer sous silence les très nombreuses agressions fédérales tant en matière de formation de la main-d'oeuvre que de langue et de ne pas revendiquer la sauvegarde des intérêts économiques du Québec comme par exemple en matière d'agriculture, de transport ou de transferts fiscaux.

La deuxième, par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sacrifié la défense des intérêts légitimes du Québec auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir à tout prix la ratification d'un mauvais accord constitutionnel.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) propose:

QUE cette Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par son manque de clairvoyance, son inaction et son insensibilité à l'égard des plus démunis de notre société, laisse le Québec devenir une société fracturée, divisée en deux, où 42% de la population vit maintenant dans un quartier ou une communauté en déclin démographique et en sous-développement.

Le débat se poursuit.

Sur la motion de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, le débat est ajourné.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Levesque, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 2      Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé: Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 39 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 20 février 1990 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 22 janvier 1990; et

QUE le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle ainsi que la ministre déléguée à la Condition féminine soient membres de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 40 de la session)

Le rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 41 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 42 de la session)

Le rapport annuel du Musée d'art contemporain de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 43 de la session)

Le rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1988.

(Document n° 44 de la session)

Le rapport annuel de la Société générale des industries culturelles (SOGIC), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 45 de la session)

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 46 de la session)

Les rapports annuels de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 1988 et 1989.

(Document n° 47 de la session)

Le rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche (AQVIR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 48 de la session)

Le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 49 de la session)

---

M. le Président dépose:

Une lettre de M. Bourassa, premier ministre, en date du 29 novembre 1989, informant le Secrétaire général de l'Assemblée des nominations suivantes:

- M. Lefebvre (Frontenac) et M. Johnson (Vaudreuil), en tant que leaders adjoints du gouvernement;
- M. Parent (Sauvé), en tant que président du caucus;
- M. Poulin (Chauveau), Mme Bleau (Groulx) et M. MacMillan (Papineau), en tant que whips adjoints du gouvernement.

(Document n° 50 de la session)

Le rapport du vérificateur des comptes relatifs au Vérificateur général, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 51 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

Les rapports des commissions qui ont siégé le 29 novembre 1989 afin d'élire leurs présidents et vice-présidents sont déposés respectivement:

- par M. Dauphin (Marquette), président de la Commission des institutions;  
(Document n° 52 de la session)
- par M. Lemieux (Vanier), président de la Commission du budget et de l'administration;  
(Document n° 53 de la session)
- par Mme Marois (Taillon), présidente de la Commission des affaires sociales ;  
(Document n° 54 de la session)
- par M. Bélanger (Laval-des-Rapides), président de la Commission de l'économie et du travail;  
(Document n° 55 de la session)
- par M. Richard (Nicolet-Yamaska), président de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation;  
(Document n° 56 de la session)
- par M. Garon (Lévis), président de la Commission de l'aménagement et des équipements;  
(Document n° 57 de la session)
- par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), présidente de la Commission de l'éducation;  
(Document n° 58 de la session)
- par M. Doyon (Louis-Hébert), président de la Commission de la culture.  
(Document n° 59 de la session)



### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Léonard (Labelle) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 4371 pétitionnaires, demandant que la région de Mont-Laurier soit décrétée région périphérique et qu'elle bénéficie d'une réduction du coût de l'essence.

(Document n° 60 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales.

### Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE M. Thérien (Rousseau) remplace M. Lemire (Saint-Maurice) comme membre de la Commission de l'aménagement et des équipements;

QUE M. Lemire (Saint-Maurice) remplace M. Thérien (Rousseau) comme membre de la Commission de la culture.

La motion est mise aux voix et un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 1)

#### POUR

Audet	Bélisle	Boulerice	Chenail
Bacon	Benoit	Bourbeau	Cherry
Baril	Bergeron	Bourdon	Chevrette
Beaudin	Blackburn	Bradet	Claveau
Beaulne	(Roberval)	Brassard	Côté
Bégin	Blais	Camden	(Charlesbourg)
Bélanger	Bleau	Cannon	Côté
(Laval-des-Rap.)	Boisclair	Cardinal	(Riv.-du-Loup)
Bélanger	Bordeleau	Caron	Cusano
(Még.-Compton)	Boucher-Bacon	Charbonneau	Dauphin

Després	Holden	Maltais	Rivard
Dionne	Hovington	Marcil	Robillard
Doyon	Jolivet	Marois	Ryan
Dufour	Joly	Messier	St-Roch
Dupuis	Juneau	Middlemiss	Séguin
Dutil	Khelfa	Morin	Sirros
Elkas	Lafrance	Pagé	Thérien
Farrah	Lafrenière	Paradis	Tremblay
Forget	Larouche	(Brome-Miss.)	(Outremont)
Fradet	Lazure	Paradis	Tremblay
Frulla-Hébert	Leclerc	(Matapédia)	(Rimouski)
Gagnon-Tremblay	Lefebvre	Paré	Trépanier
Garon	Lemire	Parent	Trudel
Gautrin	Léonard	Parizeau	Vallerand
Gauvin	LeSage	Pelchat	Vallières
Gendron	Levesque	Perron	Vermette
Gobé	Libman	Philibert	Williams
Godin	Loiselle	Poulin	
Hamel	Maciocia	Rémillard	
Harel	MacMillan	Richard	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 108      Contre: 0

---

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QU'à l'instar de l'Organisation mondiale de la santé,  
l'Assemblée nationale du Québec souligne, à sa manière, la  
Journée mondiale de lutte contre le SIDA.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit et, sur la motion de  
M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné que le débat se limite à cinq

**30 novembre 1989**

---

interventions, deux étant allouées à chacun des groupes parlementaires et une à un député indépendant.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **AFFAIRES PRIORITAIRES**

#### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure suivantes:

La première, par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement d'une part, pour son inaction en regard des nombreux problèmes et défis qui confrontent le Québec, notamment quant à l'effondrement socio-économique de plusieurs régions rurales et quartiers urbains du Québec, quant au maintien de la disponibilité et de la qualité de services sociaux et de soins de santé pour une population caractérisée par un vieillissement accéléré, quant à une économie entravée par des déficiences chroniques en matière de formation professionnelle et de recherche et développement et quant à un environnement en perpétuelle dégradation et d'autre part, pour sa résignation manifeste à passer sous silence les très nombreuses agressions fédérales tant en matière de formation de la main-d'oeuvre que de langue et de ne pas revendiquer la sauvegarde des intérêts économiques du Québec comme par exemple en matière d'agriculture, de transport ou de transferts fiscaux.

La deuxième, par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sacrifié la défense des intérêts légitimes du Québec auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir à tout prix la ratification d'un mauvais accord constitutionnel.

La troisième, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue):

QUE cette Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par son manque de clairvoyance, son inaction et son insensibilité à l'égard des plus démunis de notre société, laisse le Québec devenir une société fracturée, divisée en deux, où 42% de la population vit maintenant dans un quartier ou une communauté en déclin démographique et en sous-développement.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement qui, en ignorant les droits fondamentaux et les libertés des personnes et des groupes minoritaires au Québec, ne respecte pas les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée réprimande durement le gouvernement libéral qui n'a pas su, au cours de son premier mandat, faire de l'éducation une véritable priorité, et qui ne propose aucune mesure concrète afin d'enrayer les problèmes d'analphabétisme et d'abandons scolaires, et aucune mesure susceptible de hausser la scolarisation de la population.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son inaction quant aux problèmes économiques et sociaux de l'est de Montréal et son insouciance quant à la culture.

Le débat se poursuit.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

## **AFFAIRES PRIORITAIRES**

### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée poursuit le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue), par M. Libman (D'Arcy-McGee), par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, et par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques).

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction et sa mollesse à défendre les intérêts du Québec dans les dossiers des relations fédérales-provinciales en matière de transport, notamment concernant:

30 novembre 1989

---

- la politique fédérale d'abandon des lignes de chemin de fer au Québec;
- le traitement inéquitable du Québec dans le processus de rationalisation de Via Rail;
- la stratégie cachée du fédéral d'éliminer les chantiers maritimes au Québec;
- la part des dépenses fédérales en matière de routes.

Le débat se poursuit.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

À 22 h 00, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au lundi 4 décembre 1989, à 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 61 de la session)

Le rapport annuel de la Société du Parc des expositions agro-alimentaires, pour l'exercice financier terminé le 31 janvier 1989, accompagné des états financiers.

(Document n° 62 de la session)

---

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 63 de la session)

Le rapport annuel du Conseil des affaires sociales et de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 64 de la session)

**4 décembre 1989**

---

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 65 de la session)

---

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 66 de la session)

Le rapport annuel de la Régie de la sécurité dans les sports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 67 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **AFFAIRES PRIORITAIRES**

#### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure suivantes:

La première, par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement d'une part, pour son inaction en regard des



nombreux problèmes et défis qui confrontent le Québec, notamment quant à l'effondrement socio-économique de plusieurs régions rurales et quartiers urbains du Québec, quant au maintien de la disponibilité et de la qualité de services sociaux et de soins de santé pour une population caractérisée par un vieillissement accéléré, quant à une économie entravée par des déficiences chroniques en matière de formation professionnelle et de recherche et développement et quant à un environnement en perpétuelle dégradation et d'autre part, pour sa résignation manifeste à passer sous silence les très nombreuses agressions fédérales tant en matière de formation de la main-d'oeuvre que de langue et de ne pas revendiquer la sauvegarde des intérêts économiques du Québec comme par exemple en matière d'agriculture, de transport ou de transferts fiscaux.

La deuxième, par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sacrifié la défense des intérêts légitimes du Québec auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir à tout prix la ratification d'un mauvais accord constitutionnel.

La troisième, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue):

QUE cette Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par son manque de clairvoyance, son inaction et son insensibilité à l'égard des plus démunis de notre société, laisse le Québec devenir une société fracturée, divisée en deux, où 42% de la population vit maintenant dans un quartier ou une communauté en déclin démographique et en sous-développement.

La quatrième, par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement qui, en ignorant les droits fondamentaux et les libertés des personnes et des groupes minoritaires au Québec, ne respecte pas les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

La cinquième, par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée réprimande durement le gouvernement libéral qui n'a pas su, au cours de son premier mandat, faire de l'éducation une véritable priorité, et qui ne propose aucune mesure concrète afin d'enrayer les problèmes d'analphabétisme et d'abandons scolaires, et aucune mesure susceptible de hausser la scolarisation de la population.

La sixième, par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son inaction quant aux problèmes économiques et sociaux de l'est de Montréal et son insouciance quant à la culture.

La septième, par M. Garon (Lévis):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction et sa mollesse à défendre les intérêts du Québec dans les dossiers des relations fédérales-provinciales en matière de transport, notamment concernant:

- la politique fédérale d'abandon des lignes de chemin de fer au Québec;
- le traitement inéquitable du Québec dans le processus de rationalisation de Via Rail;
- la stratégie cachée du fédéral d'éliminer les chantiers maritimes au Québec;
- la part des dépenses fédérales en matière de routes.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec désavoue le gouvernement libéral pour sa docilité et son manque d'initiative à l'égard du nouvel empiétement d'Ottawa en matière de formation professionnelle et de congé de maternité, et le blâme sévèrement pour son pitoyable bilan dans l'est de Montréal.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Marois (Taillon) propose:

QUE cette Assemblée blâme l'attitude d'attentisme du gouvernement libéral à l'égard des travailleurs et des travailleuses en ce qui a trait aux mesures d'adaptation au libre-échange et aux nouvelles technologies.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral pour avoir fait preuve de favoritisme dans la gestion des fonds publics ainsi que dans le processus d'octroi des contrats gouvernementaux, également pour son refus systématique à prendre toutes les mesures nécessaires pour redonner confiance à la population envers l'intégrité et l'impartialité de l'action gouvernementale.

La question de la recevabilité de cette motion ayant été soulevée par M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. Cannon, vice-président, entend quelques interventions de part et d'autre sur cette affaire puis la prend en délibéré.

4 décembre 1989

---

À 17 h 59, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

## **AFFAIRES PRIORITAIRES**

### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée poursuit le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue), M. Libman (D'Arcy-McGee), M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques), M. Garon (Lévis), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) et Mme Marois (Taillon).

Sur la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, le débat est ajourné.

---

À 23 h 09, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 13 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 11 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Séguin, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 14 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, dépose:

Des brochures et lettres d'information concernant ce dernier projet de loi.  
(Document n° 68 de la session)

#### Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Un avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.  
(Document n° 69 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 23 janvier 1990 dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi, Loi sur les services de santé et les services sociaux;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 15 janvier 1990; et

QUE le ministre de la Santé et des Services sociaux soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

Sont également déposés par M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux:

Les rapports annuels de certains conseils régionaux de la santé et des services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 70 de la session)

---

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 71 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1987.

(Document n° 72 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. John Crosbie, ministre fédéral du Commerce extérieur, en date du 16 novembre 1989, concernant les négociations commerciales multilatérales et les préoccupations du Québec quant aux questions agricoles.

(Document n° 73 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

Un document du ministère de la Santé et des Services sociaux faisant état de la construction d'établissements du réseau de ce même ministère, ainsi que de l'engagement des intervenants y étant reliés.

(Document n° 74 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Liasse de documents concernant l'attribution de contrats gouvernementaux dans le réseau de la santé et des services sociaux.

(Document n° 75 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Chevette (Joliette) dépose:

La correspondance échangée dans le cadre des travaux de transformation de l'ancien hôpital Saint-Eusèbe, à Joliette, en centre d'accueil pour personnes âgées.

(Document n° 76 de la session)

### **Motions sans préavis**

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QU'à la suite du décès du Dr Robert Quenneville, l'Assemblée nationale exprime ses plus sincères condoléances à la famille de l'ex-ministre et député libéral de Joliette.



Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale exprime, au nom du peuple québécois, sa profonde solidarité et ses meilleurs vœux aux peuples de l'Europe de l'Est désormais engagés dans un effort historique de démocratisation de leur mode de gouvernement et de leurs institutions.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### AFFAIRES PRIORITAIRES

#### Débat sur le discours d'ouverture de la session

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure suivantes:

La première, par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement d'une part, pour son inaction en regard des nombreux problèmes et défis qui confrontent le Québec, notamment quant à l'effondrement socio-économique de plusieurs régions rurales et quartiers urbains du Québec, quant au maintien de la disponibilité et de la qualité de services sociaux et de soins de santé pour une population caractérisée par un

vieillessement accéléré, quant à une économie entravée par des déficiences chroniques en matière de formation professionnelle et de recherche et développement et quant à un environnement en perpétuelle dégradation et d'autre part, pour sa résignation manifeste à passer sous silence les très nombreuses agressions fédérales tant en matière de formation de la main-d'oeuvre que de langue et de ne pas revendiquer la sauvegarde des intérêts économiques du Québec comme par exemple en matière d'agriculture, de transport ou de transferts fiscaux.

La deuxième, par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sacrifié la défense des intérêts légitimes du Québec auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir à tout prix la ratification d'un mauvais accord constitutionnel.

La troisième, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue):

QUE cette Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par son manque de clairvoyance, son inaction et son insensibilité à l'égard des plus démunis de notre société, laisse le Québec devenir une société fracturée, divisée en deux, où 42% de la population vit maintenant dans un quartier ou une communauté en déclin démographique et en sous-développement.

La quatrième, par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement qui, en ignorant les droits fondamentaux et les libertés des personnes et des groupes minoritaires au Québec, ne respecte pas les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

La cinquième, par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée réprimande durement le gouvernement libéral qui n'a pas su, au cours de son premier mandat, faire de

l'éducation une véritable priorité, et qui ne propose aucune mesure concrète afin d'enrayer les problèmes d'analphabétisme et d'abandons scolaires, et aucune mesure susceptible de hausser la scolarisation de la population.

La sixième, par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son inaction quant aux problèmes économiques et sociaux de l'est de Montréal et son insouciance quant à la culture.

La septième, par M. Garon (Lévis):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction et sa mollesse à défendre les intérêts du Québec dans les dossiers des relations fédérales-provinciales en matière de transport, notamment concernant:

- la politique fédérale d'abandon des lignes de chemin de fer au Québec;
- le traitement inéquitable du Québec dans le processus de rationalisation de Via Rail;
- la stratégie cachée du fédéral d'éliminer les chantiers maritimes au Québec;
- la part des dépenses fédérales en matière de routes.

La huitième, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE l'Assemblée nationale du Québec désavoue le gouvernement libéral pour sa docilité et son manque d'initiative à l'égard du nouvel empiétement d'Ottawa en matière de formation professionnelle et de congé de maternité, et le blâme sévèrement pour son pitoyable bilan dans l'est de Montréal.

La neuvième, par Mme Marois (Taillon):

QUE cette Assemblée blâme l'attitude d'attentisme du gouvernement libéral à l'égard des travailleurs et des travailleuses en ce qui a trait aux mesures d'adaptation au libre-échange et aux nouvelles technologies.

M. Cannon, vice-président, entend alors quelques interventions supplémentaires sur la question de la recevabilité de la motion de censure de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) qu'il a prise en délibéré.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Lazure (La Prairie) propose:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti libéral pour son incapacité chronique à gérer les problèmes environnementaux notamment pour son insouciance à assurer la restauration de terrains contaminés au plomb ou de toutes autres matières toxiques, pour son inefficacité et son retard à élaborer une véritable politique de gestion des déchets domestiques, pour son laxisme à l'égard de la dissémination des déchets dangereux dont les déchets biomédicaux, pour son refus à assurer une véritable coopération avec la Commission d'enquête sur les déchets dangereux, pour son ralentissement imprimé aux programmes d'assainissement des eaux urbaines, industrielles et agricoles et pour les crédits trop peu élevés accordés au ministère de l'Environnement.

Le débat se poursuit.

---

À 12 h 55, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES PRIORITAIRES

### Débat sur le discours d'ouverture de la session

M. Cannon, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de censure présentée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) à la séance du 4 décembre 1989:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion prise en délibéré est déclarée irrecevable puisqu'elle contient un terme non parlementaire au sens de l'article 35(7) du Règlement. Une motion de censure, comme toute autre motion, ne peut contenir d'expressions dont il est interdit de se servir au cours du débat. L'expression "favoritisme" est non parlementaire parce qu'elle fait appel à une notion d'illégalité.

De plus, même si ce n'est pas toujours le cas, les circonstances font que l'expression est non parlementaire même si elle s'adresse à un groupe de députés, en l'occurrence les membres du Conseil des ministres. Tel qu'exprimé dans le règlement Geoffrion, "est irrégulier et non parlementaire de dire ou de laisser entendre que les procédés du gouvernement sont indignes et que sa conduite est voisine de la fourberie". Pour ces motifs, la motion est déclarée irrecevable.

---

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées.

À la fin de son intervention, M. Baril (Arthabaska) propose:

QUE l'Assemblée nationale blâme énergiquement le gouvernement libéral pour son impuissance à maintenir les acquis du Québec en matière agricole, pour son désengagement depuis 1985 de ce secteur essentiel à la santé et à l'avenir économique du Québec et pour son incapacité à défendre les intérêts de

l'agriculture québécoise auprès du gouvernement fédéral, en particulier dans le cadre des négociations du GATT.

Le débat se poursuit.

---

À 18 h 05, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

## **AFFAIRES PRIORITAIRES**

### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

Le débat se poursuit sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure présentées par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue), M. Libman (D'Arcy-McGee), M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques), M. Garon (Lévis), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), Mme Marois (Taillon), M. Lazure (La Prairie) et M. Baril (Arthabaska).

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet (Laviolette).

---

À 23 h 46, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Comité de la protection de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 77 de la session)

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Séguin, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 78 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 79 de la session)

Le rapport annuel du Conseil consultatif du travail et de la main-d'oeuvre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 80 de la session)

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Approvisionnements et Services, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 81 de la session)

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Deux documents d'information concernant la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*.

(Document n° 82 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 83 de la session)

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes:

Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988:

- L'Ordre des agronomes du Québec.

(Document n° 84 de la session)

Pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989:

- L'Ordre des architectes du Québec;

(Document n° 85 de la session)

- L'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec.

(Document n° 86 de la session)



### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose deux listes de contrats accordés, dans le réseau de la santé et des services sociaux, à des professionnels:

- la première faisant état de contrats obtenus entre 1977 et 1985;
- la deuxième concernant la procédure d'engagement relative à certains contrats attribués entre 1978 et 1989.

(Document n° 87 de la session)

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 1, Loi modifiant la Loi sur les installations électriques.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **AFFAIRES PRIORITAIRES**

#### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend le débat sur le discours d'ouverture de la session et sur les motions de censure suivantes:

La première, par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement d'une part, pour son inaction en regard des nombreux problèmes et défis qui confrontent le Québec, notamment quant à l'effondrement socio-économique de plusieurs régions rurales et quartiers urbains du Québec, quant au maintien de la disponibilité et de la qualité de services sociaux et de soins de santé pour une population caractérisée par un vieillissement accéléré, quant à une économie entravée par des déficiences chroniques en matière de formation professionnelle et de recherche et développement et quant à un environnement en perpétuelle dégradation et d'autre part, pour sa résignation manifeste à passer sous silence les très nombreuses agressions fédérales tant en matière de formation de la main-d'oeuvre que de langue et de ne pas revendiquer la sauvegarde des intérêts économiques du Québec comme par exemple en matière d'agriculture, de transport ou de transferts fiscaux.

La deuxième, par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sacrifié la défense des intérêts légitimes du Québec auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir à tout prix la ratification d'un mauvais accord constitutionnel.

La troisième, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue):

QUE cette Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par son manque de clairvoyance, son inaction et son insensibilité à l'égard des plus démunis de notre société, laisse le Québec devenir une société fracturée, divisée en deux, où 42% de la population vit maintenant dans un quartier ou une communauté en déclin démographique et en sous-développement.

La quatrième, par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement qui, en ignorant les droits fondamentaux et les libertés des personnes

et des groupes minoritaires au Québec, ne respecte pas les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

La cinquième, par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée réprimande durement le gouvernement libéral qui n'a pas su, au cours de son premier mandat, faire de l'éducation une véritable priorité, et qui ne propose aucune mesure concrète afin d'enrayer les problèmes d'analphabétisme et d'abandons scolaires, et aucune mesure susceptible de hausser la scolarisation de la population.

La sixième, par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son inaction quant aux problèmes économiques et sociaux de l'est de Montréal et son insouciance quant à la culture.

La septième, par M. Garon (Lévis):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction et sa mollesse à défendre les intérêts du Québec dans les dossiers des relations fédérales-provinciales en matière de transport, notamment concernant:

- la politique fédérale d'abandon des lignes de chemin de fer au Québec;
- le traitement inéquitable du Québec dans le processus de rationalisation de Via Rail;
- la stratégie cachée du fédéral d'éliminer les chantiers maritimes au Québec;
- la part des dépenses fédérales en matière de routes.

La huitième, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE l'Assemblée nationale du Québec désavoue le gouvernement libéral pour sa docilité et son manque d'initiative à l'égard du nouvel empiètement d'Ottawa en matière de formation professionnelle et de congé de maternité, et le blâme sévèrement pour son pitoyable bilan dans l'est de Montréal.

La neuvième, par Mme Marois (Taillon):

QUE cette Assemblée blâme l'attitude d'attentisme du gouvernement libéral à l'égard des travailleurs et des travailleuses en ce qui a trait aux mesures d'adaptation au libre-échange et aux nouvelles technologies.

La dixième, par M. Lazure (La Prairie):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti libéral pour son incapacité chronique à gérer les problèmes environnementaux notamment pour son insouciance à assurer la restauration de terrains contaminés au plomb ou de toutes autres matières toxiques, pour son inefficacité et son retard à élaborer une véritable politique de gestion des déchets domestiques, pour son laxisme à l'égard de la dissémination des déchets dangereux dont les déchets biomédicaux, pour son refus à assurer une véritable coopération avec la Commission d'enquête sur les déchets dangereux, pour son ralentissement imprimé aux programmes d'assainissement des eaux urbaines, industrielles et agricoles et pour les crédits trop peu élevés accordés au ministère de l'Environnement.

La onzième, par M. Baril (Arthabaska):

QUE l'Assemblée nationale blâme énergiquement le gouvernement libéral pour son impuissance à maintenir les acquis du Québec en matière agricole, pour son désengagement depuis 1985 de ce secteur essentiel à la santé et à l'avenir économique du Québec et pour son incapacité à défendre les intérêts de l'agriculture québécoise auprès du gouvernement fédéral, en particulier dans le cadre des négociations du GATT.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Jolivet (Laviolette) propose:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour avoir manipulé les règles d'attribution des contrats gouvernementaux et paragouvernementaux et trompé la population par rapport à sa gestion des fonds publics.

M. Bissonnet, vice-président, prend en délibéré la question de la recevabilité de cette motion.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour son refus persistant d'instituer une enquête publique sur sa gestion des fonds publics ainsi que sur l'octroi des contrats professionnels dans les domaines de la santé et de l'énergie.

Puis, M. Bissonnet, vice-président, autorise quelques interventions sur la question de la recevabilité de la motion présentée par M. Jolivet (Laviolette).

L'Assemblée poursuit le débat.

Le débat se termine par la réplique prononcée par M. Levesque, ministre des Finances.

---

À 13 h 05, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## **AFFAIRES PRIORITAIRES**

### **Débat sur le discours d'ouverture de la session**

L'Assemblée reprend ses travaux.

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

À la reprise des travaux, M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de censure présentée au cours de la séance par M. Jolivet (Laviolette).

### **DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE**

La motion de censure du député de Laviolette est déclarée recevable. Chaque fois qu'une question de règlement a pour objet de souligner l'utilisation de paroles non parlementaires, le Président doit analyser une telle question en ayant à l'esprit le contexte particulier en cause. Dans le cas présent, aucune expression ne va à l'encontre du Règlement.

---

Puis, M. Bissonnet, vice-président, entreprend la mise aux voix des motions de censure présentées au cours du débat.

Un vote par appel nominal est exigé et, à la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

M. Séguin, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 1, Loi modifiant la Loi sur les installations électriques, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 1 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 1 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation.

6 décembre 1989

---

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 9 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 9 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

Du consentement unanime de l'Assemblée, M. Ryan, ministre de l'Éducation, et M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, font état du drame survenu aujourd'hui à l'École polytechnique de Montréal et, à la demande de M. Bissonnet, vice-président, une minute de silence est observée.

---

À 21 h 12, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



Dix heures

Moment de recueillement

Avant le début de la séance, M. Bourassa, premier ministre, M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, ainsi que M. Libman, député de D'Arcy-McGee, font part à l'Assemblée de leur consternation au lendemain des événements tragiques survenus à l'École polytechnique de Montréal.

M. le Président se joint à eux pour offrir aux familles éprouvées les condoléances de tous les membres de l'Assemblée. Puis, à son invitation, l'Assemblée consacre son moment de recueillement à l'expression de son respect pour l'ensemble des victimes.

**AFFAIRES COURANTES**

Dépôts de documents

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Les avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec concernant:

- la maison Wilfrid-Laurier d'Arthabaska;
- la chapelle St.Mark de Lennoxville;
- les oeuvres d'art de la paroisse La Présentation;
- la fromagerie Perron, et son outillage, de Saint-Prime;
- l'église Saint James, municipalité de Hatley, Ayer's Cliff.

(Document n° 88 de la session)

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 89 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

M. le Président met aux voix les motions de censure suivantes présentées dans le cadre du débat sur le discours d'ouverture:

La première, par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement d'une part, pour son inaction en regard des nombreux problèmes et défis qui confrontent le Québec, notamment quant à l'effondrement socio-économique de plusieurs régions rurales et quartiers urbains du Québec, quant au maintien de la disponibilité et de la qualité de services sociaux et de soins de santé pour une population caractérisée par un vieillissement accéléré, quant à une économie entravée par des déficiences chroniques en matière de formation professionnelle et de recherche et développement et quant à un environnement en perpétuelle dégradation et d'autre part, pour sa résignation manifeste à passer sous silence les très nombreuses agressions fédérales tant en matière de formation de la main-d'oeuvre que de langue et de ne pas revendiquer la sauvegarde des intérêts économiques du Québec comme par exemple en matière d'agriculture, de transport ou de transferts fiscaux.

(Vote n° 2)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Chenail	Hovington	Parent
Audet	Cherry	Johnson	Pelchat
Bacon	Côté	Joly	Philibert
Beaudin	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
Bégin	Côté	Khelfa	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rémillard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrenière	Richard
Bélisle	Dauphin	Leclerc	Rivard
Benoit	Després	Lefebvre	Robic
Bergeron	Dionne	Lemieux	Robillard
Bissonnet	Doyon	Lemire	Ryan
Blackburn	Dutil	LeSage	Savoie
(Roberval)	Elkas	Libman	Séguin
Bleau	Farrah	Loiselle	St-Roch
Bordeleau	Forget	MacMillan	Thérien
Boucher-Bacon	Fradet	Maltais	Tremblay
Bourassa	Frulla-Hébert	Marcil	(Outremont)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Messier	Tremblay
Bradet	Gautrin	Middlemiss	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Pagé	Trépanier
Cannon	Gobé	Paradis	Vallières
Cardinal	Hamel	(Brome-Miss.)	Williams
Chagnon	Holden	Paradis	
Charbonneau	Houde	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

---

La deuxième, par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale du Québec blâme sévèrement le gouvernement libéral qui a sacrifié la défense des intérêts légitimes du Québec auprès du gouvernement fédéral afin d'obtenir à tout prix la ratification d'un mauvais accord constitutionnel.

(Vote n° 3)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Boucher-Bacon	Cusano	Hamel
Audet	Bourassa	Dauphin	Holden
Bacon	Bourbeau	Després	Houde
Beaudin	Bradet	Dionne	Hovington
Bégin	Camden	Doyon	Johnson
Bélanger	Cannon	Dutil	Joly
(Még.-Compton)	Cardinal	Elkas	Kehoe
Bélisle	Chagnon	Farrah	Khelfa
Benoit	Charbonneau	Forget	Lafrance
Bergeron	Chenail	Fradet	Lafrenière
Bissonnet	Cherry	Frulla-Hébert	Leclerc
Blackburn	Côté	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
(Roberval)	(Charlesbourg)	Gautrin	Lemieux
Bleau	Côté	Gauvin	Lemire
Bordeleau	(Riv.-du-Loup)	Gobé	LeSage

Libman	Paradis	Robic	Tremblay
Loiselle	(Matapédia)	Robillard	(Rimouski)
MacMillan	Parent	Ryan	Tremblay
Maltais	Pelchat	Savoie	(Outremont)
Marcil	Philibert	Séguin	Trépanier
Messier	Picotte	St-Roch	Vallières
Middlemiss	Poulin	Thérien	Williams
Pagé	Rémillard		
Paradis	Richard		
(Brome-Miss.)	Rivard		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

---

La troisième, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue):

QUE cette Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral qui, par son manque de clairvoyance, son inaction et son insensibilité à l'égard des plus démunis de notre société, laisse le Québec devenir une société fracturée, divisée en deux, où 42% de la population vit maintenant dans un quartier ou une communauté en déclin démographique et en sous-développement.

(Vote n° 4)

POUR

Atkinson	Bourdon	Gendron	Morin
Baril	Brassard	Godin	Parizeau
Beaulne	Caron	Harel	Perron
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Vermette
Blais	Dufour	Lazure	
Boisclair	Dupuis	Libman	
Boulerice	Garon	Marois	

CONTRE

Audet	Chenail	Hovington	Parent
Bacon	Cherry	Johnson	Pelchat
Beaudin	Côté	Joly	Philibert
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
Bélanger	Côté	Khelfa	Poulin
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rémillard
Bélisle	Cusano	Lafrenière	Richard
Benoit	Dauphin	Leclerc	Rivard
Bergeron	Després	Lefebvre	Robic
Bissonnet	Dionne	Lemieux	Robillard
Blackburn	Doyon	Lemire	Ryan
(Roberval)	Dutil	LeSage	Savoie
Bleau	Elkas	Loiselle	Séguin
Bordeleau	Farrah	MacMillan	St-Roch
Boucher-Bacon	Forget	Maltais	Thérien
Bourassa	Fradet	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	Messier	(Outremont)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gautrin	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Gauvin	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gobé	(Brome-Miss.)	Vallières
Chagnon	Hamel	Paradis	Williams
Charbonneau	Houde	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 28 Contre: 83

---

La quatrième, par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE l'Assemblée nationale condamne le gouvernement qui, en ignorant les droits fondamentaux et les libertés des personnes et des groupes minoritaires au Québec, ne respecte pas les chartes canadienne et québécoise des droits et libertés.

(Vote n° 5)

POUR

Atkinson

Holden

Libman

CONTRE

Audet	Caron	Godin	Paradis
Bacon	Carrier-Perreault	Hamel	( <i>Matapédia</i> )
Baril	Chagnon	Harel	Parent
Beaudin	Charbonneau	Houde	Parizeau
Beaulne	Chenail	Hovington	Pelchat
Bégin	Cherry	Johnson	Perron
Bélanger	Chevrette	Jolivet	Philibert
( <i>Még.-Compton</i> )	Côté	Joly	Picotte
Bélisle	( <i>Charlesbourg</i> )	Kehoe	Poulin
Benoît	Côté	Khelfa	Rémillard
Bergeron	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lafrance	Richard
Bissonnet	Cusano	Lafrenière	Rivard
Blackburn	Dauphin	Lazure	Robic
( <i>Chicoutimi</i> )	Després	Leclerc	Robillard
Blackburn	Dionne	Lefebvre	Ryan
( <i>Roberval</i> )	Doyon	Lemieux	Savoie
Blais	Dufour	Lemire	Séguin
Bleau	Dupuis	LeSage	St-Roch
Boisclair	Dutil	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Elkas	MacMillan	Tremblay
Boucher-Bacon	Farrah	Maltais	( <i>Outremont</i> )
Boulerice	Forget	Marcil	Tremblay
Bourassa	Fradet	Marois	( <i>Rimouski</i> )
Bourbeau	Frulla-Hébert	Messier	Trépanier
Bourdon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Trudel
Bradet	Garon	Morin	Vallières
Brassard	Gautrin	Pagé	Vermette
Camden	Gauvin	Paradis	Williams
Cannon	Gendron	( <i>Brome-Miss.</i> )	
Cardinal	Gobé		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 3 Contre: 108

La cinquième, par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée réprimande durement le gouvernement libéral qui n'a pas su, au cours de son premier mandat, faire de l'éducation une véritable priorité, et qui ne propose aucune mesure concrète afin d'enrayer les problèmes d'analphabétisme et d'abandons scolaires, et aucune mesure susceptible de hausser la scolarisation de la population.

(Vote n° 6)

POUR

Atkinson	Bourdon	Gendron	Morin
Baril	Brassard	Godin	Parizeau
Beaulne	Caron	Harel	Perron
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Vermette
Blais	Dufour	Lazure	
Boisclair	Dupuis	Libman	
Boulerice	Garon	Marois	

CONTRE

Audet	Camden	Farrah	Lefebvre
Bacon	Cannon	Forget	Lemieux
Beaudin	Cardinal	Fradet	Lemire
Bégin	Chagnon	Frulla-Hébert	LeSage
Bélanger	Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Loiselle
(Még.-Compton)	Chenail	Gautrin	MacMillan
Bélisle	Cherry	Gauvin	Maltais
Benoit	Côté	Gobé	Marcil
Bergeron	(Charlesbourg)	Hamel	Messier
Bissonnet	Côté	Houde	Middlemiss
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Hovington	Pagé
(Roberval)	Cusano	Johnson	Paradis
Bleau	Dauphin	Joly	(Brome-Miss.)
Bordeleau	Després	Kehoe	Paradis
Boucher-Bacon	Dionne	Khelfa	(Matapédia)
Bourassa	Doyon	Lafrance	Parent
Bourbeau	Dutil	Lafrenière	Pelchat
Bradet	Elkas	Leclerc	Philibert



Picotte	Robillard	Tremblay	Trépanier
Poulin	Ryan	(Outremont)	Vallières
Rémillard	Savoie	Tremblay	Williams
Richard	Séguin	(Rimouski)	
Rivard	St-Roch		
Robic	Thérien		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 28 Contre: 83

---

La sixième, par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement pour son inaction quant aux problèmes économiques et sociaux de l'est de Montréal et son insouciance quant à la culture.

(Vote n° 7)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Benoit	Bourassa	Chenail
Audet	Bergeron	Bourbeau	Cherry
Bacon	Bissonnet	Bradet	Côté
Beaudin	Blackburn	Camden	(Charlesbourg)
Bégin	(Roberval)	Cannon	Côté
Bélanger	Bleau	Cardinal	(Riv.-du-Loup)
(Még.-Compton)	Bordeleau	Chagnon	Cusano
Bélisle	Boucher-Bacon	Charbonneau	Dauphin

Després	Hovington	Marcil	Robic
Dionne	Johnson	Messier	Robillard
Doyon	Joly	Middlemiss	Ryan
Dutil	Kehoe	Pagé	Savoie
Elkas	Khelfa	Paradis	Séguin
Farrah	Lafrance	(Brome-Miss.)	St-Roch
Forget	Lafrenière	Paradis	Thérien
Fradet	Leclerc	(Matapédia)	Tremblay
Frulla-Hébert	Lefebvre	Parent	(Rimouski)
Gagnon-Tremblay	Lemieux	Pelchat	Tremblay
Gautrin	Lemire	Philibert	(Outremont)
Gauvin	LeSage	Picotte	Trépanier
Gobé	Libman	Poulin	Vallières
Hamel	Loiselle	Rémillard	Williams
Holden	MacMillan	Richard	
Houde	Maltais	Rivard	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

---

La septième, par M. Garon (Lévis):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction et sa mollesse à défendre les intérêts du Québec dans les dossiers des relations fédérales-provinciales en matière de transport, notamment concernant:

- la politique fédérale d'abandon des lignes de chemin de fer au Québec;
- le traitement inéquitable du Québec dans le processus de rationalisation de Via Rail;
- la stratégie cachée du fédéral d'éliminer les chantiers maritimes au Québec;
- la part des dépenses fédérales en matière de routes.

(Vote n° 8)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Chenail	Hovington	Parent
Audet	Cherry	Johnson	Pelchat
Bacon	Côté	Joly	Philibert
Beaudin	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
Bégin	Côté	Khelfa	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rémillard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrenière	Richard
Bélisle	Dauphin	Leclerc	Rivard
Benoît	Després	Lefebvre	Robic
Bergeron	Dionne	Lemieux	Robillard
Bissonnet	Doyon	Lemire	Ryan
Blackburn	Dutil	LeSage	Savoie
(Roberval)	Elkas	Libman	Séguin
Bleau	Farrah	Loiselle	St-Roch
Bordeleau	Forget	MacMillan	Thérien
Boucher-Bacon	Fradet	Maltais	Tremblay
Bourassa	Frulla-Hébert	Marcil	(Outremont)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Messier	Tremblay
Bradet	Gautrin	Middlemiss	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Pagé	Trépanier
Cannon	Gobé	Paradis	Vallières
Cardinal	Hamel	(Brome-Miss.)	Williams
Chagnon	Holden	Paradis	
Charbonneau	Houde	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

---

La huitième, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE l'Assemblée nationale du Québec désavoue le gouvernement libéral pour sa docilité et son manque d'initiative à l'égard du nouvel empiétement d'Ottawa en matière de formation professionnelle et de congé de maternité, et le blâme sévèrement pour son pitoyable bilan dans l'est de Montréal.

(Vote n° 9)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Bradet	Elkas	Lafrenière
Audet	Camden	Farrah	Leclerc
Bacon	Cannon	Forget	Lefebvre
Beaudin	Cardinal	Fradet	Lemieux
Bégin	Chagnon	Frulla-Hébert	Lemire
Bélanger	Charbonneau	Gagnon-Tremblay	LeSage
(Még.-Compton)	Chenail	Gautrin	Libman
Bélisle	Cherry	Gauvin	Loiselle
Benoit	Côté	Gobé	MacMillan
Bergeron	(Charlesbourg)	Hamel	Maltais
Bissonnet	Côté	Holden	Marcil
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Houde	Messier
(Roberval)	Cusano	Hovington	Middlemiss
Bleau	Dauphin	Johnson	Pagé
Bordeleau	Després	Joly	Paradis
Boucher-Bacon	Dionne	Kehoe	(Brome-Miss.)
Bourassa	Doyon	Khelfa	Paradis
Bourbeau	Dutil	Lafrance	(Matapédia)

Parent	Richard	Séguin	Tremblay
Pelchat	Rivard	St-Roch	( <i>Rimouski</i> )
Philibert	Robic	Thérien	Trépanier
Picotte	Robillard	Tremblay	Vallières
Poulin	Ryan	( <i>Outremont</i> )	Williams
Rémillard	Savoie		

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

---

La neuvième, par Mme Marois (Taillon):

QUE cette Assemblée blâme l'attitude d'attentisme du gouvernement libéral à l'égard des travailleurs et des travailleuses en ce qui a trait aux mesures d'adaptation au libre-échange et aux nouvelles technologies.

(Vote n° 10)

POUR

Atkinson	Bourdon	Gendron	Morin
Baril	Brassard	Godin	Parizeau
Beaulne	Caron	Harel	Perron
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
( <i>Chicoutimi</i> )	Chevrette	Jolivet	Vermette
Blais	Dufour	Lazure	
Boisclair	Dupuis	Libman	
Boulerice	Garon	Marois	

CONTRE

Audet	Bégin	Bélisle	Bissonnet
Bacon	Bélanger	Benoit	Blackburn
Beaudin	( <i>Még.-Compton</i> )	Bergeron	( <i>Roberval</i> )

Bleau	Dionne	Lafrenière	Picotte
Bordeleau	Doyon	Leclerc	Poulin
Boucher-Bacon	Dutil	Lefebvre	Rémillard
Bourassa	Elkas	Lemieux	Richard
Bourbeau	Farrah	Lemire	Rivard
Bradet	Forget	LeSage	Robic
Camden	Fradet	Loiselle	Robillard
Cannon	Frulla-Hébert	MacMillan	Ryan
Cardinal	Gagnon-Tremblay	Maltais	Savoie
Chagnon	Gautrin	Marcil	Séguin
Charbonneau	Gauvin	Messier	St-Roch
Chenail	Gobé	Middlemiss	Thérien
Cherry	Hamel	Pagé	Tremblay
Côté	Houde	Paradis	(Outremont)
(Charlesbourg)	Hovington	(Brome-Miss.)	Tremblay
Côté	Johnson	Paradis	(Rimouski)
(Riv.-du-Loup)	Joly	(Matapédia)	Trépanier
Cusano	Kehoe	Parent	Vallières
Dauphin	Khelfa	Pelchat	Williams
Després	Lafrance	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 28 Contre: 83

La dixième, par M. Lazure (La Prairie):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement du Parti libéral pour son incapacité chronique à gérer les problèmes environnementaux notamment pour son insouciance à assurer la restauration de terrains contaminés au plomb ou de toutes autres matières toxiques, pour son inefficacité et son retard à élaborer une véritable politique de gestion des déchets domestiques, pour son laxisme à l'égard de la dissémination des déchets dangereux dont les déchets bio-médicaux, pour son refus à assurer une véritable coopération avec la Commission d'enquête sur les déchets dangereux, pour son ralentissement imprimé aux programmes d'assainissement des eaux urbaines, industrielles et agricoles et pour les crédits trop peu élevés accordés au ministère de l'Environnement.

(Vote n° 11)

## POUR

Atkinson	Bourdon	Gendron	Morin
Baril	Brassard	Godin	Parizeau
Beaulne	Caron	Harel	Perron
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Trudel
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Vermette
Blais	Dufour	Lazure	
Boisclair	Dupuis	Libman	
Boulerice	Garon	Marois	

## CONTRE

Audet	Chenail	Hovington	Parent
Bacon	Cherry	Johnson	Pelchat
Beaudin	Côté	Joly	Philibert
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
Bélanger	Côté	Khelfa	Poulin
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rémillard
Bélisle	Cusano	Lafrenière	Richard
Benoit	Dauphin	Leclerc	Rivard
Bergeron	Després	Lefebvre	Robic
Bissonnet	Dionne	Lemieux	Robillard
Blackburn	Doyon	Lemire	Ryan
(Roberval)	Dutil	LeSage	Savoie
Bleau	Elkas	Loiselle	Séguin
Bordeleau	Farrah	MacMillan	St-Roch
Boucher-Bacon	Forget	Maltais	Thérien
Bourassa	Fradet	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	Messier	(Outremont)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Tremblay
Camden	Gautrin	Pagé	(Rimouski)
Cannon	Gauvin	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gobé	(Brome-Miss.)	Vallières
Chagnon	Hamel	Paradis	Williams
Charbonneau	Houde	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 28 Contre: 83

La onzième, par M. Baril (Arthabaska):

QUE l'Assemblée nationale blâme énergiquement le gouvernement libéral pour son impuissance à maintenir les acquis du Québec en matière agricole, pour son désengagement depuis 1985 de ce secteur essentiel à la santé et à l'avenir économique du Québec et pour son incapacité à défendre les intérêts de l'agriculture québécoise auprès du gouvernement fédéral, en particulier dans le cadre des négociations du GATT.

(Vote n° 12)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Camden	Forget	Lemieux
Audet	Cannon	Fradet	Lemire
Bacon	Cardinal	Frulla-Hébert	LeSage
Beaudin	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Libman
Bégin	Charbonneau	Gautrin	Loiselle
Bélanger	Chenail	Gauvin	MacMillan
(Még.-Compton)	Cherry	Gobé	Maltais
Bélisle	Côté	Hamel	Marcil
Benoit	(Charlesbourg)	Holden	Messier
Bergeron	Côté	Houde	Middlemiss
Bissonnet	(Riv.-du-Loup)	Hovington	Page
Blackburn	Cusano	Johnson	Paradis
(Roberval)	Dauphin	Joly	(Brome-Miss.)
Bleau	Després	Kehoe	Paradis
Bordeleau	Dionne	Khelfa	(Matapédia)
Boucher-Bacon	Doyon	Lafrance	Parent
Bourassa	Dutil	Lafrenière	Pelchat
Bourbeau	Elkas	Leclerc	Philibert
Bradet	Farrah	Lefebvre	Picotte



Poulin	Robillard	Thérien	Trépanier
Rémillard	Ryan	Tremblay	Vallières
Richard	Savoie	(Outremont)	Williams
Rivard	Séguin	Tremblay	
Robic	St-Roch	(Rimouski)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

---

La douzième, par M. Jolivet (Laviolette):

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour avoir manipulé les règles d'attribution des contrats gouvernementaux et paragouvernementaux et trompé la population par rapport à sa gestion des fonds publics.

(Vote n° 13)

POUR

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Parizeau
Blackburn	Caron	Godin	Perron
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Trudel
Blais	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Bélisle	Bordeleau	Cardinal
Audet	Benoit	Boucher-Bacon	Chagnon
Bacon	Bergeron	Bourassa	Charbonneau
Beaudin	Bissonnet	Bourbeau	Chenail
Bégin	Blackburn	Bradet	Cherry
Bélanger	(Roberval)	Camden	Côté
(Még.-Compton)	Bleau	Cannon	(Charlesbourg)

Côté	Hamel	MacMillan	Rivard
(Riv.-du-Loup)	Holden	Maltais	Robic
Cusano	Houde	Marcil	Robillard
Dauphin	Hovington	Messier	Ryan
Després	Johnson	Middlemiss	Savoie
Dionne	Joly	Pagé	Séguin
Doyon	Kehoe	Paradis	St-Roch
Dutil	Khelfa	(Brome-Miss.)	Thérien
Elkas	Lafrance	Paradis	Tremblay
Farrah	Lafrenière	(Matapédia)	(Outremont)
Forget	Leclerc	Parent	Tremblay
Fradet	Lefebvre	Pelchat	(Rimouski)
Frulla-Hébert	Lemieux	Philibert	Trépanier
Gagnon-Tremblay	Lemire	Picotte	Vallières
Gautrin	LeSage	Poulin	Williams
Gauvin	Libman	Rémillard	
Gobé	Loiselle	Richard	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

---

La treizième, par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement libéral pour son refus persistant d'instituer une enquête publique sur sa gestion des fonds publics ainsi que sur l'octroi des contrats professionnels dans les domaines de la santé et de l'énergie.

(Vote n° 14)

POUR

Baril	Blais	Brassard	Dufour
Beaulne	Boisclair	Caron	Dupuis
Blackburn	Boulerice	Carrier-Perreault	Garon
(Chicoutimi)	Bourdon	Chevette	Gendron

Godin	Lazure	Parizeau	Trudel
Harel	Marois	Perron	Vermette
Jolivet	Morin		

CONTRE

Atkinson	Chenail	Hovington	Parent
Audet	Cherry	Johnson	Pelchat
Bacon	Côté	Joly	Philibert
Beaudin	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
Bégin	Côté	Khelfa	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rémillard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrenière	Richard
Bélisle	Dauphin	Leclerc	Rivard
Benoit	Després	Lefebvre	Robic
Bergeron	Dionne	Lemieux	Robillard
Bissonnet	Doyon	Lemire	Ryan
Blackburn	Dutil	LeSage	Savoie
(Roberval)	Elkas	Libman	Séguin
Bleau	Farrah	Loiselle	St-Roch
Bordeleau	Forget	MacMillan	Thérien
Boucher-Bacon	Fradet	Maltais	Tremblay
Bourassa	Frulla-Hébert	Marcil	(Outremont)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Messier	Tremblay
Bradet	Gautrin	Middlemiss	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Pagé	Trépanier
Cannon	Gobé	Paradis	Vallières
Cardinal	Hamel	(Brome-Miss.)	Williams
Chagnon	Holden	Paradis	
Charbonneau	Houde	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 86

Motions sans préavis

M. Baril (Arthabaska) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités, le projet de loi 8, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik et le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions se réunira en séance de travail afin de former un comité directeur, d'approuver les prévisions budgétaires et le plan d'activités 1990-1991 et de prendre connaissance de différents documents sur le fonctionnement et les travaux de la commission.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 7 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 7 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 8, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 8 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 8 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

---

À 12 h 50, du consentement unanime, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## Projets de loi du gouvernement

En application des articles 182 et suivants, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier:

Les articles 20, 21 et 22, les mots "ou sur un fait personnel" au 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article 53 et le 7<sup>e</sup> paragraphe du même article, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 84, les mots "ou à la demande d'un député" au 1<sup>e</sup> alinéa de l'article 86 ainsi que le 2<sup>e</sup> alinéa du même article, les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 194, 205 à 208, 213, 230, 232, à l'article 233: "À l'étape prévue des affaires courantes,", les articles 236, 237, 240, 241, le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 244, à l'article 248, les mots: "et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente", les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 256 et les articles 304 à 307 soient suspendus jusqu'à l'adoption du projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier;

Il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, de procéder à l'étude dudit projet de loi;

La durée de l'étude détaillée dudit projet de loi en commission plénière soit fixée à un maximum de quatre-vingt-dix minutes après le début de ses travaux et ce, malgré les dispositions de l'article 245;

Le président de la commission plénière, à l'expiration de ce délai, mette aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude, et fasse rapport à l'Assemblée;

La durée du débat sur l'adoption du projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier, soit fixée à un maximum de soixante minutes, incluant une réplique de dix minutes au ministre qui présente ledit projet de loi, auquel maximum pourrait s'ajouter, le cas échéant, pour les fins de l'application de l'article 257, une période maximale de trente minutes au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement et sans appel nominal;

L'Assemblée puisse siéger tous les jours, à compter de 10 h 00, jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;

Sous réserve de ce qui précède, les dispositions du règlement de l'Assemblée particulières aux mois de juin et décembre soient appliquées; et

Les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier.

---

Le projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier, est distribué.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, il est ordonné:

QUE les travaux soient suspendus pour une période de cinq minutes.

---

L'Assemblée reprend ses travaux.

Avant que ne s'engage le débat restreint sur la motion de suspension des règles présentée par M. Pagé, leader du gouvernement, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion: les deux groupes parlementaires se partageront également les deux heures allouées à ce débat, la réplique de cinq minutes accordée à l'auteur de la motion faisant partie de la période attribuée au groupe gouvernemental.

Puis, M. Pagé, leader du gouvernement, entame le débat sur la motion présentée conformément aux articles 182 et suivants.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 15)

POUR

Atkinson	Camden	Houde	Paradis
Audet	Cardinal	Joly	(Matapédia)
Beaudin	Charbonneau	Kehoe	Parent
Bégin	Chenail	Khelfa	Philibert
Bélanger	Côté	Lafrance	Poulin
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	Lafrenière	Robillard
Bélanger	Cusano	Larouche	Ryan
(Még.-Compton)	Dauphin	Lefebvre	Savoie
Bélisle	Després	Lemire	Séguin
Benoit	Doyon	LeSage	St-Roch
Bergeron	Farrah	Libman	Tremblay
Bleau	Forget	Loiselle	(Rimouski)
Bordeleau	Gautrin	MacMillan	Williams
Boucher-Bacon	Gauvin	Maltais	
Brouillette	Holden	Pagé	

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Perron
Beaulne	Chevrette	Lazure	Trudel
Boisclair	Dufour	Marois	Vermette
Bourdon	Dupuis	Morin	
Brassard	Gendron	Paré	
Caron	Harel	Parizeau	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 53 Contre: 21

---

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier.



**7 décembre 1989**

---

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

**QUE l'Assemblée suspende ses travaux jusqu'à 20 h 00.**

---

**Vingt heures**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier.

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 16.

**Le vendredi 8 décembre 1989**

La commission plénière poursuit l'étude du projet de loi 16 qui est amendé et rapporté; le rapport de la commission plénière est adopté à la majorité des voix par l'Assemblée.

*Adoption*

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 16, Loi concernant l'Institut Armand-Frappier, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 16 est adopté.

---

À 1 h 40, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

La motion est adoptée.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

12 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale.

La motion est adoptée.

---

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

33 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec concernant la chapelle Notre-Dame-de-Grâces de Saint-Nicolas.

(Document n° 90 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le diagramme de l'Assemblée nationale, en date du 28 novembre 1989.

(Document n° 91 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 6 décembre 1989, a étudié en détail le projet de loi 1, Loi modifiant la Loi sur les installations électriques - Rapporté sans amendement.

(Document n° 92 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Motions sans préavis**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 185 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, ainsi que M. Baril (Arthabaska) proposent conjointement:

QUE l'Assemblée nationale demande unanimement au gouvernement du Canada qu'il donne suite, dans le cadre des négociations commerciales multilatérales, à l'engagement qu'il a pris de renforcer et de clarifier l'article XI 2(c) de l'accord du GATT, ceci afin d'assurer le maintien et le bon fonctionnement du système de gestion des approvisionnements et qu'il respecte également ses engagements envers le Québec concernant sa capacité d'intervenir dans le secteur agricole par des programmes de stabilisation des revenus, de financement agricole et des autres programmes d'aide à la production. Ces engagements doivent se réaliser non seulement dans le cadre des négociations du GATT mais aussi dans le processus de révision des politiques agricoles au Canada.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit.

Puis, M. Pagé, leader du gouvernement, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, interrompt le débat pour qu'il soit procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

### **Motions sans préavis**

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée conjointement par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et par M. Baril (Arthabaska).

Le débat terminé, la motion est adoptée à l'unanimité.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

##### *Adoption du principe*

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 6, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 6 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 6 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

---

À 13 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

*Adoption du principe*

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 31 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 31 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

À 15 h 31, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 12 décembre 1989, à 10 h 00.

---

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 8 décembre 1989, à 15 h 00, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Fradet, le représentant du premier ministre, de M. Gendron, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

16 Loi concernant l'Institut Armand-Frappier.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE





---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 15 Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 6 février 1990 dans le cadre de l'étude du projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 22 janvier 1990; et

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 204 Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf;
- 211 Loi concernant la ville de Berthierville;
- 231 Loi concernant la ville de Trois-Rivières;
- 232 Loi concernant la ville de Jonquière;
- 233 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault.

(Document n° 93 de la session)

---

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf.

La motion est adoptée.

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Houde (Berthier), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 211, Loi concernant la ville de Berthierville.

La motion est adoptée.

M. Philibert (Trois-Rivières) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 231, Loi concernant la ville de Trois-Rivières.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 37 des Règles de fonctionnement, M. Dufour (Jonquière) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 232, Loi concernant la ville de Jonquière.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 37 des Règles de fonctionnement, M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Doyon (Louis-Hébert), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 204, 211, 231, 232 et 233 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

#### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 12 décembre 1989

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

(Document n° 94 de la session)

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les crédits supplémentaires # 2 pour 1989-1990 sont renvoyés en commission plénière.

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science et ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de toponymie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 95 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 96 de la session)

Le rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 97 de la session)

Le rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 3 juillet 1989.

(Document n° 98 de la session)

#### **Dépôts de rapports de commissions**

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 7 décembre 1989, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 7 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités - Rapporté sans amendement;

(Document n° 99 de la session)

- 8 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik - Rapporté sans amendement.

(Document n° 100 de la session)

Et le rapport de cette même commission qui, les 27 et 28 juin 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère des Transports pour les mois de novembre 1987 à novembre 1988.

(Document n° 101 de la session)

### Questions et réponses orales

Avant la période de questions, M. le Président émet la directive suivante concernant la répartition des questions orales:

#### DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTENCE

À l'Assemblée nationale, cette répartition était jusqu'ici fondée sur deux principes établis par les règles de procédure et par la tradition, soit que tout député - ministériel ou de l'opposition - peut poser une question à un ministre et que la période des questions est principalement dévolue à l'opposition. Le Président dégage un autre principe, soit la reconnaissance des groupes parlementaires comme intervenants majeurs au cours de la période des questions. Ce nouveau principe ne confère pas de droits ni de privilèges supplémentaires mais l'avantage d'intervenir prioritairement.

Ces principes sont complétés par des facteurs laissés aussi à l'appréciation du Président comme le rôle de premier plan reconnu à l'Opposition officielle lors des contrôles parlementaires, la composition de l'Assemblée, l'importance, l'actualité et l'urgence des questions principales de même que le nombre de questions complémentaires.

Au-delà de ces principes et facteurs, le Président soumet à l'Assemblée un objectif qu'il serait souhaitable de concrétiser, soit de rechercher la participation du plus grand nombre de députés à la période des questions. Pour y parvenir, il y a lieu de respecter les exigences de brièveté tant pour la question que pour la réponse.

---

Puis, il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 41<sup>e</sup> anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme* qui consacrait, dans un contexte historique difficile, les droits et les libertés de tous les êtres humains, et qui prend, plus particulièrement aujourd'hui, une importance capitale.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque les commissions suivantes:

- La Commission des affaires sociales, afin de tenir des consultations particulières sur le projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 3, Loi modifiant la Loi sur les assurances, et le projet de loi 13, Loi modifiant diverses dispositions concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic.
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement, la commission suivante:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 231, Loi concernant la ville de Trois-Rivières, le projet de loi 211, Loi concernant la ville de Berthierville, le projet de loi 204, Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf, le projet de loi 233, Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault, et le projet de loi 232, Loi concernant la ville de Jonquière.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le principe du projet de loi 3, Loi modifiant la Loi sur les assurances, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 3 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 3 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

À 12 h 40, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

À la reprise des travaux, M. le Président rend la décision suivante concernant la question soulevée par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, aux séances des 28 novembre et 5 décembre 1989:

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le leader de l'Opposition officielle aurait dû soulever une question de droit ou de privilège s'il désirait que le Président se penche sur le contenu de brochures et de lettres d'information publiées et distribuées par la Commission de la santé et de la sécurité du travail du Québec (CSST).

Considérant l'importance de la question soulevée par le leader de l'Opposition officielle, le Président décide toutefois, de sa propre initiative, d'examiner les documents de la CSST. Ces documents font état d'une nouvelle tarification devant entrer en vigueur en janvier 1990 et ne vont pas à l'encontre des droits et privilèges de l'Assemblée même s'ils ont été publiés avant que l'Assemblée nationale n'adopte la loi nécessaire à l'application de cette nouvelle tarification. Il faut prendre en considération le fait que tous les documents de la CSST prévoyaient que la tarification entrerait en vigueur sous réserve de l'adoption de la loi par l'Assemblée nationale et qu'il s'agissait d'abord de documents d'information.

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, informe l'Assemblée que l'honorable lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 13, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.



En conséquence, le principe du projet de loi 13 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 13 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Séguin, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance pour réunir les leaders des groupes parlementaires. À la reprise des travaux, M. le Président informe l'Assemblée que les deux heures du débat restreint portant sur la motion de report seront réparties également entre les deux groupes, que le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être alloué à l'autre et que, dans ce cadre, le temps de parole de chaque intervenant ne sera pas limité.

Un débat s'ensuit sur la motion de report proposée par M. Garon (Lévis).

Le mercredi 13 décembre 1989

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 16)

POUR

Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Boisclair	Chevrette	Harel	Trudel
Boulerice	Dufour	Juneau	

CONTRE

Audet	Camden	Gobé	Loiselle
Bégin	Charbonneau	Hovington	Maciocia
Bélanger	Cherry	Johnson	MacMillan
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Joly	Maltais
Bélanger	Dauphin	Kehoe	Marcil
(Még.-Compton)	Dionne	Lafrance	Messier
Bergeron	Dutil	Lemieux	Middlemiss
Bleau	Fradet	LeSage	Parent

Pelchat	Poulin	Thérien	Tremblay
Philibert	Séguin	Tremblay	(Rimouski)
Picotte	St-Roch	(Outremont)	Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 11 Contre: 40

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 17)

POUR

Audet	Cusano	Lemieux	Philibert
Bégin	Dauphin	LeSage	Picotte
Bélanger	Dionne	Loiselle	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Dutil	Maciocia	Séguin
Bélanger	Fradet	MacMillan	St-Roch
(Még.-Compton)	Gobé	Maltais	Thérien
Bergeron	Hovington	Marcil	Tremblay
Bleau	Johnson	Messier	(Outremont)
Camden	Joly	Middlemiss	Williams
Charbonneau	Kehoe	Parent	
Cherry	Lafrance	Pelchat	

CONTRE

Beaulne	Chevrette	Jolivet	Marois
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Harel		

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 39 Contre: 10

En conséquence, le principe du projet de loi 5 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 5 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

### Motions du gouvernement

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 13 février 1990 sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*, et qu'à cette fin la commission examine:

- la révision des exceptions prévues par la loi actuelle;
- le réaménagement des heures d'ouverture en semaine pour tous les établissements commerciaux;
- l'augmentation du nombre maximum d'employés présents en tout temps dans le secteur de l'alimentation pour ouvrir hors des heures régulières;
- l'ouverture le dimanche des établissements commerciaux du secteur de l'alimentation;
- la possibilité de transférer au niveau local le pouvoir décisionnel de l'ouverture le dimanche du secteur de l'alimentation;
- les mécanismes et les modalités d'application de la loi, entre autres, l'augmentation des amendes pour les contrevenants;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 26 janvier 1990;

QUE le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance pour réunir les leaders des groupes parlementaires. À la reprise des travaux, il informe l'Assemblée que, mise à part une réplique de cinq minutes accordée à l'auteur de la motion, la période réservée au débat restreint sera répartie également entre les deux groupes, que le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être alloué à l'autre et que, dans ce cadre, le temps de parole de chaque intervenant ne sera pas limité.

Puis, le débat s'engage.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 18)

POUR

Audet	Cherry	Jolivet	Middlemiss
Beaulne	Chevrette	Joly	Parent
Bégin	Cusano	Juneau	Pelchat
Bélanger	Dauphin	Kehoe	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Dionne	Lafrance	Poulin
Bélanger	Dufour	Lemieux	Séguin
(Még.-Compton)	Dutil	LeSage	St-Roch
Bergeron	Fradet	Maciocia	Thérien
Bleau	Gobé	MacMillan	Tremblay
Boisclair	Harel	Marcil	(Outremont)
Boulerice	Hovington	Marois	Williams
Camden	Johnson	Messier	

CONTRE

(aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 44 Contre: 0

---

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 11, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 11 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 11 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Séguin, ministre du Travail, proposant que le principe du projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Après une suspension, le débat sur la motion de report est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle.

---

12 décembre 1989

---

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QU'à la séance du 13 décembre 1989, après l'étude des crédits supplémentaires # 2 en commission plénière, le débat sur la motion de report de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) reprenne et soit limité à une intervention d'un représentant de l'Opposition officielle d'une durée maximale de vingt minutes;

QUE l'Assemblée dispose ensuite de cette motion de report;

QUE M. Séguin, ministre du Travail, exerce son droit de réplique dans le cadre du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;

QU'enfin, l'Assemblée dispose de la motion d'adoption du principe du projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

---

À 4 h 30, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

224 Loi concernant la succession d'Alain Morin.

(Document n° 102 de la session)

M. Paré (Shefford) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 224, Loi concernant la succession d'Alain Morin.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 224 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 103 de la session)

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel requis par l'article 195 du *Code criminel* et concernant la protection de la vie privée, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 104 de la session)

---

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 105 de la session)

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 106 de la session)

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 107 de la session)

Un avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec concernant la maison Paquet de Saint-Nicolas.

(Document n° 108 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989:

- L'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec;

(Document n° 109 de la session)

- La Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec;  
(Document n° 110 de la session)
- L'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec;  
(Document n° 111 de la session)
- L'Ordre des notaires du Québec, accompagné d'un complément.  
(Document n° 112 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 8 décembre 1989:

- 31 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - Rapporté avec un amendement.  
(Document n° 113 de la session)

Le 12 décembre 1989:

- 3 Loi modifiant la Loi sur les assurances - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 114 de la session)
- 13 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 115 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 972 pétitionnaires, demandant que soit amendée la *Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles*.  
(Document n° 116 de la session)

Mme Boucher-Bacon (Bourget) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par plus de 800 pétitionnaires, concernant les greffes bloc cœur-poumons et la banque d'organes de Métro-Transplantation.

(Document n° 117 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne le troisième anniversaire de la déclaration du gouvernement du Québec sur les relations interethniques et interraciales.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation;

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 11, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités;

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement:

- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi 224, Loi concernant la succession d'Alain Morin.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'effectuer l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990 et, du consentement unanime pour déroger à l'article 21 du Règlement, il est ordonné:

QUE les travaux de la commission plénière se déroulent selon le programme suivant:

#### *Après les affaires courantes*

Remarques préliminaires	20 minutes
Sécurité publique	30 minutes
Transports	30 minutes
Transports (volet Voirie)	30 minutes

***À compter de 15 h 00***

Finances	45 minutes
Santé	45 minutes
Services sociaux	45 minutes
Environnement	55 minutes

***À compter de 20 h 00***

Enseignement supérieur et Science	55 minutes
Main-d'oeuvre, Sécurité du revenu et Formation professionnelle	60 minutes
Industrie, Commerce et Technologie	45 minutes
Industrie, Commerce et Technologie (volet Recherche et Développement)	20 minutes

***Total*** **8 heures**

QU'à cette fin, la commission plénière soit autorisée à poursuivre ses travaux au-delà de l'heure prévue pour la suspension.

Les crédits supplémentaires # 2 pour 1989-1990 sont étudiés en commission plénière.

---

À 13 h 26, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

**Crédits budgétaires**

La commission plénière poursuit, selon l'ordre adopté précédemment, l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

À 18 h 26, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

### Crédits budgétaires

La commission plénière poursuit, selon l'ordre adopté précédemment, l'étude des crédits supplémentaires # 2 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

L'étude de ces crédits étant terminée, M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant à l'Assemblée:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 2 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 572 765 100 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1989-1990, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Séguin, ministre du Revenu, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 18, Loi n° 4 sur les crédits, 1989-1990, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté; et

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 18 est adopté.

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

Conformément à l'ordre adopté à la séance du 12 décembre 1989, l'Assemblée reprend le débat sur la motion de report de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) proposant:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Le débat terminé, la motion est rejetée.

Puis, le débat reprend sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

**Le jeudi 14 décembre 1989**

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 14 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 14 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

À 00 h 01, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 19    Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite.

La motion est adoptée.

#### **Dépôts de documents**

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des courses de chevaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 118 de la session)

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 119 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 13 décembre 1989, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 11 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 120 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant les greffes bloc coeur-poumons et la banque d'organes de Métro-Transplantation:

- le premier, extrait d'une pétition signée par plus de 11 300 pétitionnaires, par M. Bergeron (Deux-Montagnes);

(Document n° 121 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par plus de 1100 pétitionnaires, par M. Charbonneau (Saint-Jean).

(Document n° 122 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport d'étape de la première partie des travaux de la Commission d'enquête sur les déchets dangereux.

(Document n° 123 de la session)

**Motions sans préavis**

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, propose:

QUE cette Assemblée souligne le 20<sup>e</sup> anniversaire du ministère des Communications.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 6, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives.

M. le Président avise l'Assemblée que les commissions suivantes se réuniront afin de former un comité directeur, d'approuver les prévisions budgétaires et le plan d'activités 1990-1991 et de prendre connaissance de différents documents sur leur fonctionnement et leurs travaux:

- La Commission de la culture;
- La Commission du budget et de l'administration.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 13, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, ainsi que les amendements proposés par M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 3, Loi modifiant la Loi sur les assurances.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption du principe*

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 2 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 2 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

À 16 h 50, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi, 10 h 00.

---

### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 14 décembre 1989, à 15 h 00, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cannon, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Loiselle, la représentante du premier ministre, de M. Léonard, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Atkinson, député de Notre-Dame-de-Grâce, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

18      Loi n° 4 sur les crédits, 1989-1990.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

Dix heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Déclarations ministérielles**

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, fait état de la décision prise par le gouvernement afin de donner suite au rapport du comité présidé par Me Jules Brière et ayant pour mandat d'étudier le processus de révision de la zone agricole.

M. Brassard (Lac-Saint-Jean) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

### **Présentation de projets de loi**

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 20    Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, au nom de M. Bourassa, premier ministre, dépose un document intitulé:

*Rapport sur les mutations immobilières dans cette portion du territoire de Laval susceptible d'être dézonée advenant la révision de la zone agricole selon la demande faite au gouvernement du Québec, Volumes 1, 2 et 3, Direction des affaires notariales, Ministère de la Justice.*

(Document n° 124 de la session)

Sont également déposés par M. Rémillard, ministre de la Justice:

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 125 de la session)

Le rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 126 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'information juridique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 127 de la session)

---

M. le Président dépose:

La liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale:

Par le parti gouvernemental:

- M. Cusano (Viau), Mme Cardinal (Châteauguay), M. Després (Limoilou) et M. Parent (Sauvé) comme membres et Mme Bleau (Groulx), M. Fradet (Vimont), Mme Loiselle (Saint-Henri) et M. Poulin (Chauveau) comme membres suppléants;



Par le Parti Égalité:

- M. Holden (Westmount) comme membre et M. Libman (D'Arcy-McGee) comme membre suppléant;

Par le Président, en application de l'article 92 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*:

- M. Brassard (Lac-Saint-Jean) et Mme Juneau (Johnson) comme membres et M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) et M. Blais (Masson) comme membres suppléants.

(Document n° 128 de la session)

M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, soulève alors, quant au contenu de cette liste, une question de privilège que M. le Président prend en délibéré.

#### Dépôts de rapports de commissions

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 6, 7, 8 et 12 décembre 1989, a tenu des consultations particulières et des auditions publiques sur le projet de loi suivant:

- 4 Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes - Rapport recommandant une réimpression du projet de loi (article 238 du Règlement).

(Document n° 129 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 13 et 14 décembre 1989, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 5 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités-Rapporté avec un amendement.

(Document n° 130 de la session)

## Dépôts de pétitions

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 167 pétitionnaires, demandant que soit retirée la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 131 de la session)

---

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Baril (Arthabaska) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 4150 pétitionnaires, concernant le financement des groupes ESPACE.

(Document n° 132 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation;

- La Commission des institutions, afin, d'une part, d'étudier en détail le projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, et, d'autre part, d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 224, Loi concernant la succession d'Alain Morin;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 231, Loi concernant la ville de Trois-Rivières; le projet de loi 211, Loi concernant la ville de Berthierville; le projet de loi 232, Loi concernant la ville de Jonquière; le projet de loi 233, Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault; et le projet de loi 204, Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 10 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 10 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le principe du projet de loi 12, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 12 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 12 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 33, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 h 00.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 33 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 33 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

15 décembre 1989

---

À 13 h 30, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Middlemiss, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

21 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

22 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

228 Loi concernant Placements Mérici Inc.

(Document n° 133 de la session)

M. Hamel (Sherbrooke) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 228, Loi concernant Placements Mérici Inc.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 228 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du Conseil permanent de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 134 de la session)

---

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Sécurité publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 135 de la session)

---

M. le Président dépose:

*Le Rapport des résultats officiels du scrutin du 25 septembre 1989 du Directeur général des élections.*

(Document n° 136 de la session)



### Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 15 décembre 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires - Rapporté sans amendement.

(Document n° 137 de la session)

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 18 décembre 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 224 Loi concernant la succession d'Alain Morin - Rapporté sans amendement.

(Document n° 138 de la session)

Sur la motion de M. Dauphin (Marquette), le rapport de la Commission des institutions concernant le projet de loi d'intérêt privé 224 est adopté.

---

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 8 août 1989, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur Mines), pour les mois de janvier à mai 1989.

(Document n° 139 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 14 et 15 décembre 1989, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 14 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 140 de la session)

M. Garon (Lévis) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 18 décembre 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

211 Loi concernant la ville de Berthierville - Rapporté sans amendement.

(Document n° 141 de la session)

231 Loi concernant la ville de Trois-Rivières - Rapporté sans amendement.

(Document n° 142 de la session)

232 Loi concernant la ville de Jonquière - Rapporté sans amendement.

(Document n° 143 de la session)

233 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 144 de la session)

Sur la motion de M. Garon (Lévis), les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements concernant les projets de loi d'intérêt privé 211, 231, 232 et 233 sont adoptés.

### Dépôts de pétitions

M. Audet (Beauce-Nord) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 1450 pétitionnaires, concernant les greffes bloc cœur-poumons et la banque d'organes de Méto-Transplantation.

(Document n° 145 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 40 des Règles de fonctionnement:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 228, Loi concernant Placements Mérici Inc.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Projets de loi du gouvernement**

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 11, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, dépose:

Un projet d'amendement à l'article 2 du projet de loi 11, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise.

(Document n° 146 de la session)

Le débat terminé, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 1, Loi modifiant la Loi sur les installations électriques.

Après débat, le rapport est adopté.

---

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, M. Cannon, vice-président, suspend les travaux jusqu'à ce que la Commission de l'aménagement et des équipements ait terminé l'étude détaillée du projet de loi 204, Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf.

---

À la reprise des travaux, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 8, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités.

Après débat, le rapport est adopté.

---

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 17 h 55.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 20, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 20 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 20 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements .

---

À 20 h 49, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Déclarations ministérielles**

M. Levesque, ministre des Finances, annonce le maintien de la déduction de 166 2/3 % à l'égard des productions cinématographiques et télévisuelles québécoises et précise les différentes modalités s'y appliquant.

M. Léonard (Labelle) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle.

Puis, au cours de sa réplique, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Levesque dépose:

Une annexe concernant la graduation en fonction du risque de la déduction à l'égard des films certifiés québécois.

(Document n° 147 de la session)

### **Présentation de projets de loi**

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

25      Loi sur l'aide financière aux étudiants.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'éducation procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 21 février 1990 dans le cadre de l'étude du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 5 février 1990; et

QUE le ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

24 Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

---

M. Middlemiss, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

23 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.



M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 203 Loi concernant la ville de Saint-Hubert;
  - 205 Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent;
  - 209 Loi concernant la Ville de Saint-Eustache;
  - 217 Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand.
- (Document n° 148 de la session)

Mme Pelchat (Vachon) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 203, Loi concernant la ville de Saint-Hubert.

La motion est adoptée.

M. Marcil (Salaberry-Soulanges) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent.

La motion est adoptée.

M. Bergeron (Deux-Montagnes) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 209, Loi concernant la Ville de Saint-Eustache.

La motion est adoptée.

Mme Pelchat (Vachon) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 217, Loi concernant la ville de Saint-Basile-le-Grand.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 203, 205, 209 et 217 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 149 de la session)

---

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport financier publié par le ministère des Finances, pour l'année 1988-1989.

(Document n° 150 de la session)

Les comptes publics du gouvernement du Québec (3 volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 151 de la session)

---

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des universités, pour l'exercice financier terminé le 31 juillet 1989.

(Document n° 152 de la session)

---

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1989.

(Document n° 153 de la session)

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 154 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 155 de la session)

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, dépose:

Le rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 156 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 157 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 158 de la session)

Le *Rapport sommaire sur la délimitation des circonscriptions électorales* de la Commission de la représentation électorale du Québec, en date de décembre 1989.

(Document n° 159 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 18 décembre, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 204 Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 160 de la session)

Sur la motion de Mme Bélanger (Mégantic-Compton), le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 204 est adopté.

### Dépôts de pétitions

M. Léonard (Labelle) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 56 pétitionnaires, concernant les greffes bloc coeur-poumons et la banque d'organes de Méto-Transplantation.

(Document n° 161 de la session)

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 28 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford);

(Document n° 162 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 19 pétitionnaires, par Mme Caron (Terrebonne).

(Document n° 163 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Beaulne (Bertrand) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 7629 pétitionnaires, concernant la construction d'une école secondaire à Varennes.

(Document n° 164 de la session)

### Questions et réponses orales

En réponse à une question posée par M. Garon (Lévis) le 5 décembre 1989, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Un document concernant l'entente auxiliaire Canada-Québec sur le développement économique des régions du Québec.

(Document n° 165 de la session)

Puis, il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Motions sans préavis**

M. Cameron (Jacques-Cartier) propose:

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à Andreï Sakharov, savant, humaniste, défenseur infatigable des droits de l'homme, décédé à la fin de la semaine dernière.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 228, Loi concernant Placements Mérici Inc.;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 20, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira en séance de travail afin de procéder à la constitution du comité directeur et de planifier les travaux de la commission.

**Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

En application du premier paragraphe de l'article 69 du Règlement, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, signale une violation de privilège concernant un communiqué de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Projets de loi du gouvernement**

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 10, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 10 est adopté.

## **Projets de loi d'intérêt privé**

### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 237 du Règlement, M. Paré (Shefford) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 224, Loi concernant la succession d'Alain Morin.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 224 est adopté.

## **Projets de loi du gouvernement**

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 13, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 13 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 11, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise, soit adopté.

Un débat s'ensuit.



Au cours du débat, M. Tremblay propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 11 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 11 est renvoyé en commission plénière.

L'amendement est adopté en commission plénière et le projet de loi 11, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté par l'Assemblée.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 11.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 11 est adopté.

---

À 12 h 07, à la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **Projets de loi du gouvernement**

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le projet de loi 3, Loi modifiant la Loi sur les assurances, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 3 est adopté.

### Dépôts de rapports de commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 19 décembre 1989, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

228 Loi concernant Placements Mérici Inc. - Rapporté sans amendement.

(Document n° 166 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 228 est adopté.

---

À 15 h 35, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance pour une durée de trente minutes.

---

À la reprise des travaux, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

Les travaux reprennent.

## Projets de loi d'intérêt privé

### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Houde (Berthier) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 211, Loi concernant la ville de Berthierville.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 211 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Dufour (Jonquière) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 232, Loi concernant la ville de Jonquière

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 232 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Doyon (Louis-Hébert) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 233, Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 233 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 268 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Doyon (Louis-Hébert) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 204, Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 204 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Philibert (Trois-Rivières) propose l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 231, Loi concernant la ville de Trois-Rivières.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 231 est adopté.

---

À 17 h 34, à la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

## **Projets de loi d'intérêt privé**

### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 237 et 268 du Règlement, M. Houde (Berthier), au nom de M. Hamel (Sherbrooke), propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 228, Loi concernant Placements Mérici Inc.

Après débat, la motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Dauphin (Marquette), au nom de M. Hamel (Sherbrooke), propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 228, Loi concernant Placements Mérici Inc.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 228 est adopté.

---

À 20 h 27, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, informe l'Assemblée des mécanismes déjà mis en place et de ceux prévus par le ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Forêts, afin de résoudre les problèmes des producteurs de copeaux provenant de la forêt privée.

M. Jolivet (Laviolette) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;

206 Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée.

(Document n° 167 de la session)

M. Cusano (Viau), whip en chef du gouvernement, au nom de Mme Boucher-Bacon (Bourget), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 200 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Bélisle (Mille-Îles) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 206, Loi concernant Les Développements Nouveaux de Lorette Ltée.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 206 soit renvoyé à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 168 de la session)

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 169 de la session)

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 170 de la session)



Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 171 de la session)

Le rapport annuel de la Commission municipale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 172 de la session)

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 173 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la conservation et de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 174 de la session)

Le rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 175 de la session)

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 176 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des normes du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 177 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 178 de la session)

Le rapport annuel du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 179 de la session)

Le rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 180 de la session)

---

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 181 de la session)

---

M. Rivard, ministre délégué à la Francophonie, dépose:

Le rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 182 de la session)

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 183 de la session)

---

M. Middlemiss, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 184 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 19 décembre 1989, a étudié en détail le projet de loi:

- 20 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux - Rapporté sans amendement.

(Document n° 185 de la session)

### Dépôts de pétitions

Deux extraits de pétition concernant les greffes bloc coeur-poumons et la banque d'organes de Métro-Transplantation sont déposés:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 387 pétitionnaires, par M. Gauvin (Montmagny-L'Islet);

(Document n° 186 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 63 pétitionnaires, par M. Léonard (Labelle).

(Document n° 187 de la session)

Sont déposés cinq extraits de pétition concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 324 pétitionnaires, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve);  
(Document n° 188 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 132 pétitionnaires, par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle;  
(Document n° 189 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 506 pétitionnaires, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue);  
(Document n° 190 de la session)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 102 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford);  
(Document n° 191 de la session)
- le cinquième, extrait d'une pétition signée par 102 pétitionnaires, par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques).  
(Document n° 192 de la session)

---

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

Mme Juneau (Johnson) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 38 pétitionnaires, concernant la situation des travailleuses au foyer.

(Document n° 193 de la session)

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 1650 pétitionnaires, concernant la sauvegarde de la nature.

(Document n° 194 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Dufour (Jonquière) dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Bourassa, premier ministre, par la Fédération des syndicats du secteur aluminium Inc., demandant qu'une enquête soit menée par le gouvernement concernant le dossier Alcan et les ressources énergétiques, accompagnée d'un communiqué de presse s'y rapportant.

(Document n° 195 de la session)

### Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose:

QUE Me Daniel Jacoby, actuellement Protecteur du citoyen, reçoive, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1989, un salaire annuel correspondant au quatrième échelon du niveau III de la structure salariale des administrateurs d'État I;

QUE le salaire annuel de Me Daniel Jacoby soit révisé annuellement, à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1990, selon les paramètres retenus par le gouvernement dans sa politique salariale pour la révision des échelles de traitement des cadres supérieurs de la fonction publique;

QUE Me Daniel Jacoby soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives mais sans autorisation préalable, des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions, jusqu'à concurrence d'un montant de 3600 \$.

La motion est mise aux voix et, en application de l'article 1 de la *Loi sur le Protecteur du citoyen* (L.R.Q., c. P-32), un vote par appel nominal est tenu.

(Vote n° 19)

POUR

Audet	Chagnon	Hamel	Paradis
Baril	Charbonneau	Harel	(Brome-Miss.)
Beaudin	Chenail	Holden	Paré
Beaulne	Cherry	Houde	Parent
Bégin	Chevrette	Hovington	Parizeau
Bélanger	Claveau	Johnson	Pelchat
(Laval-des-Rap.)	Côté	Jolivet	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Juneau	Picotte
(Még.-Compton)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélisle	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Rémillard
Benoit	Cusano	Lafrance	Richard
Bergeron	Dauphin	Lafrenière	Rivard
Bissonnet	Després	Larouche	Robic
Blackburn	Dionne	Leclerc	Robillard
(Roberval)	Doyon	Lefebvre	Ryan
Bleau	Dufour	Lemire	Savoie
Boisclair	Dupuis	Léonard	St-Roch
Bordeleau	Dutil	LeSage	Séguin
Boucher-Bacon	Elkas	Levesque	Sirros
Boulerice	Farrah	Libman	Thérien
Bourbeau	Forget	Loiselle	Tremblay
Bourdon	Fradet	Maciocia	(Outremont)
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	Tremblay
Brassard	Gagnon-Tremblay	Maltais	(Rimouski)
Camden	Garon	Marcil	Trépanier
Cameron	Gautrin	Marois	Trudel
Cannon	Gauvin	Messier	Vallerand
Cardinal	Gendron	Middlemiss	Vallières
Caron	Gobé	Morin	Vermette
Carrier-Perrault	Godin	Pagé	Williams

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 112 Contre: 0

## Dépôts de documents

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Copie d'une lettre adressée à M. Harvie Andre, ministre fédéral de l'Industrie, des Sciences et de la Technologie, en date du 8 décembre 1989, concernant l'avenir des chantiers maritimes au Québec.

(Document n° 196 de la session)

## Motions sans préavis

M. le Président rend la décision suivante concernant la question de privilège de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, qu'il avait prise en délibéré le 15 décembre dernier:

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président est assujéti à des obligations légales et la désignation de députés de l'Opposition officielle sur une liste à titre de membres du Bureau de l'Assemblée nationale résulte d'une telle obligation. Il appartient à l'Assemblée, dans sa souveraineté, d'adopter ou de rejeter cette liste.

Le Président conclut qu'une telle désignation ne peut porter atteinte à un droit ou à un privilège parlementaire. Il incline plutôt à croire que c'est l'inexécution de cette obligation qui pourrait l'exposer à un outrage au Parlement, puisqu'il empêcherait ainsi la constitution du Bureau de l'Assemblée nationale, ce qui pourrait à la rigueur entraîner la paralysie des travaux parlementaires.

Les lois et règlements que chaque individu doit respecter constituant autant de contraintes aux libertés fondamentales, le Président rejette aussi la prétention voulant que cette désignation porterait atteinte aux droits et libertés inscrits dans la Charte des droits et libertés de la personne.

La désignation des députés de l'Opposition officielle par le Président est une conséquence de l'élection de ces députés. Tout député élu lors de la dernière élection générale pouvait dès lors se qualifier à être ainsi désigné.

M. Cannon, vice-président, propose:

QUE la liste des membres soumise par M. le Président le 15 décembre dernier pour la composition du Bureau de l'Assemblée nationale soit adoptée;

QUE la liste comprenne les députés suivants:

Pour le parti gouvernemental: M. Cusano (Viau), Mme Cardinal (Châteauguay), M. Després (Limoilou) et M. Parent (Sauvé) comme membres et Mme Bleau (Groulx), M. Fradet (Vimont), Mme Loiselle (Saint-Henri) et M. Poulin (Chauveau) comme membres suppléants;

Pour l'Opposition officielle: M. Brassard (Lac-Saint-Jean) et Mme Juneau (Johnson) comme membres et M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) et M. Blais (Masson) comme membres suppléants;

Pour le Parti Égalité: M. Holden (Westmount) comme membre et M. Libman (D'Arcy-McGee) comme membre suppléant.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 h 00.

---

Puis, M. le Président prend en délibéré une question de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, concernant l'application de l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

---

À 13 h 20, M. le Président suspend la séance à loisir.

---



À 14 h 17, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, l'Assemblée reprend ses travaux.

M. Cannon, vice-président, propose alors le retrait de sa motion.

La motion de retrait est adoptée.

### Dépôts de documents

À la requête de M. Pagé, leader du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. le Président dépose, en remplacement de la liste déposée le 15 décembre dernier (Document n° 128 de la session):

La liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale, celle-ci se lisant ainsi:

Pour le parti gouvernemental: M. Cusano (Viau), Mme Cardinal (Châteauguay), M. Després (Limoilou) et M. Parent (Sauvé) comme membres et Mme Bleau (Groulx), M. Fradet (Vimont), Mme Loiselle (Saint-Henri) et M. Poulin (Chauveau) comme membres suppléants;

Pour le Parti Égalité: M. Holden (Westmount) comme membre et M. Libman (D'Arcy-McGee) comme membre suppléant.

(Document n° 197 de la session)

Sur la motion de M. Cannon, vice-président, cette liste est adoptée à la majorité des voix.

---

M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, retire ensuite la question soulevée précédemment concernant l'application de l'article 91 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

---

## Motions sans préavis

M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale, au nom du peuple québécois, salue avec joie la première élection libre au Chili depuis le coup d'État militaire de 1973 et adresse ses plus sincères félicitations et ses meilleurs vœux de succès au Président élu, M. Patricio Aylwin.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles.

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Séguin, ministre du Travail, propose que le projet de loi 14, Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 14 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Séguin, ministre du Travail, propose que le projet de loi 1, Loi modifiant la Loi sur les installations électriques, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 1 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 31, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 31 est adopté.

---

Du consentement unanime et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de tenir un débat d'une durée maximale de 2 heures entre M. Johnson, président du Conseil du Trésor, et M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

La commission plénière tient le débat.

Au cours du débat, M. Lazure (La Prairie) dépose:

Copie d'une décision du Conseil du Trésor, en date du 30 août 1989, concernant un budget de développement en 1989-1990 pour le programme d'aide matérielle.

(Document n° 198 de la session)

L'Assemblée reprend ses travaux.

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Perron (Duplessis) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 10 pétitionnaires, concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 199 de la session)

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 7, Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 7 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 8, Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 8 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 5, Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 5 est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 20, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux.

Le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 20, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 20 est adopté.

---

À la demande de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, M. Cannon, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

L'Assemblée reprend ses travaux.

*Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 24, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 24 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 24 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 24, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Johnson propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 24 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de trois amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 24 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 24, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 24.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 24 est adopté.

---

À 18 h 58, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 13 mars 1990, à 14 h 00.

---

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 20 décembre 1989, à 19 h 30, au cabinet du lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cannon, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Maltais et M. Bergeron, les représentants du Premier ministre, de M. Jolivet et Mme Carrier-Perrault, les représentants du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 1 Loi modifiant la Loi sur les installations électriques;
- 3 Loi modifiant la Loi sur les assurances;
- 5 Loi modifiant la Loi sur la fiscalité municipale et d'autres dispositions législatives concernant les finances des municipalités;
- 7 Loi modifiant la Loi sur les cités et villes et le Code municipal du Québec concernant les emprunts des municipalités;
- 8 Loi modifiant la Loi sur les villages nordiques et l'Administration régionale Kativik;
- 10 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires;
- 11 Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise;
- 13 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 14 Loi modifiant la Loi sur les accidents du travail et les maladies professionnelles;
- 20 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant le régime de retraite des élus municipaux;
- 24 Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 31 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;



- 204 Loi concernant les municipalités des paroisses de Saint-Joseph-de-Deschambault et de Notre-Dame-de-Portneuf;
- 211 Loi concernant la ville de Berthierville;
- 224 Loi concernant la succession d'Alain Morin;
- 228 Loi concernant Placements Mérici Inc.;
- 231 Loi concernant la ville de Trois-Rivières;
- 232 Loi concernant la ville de Jonquière;
- 233 Loi concernant la municipalité de la paroisse de Saint-Joseph-de-Deschambault.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la recherche et du développement en transport, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 200 de la session)

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Société du Grand Théâtre de Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 août 1989.

(Document n° 201 de la session)

Le rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 202 de la session)

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 203 de la session)

M. le Président dépose les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 330, en date du 8 août 1989, concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation à un fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 339, en date du 6 février 1990, concernant le Règlement sur la somme allouée à des fins de recherche et de soutien du Parti Égalité;
- Décision 340, en date du 22 février 1990, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les emplois ou fonctions d'un caractère occasionnel et leurs titulaires à l'Assemblée nationale.

(Document n° 204 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 1<sup>er</sup> mars 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 33    Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 205 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 18 janvier 1990, a procédé à l'étude trimestrielle de la politique budgétaire du gouvernement et de l'évolution des finances publiques, conformément à l'article 292 du Règlement de l'Assemblée nationale.

(Document n° 206 de la session)

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 21, 22, 27 et 28 février 1990 ainsi que les 1<sup>er</sup> et 6 mars 1990, a tenu une consultation générale et des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants.

(Document n° 207 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*.

### Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques, à compter du 8 mai 1990, sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec et qu'à cette fin elle examine:

- la place de l'électricité dans les besoins énergétiques du Québec;
- la situation et l'évolution de la demande d'électricité au Québec à moyen et à long terme;

- les orientations et les choix possibles afin de satisfaire l'évolution de la demande d'électricité au Québec à moyen et à long terme;
- les moyens, en terme de ressources et d'équipements, proposés par Hydro-Québec, dans le cadre de son plan de développement, pour accomplir son mandat et fournir l'électricité nécessaire au Québec;
- les moyens de concilier la satisfaction des besoins d'électricité au Québec, la qualité de l'environnement et le développement économique durable;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 6 avril 1990; et

QUE la ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail procède à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour les années 1990 et 1991 et entende, à cette fin, les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec et ce, le 27 mars 1990, de 15 h 30 à 18 h 00 et de 20 h 00 à 22 h 00 ainsi que le 28 mars de 10 h 00 à 13 h 00; et

QUE la ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, la motion est adoptée.

---

**13 mars 1990**

---

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine, propose:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée internationale des femmes.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 12, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation;
- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Cannon, vice-président, informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'Opposition portera sur la motion de M. Brassard, whip de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée dénonce le sentiment antifrancophone qui prévaut au Canada anglais suite à l'utilisation par le Québec de la clause nonobstant, qu'elle réitère sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes, qu'elle réaffirme que cette clause nonobstant constitue le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise et qu'elle n'entend abdiquer aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation, plus particulièrement dans le domaine de la langue.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 19, Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 19 est adopté.



13 mars 1990

---

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 19 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

---

Un débat s'ensuit.

---

M. Cannon, vice-président, interrompt le débat pour informer l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance. Le premier aura lieu à la demande de M. Claveau (Ungava) et portera sur une question adressée à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant les propositions tarifaires d'Hydro-Québec. Le deuxième débat se tiendra à la demande de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) et portera sur une question adressée à M. Johnson, président du Conseil du Trésor, concernant la fermeture de l'usine Catelli dans l'est de Montréal.

---

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 22 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 22 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

**13 mars 1990**

---

À 17 h 42, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que les travaux de l'Assemblée soient ajournés à mercredi, 10 h 00.

La motion est adoptée.

---

Avant que la séance ne soit levée, M. le Président permet la tenue des débats de fin de séance annoncés.

#### **Débats de fin de séance**

L'Assemblée tient les débats sur la question soulevée, d'une part, par M. Claveau (Ungava) et adressée à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant les propositions tarifaires d'Hydro-Québec et, d'autre part, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) à M. Johnson, président du Conseil du Trésor, concernant la fermeture de l'usine Catelli dans l'est de Montréal.

---

À 18 h 11, M. le Président lève la séance et, conformément à la motion adoptée précédemment, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Middlemiss, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 23, Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 23 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 23 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 33, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, le rapport est adopté.

14 mars 1990

---

À 12 h 41, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 28 Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 34 Loi modifiant la Loi sur le financement agricole.

La motion est adoptée.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 26 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.

La motion est adoptée.

14 mars 1990

---

## Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 14 mars 1990

J. Gilles Lamontagne

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

(Document n° 208 de la session)

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les crédits supplémentaires # 3 pour 1989-1990 sont renvoyés en commission plénière.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et responsable de la Famille, à la question écrite de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) concernant la liste des projets en matière de garde d'enfants. Question n° 6, *Feuilleton* du 14 mars 1990.

(Document n° 209 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 18 janvier et 6 mars 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires culturelles contenus dans les listes des mois de janvier à novembre 1989 et du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration contenus dans les listes des mois de mars 1988 à décembre 1989.

(Document n° 210 de la session)

---

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 23 et 24 janvier ainsi que les 6, 7, 8 et 21 février 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère du Travail contenus dans les listes des mois de janvier à novembre 1989, du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Mines, contenus dans les listes des mois de juin à novembre 1989, du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Forêts, contenus dans les listes d'août 1988 et de juin 1989 à novembre 1989, du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie contenus dans les listes des mois de janvier à novembre 1989, du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Énergie, terre et administration, contenus dans les listes des mois de janvier à août 1988, et du ministère du Tourisme contenus dans les listes des mois d'août 1988 à novembre 1989.

(Document n° 211 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 23, 24, 25, 30 et 31 janvier ainsi que les 1<sup>er</sup>, 22 et 27 février 1990, a vérifié

les engagements financiers du ministre délégué aux Transports pour les mois de décembre 1988 à octobre 1989, du ministre des Transports pour les mois de décembre 1988 à novembre 1989, du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour les mois de janvier à novembre 1989, du ministre de l'Environnement pour les mois de juillet 1988 à novembre 1989, du ministre des Affaires municipales pour les mois de juillet 1988 à décembre 1989 et du ministre responsable de l'Habitation pour les mois de janvier à décembre 1989.

(Document n° 212 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Baril (Arthabaska) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 241 pétitionnaires, demandant que soit retirée la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 213 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée à la séance précédente par Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale du Québec souligne la Journée internationale des femmes.

14 mars 1990

---

(Vote n° 20)

POUR

Audet	Cameron	Gauvin	Paradis
Bacon	Cardinal	Gendron	(Brome-Miss.)
Baril	Caron	Gobé	Paré
Beaudin	Carrier-Perreault	Godin	Parent
Beaulne	Chagnon	Hamel	Parizeau
Bégin	Chenail	Harel	Pelchat
Bélanger	Cherry	Holden	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Chevrette	Hovington	Poulin
Bélanger	Ciaccia	Johnson	Rémillard
(Még.-Compton)	Claveau	Jolivet	Richard
Bélisle	Côté	Joly	Rivard
Benoit	(Charlesbourg)	Khelfa	Robic
Bergeron	Côté	Lafrance	Robillard
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Larouche	Ryan
(Chicoutimi)	Cusano	Lazure	St-Roch
Blackburn	Dauphin	Leclerc	Séguin
(Roberval)	Després	Lefebvre	Sirros
Bleau	Dionne	Lemieux	Thérien
Boisclair	Doyon	Lemire	Tremblay
Bordeleau	Dufour	Levesque	(Outremont)
Boucher-Bacon	Dutil	Libman	Tremblay
Bourassa	Elkas	Maciocia	(Rimouski)
Bourbeau	Forget	Maltais	Trépanier
Bourdon	Fradet	Marcil	Trudel
Bradet	Frulla-Hébert	Marois	Vallerand
Brassard	Gagnon-Tremblay	Morin	Vallières
Brouillette	Garon	Pagé	Williams
Camden	Gautrin		

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 101 Contre: 0



**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 19, Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle propose:

QUE cette Assemblée dénonce le sentiment antifrancophone qui prévaut au Canada anglais suite à l'utilisation par le Québec de la clause nonobstant, qu'elle réitère sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes, qu'elle réaffirme que cette

clause nonobstant constitue le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise et qu'elle n'entend abdiquer aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation, plus particulièrement dans le domaine de la langue.

Un débat s'élève.

M. le Président interrompt alors le débat afin d'informer l'Assemblée de la répartition du temps de parole global prévu pour la discussion de cette motion. Mise à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE la motion en discussion soit scindée en trois, à savoir:

a) QUE cette Assemblée dénonce le sentiment antifrancophone qui prévaut au Canada anglais suite à l'utilisation par le Québec de la clause nonobstant;

b) QUE cette Assemblée réitère sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes;

c) QUE cette Assemblée réaffirme que cette clause nonobstant constitue le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise et qu'elle n'entend abdiquer aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation, plus particulièrement dans le domaine de la langue.

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, soulève ensuite une question de règlement concernant la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee).

14 mars 1990

---

Puis, M. le Président entend quelques interventions sur ce rappel au règlement.

---

Du consentement unanime pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux de l'Assemblée se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---

M. le Président prend en délibéré la question de règlement soulevée par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

---

À 18 h 25, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

Le rapport annuel de la Caisse de dépôt et placement du Québec, accompagné des états financiers et statistiques financières, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 214 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Le rapport de Commission de l'Assemblée nationale qui, le 18 janvier 1990, a siégé afin de statuer sur diverses affaires.

(Document n° 215 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Gendron (Abitibi-Ouest) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 153 pétitionnaires, concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 216 de la session)

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement:

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 5558 pétitionnaires, demandant que soient présentées des lois protégeant l'environnement.

(Document n° 217 de la session)

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 196 pétitionnaires, concernant le programme Jeunes Volontaires.

(Document n° 218 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 116(1) du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE les modifications suivantes soient apportées au Règlement de l'Assemblée nationale et aux Règles de fonctionnement concernant les commissions:

#### Au Règlement de l'Assemblée nationale

1. Que l'article 127 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en insérant, après le premier alinéa, l'alinéa suivant:

Lorsqu'elle détermine la composition de chaque commission, la commission de l'Assemblée

nationale peut fixer le nombre de membres qui, dans chaque groupe parlementaire, exercent un droit de vote. Elle peut également décider que tous les membres des commissions participent aux consentements unanimes et exercent un droit de vote lors de la mise aux voix des motions devant être adoptées à la majorité des membres de chaque groupe parlementaire. Ces décisions sont prises à l'unanimité et n'affectent en rien tout autre droit d'un membre, y compris le droit de parole et le droit de présenter des motions.

2. Que l'article 138 du Règlement de l'Assemblée nationale soit remplacé par le suivant:

138. Le président organise, anime les travaux de sa commission et prend part à ses délibérations.

Le président et le vice-président d'une commission exercent un droit de vote.

3. Que l'article 156 du Règlement de l'Assemblée nationale soit modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

156. Le quorum d'une commission est du tiers des membres qui exercent un droit de vote. Le quorum d'une sous-commission est constitué de la majorité des membres qui exercent un droit de vote.

#### Aux Règles de fonctionnement concernant les commissions

Que les Règles de fonctionnement concernant les commissions soient modifiées en ajoutant après l'article 1, l'article suivant:

1.1 Au besoin, le whip de chaque groupe parlementaire ou son représentant identifie, sous réserve de l'article 138, les membres qui exercent un droit de vote.

QUE ces modifications apportées au Règlement de l'Assemblée et aux Règles de fonctionnement concernant les commissions soient en vigueur jusqu'au 29 novembre 1991 malgré une clôture de la session.

Conformément à l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée du consentement de l'Assemblée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE les mandats confiés par la Commission de l'Assemblée nationale lors de sa réunion du 18 janvier dernier à la Commission du budget et de l'administration, à l'effet d'entendre le Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'étude de son rapport pour l'année financière terminée le 31 mars 1989, et à la Commission des institutions, à l'effet de procéder à l'examen des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen et d'entendre, chaque année, le Protecteur du citoyen, tiennent lieu et place de l'obligation impartie à la Commission de l'Assemblée nationale aux termes de l'article 116(4) de notre Règlement; et

QUE, comme l'a décidé la Commission de l'Assemblée nationale à sa réunion du 18 janvier dernier, la Commission des institutions se voie confier le mandat de procéder à la vérification des engagements financiers déjà transmis et à venir du Protecteur du citoyen et de ceux du Directeur général des élections qui pourraient être transmis éventuellement.

Conformément à l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée du consentement de l'Assemblée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 19, Loi modifiant diverses dispositions législatives aux



fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite;

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de vérifier les engagements financiers relevant du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, secteur Pêcheries.

#### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que le vendredi 23 mars 1990, M. Dufour (Jonquière) s'adressera à M. Picotte, ministre des Affaires municipales, dans le cadre de l'interpellation portant sur "l'utilisation du champ de la taxation foncière".

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral, d'une part, de tolérer que plus d'un Québécois sur dix désirant travailler soit au chômage et, d'autre part, pour son incurie à mettre en oeuvre une politique économique assurant un niveau d'emploi suffisant, une politique de formation professionnelle efficace, une politique de recherche et de développement acceptable dans un pays moderne et une stratégie pour faire en sorte que le Québec tire tout le profit possible du traité canado-américain de libre-échange.

Un débat s'ensuit.

M. le Président interrompt le débat afin d'informer l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 20 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat.

Le débat se poursuit.

---

Le débat est interrompu à nouveau par M. Cannon, vice-président, qui avise l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance qui aura lieu à la demande de Mme Marois (Taillon) et qui portera sur une question adressée à M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant la situation financière du groupe MIL.

---

Le débat se poursuit.

**15 mars 1990**

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

### **Affaires prioritaires**

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de censure présentée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

### **Débat de fin de séance**

L'Assemblée tient le débat sur la question soulevée par Mme Marois (Taillon) et adressée à M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant la situation financière du groupe MIL.

---

À 22 h 10, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 36 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 38 Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel d'Hydro-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 219 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 15 mars 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 19 Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 220 de la session)

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 14 mars 1990, expédiée à M. Marcel Masse, ministre des Communications du Canada, concernant le partage des responsabilités en matière de réglementation des télécommunications.

(Document n° 221 de la session)

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de censure présentée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral, d'une part, de tolérer que plus d'un Québécois sur dix désirant travailler soit au chômage et, d'autre part, pour son incurie à mettre en oeuvre une politique économique assurant un niveau d'emploi suffisant, une politique de formation professionnelle efficace, une politique de recherche et de

développement acceptable dans un pays moderne et une stratégie pour faire en sorte que le Québec tire tout le profit possible du traité canado-américain de libre-échange.

(Vote n° 21)

POUR

Baril	Caron	Harel	Morin
Beaulne	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Parizeau
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Perron
Boisclair	Dufour	Lazure	Trudel
Bourdon	Garon	Léonard	Vermette
Brassard	Gendron	Libman	
Cameron	Godin	Marois	

CONTRE

Audet	Chenail	Hovington	Pelchat
Bacon	Cherry	Johnson	Philibert
Beaudin	Ciaccia	Joly	Picotte
Bégin	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Côté	Lafrance	Richard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Rivard
(Még.-Compton)	Cusano	Larouche	Ryan
Benoit	Dauphin	Leclerc	Savoie
Bergeron	Després	Lefebvre	Séguin
Blackburn	Dionne	Lemieux	Sirros
(Roberval)	Doyon	Lemire	St-Roch
Bleau	Dutil	Levesque	Thérien
Bordeleau	Elkas	Maciocia	Tremblay
Bourassa	Farrah	MacMillan	(Outremont)
Bourbeau	Forget	Maltais	Tremblay
Bradet	Fradet	Marcil	(Rimouski)
Brouillette	Frulla-Hébert	Middlemiss	Trépanier
Camden	Gagnon-Tremblay	Pagé	Vallières
Cardinal	Gobé	Paradis	Williams
Chagnon	Hamel	(Matapédia)	
Charbonneau	Houde	Parent	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 78

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*.

#### **Motions sans préavis**

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QU'à la suite du premier Raid international de motoneige Harricana tenu entre le 25 février et le 8 mars dernier, l'Assemblée nationale félicite officiellement les organisateurs de l'événement ainsi que les gagnants, messieurs Bertrand Dufour, Paul Perron et Claude Marceau de Saint-Félicien au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.



M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour les secteurs Pêcheries ainsi que Agriculture et alimentation.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### **Crédits budgétaires**

#### *Crédits supplémentaires*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 188 et 290 du Règlement et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QU'en vue de l'étude des crédits supplémentaires # 3 en commission plénière, il soit tout d'abord procédé aux remarques préliminaires du président du Conseil du Trésor, pour une durée de 15 minutes, suivies de celles du député de Labelle, pour une durée de 20 minutes;

QUE le président du Conseil du Trésor exerce ensuite son droit de réplique pour une durée de 5 minutes;

QU'à l'issue de celle-ci jusqu'à 17 h 50 ainsi que de 20 h 00 à 21 h 50, soit tenu un débat entre le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et la députée de Hochelaga-Maisonneuve;

20 mars 1990

---

QUE de 17 h 50 à 18 h 00, il y ait échange entre le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle et un député indépendant;

QUE vers 21 h 50, il soit procédé à l'adoption du projet de loi intitulé Loi n° 5 sur les crédits, 1989-1990, conformément à l'article 263 du Règlement.

---

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude des crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

La commission plénière étudie ces crédits.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

**Vingt heures**

### **Crédits budgétaires**

### *Crédits supplémentaires*

Conformément à l'ordre adopté précédemment, l'Assemblée poursuit en commission plénière l'étude des crédits supplémentaires # 3 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1990.

L'étude des crédits supplémentaires étant terminée, M. le Président de la commission plénière fait le rapport suivant:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 3 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximum de 183 000 000 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1989-1990, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits à voter pour chacun des différents programmes énumérés à l'annexe du projet de loi qui sera présenté.

Le rapport est adopté.

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 35, Loi n° 5 sur les crédits, 1989-1990, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 35 est adopté.

---

À 21 h 55, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

M. le Président rend la décision suivante concernant la recevabilité de la motion de scission présentée à la séance du 14 mars dernier par M. Libman (D'Arcy-McGee) et portant sur la motion proposée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean), whip de l'Opposition officielle, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition. La motion est déclarée recevable pour les motifs suivants:

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Toute motion de fond, à moins de dispositions contraires au Règlement, peut donner lieu à une motion de scission; les motions des députés de l'opposition débattues le mercredi après-midi sont ainsi susceptibles d'être scindées.

Le Président doit simplement vérifier si la motion de fond contient plusieurs principes ou propositions. La motion du député de Lac-Saint-Jean a pour toile de fond la clause nonobstant mais comporte trois propositions différentes qui peuvent chacune faire l'objet d'une motion distincte. En définitive, il appartiendra à l'Assemblée, par le vote sur la motion de scission, de trancher s'il est opportun de scinder la motion du député de Lac-Saint-Jean.

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Gendron (Abitibi-Ouest) propose la motion de report suivante:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

---

À 13 h 07, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1989.

(Document n° 222 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels des corporations professionnelles suivantes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989:

- L'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;  
(Document n° 223 de la session)
- L'Ordre des optométristes du Québec;  
(Document n° 224 de la session)
- Le Barreau du Québec;  
(Document n° 225 de la session)
- L'Ordre des podiatres du Québec;  
(Document n° 226 de la session)

- La Corporation professionnelle des orthophonistes et audiologistes du Québec.

(Document n° 227 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

- la réponse de M. Séguin, ministre du Revenu, à la question écrite de M. Beaulne (Bertrand) concernant le coût annuel des mesures fiscales reliées à la recherche et au développement. Question n° 1, *Feuilleton* du 21 mars 1990.

(Document n° 228 de la session)

- la réponse de M. Ryan, ministre de l'Éducation, à la question écrite de M. Gendron (Abitibi-Ouest) concernant le nombre de dérogations à l'âge d'admission accordées pour l'année scolaire 1989-1990. Question n° 16, *Feuilleton* du 21 mars 1990.

(Document n° 229 de la session)

- la réponse de M. Ryan, ministre de l'Éducation, à la question écrite de M. Gendron (Abitibi-Ouest) concernant la liste des projets d'immobilisation. Question n° 17, *Feuilleton* du 21 mars 1990.

(Document n° 230 de la session)

- la réponse de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, à la question écrite de Mme Blackburn (Chicoutimi) concernant le montant alloué aux universités et centres de recherche pour le programme fédéral des Centres d'excellence. Question n° 36, *Feuilleton* du 21 mars 1990.

(Document n° 231 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 12, 13, 14 et 15 décembre 1989 ainsi que les 20 février et 13 mars 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 9 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 232 de la session)

## Dépôts de pétitions

Mme Dupuis (Verchères) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 66 pétitionnaires, demandant que soit retirée la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 233 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 45 pétitionnaires, concernant le programme Jeunes Volontaires.

(Document n° 234 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Cherry, ministre délégué aux Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Journée internationale pour l'élimination de la discrimination raciale.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur cette motion soit limité à 15 minutes, 5 minutes étant allouées au représentant de chaque groupe parlementaire ainsi qu'à celui des députés indépendants.

Le débat terminé, la motion est adoptée.



**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: *Loi sur les services de santé et les services sociaux*;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*.

---

M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de vérifier les engagements financiers relevant du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, secteur Agriculture et alimentation;
- La Commission des institutions se réunira afin de procéder à l'organisation des travaux de la commission et de statuer sur diverses affaires.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

Avant que le débat reprenne sur la motion de M. Brassard (Lac-Saint-Jean), whip de l'Opposition officielle, M. le Président, à la suite de la décision rendue au début de la présente séance, informe l'Assemblée que le débat restreint sur la

motion de scission présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee) ne pourra se prolonger au-delà de 17 h 20, sa durée étant d'environ 1 h 03. Ainsi, mises à part les 5 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat et le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra être attribué à l'autre.

Le débat reprend sur la motion de M. Libman (D'Arcy-McGee). Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit scindée en trois, à savoir:

a) QUE cette Assemblée dénonce le sentiment antifrancophone qui prévaut au Canada anglais suite à l'utilisation par le Québec de la clause nonobstant;

b) QUE cette Assemblée réitère sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes;

c) QUE cette Assemblée réaffirme que cette clause nonobstant constitue le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise et qu'elle n'entend abdiquer aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation, plus particulièrement dans le domaine de la langue.

Le débat terminé, la motion est rejetée à la majorité des voix.

Puis, l'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean), whip de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée dénonce le sentiment antifrancophone qui prévaut au Canada anglais suite à l'utilisation par le Québec de la clause nonobstant, qu'elle réitère sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes, qu'elle réaffirme que cette clause nonobstant constitue le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise et qu'elle n'entend abdiquer aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation, plus particulièrement dans le domaine de la langue.

À la fin de son intervention, M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose la motion d'amendement suivante:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) En remplaçant, dans la première ligne, le mot "dénonce" par les mots "regrette vivement";
- b) En remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "prévaut" par les mots "se manifeste dans certains milieux";
- c) En retranchant, dans la deuxième ligne, le mot "anglais";
- d) En ajoutant, dans la deuxième ligne, après le mot "suite" le mot "notamment";
- e) En retranchant, dans la troisième ligne, les mots "qu'elle";
- f) En remplaçant, dans la troisième, la quatrième et la cinquième ligne les mots et la virgule (,) "sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes," par les mots et la virgule (,) "son engagement à agir de telle manière que sa communauté anglophone qui peut être considérée comme la minorité la mieux traitée continue de l'être avec justice et équité,";
- g) En retranchant, dans la cinquième ligne, les mots "qu'elle";
- h) En remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "cette" par le mot "la";
- i) En remplaçant, dans la sixième et la septième ligne, les mots "le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise" par les mots "un instrument légitime voire essentiel pour le Québec";
- j) En remplaçant, dans la septième et la huitième ligne, les mots et la virgule (,) "qu'elle n'entend abdiquer

aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation," par les mots et la virgule (,) "entend conserver son droit de l'utiliser dans des situations requérant une telle intervention dans l'intérêt supérieur du Québec,";

- k) En remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "dans le domaine de la langue" par les mots "au chapitre de sa sécurité culturelle."

Et la motion telle qu'amendée se lirait comme suit:

QUE cette Assemblée regrette vivement le sentiment antifrancophone qui se manifeste dans certains milieux au Canada suite notamment à l'utilisation par le Québec de la clause nonobstant, réitère son engagement à agir de telle manière que sa communauté anglophone qui peut être considérée comme la minorité la mieux traitée continue de l'être avec justice et équité, réaffirme que la clause nonobstant constitue un instrument légitime voire essentiel pour le Québec et entend conserver son droit de l'utiliser dans des situations requérant une telle intervention dans l'intérêt supérieur du Québec, plus particulièrement au chapitre de sa sécurité culturelle.

---

M. Bissonnet, vice-président, prend en délibéré la recevabilité de cette motion et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale.

Le débat étant terminé, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---

Après avoir entendu quelques interventions sur la recevabilité de la motion d'amendement présentée par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée qu'il rendra sa décision à la prochaine séance.

---

21 mars 1990

---

À 18 h 08, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

---

### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 21 mars 1990, à 11 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Cardinal, la représentante du Premier ministre, de Mme Harel, la représentante du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

35     Loi n° 5 sur les crédits, 1989-1990.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Gautrin (Verdun) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par plus de 24 000 pétitionnaires, concernant l'addition de lits à l'hôpital général LaSalle.

(Document n° 235 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

---

M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante concernant la recevabilité de l'amendement présenté par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la motion proposée par M. Brassard (Lac-Saint-Jean), whip de l'Opposition officielle, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition.

## DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion d'amendement n'écarte ni ne nie les propositions de la motion principale. Elle élargit le débat et vise à ce qu'un plus grand nombre de députés adhèrent à la motion de fond.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 97(1) du Règlement, M. Bissonnet, vice-président, met aux voix l'amendement suivant de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) En remplaçant, dans la première ligne, le mot "dénonce" par les mots "regrette vivement";
- b) En remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "prévaut" par les mots "se manifeste dans certains milieux";
- c) En retranchant, dans la deuxième ligne, le mot "anglais";
- d) En ajoutant, dans la deuxième ligne, après le mot "suite" le mot "notamment";
- e) En retranchant, dans la troisième ligne, les mots "qu'elle";
- f) En remplaçant, dans la troisième, la quatrième et la cinquième ligne les mots et la virgule (,) "sa conviction que la minorité anglophone du Québec est de loin la mieux traitée des minorités canadiennes," par les mots et la virgule (,) "son engagement à agir de telle manière que sa communauté anglophone qui peut être considérée comme la minorité la mieux traitée continue de l'être avec justice et équité,";
- g) En retranchant, dans la cinquième ligne, les mots "qu'elle";



- h) En remplaçant, dans la cinquième ligne, le mot "cette" par le mot "la";
- i) En remplaçant, dans la sixième et la septième ligne, les mots "le dernier rempart assurant la survie de la nation québécoise" par les mots "un instrument légitime voire essentiel pour le Québec";
- j) En remplaçant, dans la septième et la huitième ligne, les mots et la virgule (,) "qu'elle n'entend abdiquer aucun de ses pouvoirs par rapport à son utilisation," par les mots et la virgule (,) "entend conserver son droit de l'utiliser dans des situations requérant une telle intervention dans l'intérêt supérieur du Québec,";
- k) En remplaçant, dans la neuvième ligne, les mots "dans le domaine de la langue" par les mots "au chapitre de sa sécurité culturelle."

Un vote par appel nominal étant demandé, l'amendement est adopté par le vote suivant:

(Vote n° 22)

POUR

Audet	Bordeleau	Côté	Gobé
Bacon	Boucher-Bacon	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Hamel
Beaudin	Bourassa	Cusano	Houde
Bégin	Bourbeau	Dauphin	Hovington
Bélanger	Bradet	Després	Joly
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Brouillette	Dionne	Kehoe
Bélanger	Camden	Doyon	Khelfa
( <i>Még.-Compton</i> )	Cardinal	Dutil	Lafrenière
Bélisle	Chagnon	Elkas	Larouche
Benoit	Chenail	Farrah	Leclerc
Bergeron	Cherry	Forget	Lefebvre
Blackburn	Ciaccia	Fradet	Lemieux
( <i>Roberval</i> )	Côté	Gagnon-Tremblay	Lemire
Bleau	( <i>Charlesbourg</i> )	Gautrin	LeSage

Levesque	Parent	Rivard	Sirros
Loiselle	Pelchat	Robic	Tremblay
MacMillan	Philibert	Robillard	(Outremont)
Maltais	Picotte	Ryan	Tremblay
Marcil	Poulin	St-Roch	(Rimouski)
Messier	Rémillard	Savoie	Vallières
Pagé	Richard	Séguin	Williams

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
Beaulne	Chevrette	Juneau	Perron
Blackburn	Claveau	Lazure	Trudel
(Chicoutimi)	Dufour	Léonard	Vermette
Boisclair	Garon	Marois	
Brassard	Gendron	Morin	
Caron	Harel	Paré	

ABSTENTIONS

Cameron	Libman
---------	--------

Pour: 77 Contre: 24 Abstentions: 2

---

Est ensuite mise aux voix la motion principale telle qu'amendée, celle-ci se lisant comme suit:

QUE cette Assemblée regrette vivement le sentiment antifrancophone qui se manifeste dans certains milieux au Canada suite notamment à l'utilisation par le Québec de la clause nonobstant, réitère son engagement à agir de telle manière que sa communauté anglophone qui peut être considérée comme la minorité la mieux traitée continue de l'être avec justice et équité, réaffirme que la clause nonobstant constitue un instrument légitime voire essentiel pour le Québec et entend conserver son droit de l'utiliser dans des situations requérant une telle intervention dans l'intérêt supérieur du Québec, plus particulièrement au chapitre de sa sécurité culturelle.

Un vote par appel nominal étant demandé, la motion est adoptée par le vote suivant:

(Vote n° 23)

POUR

Audet	Caron	Hamel	Parent
Bacon	Carrier-Perreault	Harel	Parizeau
Baril	Chagnon	Houde	Pelchat
Beaudin	Chenail	Hovington	Perron
Beaulne	Cherry	Jolivet	Philibert
Bégin	Chevrette	Joly	Picotte
Bélanger	Ciaccia	Juneau	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Claveau	Kehoe	Rémillard
Bélanger	Côté	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Lafrenière	Rivard
Bélisle	Côté	Larouche	Robic
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Lazure	Robillard
Bergeron	Cusano	Leclerc	Ryan
Blackburn	Dauphin	Lefebvre	St-Roch
(Chicoutimi)	Després	Lemieux	Savoie
Blackburn	Dionne	Lemire	Séguin
(Roberval)	Doyon	Léonard	Sirros
Bleau	Dufour	LeSage	Tremblay
Boisclair	Dutil	Levesque	(Outremont)
Bordeleau	Elkas	Loiselle	Tremblay
Boucher-Bacon	Farrah	MacMillan	(Rimouski)
Bourassa	Forget	Maltais	Trudel
Bourbeau	Fradet	Marcil	Vallières
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marois	Vermette
Brassard	Garon	Messier	Williams
Brouillette	Gautrin	Morin	
Camden	Gendron	Pagé	
Cardinal	Gobé	Paré	

CONTRE

(Aucun)

ABSTENTIONS

Cameron                      Libman

Pour: 101    Contre: 0    Abstentions: 2

## Motions sans préavis

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE l'Assemblée félicite monsieur Denys Arcand et toute son équipe pour l'obtention de treize prix Génie pour le film *Jésus de Montréal*.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de compléter sa consultation générale sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*;
- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de tenir une consultation générale sur le projet de loi 15, *Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives*.

M. Cannon, vice-président, donne l'avis suivant:

- La Commission des institutions se réunira afin, d'une part, de vérifier les engagements financiers du ministère des Affaires internationales (janvier à décembre 1989) et, d'autre part, de recevoir le rapport de la sous-commission des institutions portant sur le projet de loi 12, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Cannon, vice-président, informe l'Assemblée que le vendredi 30 mars 1990, M. Garon (Lévis) s'adressera à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dans le cadre de l'interpellation portant sur "le développement régional".

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur le financement agricole, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 34 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 34 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

À 17 h 52, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

M. Elkas, ministre des Transports, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose la motion de report suivante:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Avant que ne s'engage le débat restreint sur cette motion, M. Cannon, vice-président, suspend la séance pour réunir les leaders.

À la reprise des travaux, M. le vice-président informe l'Assemblée que ce débat se terminera à 22 h 00 et qu'en conséquence sa durée sera d'environ 40 minutes. Les deux groupes parlementaires se partageront également la période ainsi allouée et le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra être attribué à l'autre.

L'Assemblée entreprend le débat sur l'amendement proposé par M. Garon (Lévis).

22 mars 1990

---

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 21 h 51, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 232 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

43 Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de l'honorable Lieutenant-gouverneur à M. le Président qui en fait lecture à l'Assemblée:

#### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

L'honorable Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991, conformément aux dispositions de l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 27 mars 1990

J. Gilles Lamontagne

27 mars 1990

---

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991.

(Document n° 236 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE les crédits pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991 soient renvoyés à la commission plénière afin que celle-ci les étudie et en adopte le quart, conformément à l'article 280 du Règlement.

Cette motion est adoptée.

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 42 pétitionnaires, par M. Dufour (Jonquière);

(Document n° 237 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 38 pétitionnaires, par Mme Bélanger (Mégantic-Compton).

(Document n° 238 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix l'amendement de M. Garon (Lévis) à la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports, soit maintenant adopté.

L'amendement de M. Garon (Lévis) se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

(Vote n° 24)

### POUR

Beaulne	Carrier-Perreault	Godin	Morin
Blackburn	Chevrette	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Claveau	Jolivet	Parizeau
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Bourdon	Dupuis	Lazure	Vermette
Brassard	Garon	Léonard	
Caron	Gendron	Marois	

### CONTRE

Audet	Bourbeau	Cusano	Hamel
Bacon	Bradet	Dauphin	Holden
Beaudin	Brouillette	Després	Houde
Bégin	Camden	Dionne	Hovington
Bélanger	Cameron	Doyon	Johnson
(Laval-des-Rap.)	Cardinal	Dutil	Kehoe
Bélanger	Chagnon	Elkas	Khelfa
(Még.-Compton)	Charbonneau	Farrah	Lafrance
Bélisle	Cherry	Forget	Lafrénère
Benoit	Ciaccia	Fradet	Larouche
Bergeron	Côté	Frulla-Hébert	Leclerc
Bleau	(Charlesbourg)	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
Bordeleau	Côté	Gauvin	Lemieux
Boucher-Bacon	(Riv.-du-Loup)	Gobé	Lemire

LeSage	Pagé	Poulin	St-Roch
Libman	Paradis	Rémillard	Thérien
Loiselle	(Brome-Miss.)	Richard	Tremblay
Maciocia	Paradis	Rivard	(Outremont)
MacMillan	(Matapédia)	Robic	Tremblay
Maltais	Parent	Ryan	(Rimouski)
Marcil	Pelchat	Savoie	Trépanier
Messier	Philibert	Séguin	Vallières
Middlemiss	Picotte	Sirros	Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 84

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de tenir une consultation générale sur le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour les années 1990 et 1991 et, à cette fin, d'entendre les membres du conseil de direction d'Hydro-Québec.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'opposition portera sur la motion proposée

par M. Parizeau (L'Assomption), chef de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécois et Québécoises, les propositions constitutionnelles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle dans le but de permettre la ratification de l'accord du lac Meech.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 38 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 38 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 26 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 26 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 36 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 36 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Gendron (Abitibi-Ouest), leader adjoint de l'Opposition officielle, proposant que la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, portant adoption du principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant à la fin les mots "dans six mois".

Avant que le débat restreint sur la motion de report ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la durée de ce débat. Mises à part les 10 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale prévue pour la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et chacune des interventions sera limitée à 10 minutes, à l'exception d'une intervention de 30 minutes allouée à un député de chaque groupe parlementaire.

Le débat s'ensuit.

---

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat pour informer l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance. Le premier aura lieu à la demande de M. Lazure (La Prairie) et portera sur une question adressée à M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant les crédits budgétaires dévolus à l'Environnement. Le deuxième débat se tiendra à la demande de M. Boisclair (Gouin) et portera sur une question adressée à Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, concernant le partage des compétences dans le domaine des télécommunications.

---

Le débat se poursuit sur la motion de report de M. Gendron (Abitibi-Ouest), leader adjoint de l'Opposition officielle.

À 17 h 58, le débat est ajourné sur la motion de Mme Blackburn (Chicoutimi).

---

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 230 et 237 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 43, Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 43 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 43 est renvoyé en commission plénière, étudié en commission plénière et rapporté; le rapport est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 43, Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 43 est adopté.

### *Adoption du principe*

Le débat reprend sur la motion de report de M. Gendron (Abitibi-Ouest), leader adjoint de l'Opposition officielle, proposant que soit amendée la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, portant adoption du principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants.

Le débat étant terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est demandé.

(Vote n° 25)

### POUR

Baril	Caron	Gendron	Marois
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Morin
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Paré
Boisclair	Dufour	Lazure	Trudel
Bourdon	Dupuis	Léonard	Vermette



CONTRE

Audet	Cameron	Khelfa	Pelchat
Bacon	Cardinal	Lafrance	Philibert
Beaudin	Chenail	Lafrenière	Richard
Bégin	Cherry	Larouche	Rivard
Bélanger	Cusano	Leclerc	Robic
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Lefebvre	Ryan
Bélanger	Doyon	Lemire	Savoie
(Még.-Compton)	Dutil	Libman	Séguin
Bélisle	Elkas	Loiselle	Sirros
Benoit	Farrah	Maciocia	St-Roch
Bergeron	Forget	MacMillan	Thérien
Blackburn	Fradet	Maltais	Tremblay
(Roberval)	Frulla-Hébert	Marcil	(Outremont)
Bleau	Gagnon-Tremblay	Messier	Tremblay
Bordeleau	Gauvin	Middlemiss	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Gobé	Pagé	Trépanier
Bourbeau	Hamel	Paradis	Vallières
Brouillette	Houde	(Matapédia)	Williams
Camden	Hovington	Parent	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 19 Contre: 69

---

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lazure (La Prairie).

**Débats de fin de séance**

L'Assemblée tient les débats sur la question soulevée, d'une part, par M. Boisclair (Gouin) et adressée à Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, concernant le partage des compétences dans le domaine des

27 mars 1990

---

télécommunications et, d'autre part, par M. Lazure (La Prairie) et adressée à M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant les crédits budgétaires dévolus à l'Environnement.

---

À 22 h 21, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

#### *Crédits provisoires*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE ce matin, à compter de 10 h 00 et ce, jusqu'à 11 h 00, il y ait échange entre le ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du trésor et le député de Labelle, en permettant, à même cette enveloppe de temps, à un député indépendant d'intervenir pour une durée de cinq minutes;

QUE par la suite jusqu'à 12 h 00, il y ait échange entre le ministre de l'Éducation et le député d'Abitibi-Ouest, en permettant, à même cette enveloppe de temps, à un député indépendant d'intervenir pour une période de cinq minutes;

QUE finalement, jusqu'à 13 h 00, il y ait échange entre le ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie et la députée de Taillon; et

QUE le jeudi 29 mars 1990, après les affaires courantes, pour une durée d'une heure, il y ait échange entre le ministre de l'Environnement et le député de La Prairie, en permettant, à même cette enveloppe de temps, à un député indépendant d'intervenir pour une période de cinq minutes;

28 mars 1990

---

QUE par la suite et ce, pour l'heure qui suivra, il y ait échange entre le ministre délégué aux Transports et le député de Lévis.

---

Sur la motion M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier, en vue de l'adoption en bloc du quart d'entre eux, les crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991.

Ces crédits provisoires sont étudiés en commission plénière.

Au cours de cette séance de la commission plénière, sont déposés avec la permission du président, les documents suivants:

Par M. Léonard (Labelle):

- *Analyse des compressions par type, Synthèse par ministère;*
- *Mesures prises dans les crédits 1986-1987 à l'égard du montant du déficit à corriger;*
- *Sommaire des principales mesures de compressions par type.*

(Document n° 239 de la session)

Par M. Ryan, ministre de l'Éducation:

- Copie d'un document de la Direction générale du financement faisant état des revenus et dépenses des commissions scolaires.

(Document n° 240 de la session)

---

À 13 h 15, Mme la présidente de la commission plénière avise M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée, que la commission n'a pas fini de délibérer.

---

M. Bissonnet suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 27 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 29 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal;  
39 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 40 Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, à la question écrite de M. Blais (Masson) concernant le nombre de demandes d'indemnisation déposées à la suite du tremblement de terre de novembre 1988. Question n° 1, *Feuilleton* du 28 mars 1990.

(Document n° 241 de la session)

---

M. le Président dépose:

La liste des députés désignés comme membres et membres suppléants du Bureau de l'Assemblée nationale:

Par le parti gouvernemental:

- M. Cusano (Viau), Mme Cardinal (Châteauguay), M. Charbonneau (Saint-Jean), M. Després (Limoilou) et M. Parent (Sauvé) comme membres ainsi que Mme Bleau (Groulx), M. Fradet (Vimont), Mme Loïselle (Saint-Henri), M. MacMillan (Papineau) et M. Poulin (Chauveau) comme membres suppléants;

Par le parti de l'Opposition officielle:

- M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques), M. Brassard (Lac-Saint-Jean) et Mme Juneau (Johnson) comme membres ainsi que M. Blais (Masson) et Mme Vermette (Marie-Victorin) comme membres suppléants.

Par l'autre parti représenté dans l'opposition:

- M. Holden (Westmount) comme membre et M. Libman (D'Arcy-McGee) comme membre suppléant;

(Document n° 242 de la session)

---

Sur la motion de M. Cannon, vice-président, cette liste est adoptée.

## Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 13, 14 et 27 mars 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 12 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale - Rapporté avec des amendements, dont un au titre anglais.

(Document n° 243 de la session)

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Dufour (Jonquière) dépose:

- Copie d'une décision du Conseil des ministres (décret 89-235) concernant les équilibres financiers et la politique de dépenses.

(Document n° 244 de la session)

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de tenir une consultation générale sur le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives;
- La Commission des institutions, afin, d'une part, d'étudier en détail le projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, et, d'autre part, d'étudier le projet de règlement sur la procédure de recrutement et sélection des personnes aptes à être désignées à la fonction d'arbitre ou nommées à celle d'assesseur au Tribunal des droits de la personne;

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Parizeau (L'Assomption), chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécois et Québécoises, les propositions constitutionnelles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle dans le but de permettre la ratification de l'accord du lac Meech.

Le débat s'ensuit.

M. Cannon, vice-président, interrompt alors le débat afin d'informer l'Assemblée de la répartition de la totalité du temps de parole qui sera consacré à la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés



indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période réservée à ce débat. Dans ce cadre, chaque groupe parlementaire aura droit à une intervention de 60 minutes et la durée de chacune des autres interventions sera limitée à 20 minutes.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) En remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "Québécois et Québécoises" par les mots "Québécoises et Québécois";
- b) En remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "les" par le mot "toutes";
- c) En ajoutant, dans la troisième ligne, après le mot "constitutionnelles" la virgule (,) et les mots ", y compris celles";
- d) En ajoutant, dans la quatrième ligne, après le mot "Canada" une virgule ",";
- e) En remplaçant, dans la quatrième, la cinquième, la sixième et la septième ligne les mots et les virgules (,) "et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle" par les mots "qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification susceptible de changer le contenu et la portée de l'accord du lac Meech";
- f) En remplaçant, dans la huitième ligne, les mots "de l'accord du lac Meech" par les mots et la virgule (,) "dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée".

La motion telle qu'amendée se lirait comme suit:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécoises et Québécois, toutes propositions constitutionnelles, y compris celles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada, qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification susceptible de changer le contenu et la portée de l'accord du lac Meech dans le but de permettre la ratification dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale et sur l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---

M. Cannon, vice-président, entend quelques interventions sur la recevabilité de l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, puis prend le tout en délibéré.

---

À 18 h 20, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

---

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 28 mars 1990, à 11 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cannon, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Khelfa, le représentant du premier ministre, de Mme Juneau, la représentante du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 43      Loi concernant la composition du Bureau de l'Assemblée nationale.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 30    Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 44    Loi modifiant la Loi sur les forêts.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 27 et 28 février ainsi que les 1<sup>er</sup>, 6, 13, 14, 15, 16, 20, 21 et 22 mars 1990, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur les modifications à apporter à la *Loi sur les heures d'affaires des établissements commerciaux*.

(Document n° 245 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 27 et 28 mars 1990, a étudié la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année financière 1990-1991.

(Document n° 246 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

L'extrait d'une pétition, signé par 39 pétitionnaires, concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 247 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE, conformément à une recommandation du comité directeur de la Commission de l'Assemblée nationale et à la suite de la prise en considération par cette commission le 18 janvier 1990 du rapport sommaire de la Commission de la représentation électorale du Québec sur la délimitation des circonscriptions électorales, la Commission des institutions se voie confier le mandat de procéder à l'étude dudit rapport et, à cette fin, entende la Commission de la représentation électorale, permette à tous les députés de participer aux délibérations de la commission, fasse rapport à l'Assemblée nationale au plus tard le 12 avril 1990, et que le ministre délégué à la Réforme électorale soit membre de la commission pour la durée du mandat.

29 mars 1990

---

Conformément à l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée à la majorité des voix.

---

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la conservation de la faune qui se tient cette année du 1<sup>er</sup> au 7 avril.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite l'équipe des hockeyeuses canadiennes, premières lauréates du titre mondial au hockey féminin.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de tenir une consultation générale sur le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives;

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que le vendredi 6 avril 1990, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) s'adressera à M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, dans le cadre de l'interpellation portant sur "l'avenir de Montréal".

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Crédits budgétaires**

#### *Crédits provisoires*

Conformément à l'ordre adopté à la séance du mercredi 28 mars 1990 et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier, en vue de l'adoption en bloc du quart d'entre eux, les crédits budgétaires pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991.

En commission plénière, les crédits provisoires sont étudiés et adoptés à la majorité des voix.



M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant à l'Assemblée:

La commission plénière a adopté en bloc le quart des crédits budgétaires, soit une somme maximale de 7 238 416 975,00 \$ pour le paiement d'une partie du budget des dépenses du Québec présenté à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1990-1991, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu.

Cette somme se partage ainsi:

1° 6 619 655 925,00 \$ représentant 3/12 des crédits à voter pour chacun des programmes apparaissant au budget des dépenses du gouvernement pour cette année financière;

2° 75 599 900,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Évaluation foncière» du ministère des Affaires municipales;

3° 3 235 150,00 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 5 «Relations avec les municipalités» du ministère des Affaires municipales;

4° 32 317 025,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Financement agricole» du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation;

5° 41 758 800,00 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Enseignement privé» du ministère de l'Éducation;

6° 15 376 850,00 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Amélioration de la forêt» du ministère de l'Énergie et des Ressources;

7° 1 008 216,67 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 «Financement forestier» du ministère de l'Énergie et des Ressources;

8° 15 939 433,33 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Politiques et opérations financières» du ministère des Finances;

9° 84 681 650,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 «Fonds de suppléance» du ministère des Finances;

10° 26 399 566,67 \$ représentant 4/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 3 «Soutien aux sociétés et organismes d'État» du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie;

11° 5 025 466,67 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 1 «Développement du loisir, des sports et du plein air» du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche;

12° 179 575 241,66 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 4 «Sécurité du revenu» du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;

13° 963 025,00 \$ représentant 1/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 «Sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs criss» du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;

14° 29 297 950,00 \$ représentant 2/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 7 «Adaptation et formation professionnelle de la main-d'oeuvre» du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;

15° 3 675 000,00 \$ représentant 7/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Aide financière au revenu de travail» du ministère du Revenu;

16° 12 596 975,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 2 «Soutien des organismes bénévoles» du ministère de la Santé et des Services sociaux;

17° 91 310 800,00 \$ représentant 3/12 additionnel des crédits à voter pour le programme 6 «Transport scolaire» du ministère des Transports.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

M. Vallières, ministre délégué aux Transports, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 45, Loi n° 1 sur les crédits, 1990-1991, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 45 est adopté.

---

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les crédits budgétaires, sauf ceux de l'Assemblée nationale, sont renvoyés pour étude aux commissions permanentes.

---

À 17 h 38, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

29 mars 1990

---

À 21 h 58, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

---

### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 29 mars 1990, à 20 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Charbonneau, le représentant du Président de l'Assemblée nationale, de M. Lafrance, le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

45      Loi n° 1 sur les crédits, 1990-1991.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, conjointement avec M. Côté, ministre délégué aux Forêts, déposent:

Le rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 248 de la session)

---

M. le Président dépose:

Les prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'exercice financier 1990-1991 et le rapport financier préliminaire pour 1989-1990.

(Document n° 249 de la session)

Les prévisions budgétaires de la Commission de la représentation électorale pour l'exercice financier 1990-1991 et le rapport financier préliminaire pour 1989-1990.

(Document n° 250 de la session)

Sont également déposées par M. le Président les décisions suivantes, en date du 29 mars 1990, du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 343 concernant le Règlement modifiant les règlements concernant la rémunération et les conditions de travail du personnel de députés et de cabinets;
- Décision 351 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les frais de fonctionnement des cabinets des leaders parlementaires et des whips à l'Assemblée nationale.

(Document n° 251 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 30 janvier 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Éducation (décembre 1988 à décembre 1989) et ceux du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (janvier à août 1989).

(Document n° 252 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports;

- La Commission des institutions, afin d'étudier le rapport sommaire de la Commission de la représentation électorale du Québec sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives;
- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président donne la directive suivante concernant le port de macarons ou d'épinglettes à l'Assemblée:

#### **DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE**

Dans la mesure où une épinglette ou un macaron ne va pas à l'encontre du Règlement et est ni offensant ni dégradant pour l'Assemblée ou un de ses membres, le port de cette épinglette ou de ce macaron est permis dans la salle de l'Assemblée.

Aussi, devant assurer l'ordre et le décorum, le Président conserve-t-il une complète discrétion sur ce qui pourrait attenter au décorum ou nuire à l'expression d'autrui.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

---

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat pour informer l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance. Le premier aura lieu à la demande de M. Dufour (Jonquière) et portera sur une question adressée à M. Picotte, ministre des Affaires municipales, concernant le champ de la taxation foncière. Le deuxième débat se tiendra à la demande de M. Garon (Lévis) et portera sur une question adressée à M. Vallières, ministre délégué aux Transports, concernant les crédits budgétaires dévolus à la voirie régionale. Quant au troisième débat, il se déroulera à la demande de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et portera sur une question adressée à M. Elkas, ministre des Transports, concernant les activités professionnelles et politiques d'un fonctionnaire du ministère des Transports.

---

Le débat se poursuit.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---



**3 avril 1990**

---

Le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

À 18 h 05, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption du principe*

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, et propose, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

**Débats de fin de séance**

L'Assemblée tient les débats, premièrement, sur la question soulevée par M. Dufour (Jonquière) et adressée à M. Picotte, ministre des Affaires municipales, concernant le champ de la taxation foncière; deuxièmement, sur la question soulevée par M. Garon (Lévis) et adressée à M. Vallières, ministre délégué aux Transports, concernant les crédits budgétaires dévolus à la voirie régionale; et, troisièmement, sur la question soulevée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et adressée à M. Elkas, ministre des Transports, concernant les activités professionnelles et politiques d'un fonctionnaire du ministère des Transports.

---

À 22 h 36, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

M. Cannon, vice-président, rend la décision suivante concernant la recevabilité de l'amendement présenté par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, à la motion proposée par M. Parizeau (L'Assomption), chef de l'Opposition officielle, au cours de la séance du 28 mars dernier lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition.

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion est recevable pour les motifs suivants: la motion d'amendement porte sur le même sujet que la motion principale, ne la nie pas et ne l'écarte pas, même si elle en atténue la portée.

Le Président rappelle qu'une motion, une fois mise en délibération, n'appartient plus à son auteur mais bien à l'Assemblée. Un amendement a pour

**4 avril 1990**

---

objectif de rendre une proposition acceptable pour le plus grand nombre possible, en somme pour la majorité.

---

À 13 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Dépôts de documents**

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources et ministre responsable du Développement régional, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 253 de la session)

---

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des installations olympiques, pour l'exercice financier terminé le 31 octobre 1989.

(Document n° 254 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, à la question écrite de M. Jolivet (Laviolette) concernant la régénération des aires forestières et les

travaux sylvicoles y ayant été effectués. Question n° 36, *Feuilleton* du 4 avril 1990.

(Document n° 255 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 28 mars 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 36 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès - Rapporté sans amendement.

(Document n° 256 de la session)

---

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 29 mars 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 38 Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 257 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Blackburn (Chicoutimi) dépose:

L'extrait d'une pétition, signé par 47 pétitionnaires, concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 258 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, Mme Bélanger (Mégantic-Compton), dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 63 pétitionnaires, demandant au gouvernement de surseoir à l'application de la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 259 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de tenir une consultation générale sur le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles;
- La Commission des institutions, afin d'étudier le rapport sommaire de la Commission de la représentation électorale du Québec sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat reprend sur la motion principale présentée par M. Parizeau (L'Assomption), chef de l'Opposition officielle, et sur l'amendement présenté par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes:

La motion principale se lisant comme suit:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécois et Québécoises, les propositions constitutionnelles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle dans le but de permettre la ratification de l'accord du lac Meech.

L'amendement se lisant comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

a) En remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "Québécois et Québécoises" par les mots "Québécoises et Québécois";

b) En remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "les" par le mot "toutes";

c) En ajoutant, dans la troisième ligne, après le mot "constitutionnelles" la virgule (,) et les mots ", y compris celles";

d) En ajoutant, dans la quatrième ligne, après le mot "Canada" une virgule ",";

e) En remplaçant, dans la quatrième, la cinquième, la sixième et la septième ligne les mots et les virgules (,) "et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle" par les mots "qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification susceptible de changer le contenu et la portée de l'accord du lac Meech";

f) En remplaçant, dans la huitième ligne, les mots "de l'accord du lac Meech" par les mots et la virgule (,) "dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée".

La motion telle qu'amendée se lirait comme suit:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécoises et Québécois, toutes propositions constitutionnelles, y compris celles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada, qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification susceptible de changer le contenu et la portée de l'accord du lac Meech dans le but de permettre la ratification dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée.

À la fin de son intervention, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose le sous-amendement suivant:

QUE l'amendement du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes soit sous-amendé en remplaçant, au paragraphe e), les mots "susceptible de changer le contenu et la portée de" par le mot "à".

La motion telle que sous-amendée se lirait comme suit:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécoises et Québécois, toutes propositions constitutionnelles, y compris celles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada, qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification à l'accord du lac Meech dans le



but de permettre la ratification dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée.

M. Cannon, vice-président, entend quelques interventions sur la recevabilité du sous-amendement proposé par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, puis prend le tout en délibéré.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale proposée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, sur l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et sur le sous-amendement proposé par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

M. Cannon, vice-président, interrompt alors le débat afin de rendre sa décision concernant la recevabilité du sous-amendement de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Ce sous-amendement est recevable car il respecte les exigences du Règlement; il n'élargit pas la portée de l'amendement et ne tend pas à revenir à la motion principale.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion principale, la motion d'amendement ainsi que la motion de sous-amendement sont mises aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les votes sont reportés à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

**4 avril 1990**

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 27 et 28 mars ainsi que les 3 et 4 avril 1990, a tenu une consultation générale et des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi suivant:

- 15 Loi sur la mise en marché des produits agricoles et alimentaires et modifiant d'autres dispositions législatives.

(Document n° 260 de la session)

---

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 3 et 4 avril 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 26 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 261 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion présentée par M. Parizeau (L'Assomption), chef de l'Opposition officielle, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, l'amendement proposé par M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, ainsi que le sous-amendement proposé par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle.

La motion présentée par M. Parizeau (L'Assomption), chef de l'Opposition officielle, se lisant ainsi:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécois et Québécoises, les propositions constitutionnelles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle dans le but de permettre la ratification de l'accord du lac Meech.

---

Est d'abord mise aux voix la motion de sous-amendement présentée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle. Ce sous-amendement se lit comme suit:

QUE l'amendement du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes soit sous-amendé en remplaçant, au paragraphe e), les mots "susceptible de changer le contenu et la portée de" par le mot "à".

(Vote n° 26)

### POUR

Audet	Beaulne	Bélanger	Bergeron
Bacon	Bégin	(Még.-Compton)	Bissonnet
Baril	Bélanger	Bélisle	Blackburn
Beaudin	(Laval-des-Rap.)	Benoit	(Chicoutimi)

Blackburn	Cusano	Larouche	Picotte
(Roberval)	Dauphin	Lazure	Poulin
Bleau	Després	Leclerc	Rémillard
Boisclair	Dionne	Lefebvre	Richard
Bordeleau	Doyon	Lemieux	Rivard
Boucher-Bacon	Dufour	Lemire	Robic
Boulerice	Dupuis	Léonard	Robillard
Bourassa	Dutil	LeSage	Ryan
Bourbeau	Elkas	Levesque	St-Roch
Bourdon	Forget	Loiselle	Savoie
Bradet	Fradet	Maciocia	Séguin
Brassard	Gautrin	MacMillan	Sirros
Brouillette	Gauvin	Maltais	Tremblay
Camden	Gendron	Marcil	(Rimouski)
Cannon	Gobé	Marois	Trépanier
Caron	Hamel	Messier	Trudel
Chagnon	Harel	Middlemiss	Vallières
Charbonneau	Houde	Morin	Vermette
Cherry	Hovington	Paradis	Williams
Chevrette	Johnson	(Matapédia)	
Ciaccia	Joly	Paré	
Claveau	Juneau	Parent	
Côté	Kehoe	Parizeau	
(Charlesbourg)	Khelfa	Pelchat	
Côté	Lafrance	Perron	
(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Philibert	

#### CONTRE

Cameron	Holden	Libman
---------	--------	--------

Le sous-amendement est adopté par le vote suivant:

Pour: 105 Contre: 3

---

Est ensuite mise aux voix la motion d'amendement de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, telle que modifiée. Cet amendement se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

a) En remplaçant, dans la deuxième ligne, les mots "Québécois et Québécoises" par les mots "Québécoises et Québécois";

b) En remplaçant, dans la deuxième ligne, le mot "les" par le mot "toutes";

c) En ajoutant, dans la troisième ligne, après le mot "constitutionnelles" la virgule (,) et les mots ", y compris celles";

d) En ajoutant, dans la quatrième ligne, après le mot "Canada" une virgule ",";

e) En remplaçant, dans la quatrième, la cinquième, la sixième et la septième ligne les mots et les virgules (,) "et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée, de n'accepter aucun amendement ou autre modification de nature constitutionnelle" par les mots "qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification à l'accord du lac Meech";

f) En remplaçant, dans la huitième ligne, les mots "de l'accord du lac Meech" par les mots et la virgule (,) "dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée".

(Vote n° 27)

POUR

Audet	Bélisle	Bordeleau	Cannon
Bacon	Benoit	Boucher-Bacon	Caron
Baril	Bergeron	Boulerice	Chagnon
Beaudin	Bissonnet	Bourassa	Charbonneau
Beaulne	Blackburn	Bourbeau	Cherry
Bégin	(Chicoutimi)	Bourdon	Chevrette
Bélanger	Blackburn	Bradet	Ciaccia
(Laval-des-Rap.)	(Roberval)	Brassard	Claveau
Bélanger	Bleau	Brouillette	Côté
(Még.-Compton)	Boisclair	Camden	(Charlesbourg)

Côté	Houde	Maciocia	Richard
( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Hovington	MacMillan	Rivard
Cusano	Johnson	Maltais	Robic
Dauphin	Joly	Marcil	Robillard
Després	Juneau	Marois	Ryan
Dionne	Kehoe	Messier	St-Roch
Doyon	Khelfa	Middlemiss	Savoie
Dufour	Lafrance	Morin	Séguin
Dupuis	Lafrenière	Paradis	Sirros
Dutil	Larouche	( <i>Matapédia</i> )	Tremblay
Elkas	Lazure	Paré	( <i>Rimouski</i> )
Forget	Leclerc	Parent	Trépanier
Fradet	Lefebvre	Parizeau	Trudel
Gautrin	Lemieux	Pelchat	Vallières
Gauvin	Lemire	Perron	Vermette
Gendron	Léonard	Philibert	Williams
Gobé	LeSage	Picotte	
Hamel	Levesque	Poulin	
Harel	Loiselle	Rémillard	

#### CONTRE

Cameron	Holden	Libman
---------	--------	--------

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour: 105 Contre: 3

---

Est enfin mise aux voix la motion principale présentée par M. Parizeau (L'Assomption), chef de l'Opposition officielle, telle qu'amendée par les motions de M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, et de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle. Cette motion amendée se lit comme suit:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécoises et Québécois, toutes propositions constitutionnelles, y compris celles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada, qui pourraient notamment constituer un

amendement ou une modification à l'accord du lac Meech dans le but de permettre la ratification dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée.

(Vote n° 28)

POUR

Audet	Camden	Harel	Paradis
Bacon	Cannon	Houde	(Matapédia)
Baril	Caron	Hovington	Paré
Beaudin	Chagnon	Johnson	Parent
Beaulne	Charbonneau	Joly	Parizeau
Bégin	Cherry	Juneau	Pelchat
Bélanger	Chevrette	Kehoe	Perron
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Khelfa	Philibert
Bélanger	Claveau	Lafrance	Picotte
(Még.-Compton)	Côté	Lafrenière	Poulin
Bélisle	(Charlesbourg)	Larouche	Rémillard
Benoit	Côté	Lazure	Richard
Bergeron	(Riv.-du-Loup)	Leclerc	Rivard
Bissonnet	Cusano	Lefebvre	Robic
Blackburn	Dauphin	Lemieux	Robillard
(Chicoutimi)	Després	Lemire	Ryan
Blackburn	Dionne	Léonard	St-Roch
(Roberval)	Doyon	LeSage	Savoie
Bleau	Dufour	Levesque	Séguin
Boisclair	Dupuis	Loiselle	Sirros
Bordeleau	Dutil	Maciocia	Tremblay
Boucher-Bacon	Elkas	MacMillan	(Rimouski)
Boulerice	Forget	Maltais	Trépanier
Bourassa	Fradet	Marcil	Trudel
Bourbeau	Gautrin	Marois	Vallières
Bourdon	Gauvin	Messier	Vermette
Bradet	Gendron	Middlemiss	Williams
Brassard	Gobé	Morin	
Brouillette	Hamel		

CONTRE

Cameron	Holden	Libman
---------	--------	--------



La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 105 Contre: 3

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

---

M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de statuer sur deux propositions de mandats d'initiative.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation se réunira afin de vérifier les engagements financiers relevant du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'année 1989.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit maintenant adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---

5 avril 1990

---

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 44 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 44 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

À 18 h 12, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

37 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;

46 Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

41 Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances.

La motion est adoptée.

### Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 5 avril 1990, a étudié le rapport sommaire de la Commission de la représentation électorale du

10 avril 1990

---

Québec sur la délimitation des circonscriptions électorales et, à cette fin, a entendu la Commission de la représentation électorale.

(Document n° 262 de la session)

---

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 5 avril 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 22 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles-  
Rapporté avec des amendements.

(Document n° 263 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Bégin (Bellechasse) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 286 pétitionnaires, demandant que soit retirée la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 264 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

Copie du rapport des dépenses électorales de M. Jean Moyen, candidat dans la circonscription de Duplessis lors du scrutin du 25 septembre 1989.

(Document n° 265 de la session)

Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, proposant que le principe du projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit maintenant adopté.

(Vote n° 29)

POUR

Audet	Cherry	Kehoe	Philibert
Bacon	Ciaccia	Khelfa	Picotte
Beaudin	Côté	Lafrenière	Rémillard
Bégin	(Charlesbourg)	Larouche	Richard
Bélanger	Côté	Leclerc	Robic
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lefebvre	Robillard
Bélanger	Cusano	Lemire	Ryan
(Még.-Compton)	Dauphin	LeSage	Savoie
Bélisle	Després	Levesque	Séguin
Benoit	Dionne	Libman	Sirros
Bergeron	Doyon	Loiselle	St-Roch
Blackburn	Dutil	Maciocia	Thérien
(Roberval)	Elkas	MacMillan	Tremblay
Bleau	Forget	Maltais	(Outremont)
Bordeleau	Fradet	Marcil	Tremblay
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Messier	(Rimouski)
Bourassa	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Trépanier
Bradet	Gauvin	Pagé	Vallières
Brouillette	Gobé	Paradis	Williams
Camden	Hamel	(Brome-Miss.)	
Cameron	Holden	Paradis	
Cardinal	Houde	(Matapédia)	
Chagnon	Johnson	Parent	
Chenail	Joly	Pelchat	

CONTRE

Baril	Bourdon	Carrier-Perreault	Dufour
Beaulne	Brassard	Chevrette	Dupuis
Boisclair	Caron	Claveau	Garon

Gendron  
Godin  
Harel  
Juneau

Lazure  
Léonard  
Marois  
Morin

Paré  
Parizeau  
Perron

Trudel  
Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 82 Contre: 25

En conséquence, le principe du projet de loi 25 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin de poursuivre sa consultation générale sur l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts.

---

M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission des institutions se réunira afin de procéder à l'audition du Protecteur du citoyen dans le cadre du mandat d'examen de ses orientations, activités et gestion ainsi qu'à la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence.



Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales se réunira en séance de travail afin de statuer sur l'opportunité pour la commission de déterminer des observations, conclusions et recommandations à la suite de la consultation générale et des auditions publiques tenues dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi intitulé: Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'opposition portera sur la motion proposée par M. Dufour (Jonquière). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de revenir au partenariat du pacte de la fiscalité municipale de 1980 en décrétant un moratoire sur la hausse de la taxe scolaire à même le champ de la taxation foncière réservé aux municipalités et en convoquant rapidement des assises générales Québec-Municipalités.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 19, Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite.

10 avril 1990

---

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 12, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale.

Après débat, le rapport est adopté.

---

À 15 h 49, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 17 h 00.

---

#### *Adoption du principe*

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 27, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 27 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 27 est renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

---

M. Bissonnet, vice-président, informe alors l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance. Le premier aura lieu à la demande de M. Boisclair (Gouin) et portera sur une question adressée à Mme Frulla-Hébert, ministre des

10 avril 1990

---

Communications, concernant la fermeture du bureau de Radio-Québec à Saint-Omer en Gaspésie. Le deuxième débat se tiendra à la demande de Mme Juneau (Johnson) et portera sur une question adressée à M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, concernant la candidature de la ville de Sherbrooke pour les Jeux du Québec de 1991.

---

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour étudier en détail le projet de loi 27, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.

---

Le projet de loi 27 est étudié et adopté en commission plénière.

Le rapport de la commission plénière est adopté par l'Assemblée.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 27, Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 27 est adopté.

---

À 18 h 03, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 29 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 29 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle.

---

**Débats de fin de séance**

L'Assemblée tient d'abord le débat sur la question soulevée par M. Boisclair (Gouin) et adressée à Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, concernant la fermeture du bureau de Radio-Québec à Saint-Omer en Gaspésie.

---

10 avril 1990

---

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 59 du Règlement, M. Boisclair (Gouin) dépose deux documents:

- Copie d'une lettre de la Direction des ressources humaines de Radio-Québec concernant la liste des employés touchés par la fermeture du bureau régional à Saint-Omer;  
(Document n° 266 de la session)
- Copie d'une résolution du conseil d'administration du CRCD de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine concernant la fermeture du bureau régional de Radio-Québec à Saint-Omer.  
(Document n° 267 de la session)

---

Est ensuite tenu le débat sur la question soulevée par Mme Juneau (Johnson) et adressée à M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, concernant la candidature de la ville de Sherbrooke pour les Jeux du Québec de 1991.

---

À 22 h 22, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 17 du Règlement, il est permis à M. Philibert (Trois-Rivières) d'agir à titre de leader adjoint du gouvernement pour la première partie de la séance.

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 12, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 12 est adopté.

#### *Adoption du principe*

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 40 est adopté.

Sur la motion de M. Philibert, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 40 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

### *Adoption*

M. Séguin, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 33, Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre amendé*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 33 est adopté.

---

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 19, Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 19 est adopté.

### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès.

Après débat, le rapport est adopté.



**11 avril 1990**

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

À 11 h 37, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de documents**

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Copie d'une lettre de l'Ordre des audioprothésistes du Québec, en date du 22 mars 1990, concernant les examens professionnels s'y rattachant.

(Document n° 268 de la session)

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des assurances agricoles du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 269 de la session)

11 avril 1990

---

Le rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 270 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de Mme Bacon, ministre responsable du Développement régional, à la question écrite de M. Garon (Lévis) concernant les projets ayant fait l'objet d'aide financière en vertu d'ententes-cadres signées lors de certains sommets économiques. Question n° 10, *Feuilleton* du 11 avril 1990.

(Document n° 271 de la session)

---

La réponse de Mme Bacon, ministre responsable du Développement régional, à la question écrite de M. Garon (Lévis) concernant les projets ayant fait l'objet d'aide financière en vertu de l'entente Canada-Québec sur le développement économique. Question n° 11, *Feuilleton* du 11 avril 1990.

(Document n° 272 de la session)

---

La réponse de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, à la question écrite de M. Dufour (Jonquière) concernant l'étude portant sur l'article 65.1 de la *Loi sur la fiscalité municipale*. Question n° 7, *Feuilleton* du 11 avril 1990.

(Document n° 273 de la session)

---

La réponse de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant le Programme d'aide à la restauration Canada-Québec. Question n° 26, *Feuilleton* du 11 avril 1990.

(Document n° 274 de la session)

---

La réponse de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant l'attribution de logements HLM pour l'année financière 1989-1990. Question n° 27, *Feuilleton* du 11 avril 1990.

(Document n° 275 de la session)

---

La réponse de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant le Programme d'aide à la mise de fonds de la Société d'habitation du Québec. Question n° 29, *Feuilleton* du 11 avril 1990.

(Document n° 276 de la session)

---

La réponse de M. Middlemiss, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, à la question écrite de M. Baril (Arthabaska) concernant les demandes adressées à la Commission de protection du territoire agricole du Québec et provenant du comté de Portneuf. Question n° 31, *Feuilleton* du 11 avril 1990.

(Document n° 277 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 474 pétitionnaires, concernant l'implantation d'une base militaire dans la région de Kuujjuaq.

(Document n° 278 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Copie d'un document concernant les pratiques en cours dans les centres Travail-Québec.

(Document n° 279 de la session)

11 avril 1990

---

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts.
- 

M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission des institutions se réunira afin de procéder à l'audition du Protecteur du citoyen dans le cadre du mandat d'examen de ses orientations, activités et gestion ainsi qu'à la vérification des engagements financiers relevant de sa compétence;
  - La Commission de la culture se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère des Communications (janvier 1988 à février 1990) ainsi que ceux dont l'étude a été reportée lors des séances des 19 novembre 1987 et 15 novembre 1988.
- 

#### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Affaires inscrites par les députés de l'Opposition**

M. Dufour (Jonquière) propose:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de revenir au partenariat du pacte de la fiscalité municipale de 1980 en décrétant un moratoire sur la hausse de la taxe scolaire à même le champ de la taxation foncière réservé aux municipalités et en convoquant rapidement des assises générales Québec-Municipalités.

Un débat s'engage.

M. Cannon, vice-président, interrompt alors le débat afin d'informer l'Assemblée de la répartition du temps de parole total prévu pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 5 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat qui se terminera par la mise aux voix de la motion 5 minutes avant la fin de la séance. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat se poursuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 30)

POUR

Baril	Carrier-Perreault	Garon	Léonard
Beaulne	Chevrette	Gendron	Marois
Bourdon	Claveau	Godin	Morin
Brassard	Dufour	Harel	Perron
Caron	Dupuis	Jolivet	

CONTRE

Audet	Boucher-Bacon	Côté	Gauvin
Beaudin	Bourbeau	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Gobé
Bégin	Bradet	Cusano	Hamel
Bélanger	Brouillette	Dauphin	Holden
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Camden	Després	Houde
Bélanger	Cameron	Dionne	Johnson
( <i>Még.-Compton</i> )	Cardinal	Doyon	Kehoe
Bélisle	Chagnon	Dutil	Khelfa
Benoit	Charbonneau	Elkas	Lafrance
Bergeron	Chenail	Forget	Lafrenière
Blackburn	Cherry	Fradet	Larouche
( <i>Roberval</i> )	Ciaccia	Frulla-Hébert	Leclerc
Bleau	Côté	Gagnon-Tremblay	Lefebvre
Bordeleau	( <i>Charlesbourg</i> )	Gautrin	Lemieux

Lemire	Middlemiss	Rémillard	Thérien
LeSage	Pagé	Richard	Tremblay
Levesque	Paradis	Robic	(Outremont)
Libman	(Brome-Miss.)	Robillard	Tremblay
Loiselle	Parent	Ryan	(Rimouski)
MacMillan	Pelchat	Savoie	Trépanier
Maltais	Philibert	Séguin	Vallerand
Marcil	Picotte	Sirros	Vallières
Messier	Poulin	St-Roch	Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 19      Contre: 84

---

À 18 h 04, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 24 avril 1990, à 14 h 00.

---

#### SANCTIONS DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 11 avril 1990, à 18 h 20, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cannon, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Bleau, la représentante du Premier ministre, de M. Beaulne, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Cameron, député de Jacques-Cartier, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner le projet de loi suivant:

- 33 Loi modifiant la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal (*titre amendé*).
- 

Le mercredi 11 avril 1990, à 18 h 23, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cannon, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Bleau, la représentante du Premier ministre, de M. Beaulne, le

représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Cameron, député de Jacques-Cartier, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 12 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant l'application du Code de procédure pénale;
- 19 Loi modifiant diverses dispositions législatives aux fins du partage et de la cession entre conjoints des droits accumulés au titre d'un régime de retraite;
- 27 Loi modifiant la Loi sur le régime des eaux.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Dépôts de documents**

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Énergie et des Ressources, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 280 de la session)

#### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Paré (Shefford) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 12 avril 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère des Communications contenus dans les listes des mois de janvier 1988 à février 1990 ainsi que ceux dont l'étude a été reportée lors des séances des 19 novembre 1987 et 15 novembre 1988.

(Document n° 281 de la session)

#### **Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. le Président informe l'Assemblée et donne lecture d'un avis de violation de privilège qu'il a reçu de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, alléguant que M. Côté, ministre délégué aux Forêts, a commis un outrage à l'Assemblée.

Les faits invoqués sont les suivants: l'annonce faite par M. Côté, ministre délégué aux Forêts, concernant, d'une part, la création de la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies et, d'autre part, la présidence de son conseil d'administration par M. Jean-Louis Caron, ainsi que la parution dans les journaux d'une annonce visant à combler le poste de directeur général de cette même Société avant que ne soit adopté le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, encadrant les fonctions et pouvoirs de cette Société, constituent un mépris envers l'institution législative et contribuent à diminuer l'autorité de l'Assemblée nationale.

M. le Président indique que les interventions portant sur la recevabilité de cette question seront entendues ultérieurement.

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

---

M. le Président permet de part et d'autre de courtes interventions sur la recevabilité de la question de privilège soulevée précédemment par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, puis prend le tout en délibéré.

### **Motions sans préavis**

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre responsable de la Protection du consommateur, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine nationale des consommateurs qui se déroule présentement jusqu'au 28 avril, à travers le Canada.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale profite de l'occasion de la Semaine de l'action bénévole pour souligner le travail remarquable et inestimable des dizaines de milliers de personnes qui, au Québec, consacrent temps et énergie au service de leurs semblables afin de tenter d'améliorer leur qualité de vie.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 22 avril 1990 comme Journée de la terre pour le Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Cherry, ministre délégué aux Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 75<sup>e</sup> anniversaire du génocide arménien et demande au gouvernement fédéral

d'intervenir auprès de la Turquie afin qu'elle reconnaisse officiellement sa responsabilité par rapport à ce génocide.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal; le projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives; et le projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président avise l'Assemblée des trois points suivants:

Le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'opposition portera sur la motion proposée par M. Garon (Lévis). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée réclame du gouvernement du Québec qu'il dégage les crédits budgétaires additionnels nécessaires afin de mettre fin à l'état de détérioration avancée du réseau routier québécois et ce, sans accroître le fardeau fiscal des automobilistes québécois.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, le vendredi 27 avril 1990, M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) s'adressera à Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dans le cadre de l'interpellation portant sur le "financement des arts au Québec".

---

À la fin de la présente séance, l'Assemblée tiendra un débat qui aura lieu à la demande de M. Dufour (Jonquière) et qui portera sur une question adressée à M. Bourassa, premier ministre, concernant la fiscalité municipale.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 308 du Règlement, ce débat sera soulevé par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Picotte, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 30 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 30 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Dufour (Jonquière).

---

À 17 h 53, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

Le débat reprend sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 39 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 39 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 21 h 48, M. Bissonnet, vice-président, suspend les travaux jusqu'à 22 h 00.

**Débat de fin de séance**

L'Assemblée tient le débat sur la question adressée par M. Dufour (Jonquière) à M. Bourassa, premier ministre, concernant la fiscalité municipale.

Donnant suite au consentement unanime précédemment exprimé, ce débat est soulevé par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

---

À 22 h 13, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 37 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 37 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 46 est adopté.

25 avril 1990

---

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 46 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

---

À 11 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend les travaux.

---

À la reprise des travaux, M. le Président rend la décision suivante concernant la recevabilité de la question de privilège soulevée, à la séance du 24 avril dernier, par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, se rapportant au projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, et à la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Un ministre qui s'autorise de dispositions législatives encore à l'étude à l'Assemblée nationale pourrait commettre un outrage à la Chambre mais encore faut-il que les faits soulevés permettent au Président de conclure que *prima facie* il y a effectivement un lien entre ceux-ci et l'outrage reproché.

Dans le cas soulevé par le leader de l'Opposition officielle, les faits ne permettent pas de conclure que le ministre s'est prévalu des dispositions du projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, pour annoncer la création de la Société de protection des forêts contre les insectes et les maladies, Société créée en vertu de la partie III de la *Loi sur les compagnies*.

En conséquence, la question de privilège ne peut être retenue.

---

À 12 h 03, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur la tarification en assurance automobile, pour l'année 1989.

(Document n° 282 de la session)

---

M. le Président dépose:

Une lettre du Secrétaire de la Commission de la représentation électorale concernant la décision de la Commission de procéder à une nouvelle délimitation des circonscriptions électorales du Québec.

(Document n° 283 de la session)

Les notes explicatives portant sur les prévisions budgétaires (1990-1991) et le rapport financier préliminaire (1989-1990) du Directeur général des élections.

(Document n° 284 de la session)

Les notes explicatives portant sur les prévisions budgétaires (1990-1991) et le rapport financier préliminaire (1989-1990) de la Commission de la représentation électorale.

(Document n° 285 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 20 et 21 mars ainsi que le 10 avril 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, secteur Pêcheries (mai 1988 à décembre 1989) et secteur Agriculture et alimentation et organismes (janvier à décembre 1989).

(Document n° 286 de la session)

---

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 23, 24, 25, 26, 30 et 31 janvier, les 1<sup>er</sup>, 2, 13, 14, 15 et 16 février, les 1<sup>er</sup>, 2, 14, 15, 20, 21, 22, 27, 28 et 29 mars ainsi que les 3, 4, 10 et 11 avril 1990, a tenu une consultation générale et des auditions publiques dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi intitulé: Loi sur les services de santé et les services sociaux.

(Document n° 287 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose:

QUE l'Assemblée nationale s'associe à toutes les citoyennes et tous les citoyens pour commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'obtention du droit de vote des Québécoises.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts;
- La Commission de la culture, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, et le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications.

---

À 18 h 07, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Présentation de projets de loi**

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 32 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique;
- 42 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Ces motions sont adoptées.

### **Dépôts de documents**

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, dépose:

Un avis de la Régie des télécommunications du Québec, en date de février 1990, concernant les perspectives de développement des entreprises de télécommunications.

(Document n° 288 de la session)

### **Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

Au cours d'une intervention portant sur un fait personnel, M. Picotte, ministre des Affaires municipales et ministre responsable de l'Habitation, fait le point quant à certains propos tenus lors d'une émission radiophonique diffusée par la station CJTR de Trois-Rivières et rapportés par le journal *Le Soleil*.

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille. Cette motion se lit comme suit:

QUE l'Assemblée nationale s'associe à toutes les citoyennes et tous les citoyens pour commémorer le 50<sup>e</sup> anniversaire de l'obtention du droit de vote des Québécoises.

(Vote n° 31)

## POUR

Bacon	Caron	Garon	Morin
Baril	Carrier-Perreault	Gautrin	Pagé
Bégin	Chagnon	Gobé	Paradis
Bélanger	Charbonneau	Hamel	(Brome-Miss.)
(Laval-des-Rap.)	Chenail	Harel	Paradis
Bélanger	Cherry	Houde	(Matapédia)
(Még.-Compton)	Chevrette	Johnson	Paré
Benoit	Ciaccia	Jolivet	Parent
Bergeron	Claveau	Joly	Parizeau
Bissonnet	Côté	Juneau	Philibert
Blackburn	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
(Chicoutimi)	Côté	Khelfa	Poulin
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Rémillard
(Roberval)	Cusano	Larouche	Richard
Bleau	Dauphin	Leclerc	Robic
Boisclair	Després	Lefebvre	Robillard
Bordeleau	Dionne	LeSage	Ryan
Boulerice	Dufour	Libman	St-Roch
Bourdon	Dutil	Loiselle	Savoie
Brassard	Elkas	Maciocia	Séguin
Brouillette	Forget	MacMillan	Thérien
Camden	Fradet	Maltais	Trépanier
Cameron	Frulla-Hébert	Messier	Vallières
Cannon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Williams



**26 avril 1990**

---

**CONTRE**

**(Aucun)**

**La motion est adoptée par le vote suivant:**

**Pour: 88 Contre: 0**

**Motions sans préavis**

M. Libman (D'Arcy-McGee), Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) et M. Boisclair (Gouin) présentent respectivement une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

**Avis touchant les travaux des commissions**

**M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:**

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

---

Par suite d'un rappel au Règlement de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, M. le Président déclare prématurée la convocation, par M. Pagé, leader du gouvernement, de la Commission de l'économie et du travail relativement à un mandat qu'elle n'a pas encore reçu de l'Assemblée.

---

**M. le Président donne l'avis suivant:**

- La Commission des institutions se réunira en séance de travail afin de statuer sur diverses affaires.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que le vendredi 4 mai 1990, M. Paré (Shefford) s'adressera à M. Picotte, ministre des Affaires municipales et ministre responsable de l'Habitation, dans le cadre de l'interpellation portant sur "les politiques du gouvernement du Québec en matière d'habitation".

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Motions du gouvernement

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE, conformément au 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 51 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (L.R.Q., c. R-20), la Commission de l'économie et du travail entende l'Association des entrepreneurs en construction du Québec et la Coalition syndicale quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret de la construction (172-87), le vendredi 27 avril 1990, de 10 h 00 à 12 h 30, à la salle Louis-Hippolyte-La Fontaine, en procédant, de 10 h 00 à 10 h 15 aux remarques préliminaires du ministre du Travail, de 10 h 15 à 10 h 30 aux remarques préliminaires du porte-parole de l'Opposition officielle, de 10 h 30 à 11 h 30 à l'audition de l'Association des entrepreneurs en construction du Québec et de 11 h 30 à 12 h 30 à l'audition de la Coalition syndicale, l'exposé de chaque organisme précédemment énuméré étant d'une durée maximale de 20 minutes, l'échange avec les membres de la commission, pour chaque audition, étant d'une durée maximale de 40 minutes partagées conformément à l'article 173 du Règlement de l'Assemblée nationale et le ministre du Travail étant membre de la commission pour la durée du mandat.

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, objecte l'irrecevabilité de cette motion.

Après avoir entendu quelques interventions de part et d'autre, M. le Président suspend les travaux afin de prendre en délibéré ce rappel au Règlement.

---

Les travaux reprennent.

---

M. le Président rend la décision suivante:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Quant à sa forme, la motion du leader du gouvernement est recevable puisqu'elle respecte l'article 146 du Règlement. En ce qui concerne les aspects de la motion qui ne satisferaient pas aux exigences de l'article 51 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (L.R.Q., c. R-20), il faut à cet égard s'adresser aux tribunaux car il n'appartient pas au Président d'interpréter la loi.

---

Avant que le débat restreint sur cette motion ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la durée de ce débat. Mis à part un droit de réplique de 4 minutes accordé à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale allouée à la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra l'être par l'autre et chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

Vingt heures

### Motions du gouvernement

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion proposée précédemment par M. Pagé, leader du gouvernement.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Séguin, ministre du Travail.

### Affaires prioritaires

M. Levesque, ministre des Finances, prononce le discours du budget.

Au cours de son intervention, M. Levesque dépose, du consentement unanime de l'Assemblée, les documents suivants:

- le sommaire des opérations financières pour 1989-1990;  
(Document n° 289 de la session)
- le sommaire des opérations financières pour 1990-1991.  
(Document n° 290 de la session)

À la fin de son intervention, M. Levesque propose que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

M. Léonard (Labelle) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle.

---

À 21 h 58, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

#### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 191 du Règlement,  
M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

ATTENDU QUE le Secrétaire général de l'Organisation des États américains a adressé une demande officielle auprès de Son Excellence monsieur Jean-Paul Hubert, ambassadeur et représentant permanent du Canada auprès de l'Organisation des États américains, en date du 17 avril 1990, dans laquelle il exprime son intention de désigner le Directeur général des élections du Québec et Président de la Commission de la représentation électorale comme son représentant personnel et comme coordonnateur de la mission d'observation du processus électoral que l'Organisation des États américains est à organiser en Haïti;

ATTENDU QUE le ministère des Affaires extérieures du Canada a transmis cette demande au ministère des Affaires internationales pour obtenir l'approbation des autorités du Québec;

ATTENDU QUE le premier ministre du Québec et le chef de l'Opposition officielle ont exprimé leur accord face à cette requête;

ATTENDU QUE pour réaliser cette mission, le Directeur général des élections devra requérir l'aide et l'assistance de son personnel pour l'aider dans l'accomplissement de cette tâche;

ATTENDU QUE la présente résolution n'a d'aucune façon pour effet d'engager pour l'avenir l'Assemblée nationale du Québec;

ATTENDU QUE la présente résolution n'a pour but que de permettre au Directeur général des élections et Président de la Commission de la représentation électorale de fournir son expertise et son aide pour la tenue des élections générales en Haïti;

ATTENDU la recommandation du premier ministre;

QUE l'Assemblée nationale, conformément aux dispositions de l'article 485 de la *Loi électorale* (1989, c. 1), manifeste son approbation à la mission que l'Organisation des États américains veut bien confier au Directeur général des élections et Président de la Commission de la représentation électorale, en le désignant comme représentant personnel du Secrétaire général de l'Organisation des États américains et comme coordonnateur de la mission d'observation du processus électoral que l'Organisation des États américains est à organiser en Haïti;

QU'aux fins de la réalisation de cette mission, le Directeur général des élections et Président de la Commission de la représentation électorale soit habilité à requérir l'aide ou l'assistance de son personnel dans l'accomplissement de sa mission;

QUE le préambule fasse partie de la présente résolution.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le mois de mai comme le Mois de l'environnement 1990, celui-ci ayant pour thème "Le développement durable: le défi des années 1990".

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Séguin, ministre du Travail, propose:

QUE l'Assemblée nationale, à l'occasion du 1<sup>er</sup> mai, souligne de façon particulière la contribution inestimable des travailleuses et des travailleurs au développement de la société québécoise.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 41, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 41 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 41 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 41, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, ainsi que l'amendement proposé par M. Ryan, ministre de l'Éducation.

L'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.



*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 9, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

---

Le débat est interrompu par M. Bissonnet, vice-président, qui avise l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance qui aura lieu à la demande de M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) et qui portera sur une question adressée à Mme Bacon, vice-première ministre, ministre de l'Énergie et des Ressources et ministre responsable du Développement régional, concernant le rapport de la Commission des affaires sociales intitulé *Agir ensemble* et le développement régional.

---

Le débat se poursuit.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 9 est adopté.

*Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

1<sup>er</sup> mai 1990

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

**Débat de fin de séance**

L'Assemblée tient le débat sur la question soulevée par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) et adressée à Mme Bacon, vice-première ministre, ministre de l'Énergie et des Ressources et ministre responsable du Développement régional, concernant le rapport de la Commission des affaires sociales intitulé *Agir ensemble* et le développement régional.

---

À 22 h 14, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Léonard (Labelle), à titre de représentant de l'Opposition officielle, entame le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement.

À la fin de son intervention, M. Léonard (Labelle) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée désavoue avec force le gouvernement libéral pour avoir détruit l'esprit de collaboration qui doit caractériser les relations entre le gouvernement et ses partenaires et le blâme sévèrement de forcer les municipalités, les commissions scolaires, les sociétés d'État et les organismes du secteur public à taxer les Québécoises et Québécois à sa place ainsi que pour le faible soutien qu'il accorde à l'économie en cette période difficile et enfin, pour son refus persistant de proposer des solutions qui soient de nature à corriger les effets néfastes du fédéralisme sur l'économie du Québec.

Après le discours du représentant de l'Opposition officielle, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la suite du débat sur le discours du budget jusqu'à la reprise de ce débat prévue à l'article 276 du Règlement. Mises à part les 40 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Lazure (La Prairie) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son refus d'accorder les 50 millions de dollars additionnels requis au budget de fonctionnement du ministère de l'Environnement pour garantir la santé et la sécurité de la population et pour avoir ainsi renié un engagement solennel pris lors de la campagne électorale.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la cinquième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget global de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles et n'introduit aucune mesure significative pour réduire le taux de chômage du Centre-Sud et du Plateau-Mont-Royal.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de stratégies de développement des ressources humaines, son manque de leadership en matière d'emploi, la mésadaptation des programmes de formation offerts et son silence à l'égard de l'ingérence et de la duplication du gouvernement fédéral en ce domaine vital.

Le débat se poursuit.

---

À 12 h 55, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 47 Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

- 210 Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu.

(Document n° 291 de la session)

Mme Dupuis (Verchères) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 210, Loi concernant la Régie intermunicipale d'Aqueduc du Bas-Richelieu.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 210 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 215 Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal;
  - 237 Loi concernant K. & M. Investments Ltd;
  - 247 Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale.  
(Document n° 292 de la session)
- 

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 215, Loi modifiant la charte de la Société d'archéologie et de numismatique de Montréal; le projet de loi 237, Loi concernant K. & M. Investments Ltd; et le projet de loi 247, Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 215, 237 et 247 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.

### Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-dépôts du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 293 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport du Directeur général des élections sur l'organisation et la tenue de l'élection du 10 avril 1989 en Nunavik, faisant suite au mandat lui ayant été confié par l'Assemblée nationale le 18 décembre 1987.

(Document n° 294 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 29 mars et 26 avril 1990, a étudié le projet de règlement sur la procédure de recrutement et de sélection des personnes aptes à être désignées à la fonction d'arbitre ou nommées à celle d'assesseur au Tribunal des droits de la personne.

(Document n° 295 de la session)

---

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Deux rapports de la Commission de la culture qui, le 26 avril 1990, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 46    Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications-  
      Rapporté sans amendement.

(Document n° 296 de la session)

- 37    Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications-  
      Rapporté sans amendement.

(Document n° 297 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Bégin (Bellechasse) dépose:

L'extrait d'une pétition, signé par 10 pétitionnaires, concernant la perte d'ancienneté prévue par la *Loi assurant le maintien des services essentiels dans le secteur de la santé et des services sociaux*.

(Document n° 298 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, soit maintenant adopté.

(Vote n° 32)

### POUR

Atkinson	Chagnon	Kehoe	Paradis
Audet	Charbonneau	Khelfa	( <i>Matapédia</i> )
Bacon	Chenail	Lafrance	Parent
Beaudin	Cherry	Lafrenière	Philibert
Bégin	Côté	Larouche	Picotte
Bélanger	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Leclerc	Poulin
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Cusano	Lefebvre	Rémillard
Bélanger	Dauphin	Lemieux	Rivard
( <i>Még.-Compton</i> )	Dionne	Lemire	Robillard
Bélisle	Doyon	LeSage	Ryan
Benoit	Dutil	Levesque	Savoie
Bergeron	Elkas	Libman	Séguin
Blackburn	Farrah	Loiselle	Sirros
( <i>Roberval</i> )	Forget	Maciocia	St-Roch
Bleau	Fradet	MacMillan	Thérien
Bordeleau	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Boucher-Bacon	Gagnon-Tremblay	Marcil	( <i>Outremont</i> )
Bourbeau	Gauvin	Messier	Tremblay
Bradet	Gobé	Middlemiss	( <i>Rimouski</i> )
Brouillette	Hamel	Pagé	Trépanier
Camden	Houde	Paradis	Vallières
Cameron	Hovington	( <i>Brome-Miss.</i> )	
Cardinal	Joly		



CONTRE

Baril	Bourdon	Garon	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Paré
Blackburn	Carrier-Perreault	Harel	Parizeau
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Trudel
Boisclair	Dufour	Juneau	
Boulerice	Dupuis	Lazure	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 81 Contre: 21

En conséquence, le principe du projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 28 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

**Motions sans préavis**

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose:

QUE l'Assemblée nationale soit sensibilisée à la Semaine de l'arbre et des forêts qui se tiendra du 6 au 12 mai prochain.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale, à l'occasion du passage parmi nous de la Première Ministre de la République de Lituanie, exprime le souhait que les sanctions imposées par les autorités soviétiques à la Lituanie soient levées afin que des négociations s'amorcent entre les parties dans le respect de la volonté démocratiquement exprimée par le peuple lituanien.

2 mai 1990

---

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 298 du Règlement, l'interpellation prévue pour le vendredi 4 mai 1990 est reportée au mardi 8 mai 1990.

---

En réponse à une demande de débat d'urgence que lui a adressée M. Dufour (Jonquière) concernant le conflit qui fait rage sur la réserve mohawk de Saint-Régis, M. le Président informe l'Assemblée que ce débat ne peut être tenu, notamment en raison du débat en cours sur le budget, lequel débat est prioritaire selon l'article 87(5) du Règlement.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Lazure (La Prairie), M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) et Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve).

À la fin de son intervention, Mme Blackburn (Chicoutimi) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale exprime sa désapprobation à l'endroit du gouvernement libéral pour son entêtement à

2 mai 1990

---

privilégier les incitatifs fiscaux plutôt que les subventions directes en matière de recherche et développement et pour son incapacité à mettre de l'avant une nécessaire et véritable politique de recherche et développement pour faire face à la mondialisation de l'économie.

Le débat se poursuit.

---

À 17 h 58, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

52 Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau.

La motion est adoptée.

---

M. Libman (D'Arcy-McGee) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

190 Loi modifiant la Charte de la langue française.

La motion est adoptée.

#### **Dépôts de documents**

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la sécurité du revenu des chasseurs et piégeurs cris, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1989.

(Document n° 299 de la session)

3 mai 1990

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des communautés culturelles et de l'immigration du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 300 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 11, 24, 25 et 26 avril 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 44 Loi modifiant la Loi sur les forêts - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 301 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Trois rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 25 avril 1990:

- 29 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal- Rapporté sans amendement.

(Document n° 302 de la session)

Les 25 et 26 avril 1990:

- 30 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 303 de la session)

Les 26 avril et 1<sup>er</sup> mai 1990:

- 39 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme - Rapporté sans amendement.

(Document n° 304 de la session)

---

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 22 mars et 11 avril 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires internationales contenus dans les listes des mois de janvier à décembre 1989 et ceux du Protecteur du citoyen contenus dans la liste du mois d'août 1989.

(Document n° 305 de la session)

---

M. le Président prend en délibéré un rappel au règlement de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, concernant le retrait du *Feuilleton et préavis* d'une motion dont l'Assemblée n'aurait pas encore disposé.

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Un communiqué de presse d'Hydro-Québec, en date du 2 mai 1990, précisant certains faits relatifs à son augmentation tarifaire.

(Document n° 306 de la session)

### Motions sans préavis

En application des articles 182 et suivants, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE, en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec:

- l'article 20, les mots "ou sur un fait personnel" au 4<sup>e</sup> paragraphe de l'article 53, l'article 54, les articles 71 à 73, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 84, les mots "ou à la demande d'un député" au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 86 ainsi que le 2<sup>e</sup> alinéa du même article, les 2<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup>, 4<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> et 8<sup>e</sup> paragraphes de l'article 87, les articles 88 à 93, 100 et 101, 111 à 114, 194, 205 à 208, 213, 230, 232, à l'article 233, les mots "À l'étape prévue des affaires courantes,", les articles 236, 237, 240 et 241, le 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 244, à l'article 248, les mots "et l'adoption du projet de loi est fixée à une séance subséquente", les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 256, les articles 272 à 275, 304 à 307, 308 à 311 et le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 312 soient suspendus jusqu'à l'adoption du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec;

- il soit permis, dès l'adoption de la présente motion, de procéder à l'étude dudit projet de loi;

- la durée de l'étude détaillée dudit projet de loi en commission plénière soit fixée à un maximum de 60 minutes après le début de ses travaux et ce, malgré les dispositions de l'article 245;

- le président de la commission plénière, à l'expiration de ce délai, mette aux voix immédiatement, sans débat et sans appel nominal, les articles et les amendements dont la commission n'aurait pas disposé, y compris les amendements que le ministre qui présente le projet de loi n'aurait pas pu proposer en cours d'étude, et fasse rapport à l'Assemblée;

- la durée du débat sur l'adoption du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, soit fixée à un maximum de 60 minutes, incluant une réplique de 10 minutes au ministre qui présente ledit projet de loi, auquel maximum pourrait s'ajouter, le cas échéant, pour les fins de l'application du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 257, une période maximale de trente minutes au terme de laquelle les amendements seraient mis aux voix immédiatement et sans appel nominal;

- l'Assemblée puisse siéger tous les jours jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux;



- les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'adoption du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.

---

Le projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, est distribué.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir une consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec.

#### **Motions sans préavis**

Après une suspension, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la durée du débat restreint sur la motion proposée précédemment par M. Pagé, leader du gouvernement. Mise à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période de deux heures allouée à la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement.

Le débat terminé, cette motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 33)

POUR

Audet	Charbonneau	Joly	Paradis
Bacon	Chenail	Khelfa	( <i>Matapédia</i> )
Beaudin	Cherry	Lafrance	Pelchat
Bégin	Côté	Lafrenière	Philibert
Bélanger	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Larouche	Poulin
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Cusano	Leclerc	Rémillard
Bélisle	Dauphin	Lefebvre	Richard
Bergeron	Després	Lemieux	Rivard
Blackburn	Dionne	Lemire	Ryan
( <i>Roberval</i> )	Doyon	LeSage	Sirros
Bleau	Elkas	Levesque	St-Roch
Bordeleau	Farrah	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Forget	Maciocia	Tremblay
Bourassa	Fradet	MacMillan	( <i>Rimouski</i> )
Bourbeau	Gauvin	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gobé	Messier	Vallières
Camden	Hamel	Middlemiss	Williams
Cardinal	Hovington	Pagé	
Chagnon	Johnson		

CONTRE

Baril	Bourdon	Garon	Léonard
Beaulne	Brassard	Harel	Marois
Blackburn	Caron	Jolivet	Morin
( <i>Chicoutimi</i> )	Carrier-Perreault	Juneau	Paré
Boisclair	Chevrette	Lazure	Parizeau

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 68 Contre: 19

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

58 Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.

**3 mai 1990**

---

La motion est adoptée à la majorité des voix.

---

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le principe du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, soit maintenant adopté.

---

Puis, à 18 h 08, à la demande de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, M. le Président suspend la séance jusqu'à 19 h 00.

---

**Dix-neuf heures**

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.

---

À 22 h 57, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

À 23 h 30, l'Assemblée poursuit le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 58.

**Le vendredi 4 mai 1990**

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 34)

POUR

Audet	Cardinal	Gauvin	Messier
Bacon	Chagnon	Gobé	Middlemiss
Bégin	Charbonneau	Hovington	Paradis
Bélanger	Chenail	Joly	( <i>Matapédia</i> )
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Cherry	Lafrance	Pelchat
Bélisle	Côté	Lafrenière	Poulin
Bergeron	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Larouche	Robillard
Blackburn	Dauphin	Leclerc	Ryan
( <i>Roberval</i> )	Després	Lefebvre	St-Roch
Bleau	Dionne	Lemieux	Thérien
Bordeleau	Doyon	Lemire	Tremblay
Boucher-Bacon	Dutil	Loiselle	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Farrah	Maciocia	Trépanier
Brouillette	Forget	MacMillan	Williams
Camden	Fradet	Marcil	

CONTRE

Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Caron	Harel	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Paré
( <i>Chicoutimi</i> )	Chevrette	Juneau	
Boisclair	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 54 Contre: 20

En conséquence, le principe du projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, est adopté.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

La commission plénière étudie le projet de loi 58 qui est amendé et rapporté; le rapport de la commission plénière est adopté à la majorité des voix par l'Assemblée.

---

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, soit adopté.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition de la totalité du temps de parole qui sera consacré à la discussion de cette motion. Mise à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période réservée à ce débat. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 35)

POUR

Audet	Camden	Forget	Loiselle
Bacon	Cardinal	Fradet	Maciocia
Bégin	Chagnon	Gauvin	MacMillan
Bélanger	Charbonneau	Gobé	Marcil
(Laval-des-Rap.)	Chenail	Hovington	Messier
Bélisle	Cherry	Joly	Paradis
Bergeron	Côté	Khelfa	(Matapédia)
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Pelchat
(Roberval)	Dauphin	Lafrenière	Poulin
Bleau	Després	Larouche	St-Roch
Bordeleau	Dionne	Leclerc	Thérien
Boucher-Bacon	Doyon	Lefebvre	Tremblay
Bradet	Dutil	Lemieux	(Rimouski)
Brouillette	Farrah	Lemire	Williams

CONTRE

Baril	Bourdon	Dufour	Juneau
Beaulne	Brassard	Dupuis	Léonard
Blackburn	Caron	Garon	Marois
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Morin
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Paré

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 51 Contre: 19

En conséquence, le projet de loi 58, Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec, est adopté.

---

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que le vendredi 11 mai 1990, Mme Juneau (Johnson) s'adressera à M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dans le cadre de l'interpellation portant sur "le financement des loisirs et des sports".

---

À 5 h 29, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

---

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 4 mai 1990, à 5 h 30, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Cannon, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. MacMillan, le représentant du Premier ministre et de M. Duchesne, le

**3 mai 1990**

---

Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 9      Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation;
- 58    Loi assurant la continuité des services d'électricité d'Hydro-Québec.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Présentation de projets de loi**

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 51    Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
- 53    Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon;
- 54    Loi concernant la ville de Schefferville.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 49    Loi concernant la cession d'entreprises de taxi dans l'agglomération de Montréal et modifiant la Loi sur le transport par taxi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport de la Commission des transports du Québec relatif à l'application de la *Loi sur le camionnage*, pour l'année 1989.

(Document n° 307 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Hovington (Matane) dépose:

Deux rapports de la Commission de l'éducation qui, le 2 mai 1990, a étudié en détail les projets de loi suivants:

40    Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes - Rapporté sans amendement.

(Document n° 308 de la session)

41    Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances - Rapporté sans amendement.

(Document n° 309 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Gobé (LaFontaine) propose:

QUE l'Assemblée nationale commémore aujourd'hui le 45<sup>e</sup> anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale et profite

de cette occasion pour remercier et rendre hommage à toutes les citoyennes et tous les citoyens qui ont défendu souvent au péril de leur vie les valeurs de liberté et de démocratie, valeurs caractéristiques de notre société.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants;
- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que le débat de la prochaine séance aux affaires inscrites par les députés de l'opposition portera sur la motion proposée par M. Garon (Lévis). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée déplore la détérioration avancée du réseau routier québécois ainsi que l'insuffisance chronique des crédits budgétaires dégagés par le gouvernement libéral pour y faire face.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

Le débat reprend sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

La première, présentée par M. Léonard (Labelle):

QUE cette Assemblée désavoue avec force le gouvernement libéral pour avoir détruit l'esprit de collaboration qui doit caractériser les relations entre le gouvernement et ses partenaires et le blâme sévèrement de forcer les municipalités, les commissions scolaires, les sociétés d'État et les organismes du secteur public à taxer les Québécoises et Québécois à sa place ainsi que pour le faible soutien qu'il accorde à l'économie en cette période difficile et enfin, pour son refus persistant de proposer des solutions qui soient de nature à corriger les effets néfastes du fédéralisme sur l'économie du Québec.

La deuxième, présentée par M. Lazure (La Prairie):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son refus d'accorder les 50 millions de dollars additionnels requis au budget de fonctionnement du ministère de l'Environnement pour garantir la santé et la sécurité de la population et pour avoir ainsi renié un engagement solennel pris lors de la campagne électorale.

La troisième, présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques):

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la cinquième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget global de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles et n'introduit aucune

mesure significative pour réduire le taux de chômage du Centre-Sud et du Plateau-Mont-Royal.

La quatrième, présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de stratégies de développement des ressources humaines, son manque de leadership en matière d'emploi, la mésadaptation des programmes de formation offerts et son silence à l'égard de l'ingérence et de la duplication du gouvernement fédéral en ce domaine vital.

La cinquième, présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi):

QUE l'Assemblée nationale exprime sa désapprobation à l'endroit du gouvernement libéral pour son entêtement à privilégier les incitatifs fiscaux plutôt que les subventions directes en matière de recherche et développement et pour son incapacité à mettre de l'avant une nécessaire et véritable politique de recherche et développement pour faire face à la mondialisation de l'économie.

À la fin de son intervention, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée dénonce avec vigueur le gouvernement libéral pour son intention de faire porter aux usagers du transport en commun et aux contribuables de la métropole du Québec les coûts de 145 millions de dollars reliés au fonctionnement du réseau de transport en commun, compromettant ainsi sérieusement le prolongement du métro et le développement d'autres moyens de transport rapides dans l'est de l'île de Montréal, déjà défavorisé à cet égard par rapport au West Island.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Libman (D'Arcy-McGee) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement pour avoir fièrement annoncé qu'il n'y aura aucune hausse d'impôts sur le revenu des particuliers tout en sachant fort bien qu'en faisant le transfert du fardeau fiscal aux municipalités, en faisant des coupures à l'égard de la Régie de l'assurance automobile, et en accordant un montant insuffisant pour l'environnement, le coût de vie de tout citoyen de cette province sera haussé de façon très substantielle, et cela non pas par les décisions émanant des autres paliers du gouvernement mais bien par les actions directes de ce gouvernement.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Paré (Shefford) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme avec force le gouvernement libéral pour son désengagement en matière d'habitation et pour l'adoption de nouveaux critères de sélection visant à limiter l'accès aux HLM et à cacher les besoins et ainsi pour contribuer à maintenir dans la pauvreté les personnes et les familles qui consacrent plus de 30% de leurs revenus pour se loger.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Jolivet (Laviolette) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour avoir réduit les budgets consacrés à l'aménagement des forêts privées et ainsi compromettre les objectifs de reboisement nécessaire à l'économie de nombreuses régions pour lesquelles la forêt privée constitue l'une des principales activités.

Le débat se poursuit.

**8 mai 1990**

---

À la fin de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour l'absence de mesures dans son budget 1990-1991 favorisant le développement des loisirs, compromettant ainsi la qualité et l'originalité des loisirs offerts aux citoyens et citoyennes du Québec.

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

### **Affaires prioritaires**

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure présentées par M. Léonard (Labelle), M. Lazure (La Prairie), M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles), M. Libman (D'Arcy-McGee), M. Paré (Shefford), M. Jolivet (Laviolette) et Mme Juneau (Johnson).

À la fin de son intervention, M. Baril (Arthabaska) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale déplore l'absence totale de mesures dans le budget pour aider les agriculteurs et les agricultrices du Québec à supporter la hausse des taux d'intérêt ainsi que le désintérêt général du gouvernement libéral envers l'agriculture du Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour son désengagement à l'endroit des femmes du Québec, pour ne pas avoir respecté sa promesse de mettre en place un fonds d'aide aux organismes de promotion des droits des femmes dès l'année 1990-1991 et pour avoir abandonné au fédéral la responsabilité d'élaborer les mesures relatives aux congés parentaux et aux services de garde.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Morin (Dubuc) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral, pour sa décision d'imposer dès cette année de fortes hausses de taxes aux automobilistes et de siphonner d'ici cinq ans 625 millions de dollars de la caisse de la Régie de l'assurance automobile du Québec, sans même augmenter les crédits réels affectés à la construction et à l'entretien du réseau routier pour les trois prochaines années; pour son incapacité à élaborer des mesures concrètes et efficaces pour relancer le développement économique régional; et pour son inertie à mettre de l'avant des mesures favorisant la protection et la mise en valeur de la ressource faunique, d'une part, et un développement durable des ZEC, parcs et réserves du Québec d'autre part.

Le débat se poursuit.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, la séance se prolonge au-delà de 22 h 00.

---



8 mai 1990

---

À la fin de son intervention, M. Claveau (Ungava) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement le gouvernement libéral pour n'avoir prévu aucune mesure budgétaire de nature à favoriser les économies d'énergie.

Le débat se poursuit.

---

À 22 h 21, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure suivantes:

La première, présentée par M. Léonard (Labelle):

QUE cette Assemblée désavoue avec force le gouvernement libéral pour avoir détruit l'esprit de collaboration qui doit caractériser les relations entre le gouvernement et ses partenaires et le blâme sévèrement de forcer les municipalités, les commissions scolaires, les sociétés d'État et les organismes du secteur public à taxer les Québécoises et Québécois à sa place ainsi que pour le faible soutien qu'il accorde à l'économie en cette période difficile et enfin, pour son refus persistant de proposer des solutions qui soient de nature à corriger les effets néfastes du fédéralisme sur l'économie du Québec.

La deuxième, présentée par M. Lazure (La Prairie):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son refus d'accorder les 50 millions de dollars additionnels requis au budget de fonctionnement du ministère de l'Environnement pour garantir la santé et la sécurité de la population et pour avoir ainsi renié un engagement solennel pris lors de la campagne électorale.

La troisième, présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques):

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la cinquième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget global de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles et n'introduit aucune mesure significative pour réduire le taux de chômage du Centre-Sud et du Plateau-Mont-Royal.

La quatrième, présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de stratégies de développement des ressources humaines, son manque de leadership en matière d'emploi, la mésadaptation des programmes de formation offerts et son silence à l'égard de l'ingérence et de la duplication du gouvernement fédéral en ce domaine vital.

La cinquième, présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi):

QUE l'Assemblée nationale exprime sa désapprobation à l'endroit du gouvernement libéral pour son entêtement à privilégier les incitatifs fiscaux plutôt que les subventions directes en matière de recherche et développement et pour son incapacité à mettre de l'avant une nécessaire et véritable politique de recherche et développement pour faire face à la mondialisation de l'économie.

La sixième, présentée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles):

QUE cette Assemblée dénonce avec vigueur le gouvernement libéral pour son intention de faire porter aux usagers du transport en commun et aux contribuables de la métropole du Québec les coûts de 145 millions de dollars reliés au fonctionnement du réseau de transport en commun, compromettant ainsi sérieusement le prolongement du métro et le développement d'autres moyens de transport rapides dans l'est de l'île de Montréal, déjà défavorisé à cet égard par rapport au West Island.

La septième, présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement pour avoir fièrement annoncé qu'il n'y aura aucune hausse d'impôts sur le revenu des particuliers tout en sachant fort bien qu'en faisant le transfert du fardeau fiscal aux municipalités, en faisant des coupures à l'égard de la Régie de l'assurance automobile, et en accordant un montant insuffisant pour l'environnement, le coût de vie de tout citoyen de cette province sera haussé de façon très substantielle, et cela non pas par les décisions émanant des autres paliers du gouvernement mais bien par les actions directes de ce gouvernement.

La huitième, présentée par M. Paré (Shefford):

QUE l'Assemblée nationale blâme avec force le gouvernement libéral pour son désengagement en matière d'habitation et pour l'adoption de nouveaux critères de sélection visant à limiter l'accès aux HLM et à cacher les besoins et ainsi pour contribuer à maintenir dans la pauvreté les personnes et les familles qui consacrent plus de 30% de leurs revenus pour se loger.

La neuvième, présentée par M. Jolivet (Laviolette):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour avoir réduit les budgets consacrés à l'aménagement des forêts privées et ainsi compromettre les objectifs de reboisement nécessaire à l'économie de nombreuses régions pour lesquelles la forêt privée constitue l'une des principales activités.

La dixième, présentée par Mme Juneau (Johnson):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour l'absence de mesures dans son budget 1990-1991 favorisant le développement des loisirs, compromettant ainsi la qualité et l'originalité des loisirs offerts aux citoyens et citoyennes du Québec.

La onzième, présentée par M. Baril (Arthabaska):

QUE l'Assemblée nationale déplore l'absence totale de mesures dans le budget pour aider les agriculteurs et les agricultrices du Québec à supporter la hausse des taux d'intérêt ainsi que le désintérêt général du gouvernement libéral envers l'agriculture du Québec.

La douzième, présentée par Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour son désengagement à l'endroit des femmes du Québec, pour ne pas avoir respecté sa promesse de mettre en place un fonds d'aide aux organismes de promotion des droits des femmes dès l'année 1990-1991 et pour avoir abandonné au fédéral la responsabilité d'élaborer les mesures relatives aux congés parentaux et aux services de garde.

La treizième, présentée par M. Morin (Dubuc):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral, pour sa décision d'imposer dès cette année de fortes hausses de taxes aux automobilistes et de siphonner d'ici cinq ans 625 millions de dollars de la caisse de la Régie de l'assurance automobile du Québec, sans même augmenter les crédits réels affectés à la construction et à l'entretien du réseau routier pour les trois prochaines années; pour son incapacité à élaborer des mesures concrètes et efficaces pour relancer le développement économique régional; et pour son inertie à mettre de l'avant des mesures favorisant la protection et la mise en valeur de la ressource faunique, d'une part, et un développement durable des ZEC, parcs et réserves du Québec d'autre part.

La quatorzième, présentée par M. Claveau (Ungava):

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement le gouvernement libéral pour n'avoir prévu aucune mesure budgétaire de nature à favoriser les économies d'énergie.

À la fin de son intervention, Mme Caron (Terrebonne) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral pour avoir autorisé des hausses démesurées des tarifs d'électricité résidentiels augmentant ainsi le nombre de suspensions d'alimentation imposées aux personnes et aux familles démunies et pour son refus de reconnaître que l'électricité constitue un service essentiel.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Marois (Taillon) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée réproouve énergiquement le gouvernement libéral qui, en dépit du ralentissement généralisé de l'économie et d'une progression spectaculaire du nombre des faillites commerciales, non seulement ne met pas en place un véritable programme de soutien aux entreprises québécoises mais plutôt leur impose de nouvelles charges fiscales.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Beaulne (Bertrand) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale reproche au gouvernement libéral son silence sur les mesures à prendre pour faciliter la perception simultanée de la taxe de vente québécoise et de la TPS fédérale à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Boisclair (Gouin) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son incapacité à présenter une politique cohérente de main-d'oeuvre arrimée à une politique de développement

social, économique et industriel; condamne l'inaction du gouvernement libéral devant la croissance de l'emploi précaire qui frappe particulièrement les moins de 30 ans et dénonce les mesures dérisoires destinées aux jeunes ménages, particulièrement celles destinées aux jeunes assistés sociaux qui bientôt subiront des persécutions bureaucratiques et des baisses de prestations.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, Mme Dupuis (Verchères) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour les efforts nettement insuffisants annoncés lors du discours du budget pour réduire le déficit de l'industrie touristique québécoise, qui a presque doublé entre 1985 et 1988.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction en matière de lutte à la pauvreté et l'absence de mesures concrètes pour redresser la situation déplorable dans laquelle se trouve plus du quart de la population du Québec vivant à Montréal et dans les régions du Québec.

Le débat se poursuit.

À la fin de son intervention, M. Dufour (Jonquière) propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée condamne avec force le gouvernement libéral qui s'obstine et persiste à vouloir refiler aux municipalités une partie de ses problèmes d'équilibre financier et pour contribuer ainsi à alourdir le fardeau fiscal foncier des contribuables québécois.



Le débat se poursuit.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 h 00.

---

À la fin de son intervention, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE l'Assemblée nationale exprime sa vive désapprobation à l'égard du gouvernement libéral pour son incapacité à mettre de l'avant, dans sa politique budgétaire, des mesures significatives destinées à faire face au vieillissement de la population.

---

Treize heures trente minutes s'étant écoulées depuis le début du discours de M. Levesque, ministre des Finances, le débat est suspendu à l'Assemblée pour se poursuivre à la Commission du budget et de l'administration.

---

À 13 h 20, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

60 Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage.

La motion est adoptée.

---

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 55    Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 17    Loi modifiant la Loi sur la denturologie.

La motion est adoptée.

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 61    Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, à la question écrite de M. Morin (Dubuc) concernant la Société des établissements de plein air du Québec. Question n° 22, *Feuilleton* du 9 mai 1990.

(Document n° 310 de la session)

### Dépôts de pétitions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 63 du Règlement, M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 373 pétitionnaires, concernant la reconstruction de l'usine de sciage de Belleterre.

(Document n° 311 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie de la dénonciation établie par le procureur général du Québec concernant la contamination de terrains, à Saint-Jean-sur-Richelieu, par la compagnie Balmet.

(Document n° 312 de la session)

### Motions sans préavis

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) propose:

QUE cette Assemblée souligne le quatrième anniversaire de la Semaine des garderies du Québec qui, cette année, se tient du 5 au 12 mai sous le thème de *"La grande image d'un petit monde"*.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre, conformément à l'article 275 du Règlement, le débat sur le discours du budget;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président rend la décision suivante concernant la question de règlement soulevée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, à la séance du 3 mai 1990, relativement au retrait du *Feuilleton et préavis* d'une motion dont l'Assemblée n'a pas disposé.

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Cette motion devait être rayée du *Feuilleton et préavis* parce qu'une de ses parties était devenue caduque - ce qui viciait la motion dans son ensemble - et parce qu'on ne pouvait remédier à cette caducité par la voie d'un amendement.

Le Président devait se conformer à l'article 193 du Règlement qui prescrit que celui-ci doit refuser toute motion contraire au Règlement. Cependant, à l'avenir, la présidence avisera les membres de l'Assemblée de la teneur de pareille décision de façon à ce qu'elle soit consignée au *Procès-verbal* de la séance.

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Garon (Lévis) propose:

QUE cette Assemblée déplore la détérioration avancée du réseau routier québécois ainsi que l'insuffisance chronique des crédits budgétaires dégagés par le gouvernement libéral pour y faire face.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition de la totalité du temps de parole qui sera consacré à la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 5 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période réservée à ce débat qui prendra fin avec la présente séance. Dans ce cadre, aucune limite ne sera imposée à la durée des interventions et le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

65 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, les 5, 6 et 7 juin 1990;

QUE le ministre de l'Environnement soit membre de ladite commission pour la durée du mandat; et

QUE les organismes invités soient ceux spécifiés au document ci-après déposé.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des organismes invités dans le cadre de l'étude du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

(Document n° 313 de la session)

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 56 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 63 Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec.

Ces motions sont adoptées.

---

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 230 Loi concernant le Séminaire diocésain de Montréal;
- 240 Loi modifiant la charte de la Ville de Laval;
- 243 Loi concernant le régime de rentes de Ville de Laval.

(Document n° 314 de la session)

M. Cusano (Viau), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 230, Loi concernant le Séminaire diocésain de Montréal.

La motion est adoptée.

---



M. Joly (Fabre) propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 240, Loi modifiant la charte de la Ville de Laval, et le projet de loi 243, Loi concernant le régime de rentes de Ville de Laval.

Ces motions sont adoptées.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 230, 240 et 243 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.

### Dépôts de documents

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de Sidbec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 315 de la session)

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose deux avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec:

- le premier concernant la cathédrale Holy Trinity, à Québec;  
(Document n° 316 de la session)

- le deuxième concernant l'édifice Joseph-Arthur-Godin, à Montréal.  
(Document n° 317 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la fonction publique, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 318 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Claveau (Ungava) dépose:

Copie d'un document, en date du 7 mai 1990, précisant les directives données relativement au traitement des plaintes chez Hydro-Québec.

(Document n° 319 de la session)

---

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Copie d'un document, en date du 9 mai 1990, faisant état d'un reportage portant sur la destruction de factures par Hydro-Québec.

(Document n° 320 de la session)

### Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Garon (Lévis) présentée aux affaires inscrites par les députés de l'opposition. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée déplore la détérioration avancée du réseau routier québécois ainsi que l'insuffisance chronique des crédits budgétaires dégagés par le gouvernement libéral pour y faire face.

(Vote n° 36)

#### POUR

Baril	Cameron	Gendron	Marois
Beaulne	Caron	Harel	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Paré
(Chicoutimi)	Claveau	Jolivet	Perron
Boisclair	Dufour	Juneau	
Bourdon	Dupuis	Lazure	
Brassard	Garon	Léonard	

CONTRE

Audet	Charbonneau	Joly	Parent
Bacon	Chenail	Kehoe	Philibert
Beaudin	Cherry	Khelfa	Picotte
Bégin	Ciaccia	Lafrance	Rémillard
Bélanger	Côté	Lafrenière	Richard
(Laval-des-Rap.)	(Charlesbourg)	Larouche	Robic
Bélanger	Cusano	Leclerc	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Lefebvre	Ryan
Bélisle	Doyon	Lemieux	Séguin
Benoit	Dutil	Lemire	Sirros
Bergeron	Elkas	LeSage	St-Roch
Blackburn	Farrah	Levesque	Thérien
(Roberval)	Forget	Loiselle	Tremblay
Bleau	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Bordeleau	Frulla-Hébert	Maltais	Tremblay
Boucher-Bacon	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Bourbeau	Gauvin	Middlemiss	Vallières
Bradet	Gobé	Pagé	Williams
Brouillette	Hamel	Paradis	
Camden	Houde	(Brome-Miss.)	
Cardinal	Hovington	Paradis	
Chagnon	Johnson	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 24 Contre: 76

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre, conformément à l'article 275 du Règlement, le débat sur le discours du budget;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants.

10 mai 1990

---

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Middlemiss, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

#### *Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

10 mai 1990

---

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 21 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 21 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Un débat s'ensuit.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose l'ajournement du débat.

Une discussion s'ensuit sur cette dernière motion.

---

À 22 h 00, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 72    Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 69    Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

La motion étant mise aux voix, un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 37)

#### POUR

Atkinson	Bélanger	Blackburn	Brouillette
Audet	(Még.-Compton)	(Roberval)	Camden
Bacon	Benoit	Bleau	Cameron
Bégin	Bergeron	Bourbeau	Cardinal

Chagnon	Forget	Lefebvre	Rivard
Charbonneau	Fradet	Lemieux	Robic
Chenail	Frulla-Hébert	LeSage	Robillard
Cherry	Gagnon-Tremblay	Libman	Ryan
Ciaccia	Gautrin	Loiselle	Savoie
Côté	Gauvin	MacMillan	Sirros
(Charlesbourg)	Gobé	Marcil	Tremblay
Côté	Hamel	Messier	(Outremont)
(Riv.-du-Loup)	Holden	Middlemiss	Tremblay
Cusano	Houde	Pagé	(Rimouski)
Després	Johnson	Paradis	Trépanier
Dionne	Joly	(Brome-Miss.)	Vallerand
Doyon	Kehoe	Parent	Vallières
Dutil	Khelfa	Philibert	Williams
Elkas	Lafrenière	Poulin	
Farrah	Leclerc	Richard	

CONTRE

Baril	Bourdon	Dufour	Marois
Beaulne	Brassard	Gendron	Morin
Blackburn	Caron	Godin	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
Boisclair	Chevrette	Lazure	Vermette
Boulerice	Claveau	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 71 Contre: 22

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

59 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

La motion est adoptée.

---



M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 71 Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales;
- 76 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Séguin, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 64 Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale.

La motion est adoptée.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 73 Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour;
- 75 Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Elkas, ministre des Transports et ministre de la Sécurité publique, propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi suivants:

- 50 Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Cette motion est adoptée à la majorité des voix.

- 67 Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives;
- 68 Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- 74 Loi modifiant le Code de la sécurité routière.

Ces motions sont adoptées.

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 62 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 57 Loi modifiant la Loi sur le Barreau.

La motion est adoptée.

---

M. Sirros, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 70 Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

218 Loi concernant la succession de Louis Pelletier;

220 Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond.

(Document n° 321 de la session)

---

M. Doyon (Louis-Hébert) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 218, Loi concernant la succession de Louis Pelletier.

La motion est adoptée.

---

M. Cusano (Viau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 220, Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 218 et 220 soient renvoyés à la Commission des institutions pour consultation et étude détaillée et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.

### Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil des collèges, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1989.

(Document n° 322 de la session)

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Société nationale de l'amiante, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 323 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 324 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 325 de la session)

---

M. Vallières, ministre délégué aux Transports, dépose:

Copie des plans et devis ainsi que du contrat de services professionnels liant le ministre des Transports et l'entreprise Rochette, Rochefort et Associés Ltée, concernant la construction d'une section de l'autoroute 73.

(Document n° 326 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 13, 14, 15, 22 et 27 février 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère des Approvisionnements et Services et des organismes relevant de la ministre déléguée aux Finances pour les mois de septembre 1988 à décembre 1989, du Conseil du Trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration, du ministère des Finances et du ministère du Revenu pour les mois de février à décembre 1989.

(Document n° 327 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 9, 10 et 15 mai 1990, a poursuivi, conformément à l'article 275 du Règlement, le débat sur le discours du budget.

(Document n° 328 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Godin (Mercier) propose:

QUE cette Assemblée exprime à la communauté juive internationale et plus particulièrement à celles de France et du Québec ses profonds sentiments d'indignation, d'horreur et de tristesse suite aux profanations sauvages de cimetières juifs qui se sont produites au cours des derniers jours et condamne avec la plus grande énergie l'antisémitisme, l'intolérance et le racisme partout où ils se trouvent et se manifestent.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier les crédits budgétaires du Conseil du Trésor et des organismes relevant du ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires de la ministre déléguée à la Condition féminine (éléments 1 et 2,

programme 3, Conseil exécutif) ainsi que ceux des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée adopte la politique budgétaire du gouvernement, et sur les motions de censure proposées par M. Léonard (Labelle), M. Lazure (La Prairie), M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques), Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), Mme Blackburn (Chicoutimi), M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles), M. Libman (D'Arcy-McGee), M. Paré (Shefford), M. Jolivet (Laviolette), Mme Juneau (Johnson), M. Baril (Arthabaska), Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), M. Morin (Dubuc), M. Claveau (Ungava), Mme Caron (Terrebonne), Mme Marois (Taillon), M. Beaulne (Bertrand), M. Boisclair (Gouin), Mme Dupuis (Verchères), M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue), M. Dufour (Jonquière) et M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

Le débat terminé, ces motions de censure ainsi que la motion de M. Levesque, ministre des Finances, sont mises aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

La première motion mise aux voix est celle présentée par M. Léonard (Labelle). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée désavoue avec force le gouvernement libéral pour avoir détruit l'esprit de collaboration qui doit caractériser les relations entre le gouvernement et ses

partenaires et le blâme sévèrement de forcer les municipalités, les commissions scolaires, les sociétés d'État et les organismes du secteur public à taxer les Québécoises et Québécois à sa place ainsi que pour le faible soutien qu'il accorde à l'économie en cette période difficile et enfin, pour son refus persistant de proposer des solutions qui soient de nature à corriger les effets néfastes du fédéralisme sur l'économie du Québec.

(Vote n° 38)

POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Atkinson	Cherry	Johnson	Picotte
Bacon	Côté	Joly	Poulin
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Richard
Bélanger	Côté	Khelfa	Rivard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Leclerc	Ryan
Benoit	Dionne	Lefebvre	Savoie
Bergeron	Doyon	Lemieux	Sirros
Blackburn	Dutil	Lemire	St-Roch
(Roberval)	Elkas	LeSage	Tremblay
Bleau	Forget	Libman	(Outremont)
Bourassa	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Messier	Vallières
Camden	Gauvin	Middlemiss	Williams
Cameron	Gobé	Pagé	
Cardinal	Hamel	Paradis	
Chagnon	Holden	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Houde	Parent	
Chenail	Hovington	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 75

---

La deuxième motion mise aux voix est celle présentée par M. Lazure  
(La Prairie):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son refus d'accorder les 50 millions de dollars additionnels requis au budget de fonctionnement du ministère de l'Environnement pour garantir la santé et la sécurité de la population et pour avoir ainsi renié un engagement solennel pris lors de la campagne électorale.

(Vote n° 39)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Bleau	Cherry	Elkas
Bégin	Bourassa	Côté	Forget
Bélanger	Bourbeau	(Charlesbourg)	Fradet
(Laval-des-Rap.)	Bradet	Côté	Frulla-Hébert
Bélanger	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Gagnon-Tremblay
(Még.-Compton)	Camden	Cusano	Gautrin
Benoit	Cardinal	Després	Gauvin
Bergeron	Chagnon	Dionne	Gobé
Blackburn	Charbonneau	Doyon	Hamel
(Roberval)	Chenail	Dutil	Houde



Hovington	Lemire	Parent	Sirros
Johnson	LeSage	Philibert	St-Roch
Joly	Loiselle	Picotte	Tremblay
Kehoe	MacMillan	Poulin	(Outremont)
Khelfa	Marcil	Richard	Tremblay
Lafrance	Messier	Rivard	(Rimouski)
Lafrenière	Middlemiss	Robic	Trépanier
Leclerc	Pagé	Robillard	Vallières
Lefebvre	Paradis	Ryan	Williams
Lemieux	(Brome-Miss.)	Savoie	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

La troisième motion mise aux voix est celle présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques):

QUE cette Assemblée condamne sévèrement le gouvernement libéral qui, pour la cinquième fois consécutive, a renié son engagement solennel d'accorder 1% du budget global de l'État au budget du ministère des Affaires culturelles et n'introduit aucune mesure significative pour réduire le taux de chômage du Centre-Sud et du Plateau-Mont-Royal.

(Vote n° 40)

#### POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La quatrième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour l'absence de stratégies de développement des ressources humaines, son manque de leadership en matière d'emploi, la mésadaptation des programmes de formation offerts et son silence à l'égard de l'ingérence et de la duplication du gouvernement fédéral en ce domaine vital.

(Vote n° 41)

## POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

## CONTRE

Atkinson	Cherry	Johnson	Picotte
Bacon	Côté	Joly	Poulin
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Richard
Bélanger	Côté	Khelfa	Rivard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Leclerc	Ryan
Benoit	Dionne	Lefebvre	Savoie
Bergeron	Doyon	Lemieux	Sirros
Blackburn	Dutil	Lemire	St-Roch
(Roberval)	Elkas	LeSage	Tremblay
Bleau	Forget	Libman	(Outremont)
Bourassa	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Messier	Vallières
Camden	Gauvin	Middlemiss	Williams
Cameron	Gobé	Pagé	
Cardinal	Hamel	Paradis	
Chagnon	Holden	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Houde	Parent	
Chenail	Hovington	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 75

La cinquième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Blackburn (Chicoutimi):

QUE l'Assemblée nationale exprime sa désapprobation à l'endroit du gouvernement libéral pour son entêtement à privilégier les incitatifs fiscaux plutôt que les subventions directes en matière de recherche et développement et pour son incapacité à mettre de l'avant une nécessaire et véritable politique de recherche et développement pour faire face à la mondialisation de l'économie.

(Vote n° 42)

POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Atkinson	Cameron	Fradet	Lefebvre
Bacon	Cardinal	Frulla-Hébert	Lemieux
Bégin	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Lemire
Bélanger	Charbonneau	Gautrin	LeSage
(Laval-des-Rap.)	Chenail	Gauvin	Libman
Bélanger	Cherry	Gobé	Loiselle
(Még.-Compton)	Côté	Hamel	MacMillan
Benoit	(Charlesbourg)	Holden	Marcil
Bergeron	Côté	Houde	Messier
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Hovington	Middlemiss
(Roberval)	Cusano	Johnson	Pagé
Bleau	Després	Joly	Paradis
Bourassa	Dionne	Kehoe	(Brome-Miss.)
Bourbeau	Doyon	Khelfa	Parent
Bradet	Dutil	Lafrance	Philibert
Brouillette	Elkas	Lafrenière	Picotte
Camden	Forget	Leclerc	Poulin

15 mai 1990

---

Richard	Ryan	Tremblay	Trépanier
Rivard	Savoie	(Outremont)	Vallières
Robic	Sirros	Tremblay	Williams
Robillard	St-Roch	(Rimouski)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 75

---

La sixième motion mise aux voix est celle présentée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles):

QUE cette Assemblée dénonce avec vigueur le gouvernement libéral pour son intention de faire porter aux usagers du transport en commun et aux contribuables de la métropole du Québec les coûts de 145 millions de dollars reliés au fonctionnement du réseau de transport en commun, compromettant ainsi sérieusement le prolongement du métro et le développement d'autres moyens de transport rapides dans l'est de l'île de Montréal, déjà défavorisé à cet égard par rapport au West Island.

(Vote n° 43)

POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Atkinson	Cherry	Johnson	Picotte
Bacon	Côté	Joly	Poulin
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Richard
Bélanger	Côté	Khelfa	Rivard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Leclerc	Ryan
Benoit	Dionne	Lefebvre	Savoie
Bergeron	Doyon	Lemieux	Sirros
Blackburn	Dutil	Lemire	St-Roch
(Roberval)	Elkas	LeSage	Tremblay
Bleau	Forget	Libman	(Outremont)
Bourassa	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Messier	Vallières
Camden	Gauvin	Middlemiss	Williams
Cameron	Gobé	Pagé	
Cardinal	Hamel	Paradis	
Chagnon	Holden	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Houde	Parent	
Chenail	Hovington	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 75

La septième motion mise aux voix est celle présentée par M. Libman (D'Arcy-McGee):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement pour avoir fièrement annoncé qu'il n'y aura aucune hausse d'impôts sur le revenu des particuliers tout en sachant fort bien qu'en faisant le transfert du fardeau fiscal aux municipalités, en faisant des coupures à l'égard de la Régie de l'assurance automobile, et en accordant un montant insuffisant pour l'environnement, le coût de vie de tout citoyen de cette province sera haussé de façon très substantielle, et cela non pas par les décisions émanant des autres paliers du gouvernement mais bien par les actions directes de ce gouvernement.

(Vote n° 44)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

La huitième motion mise aux voix est celle présentée par M. Paré (Shefford):

QUE l'Assemblée nationale blâme avec force le gouvernement libéral pour son désengagement en matière d'habitation et pour l'adoption de nouveaux critères de sélection visant à limiter l'accès aux HLM et à cacher les besoins et ainsi pour contribuer à maintenir dans la pauvreté les personnes et les familles qui consacrent plus de 30% de leurs revenus pour se loger.

(Vote n° 45)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Chagnon	Gagnon-Tremblay	LeSage
Bégin	Charbonneau	Gautrin	Loiselle
Bélanger	Chenail	Gauvin	MacMillan
(Laval-des-Rap.)	Cherry	Gobé	Marcil
Bélanger	Côté	Hamel	Messier
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Houde	Middlemiss
Benoit	Côté	Hovington	Pagé
Bergeron	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Paradis
Blackburn	Cusano	Joly	(Brome-Miss.)
(Roberval)	Després	Kehoe	Parent
Bleau	Dionne	Khelfa	Philibert
Bourassa	Doyon	Lafrance	Picotte
Bourbeau	Dutil	Lafrenière	Poulin
Bradet	Elkas	Leclerc	Richard
Brouillette	Forget	Lefebvre	Rivard
Camden	Fradet	Lemieux	Robic
Cardinal	Frulla-Hébert	Lemire	Robillard



15 mai 1990

---

Ryan	St-Roch	Tremblay	Vallières
Savoie	Tremblay	( <i>Rimouski</i> )	Williams
Sirros	( <i>Outremont</i> )	Trépanier	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La neuvième motion mise aux voix est celle présentée par M. Jolivet (Laviolette):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement libéral pour avoir réduit les budgets consacrés à l'aménagement des forêts privées et ainsi compromettre les objectifs de reboisement nécessaire à l'économie de nombreuses régions pour lesquelles la forêt privée constitue l'une des principales activités.

(Vote n° 46)

#### POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
( <i>Chicoutimi</i> )	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

#### CONTRE

Bacon	Bergeron	Brouillette	Côté
Bégin	Blackburn	Camden	( <i>Charlesbourg</i> )
Bélanger	( <i>Roberval</i> )	Cardinal	Côté
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Bleau	Chagnon	( <i>Riv.-du-Loup</i> )
Bélanger	Bourassa	Charbonneau	Cusano
( <i>Még.-Compton</i> )	Bourbeau	Chenail	Després
Benoit	Bradet	Cherry	Dionne

15 mai 1990

---

Doyon	Johnson	Marcil	Robillard
Dutil	Joly	Messier	Ryan
Elkas	Kehoe	Middlemiss	Savoie
Forget	Khelfa	Pagé	Sirros
Fradet	Lafrance	Paradis	St-Roch
Frulla-Hébert	Lafrenière	(Brome-Miss.)	Tremblay
Gagnon-Tremblay	Leclerc	Parent	(Outremont)
Gautrin	Lefebvre	Philibert	Tremblay
Gauvin	Lemieux	Picotte	(Rimouski)
Gobé	Lemire	Poulin	Trépanier
Hamel	LeSage	Richard	Vallières
Houde	Loiselle	Rivard	Williams
Hovington	MacMillan	Robic	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La dixième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Juneau (Johnson):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour l'absence de mesures dans son budget 1990-1991 favorisant le développement des loisirs, compromettant ainsi la qualité et l'originalité des loisirs offerts aux citoyens et citoyennes du Québec.

(Vote n° 47)

POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Atkinson	Cherry	Johnson	Picotte
Bacon	Côté	Joly	Poulin
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Richard
Bélanger	Côté	Khelfa	Rivard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Leclerc	Ryan
Benoit	Dionne	Lefebvre	Savoie
Bergeron	Doyon	Lemieux	Sirros
Blackburn	Dutil	Lemire	St-Roch
(Roberval)	Elkas	LeSage	Tremblay
Bleau	Forget	Libman	(Outremont)
Bourassa	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Messier	Vallières
Camden	Gauvin	Middlemiss	Williams
Cameron	Gobé	Pagé	
Cardinal	Hamel	Paradis	
Chagnon	Holden	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Houde	Parent	
Chenail	Hovington	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 75

La onzième motion mise aux voix est celle présentée par M. Baril (Arthabaska):

QUE l'Assemblée nationale déplore l'absence totale de mesures dans le budget pour aider les agriculteurs et les agricultrices du Québec à supporter la hausse des taux d'intérêt ainsi que le désintérêt général du gouvernement libéral envers l'agriculture du Québec.

15 mai 1990

---

(Vote n° 48)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Page	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La douzième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière):

QUE cette Assemblée condamne le gouvernement libéral pour son désengagement à l'endroit des femmes du Québec, pour ne pas avoir respecté sa promesse de mettre en place un fonds d'aide aux organismes de promotion des droits des femmes dès l'année 1990-1991 et pour avoir abandonné au fédéral la responsabilité d'élaborer les mesures relatives aux congés parentaux et aux services de garde.

(Vote n° 49)

POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Atkinson	Cherry	Johnson	Picotte
Bacon	Côté	Joly	Poulin
Bégin	(Charlesbourg)	Kehoe	Richard
Bélanger	Côté	Khelfa	Rivard
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
(Még.-Compton)	Després	Leclerc	Ryan
Benoit	Dionne	Lefebvre	Savoie
Bergeron	Doyon	Lemieux	Sirros
Blackburn	Dutil	Lemire	St-Roch
(Roberval)	Elkas	LeSage	Tremblay
Bleau	Forget	Libman	(Outremont)
Bourassa	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Messier	Vallières
Camden	Gauvin	Middlemiss	Williams
Cameron	Gobé	Pagé	
Cardinal	Hamel	Paradis	
Chagnon	Holden	(Brome-Miss.)	
Charbonneau	Houde	Parent	
Chenail	Hovington	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 75

---

La treizième motion mise aux voix est celle présentée par M. Morin (Dubuc):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral, pour sa décision d'imposer dès cette année de fortes hausses de taxes aux automobilistes et de siphonner d'ici cinq ans 625 millions de dollars de la caisse de la Régie de l'assurance automobile du Québec, sans même augmenter les crédits réels affectés à la construction et à l'entretien du réseau routier pour les trois prochaines années; pour son incapacité à élaborer des mesures concrètes et efficaces pour relancer le développement économique régional; et pour son inertie à mettre de l'avant des mesures favorisant la protection et la mise en valeur de la ressource faunique, d'une part, et un développement durable des ZEC, parcs et réserves du Québec d'autre part.

(Vote n° 50)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Bélanger	Blackburn	Bourbeau
Bégin	(Még.-Compton)	(Roberval)	Bradet
Bélanger	Benoit	Bleau	Brouillette
(Laval-des-Rap.)	Bergeron	Bourassa	Camden

15 mai 1990

---

Cardinal	Fradet	Lefebvre	Richard
Chagnon	Frulla-Hébert	Lemieux	Rivard
Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Lemire	Robic
Chenail	Gautrin	LeSage	Robillard
Cherry	Gauvin	Loiselle	Ryan
Côté	Gobé	MacMillan	Savoie
(Charlesbourg)	Hamel	Marcil	Sirros
Côté	Houde	Messier	St-Roch
(Riv.-du-Loup)	Hovington	Middlemiss	Tremblay
Cusano	Johnson	Pagé	(Outremont)
Després	Joly	Paradis	Tremblay
Dionne	Kehoe	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Doyon	Khelfa	Parent	Trépanier
Dutil	Lafrance	Philibert	Vallières
Elkas	Lafrenière	Picotte	Williams
Forget	Leclerc	Poulin	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La quatorzième motion mise aux voix est celle présentée par M. Claveau (Ungava):

QUE l'Assemblée nationale dénonce vigoureusement le gouvernement libéral pour n'avoir prévu aucune mesure budgétaire de nature à favoriser les économies d'énergie.

(Vote n° 51)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La quinzième motion mise aux voix est celle présentée Mme Caron (Terrebonne):

QUE l'Assemblée nationale condamne sévèrement le gouvernement libéral pour avoir autorisé des hausses démesurées des tarifs d'électricité résidentiels augmentant ainsi le nombre de suspensions d'alimentation imposées aux personnes et aux familles démunies et pour son refus de reconnaître que l'électricité constitue un service essentiel.



(Vote n° 52)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La seizième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Marois (Taillon):

QUE cette Assemblée réproouve énergiquement le gouvernement libéral qui, en dépit du ralentissement généralisé de l'économie et d'une progression spectaculaire du nombre des faillites commerciales, non seulement ne met pas en place un véritable programme de soutien aux entreprises québécoises mais plutôt leur impose de nouvelles charges fiscales.

(Vote n° 53)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La dix-septième motion mise aux voix est celle présentée par M. Beaulne (Bertrand):

QUE l'Assemblée nationale reproche au gouvernement libéral son silence sur les mesures à prendre pour faciliter la perception simultanée de la taxe de vente québécoise et de la TPS fédérale à compter du 1<sup>er</sup> janvier prochain.

(Vote n° 54)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Bradet	Després	Houde
Bégin	Brouillette	Dionne	Hovington
Bélanger	Camden	Doyon	Johnson
(Laval-des-Rap.)	Cardinal	Dutil	Joly
Bélanger	Chagnon	Elkas	Kehoe
(Még.-Compton)	Charbonneau	Forget	Khelfa
Benoit	Chenail	Fradet	Lafrance
Bergeron	Cherry	Frulla-Hébert	Lafrenière
Blackburn	Côté	Gagnon-Tremblay	Leclerc
(Roberval)	(Charlesbourg)	Gautrin	Lefebvre
Bleau	Côté	Gauvin	Lemieux
Bourassa	(Riv.-du-Loup)	Gobé	Lemire
Bourbeau	Cusano	Hamel	LeSage

15 mai 1990

---

Loiselle	Parent	Ryan	Trépanier
MacMillan	Philibert	Savoie	Vallières
Marcil	Picotte	Sirros	Williams
Messier	Poulin	St-Roch	
Middlemiss	Richard	Tremblay	
Pagé	Rivard	(Outremont)	
Paradis	Robic	Tremblay	
(Brome-Miss.)	Robillard	(Rimouski)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La dix-huitième motion mise aux voix est celle présentée par M. Boisclair (Gouin):

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son incapacité à présenter une politique cohérente de main-d'oeuvre arrimée à une politique de développement social, économique et industriel; condamne l'inaction du gouvernement libéral devant la croissance de l'emploi précaire qui frappe particulièrement les moins de 30 ans et dénonce les mesures dérisoires destinées aux jeunes ménages, particulièrement celles destinées aux jeunes assistés sociaux qui bientôt subiront des persécutions bureaucratiques et des baisses de prestations.

(Vote n° 55)

POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Atkinson	Cherry	Johnson	Picotte
Bacon	Côté	Joly	Poulin
Bégin	( <i>Charlesbourg</i> )	Kehoe	Richard
Bélanger	Côté	Khelfa	Rivard
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lafrance	Robic
Bélanger	Cusano	Lafrenière	Robillard
( <i>Még.-Compton</i> )	Després	Leclerc	Ryan
Benoit	Dionne	Lefebvre	Savoie
Bergeron	Doyon	Lemieux	Sirros
Blackburn	Dutil	Lemire	St-Roch
( <i>Roberval</i> )	Elkas	LeSage	Tremblay
Bleau	Forget	Libman	( <i>Outremont</i> )
Bourassa	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	MacMillan	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Brouillette	Gautrin	Messier	Vallières
Camden	Gauvin	Middlemiss	Williams
Cameron	Gobé	Pagé	
Cardinal	Hamel	Paradis	
Chagnon	Holden	( <i>Brome-Miss.</i> )	
Charbonneau	Houde	Parent	
Chenail	Hovington	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 22 Contre: 75

La dix-neuvième motion mise aux voix est celle présentée par Mme Dupuis (Verchères):

QUE l'Assemblée nationale blâme le gouvernement pour les efforts nettement insuffisants annoncés lors du discours du budget pour réduire le déficit de l'industrie touristique québécoise, qui a presque doublé entre 1985 et 1988.

(Vote n° 56)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

La vingtième motion mise aux voix est celle présentée par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue):

QUE l'Assemblée nationale blâme sévèrement le gouvernement libéral pour son inaction en matière de lutte à la pauvreté et l'absence de mesures concrètes pour redresser la situation déplorable dans laquelle se trouve plus du quart de la population du Québec vivant à Montréal et dans les régions du Québec.

(Vote n° 57)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Chagnon	Gagnon-Tremblay	LeSage
Bégin	Charbonneau	Gautrin	Loiselle
Bélanger	Chenail	Gauvin	MacMillan
(Laval-des-Rap.)	Cherry	Gobé	Marcil
Bélanger	Côté	Hamel	Messier
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Houde	Middlemiss
Benoit	Côté	Hovington	Pagé
Bergeron	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Paradis
Blackburn	Cusano	Joly	(Brome-Miss.)
(Roberval)	Després	Kehoe	Parent
Bleau	Dionne	Khelfa	Philibert
Bourassa	Doyon	Lafrance	Picotte
Bourbeau	Dutil	Lafrenière	Poulin
Bradet	Elkas	Leclerc	Richard
Brouillette	Forget	Lefebvre	Rivard
Camden	Fradet	Lemieux	Robic
Cardinal	Frulla-Hébert	Lemire	Robillard

Ryan	St-Roch	Tremblay	Vallières
Savoie	Tremblay	( <i>Rimouski</i> )	Williams
Sirros	( <i>Outremont</i> )	Trépanier	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La vingt-et-unième motion mise aux voix est celle présentée par M. Dufour (Jonquière):

QUE cette Assemblée condamne avec force le gouvernement libéral qui s'obstine et persiste à vouloir refiler aux municipalités une partie de ses problèmes d'équilibre financier et pour contribuer ainsi à alourdir le fardeau fiscal foncier des contribuables québécois.

(Vote n° 58)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
( <i>Chicoutimi</i> )	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Bergeron	Brouillette	Côté
Bégin	Blackburn	Camden	( <i>Charlesbourg</i> )
Bélanger	( <i>Roberval</i> )	Cardinal	Côté
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Bleau	Chagnon	( <i>Riv.-du-Loup</i> )
Bélanger	Bourassa	Charbonneau	Cusano
( <i>Még.-Compton</i> )	Bourbeau	Chenail	Després
Benoît	Bradet	Cherry	Dionne



Doyon	Johnson	Marcil	Robillard
Dutil	Joly	Messier	Ryan
Elkas	Kehoe	Middlemiss	Savoie
Forget	Khelfa	Pagé	Sirros
Fradet	Lafrance	Paradis	St-Roch
Frulla-Hébert	Lafrenière	(Brome-Miss.)	Tremblay
Gagnon-Tremblay	Leclerc	Parent	(Outremont)
Gautrin	Lefebvre	Philibert	Tremblay
Gauvin	Lemieux	Picotte	(Rimouski)
Gobé	Lemire	Poulin	Trépanier
Hamel	LeSage	Richard	Vallières
Houde	Loiselle	Rivard	Williams
Hovington	MacMillan	Robic	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

---

La vingt-deuxième motion mise aux voix est celle présentée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle:

QUE l'Assemblée nationale exprime sa vive désapprobation à l'égard du gouvernement libéral pour son incapacité à mettre de l'avant, dans sa politique budgétaire, des mesures significatives destinées à faire face au vieillissement de la population.

(Vote n° 59)

POUR

Atkinson	Bourdon	Dufour	Léonard
Baril	Brassard	Garon	Libman
Beaulne	Cameron	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Holden	Paré
Boisclair	Chevette	Jolivet	Vermette
Boulerice	Claveau	Lazure	

CONTRE

Bacon	Cherry	Hovington	Parent
Bégin	Côté	Johnson	Philibert
Bélanger	(Charlesbourg)	Joly	Picotte
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Poulin
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Lafrance	Rivard
Benoit	Després	Lafrenière	Robic
Bergeron	Dionne	Leclerc	Robillard
Blackburn	Doyon	Lefebvre	Ryan
(Roberval)	Dutil	Lemieux	Savoie
Bleau	Elkas	Lemire	Sirros
Bourassa	Forget	LeSage	St-Roch
Bourbeau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	MacMillan	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Camden	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Cardinal	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Chagnon	Gobé	Pagé	Vallières
Charbonneau	Hamel	Paradis	Williams
Chenail	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 26 Contre: 71

Est enfin mise aux voix la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que l'Assemblée approuve la politique budgétaire du gouvernement.

(Vote n° 60)

POUR

Bacon	Bélanger	Blackburn	Bourbeau
Bégin	(Még.-Compton)	(Roberval)	Bradet
Bélanger	Benoit	Bleau	Brouillette
(Laval-des-Rap.)	Bergeron	Bourassa	Camden

Cardinal	Fradet	Lefebvre	Richard
Chagnon	Frulla-Hébert	Lemieux	Rivard
Charbonneau	Gagnon-Tremblay	Lemire	Robic
Chenail	Gautrin	LeSage	Robillard
Cherry	Gauvin	Loiselle	Ryan
Côté	Gobé	MacMillan	Savoie
(Charlesbourg)	Hamel	Marcil	Sirros
Côté	Houde	Messier	St-Roch
(Riv.-du-Loup)	Hovington	Middlemiss	Tremblay
Cusano	Johnson	Pagé	(Outremont)
Després	Joly	Paradis	Tremblay
Dionne	Kehoe	(Brome-Miss.)	(Rimouski)
Doyon	Khelfa	Parent	Trépanier
Dutil	Lafrance	Philibert	Vallières
Elkas	Lafrenière	Picotte	Williams
Forget	Leclerc	Poulin	

CONTRE

Atkinson	Bourdon	Dufour	Lazure
Baril	Brassard	Dupuis	Léonard
Beaulne	Cameron	Garon	Libman
Blackburn	Caron	Gendron	Marois
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Morin
Boisclair	Chevrette	Holden	Paré
Boulerice	Claveau	Jolivet	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 71 Contre: 27

---

À 18 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 32 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 32 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

- Un document intitulé: *Étude des habitudes de consommation des médicaments de 200 ordonnances ou plus*, Service des profils dentaire, optométrique et pharmaceutique, Régie de l'assurance-maladie du Québec, 1988.

(Document n° 329 de la session)

- Copie d'une lettre, en date du 7 mars 1990, expédiée par la Commission d'accès à l'information du Québec à la Régie de l'assurance-maladie du

15 mai 1990

---

Québec concernant les modifications devant être apportées à la *Loi sur l'assurance-maladie* eu égard à la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics* et sur la *protection des renseignements personnels*.

(Document n° 330 de la session)

Le débat est ajourné sur la motion de M. Beaulne (Bertrand).

---

À 22 h 00, M. le Président lève la séance.

En conséquence, conformément à l'article 282 du Règlement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 15 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quinze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 292 pétitionnaires, demandant que soit reconnue la volonté de vivre en français au Québec.

(Document n° 331 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

Copie d'une opinion juridique concernant l'article 2 de l'Accord du lac Meech.

(Document n° 332 de la session)

### Motions sans préavis

M. Dufour (Jonquière) propose:

QUE cette Assemblée souligne la tenue de la Semaine de la police qui a lieu cette année du 13 au 19 mai dans l'ensemble des régions et des municipalités du Québec.

16 mai 1990

---

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires de la ministre déléguée à la Condition féminine (éléments 1 et 2, programme 3, Conseil exécutif) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine;
- La Commission de la culture, afin d'étudier les crédits budgétaires des organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française;
- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Sécurité publique.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Affaires municipales (programmes 1 à 7) et ceux du ministre responsable de l'Habitation (programmes 8 et 9, Affaires municipales).
- 

À 16 h 12, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 15 mai 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 21 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole-  
Rapporté sans amendement.

(Document n° 333 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Un document précisant les critères retenus en ce qui concerne le financement des organismes de loisirs et de sports.

(Document n° 334 de la session)

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Commission de la culture, afin d'étudier les crédits budgétaires des organismes relevant du ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre responsable de l'Habitation (programmes 8 et 9, Affaires municipales);
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Santé et des Services sociaux.

### Motions sans préavis

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QU'en raison de l'urgence de la situation et en vue de permettre l'adoption de la motion du leader du gouvernement inscrite à l'article 68) du *Feuilleton* du 17 mai 1990 et de permettre l'accomplissement final du mandat prévu dans ladite motion;

- les articles 20 et 54, les 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> alinéas de l'article 84, les mots "ou à la demande d'un député" au premier alinéa de l'article 86 ainsi que le deuxième alinéa du même article, les articles 88 à 93, les articles 100 et 101, le mot "organise" au 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 138, l'article 144, la dernière phrase de l'article 147, les articles 160, 164, 165, 170 et 171, les mots "qu'elle a choisi d'entendre" à l'article 172, l'article 173, le 1<sup>er</sup> alinéa de l'article 174, les articles 175 à 177, 194, 195, 205 à 208, 213, le 3<sup>e</sup> alinéa de l'article 282, les articles 308 à 312 et la partie de l'organisation des travaux découlant de l'application de l'article 285 à l'effet qu'aucune commission ne puisse siéger sauf pour l'étude des crédits budgétaires et pour la commission qui procède actuellement à une consultation générale sur la

situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec, soient suspendus jusqu'à l'accomplissement final du mandat confié à la Commission de l'économie et du travail par l'adoption de la motion inscrite à l'article 68) du *Feuilleton* du 17 mai 1990;

- l'Assemblée puisse siéger jusqu'à ce qu'elle décide de s'ajourner;

- l'ajournement du débat en Chambre puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre ou un leader adjoint du gouvernement; une telle motion ne requière pas de préavis et ne puisse être débattue;

- l'ajournement des travaux en commission puisse être proposé à tout moment de la séance par un ministre; une telle motion ne requière pas de préavis et ne puisse être débattue;

- seul un ministre, le leader ou un leader adjoint du gouvernement puisse proposer une motion de retrait; une telle motion ne requière pas de préavis et ne puisse être débattue;

- la Commission de l'économie et du travail puisse siéger, malgré l'article 143, conformément à l'avis du leader du gouvernement et suivant les modalités qu'il contient;

- la durée maximale de l'exposé de chaque organisme convoqué soit de 20 minutes, l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de 40 minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire ministériel et ceux de l'opposition en respectant le principe de l'alternance;

- à l'adoption de la motion inscrite au *Feuilleton*, malgré le 8<sup>e</sup> paragraphe de l'article 53, les articles 85 et 147, le leader du gouvernement puisse convoquer la Commission de l'économie et du travail et compléter l'organisation de ses travaux afin qu'elle puisse accomplir le mandat qui lui a été confié par ladite motion;

- dans le cadre du débat sur l'adoption de la motion inscrite à l'article 68) du *Feuilleton* du 17 mai 1990, le ministre du Travail dispose d'un droit de réplique malgré l'article 215;

- les règles ci-haut mentionnées puissent s'appliquer jusqu'à l'accomplissement final du mandat confié à la Commission de l'économie et du travail par l'adoption de la motion inscrite à l'article 68) du *Feuilleton* du 17 mai 1990.

Avant que le débat restreint sur cette motion ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la durée de ce débat. Mises à part les 10 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, chaque groupe parlementaire aura droit à 20 minutes, la réplique accordée à l'auteur de la motion faisant partie de la période allouée au groupe parlementaire ministériel. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra être attribué à l'autre et chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 61)

#### POUR

Bacon	Chagnon	Gauvin	LeSage
Bégin	Charbonneau	Gobé	Loiselle
Bélanger	Cherry	Hamel	MacMillan
(Laval-des-Rap.)	Côté	Houde	Messier
Benoît	(Riv.-du-Loup)	Hovington	Philibert
Bergeron	Cusano	Johnson	Picotte
Bleau	Després	Joly	Poulin
Bourbeau	Doyon	Khelfa	Robillard
Bradet	Dutil	Lafrenière	Ryan
Camden	Forget	Leclerc	Séguin
Cameron	Fradet	Lefebvre	Tremblay
Cardinal	Gautrin	Lemire	(Rimouski)

#### CONTRE

Baril	Boulerice	Dufour	Jolivet
Beaulne	Bourdon	Dupuis	Lazure
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Godin	Paré
Boisclair	Chevrette	Harel	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 45 Contre: 19

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Motions du gouvernement

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE, conformément à l'article 51 de la *Loi sur les relations du travail, la formation professionnelle et la gestion de la main-d'oeuvre dans l'industrie de la construction* (L.R.Q., c. R-20), la Commission de l'économie et du travail entende l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ-Construction), le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, la Confédération des syndicats nationaux (CSN-Construction) et le Syndicat de la construction de la Côte-Nord de Sept-Îles inc., quant aux raisons motivant l'impossibilité de parvenir à une entente relativement aux modifications à apporter au décret de la construction, le ministre du Travail étant membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Avant que ne s'amorce le débat sur cette motion, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la durée de ce débat. Mise à part la réplique de 5 minutes accordée à l'auteur de la motion, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale d'une heure allouée à la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ne pourra être attribué à l'autre et chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'entendre, pour une durée d'une heure chacun et dans l'ordre ci-après indiqué, les organismes suivants: l'Association des entrepreneurs en construction du Québec (AECQ), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ-Construction), le Conseil provincial du Québec des métiers de la construction, la Confédération des syndicats nationaux (CSN-Construction) et le Syndicat de la construction de la Côte-Nord de Sept-Îles inc.
- 

À 16 h 55, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Copie du plan d'urgence émis en ce qui concerne l'incendie de Saint-Amable.

(Document n° 335 de la session)

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programme 10);
- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Affaires internationales (programme 1, éléments 1, 2, 3 et 5).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (programmes 2, 3 et 4).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 143 et 145 du Règlement:

- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Sécurité publique.

### Motions sans préavis

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'ordre du jour visant à procéder au débat sur l'adoption du principe du projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, est révoqué.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques dans le cadre de l'étude du projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, le vendredi 8 juin 1990;

QUE le ministre de l'Environnement soit membre de la commission pour la durée du mandat; et

QUE les organismes invités soient ceux spécifiés au document ci-après déposé.



La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,  
M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des organismes invités dans le cadre de l'étude du projet de loi 60,  
Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage.

(Document n° 336 de la session)

---

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, propose:

QUE cette Assemblée exprime, en cette année du 25<sup>e</sup> anniversaire de la coopération institutionnelle franco-québécoise, son appréciation face au travail de milliers de Québécois et de Français de tous les milieux, tant gouvernementaux que parlementaires, économiques que culturels, scientifiques et sociaux, de l'éducation et de la jeunesse, qui ont contribué au développement des relations directes et privilégiées entre le Québec et la France, qui sont d'une richesse et d'une portée exceptionnelles.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Beaulne (Bertrand) propose:

QUE l'Assemblée nationale adresse ses félicitations à l'ensemble des intervenants locaux et régionaux, notamment au maire, monsieur Doyon, ainsi qu'aux membres du conseil municipal, aux pompiers et aux secouristes de Saint-Amable, assistés de leurs collègues de Beloeil, Boucherville, Varennes et Sainte-Julie, ainsi qu'à la population de Saint-Amable qui, grâce à leur savoir-faire et leur sang-froid, ont limité les conséquences néfastes de l'accident écologique de Saint-Amable.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

QU'à la suite du décès, survenu hier, du peintre Arthur Villeneuve, peintre naïf de Chicoutimi, cette Assemblée exprime ses condoléances à sa famille et ses amis et souligne toute l'originalité, la fraîcheur et la puissance évocatrice de ce grand coloriste et conteur de la vie quotidienne au Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 16 h 02, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 15 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quinze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

249 Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde  
Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée;

253 Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et  
La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.

(Document n° 337 de la session)

---

Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Dauphin (Marquette), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 253, Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.

La motion est adoptée.

---

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 249 et 253 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.

### Dépôts de documents

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, dépose:

Le décret 19-90 concernant la communication de fichiers de renseignements personnels entre la Régie des rentes du Québec et le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle pour l'application des articles 159 à 162 de la *Loi sur les services de santé et les services sociaux*.

(Document n° 338 de la session)

Le décret 20-90 concernant la communication de fichiers de renseignements personnels entre la Régie des rentes du Québec et le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle pour l'application de la *Loi sur la sécurité du revenu*.

(Document n° 339 de la session)

Le décret 21-90 concernant un échange de renseignements personnels entre la Régie de l'assurance-maladie du Québec et la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances.

(Document n° 340 de la session)

Le décret 268-90 concernant un échange de renseignements personnels entre la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances et la Commission des écoles catholiques de Montréal.

(Document n° 341 de la session)

Le décret 918-89 concernant la communication de fichiers de renseignements personnels entre le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu et la Commission de la construction du Québec.

(Document n° 342 de la session)

Le décret 1491-89 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre La Fondation Duchesse d'Aiguillon de l'Hôtel-Dieu de Québec et l'Hôtel-Dieu de Québec.

(Document n° 343 de la session)

Le décret 1448-89 concernant la communication de fichiers de renseignements personnels entre le ministre de l'Éducation et le ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu.

(Document n° 344 de la session)

Le décret 1040-89 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre La Fondation Santa Cabrini et l'Hôpital Santa Cabrini.

(Document n° 345 de la session)

Le décret 1550-89 concernant l'approbation d'une entente relative à la communication de renseignements nominatifs entre La Fondation de l'Hôpital de Montréal pour enfants et l'Hôpital de Montréal pour enfants.

(Document n° 346 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice et ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose:

Le rapport annuel du Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 347 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 348 de la session)

Le rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1988.

(Document n° 349 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Santé et des Services sociaux et ceux de la ministre responsable de la Famille (programme 3, éléments 3 et 4, Conseil exécutif);
- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué aux Affaires autochtones (programme 2, élément 3, Conseil exécutif).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Santé et des Services sociaux;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère du Tourisme;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Éducation;
- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Justice (programme 11).

---

À 15 h 56, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de pétitions

M. Claveau (Ungava) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 174 pétitionnaires, demandant que soit modifiée la *Loi sur les forêts*.

(Document n° 350 de la session)

#### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, deux documents sont déposés:

Le premier, par M. Perron (Duplessis):

Copie d'une décision du Conseil du Trésor, en date du 8 mai 1990, concernant un cadre de gestion relatif à la réalisation de projets reliés aux réseaux d'égout ou d'aqueduc ou aux installations de traitement de l'eau potable pour la municipalité de la Côte Nord du golfe Saint-Laurent et pour certaines municipalités comprises sur les territoires des municipalités régionales de comté de Minganie et des Sept-Rivières.

(Document n° 351 de la session)

Le deuxième, par M. Beaulne (Bertrand):

Un message, signé par 400 enfants de Saint-Amable, se lisant comme suit:  
*La pollution, on en a eu; mais maintenant, on n'en veut plus jamais: qu'on se le dise.*

(Document n° 352 de la session)

---

M. le Président rend la décision suivante concernant la demande de débat de fin de séance que lui a adressée M. Libman (D'Arcy-McGee) le 23 mai 1990:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Bien que le député se soit conformé à l'article 308 du Règlement, les commissions parlementaires ayant commencé l'étude des crédits budgétaires, l'Assemblée ne peut procéder qu'aux affaires courantes, conformément à l'article 282 du Règlement.

Les débats de fin de séance devant se dérouler à la période des affaires du jour, le Président ne peut donc recevoir la demande du député de D'Arcy-McGee.

#### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie (programme 1, élément 4; programme 2, élément 3; programme 3, élément 1) et ceux du ministère du Conseil exécutif (programme 5);



- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Transports (programmes 1, 2, 5, 6, 7, 8 et 9);
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Santé et des Services sociaux.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 143 et 145 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Éducation;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère du Revenu.

### **Motions sans préavis**

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée félicitent toutes celles et tous ceux qui oeuvrent dans le réseau muséal québécois et qui souligneront de façon particulière, le dimanche 27 mai prochain, la Journée des musées.

24 mai 1990

---

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la tenue de la Semaine Québec-Canada en forme qui se tiendra du 25 mai au 3 juin 1990 et dont le thème est: *Allez, hop! Entrez dans la ronde de la Semaine Québec-Canada en forme.*

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose:

QU'en cette Journée nationale du drapeau, cette Assemblée rende hommage au fleurdéliné québécois.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 16 h 05, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 353 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Séguin, ministre du Revenu, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Revenu, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 354 de la session)

---

M. le Président dépose :

Trois décisions du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 16 mai 1990:

- Décision 356 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;

- Décision 357 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un cadre supérieur de l'Assemblée nationale;
- Décision 360 concernant le Règlement sur les frais à payer par une personne qui demande à l'Assemblée nationale l'adoption d'une loi d'intérêt privé.

(Document n° 355 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Harel (Hocheiaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 8, 9, 10 et 15 mai 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 25 Loi sur l'aide financière aux étudiants - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 356 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Bélisle (Mille-Îles) dépose:

L'extrait d'une pétition, signée par 29 pétitionnaires, demandant que soit tenue une enquête publique sur les événements tragiques survenus le 6 décembre 1989 à l'École polytechnique de Montréal.

(Document n° 357 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Transports (programmes 1, 2, 5, 6, 7 et 8);
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation (programmes 1 à 9);
- La Commission de la culture, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration;
- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué à la Francophonie (élément 4, programme 1, Affaires internationales);
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier les crédits budgétaires de la ministre déléguée aux Finances (programmes 6 et 7, Finances).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué aux Transports (programmes 3 et 4, Transports).

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira en séance de travail afin d'étudier, d'une part, l'opportunité de maintenir en vigueur ou de modifier la *Loi sur la fonction publique* et, d'autre part, les suites à donner à l'audition du Vérificateur général du Québec dans le cadre de l'examen de son rapport pour l'année financière terminée le 31 mars 1989.

---

À 14 h 58, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 15 h 00.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE

---

Quinze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance automobile du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 358 de la session)

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec concernant le cinéma Rialto, à Montréal.

(Document n° 359 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

La réponse à la question écrite de M. Baril (Arthabaska) concernant les investissements d'immobilisations de la SOQUIA pour les années 1988, 1989 et 1990. Question n° 35, *Feuilleton* du 30 mai 1990.

(Document n° 360 de la session)

La réponse de M. Vallerand, ministre du Tourisme, à la question écrite de Mme Dupuis (Verchères) concernant les investissements d'immobilisations de la Société du Palais des congrès de Montréal pour les années 1988, 1989 et 1990. Question n° 41, *Feuilleton* du 30 mai 1990.

(Document n° 361 de la session)

La réponse de M. Vallerand, ministre du Tourisme, à la question écrite de Mme Dupuis (Verchères) concernant les investissements d'immobilisations de la RIO pour les années 1988, 1989 et 1990. Question n° 42, *Feuilleton* du 30 mai 1990.

(Document n° 362 de la session)

### **Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. le Président donne lecture à l'Assemblée d'un avis que lui a adressé M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, concernant son intention de soulever une question de privilège en rapport avec la nomination éventuelle, par le Conseil des ministres, d'un vice-président responsable des opérations à la Caisse de dépôt et placement du Québec.

M. le Président informe ensuite l'Assemblée qu'il rendra sa décision sur la recevabilité de cette question de privilège avant l'ajournement de la présente séance.

### **Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.



M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (programmes 1, 2, 3, 5 et 6).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux (élément 1, programme 8, Santé et Services sociaux);
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Environnement;
- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes (programme 4, Conseil exécutif).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre responsable de l'application des lois professionnelles (programme 8, Enseignement supérieur et Science).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 143 et 145 du Règlement:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Approvisionnements et Services;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué aux Transports (programmes 3 et 4, Transports);

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué aux Forêts (programmes 1 à 4, Énergie et Ressources).

### Motions sans préavis

M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE cette Assemblée souligne la célébration du centenaire de l'Ordre des architectes du Québec sous le thème *Un siècle à bâtir* et reconnaisse cette profession comme une composante importante du développement culturel et économique de notre société.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 17 h 10, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

À la reprise des travaux, M. le Président rend la décision suivante concernant la recevabilité de la question de privilège soulevée précédemment par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle:

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La question soumise par le leader de l'Opposition officielle ne constitue pas *prima facie* une question de privilège. Le geste reproché au gouvernement n'est pas encore un fait accompli et le Président ne peut présumer que le gouvernement ou les dirigeants de la Caisse de dépôt et placement du Québec veuillent enfreindre ou contourner des règles qui s'imposent à eux.

30 mai 1990

---

Si l'on veut contester l'application que le gouvernement fait des lois, on peut en saisir les tribunaux ou encore, pour les députés, soulever ce fait au moyen de l'un des nombreux contrôles parlementaires à leur disposition.

---

À 17 h 36, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et au Développement régional, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 77     Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 238 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Une version réimprimée du projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*titre modifié*).

(Document n° 363 de la session)

---

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Sûreté du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 364 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science (programmes 1, 2, 3, 5 et 6 - élément 1, programme 2 et programmes 4 et 7);
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Énergie et des Ressources (programmes 5 à 9).

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Environnement et ceux du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche (programmes 1 et 5);
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué aux Mines (programme 10, Énergie et Ressources) et ceux du ministère du Travail;
- La Commission des institutions, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de la Justice;
- La Commission de la culture, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Communications.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin de tenir sa consultation générale sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec;
- La Sous-commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministre délégué aux Transports (programmes 3 et 4, Transports).

#### Motions sans préavis

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE les membres de cette Assemblée félicitent tous ceux et celles qui oeuvrent dans le domaine de la chanson et de sa diffusion et qui soulignent présentement dans tout le Québec la Fête de la chanson française d'ici.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 15 h 21, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, et du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au lundi 4 juin 1990, à 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Picotte, ministre des Affaires municipales et ministre responsable de l'Habitation, annonce la mise sur pied d'un nouveau programme de rénovation d'immeubles locatifs destiné à remplacer le programme d'aide à la restauration résidentielle Canada-Québec.

M. Paré (Shefford) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une courte réplique.

### Dépôts de documents

Mme Bacon, vice-première ministre, dépose:

Le rapport du groupe de travail sur les processus d'octroi de contrats du gouvernement intitulé: *L'efficacité dans la transparence*.

(Document n° 365 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, deux documents sont déposés:

Le premier, par M. Paradis, ministre de l'Environnement:

Copie d'une lettre, en date du 4 décembre 1989, expédiée au docteur Marc Dionne, directeur de la Santé publique au ministère de la Santé et des Services sociaux, par le docteur Christine Colin, directrice du département de santé communautaire Maisonneuve-Rosemont, concernant la contamination potentielle par les poussières de plomb sur le territoire de Maisonneuve-Rosemont.

(Document n° 366 de la session)

Le deuxième, par Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources:

Copie d'un communiqué de presse d'Hydro-Québec, en date du 22 septembre 1989, ayant trait à l'attribution du contrat de creusage du tunnel de la ligne sous-fluviale entre Grondines et Lotbinière à la firme G. Torno Québec inc.

(Document n° 367 de la session)

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Finances (programmes 1, 2, 3, 4, 5 et 8).

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier les crédits budgétaires de l'Office de planification et de développement du Québec;

4 juin 1990

---

- La Commission de la culture, afin d'étudier les crédits budgétaires du ministère des Affaires culturelles.

### Motions sans préavis

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine de la municipalité qui, cette année, se tient du 4 au 10 juin sous le thème de la démographie et sous le slogan *Agir pour l'avenir- Je fais ma part* de façon à refléter les nouvelles réalités sociales issues du milieu municipal et de la société québécoise en général et pour exprimer notre reconnaissance collective envers les Québécois et les Québécoises qui oeuvrent de façon exemplaire au service de leur collectivité locale.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 15 h 40, M. Cannon, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

---

Dix heures

Moment de recueillement

### **AFFAIRES COURANTES**

#### **Dépôts de documents**

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins vétérinaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 368 de la session)

#### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 10 mai 1990, expédiée à M. Sam Elkas, ministre des Transports, par M. Clément Bélanger, président de l'Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI), faisant état des demandes faites par les membres de cette association.

(Document n° 369 de la session)

#### **Motions sans préavis**

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

5 juin 1990

---

QUE, conformément à l'article 544 de la *Loi électorale*, l'Assemblée nationale confie à la Commission des institutions l'étude des prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année 1990-1991.

Conformément à l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée du consentement de l'Assemblée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE le vendredi 8 juin 1990, de 15 h 00 à 18 h 00, à la salle Louis-Hippolyte-LaFontaine, la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation procède à des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives, selon l'horaire ci-après indiqué:

De 15 h 00 à 16 h 00:	l'Association des hippodromes du Québec;
De 16 h 00 à 17 h 00:	l'Association du trot et amble du Québec;
De 17 h 00 à 18 h 00:	la Commission des courses de chevaux du Québec;

La durée maximale de l'exposé de chaque organisme convoqué soit de 20 minutes, l'échange avec les membres de la commission soit d'une durée maximale de 40 minutes partagées également entre les membres du groupe parlementaire ministériel et ceux de l'opposition en respectant le principe de l'alternance, et;

QUE le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Conformément à l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée du consentement de l'Assemblée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

À la suite d'une réunion des leaders parlementaires, M. le Président avise l'Assemblée des modifications apportées aux modalités prévues pour l'étude des crédits budgétaires et, en conséquence, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE, ce matin, deux heures consécutives soient réservées pour compléter l'étude des crédits budgétaires du ministère du Conseil exécutif;

QUE, demain, après la période des affaires courantes, soit environ de 11 h 00 à 13 h 00 et de 15 h 00 à 16 h 00, pendant une durée de trois heures, soient étudiés les crédits de l'Assemblée nationale;

QUE, dès le retour du premier ministre et à la première occasion, la Commission des institutions se réunisse pour une durée de trois heures afin de permettre un échange entre le premier ministre et le chef de l'Opposition officielle.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier, d'une part, les crédits budgétaires du ministère du Conseil exécutif (programmes 1 et 2) et, d'autre part, les prévisions budgétaires du Directeur général des élections;
  - La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.
-

**5 juin 1990**

---

À 11 h 05, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 78    Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 221    Loi concernant la Ville d'Anjou;
- 248    Loi concernant la ville de Victoriaville;
- 259    Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf.

(Document n° 370 de la session)

6 juin 1990

---

M. Larouche (Anjou) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 221, Loi concernant la Ville d'Anjou.

La motion est adoptée.

---

M. Baril (Arthabaska) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant la ville de Victoriaville.

La motion est adoptée.

---

M. Doyon (Louis-Hébert) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 221, 248 et 259 soient renvoyés à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

La motion est adoptée.

## Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Rémillard, ministre de la Justice, à la question écrite de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) concernant les lois ou articles de loi n'étant pas encore en vigueur. Question n° 14, *Feuilleton* du 6 juin 1990.

(Document n° 371 de la session)

**6 juin 1990**

---

La réponse de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, à la question écrite de M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) concernant les contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier (CAAF) et l'unité de gestion numéro 71 du ministère de l'Énergie et des Ressources. Question n° 45, *Feuilleton* du 6 juin 1990.

(Document n° 372 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 5 juin 1990, a étudié les prévisions budgétaires du Directeur général des élections pour l'année financière 1990-1991, lesquelles ont été approuvées.

(Document n° 373 de la session)

---

M. le Président dépose:

Les rapports des commissions parlementaires qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1990-1991.

(Document n° 374 de la session)

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Dufour (Jonquière) dépose:

Copie d'un texte rapportant les propos tenus par M. Picotte, ministre des Affaires municipales, lors d'une émission diffusée le 31 mai 1990 par la station radiophonique CKAC, concernant la création d'un comité conjoint Québec-municipalités.

(Document n° 375 de la session)

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 145 du Règlement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de tenir ses consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

### **Motions sans préavis**

M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le jour du débarquement des forces alliées en Normandie en reconnaissant tous ceux et celles qui ont pris part à cette bataille décisive qui a mis fin à la Deuxième Guerre mondiale.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Garon (Lévis) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

6 juin 1990

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Crédits budgétaires**

En exécution de l'article 286 du Règlement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour l'année 1990-1991.

Ces crédits sont étudiés en commission plénière.

\_\_\_\_\_

À 13 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

\_\_\_\_\_

**Quinze heures**

### **Crédits budgétaires**

La commission plénière poursuit l'étude des crédits budgétaires de l'Assemblée nationale pour l'année 1990-1991.

L'étude des crédits de l'Assemblée nationale étant terminée, M. le Président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée.

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des

6 juin 1990

---

produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*), soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*).

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 15 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 15 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

---

À 22 h 01, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à jeudi, 10 h 00.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

Mme Vermette (Marie-Victorin) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

191 Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 229 Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée;
- 255 Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust;
- 256 Loi concernant Compagnie Trust Royal;
- 257 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

(Document n° 376 de la session)

---

M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 229, Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée.

La motion est adoptée.

7 juin 1990

---

M. Benoit (Orford) propose que l'Assemblée soit saisie des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 255, Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust, et le projet de loi 256, Loi concernant Compagnie Trust Royal.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que les projets de loi d'intérêt privé 229, 255 et 256 soient renvoyés à la Commission du budget et de l'administration pour consultation et étude détaillée et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de la commission pour l'étude de ces projets de loi.

Ces motions sont adoptées.

---

M. Dauphin (Marquette) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 257, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 257 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

**Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

Sont soulevées deux questions de fait personnel:



**7 juin 1990**

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, fait d'abord le point quant à certains propos lui ayant été attribués concernant l'Union des municipalités régionales de comté du Québec (UMRCQ) et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, dépose:

La transcription d'une conférence de presse tenue le 31 mai dernier concernant la création d'un comité ministériel chargé d'étudier la question de la fiscalité municipale.

(Document n° 377 de la session)

---

M. Gendron (Abitibi-Ouest), leader adjoint de l'Opposition officielle, fournit des explications en rapport avec certains propos lui ayant été prêtés lors du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives.

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

La liste des avis de licenciements reçus, de janvier à décembre 1989, dans la région métropolitaine de Montréal.

(Document n° 378 de la session)

### **Motions sans préavis**

M. Brassard (Lac-Saint-Jean), whip de l'Opposition officielle, ainsi que M. Boisclair (Gouin) présentent tous deux une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*), et le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur le financement agricole;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

#### *Crédits budgétaires*

L'Assemblée tient le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1990-1991.

7 juin 1990

---

M. Bissonnet, vice-président, interrompt alors le débat afin d'informer l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la durée de ce débat. Mise à part une réplique de 5 minutes accordée à M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat se poursuit.

---

À 13 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

### *Crédits budgétaires*

L'Assemblée poursuit le débat restreint sur les rapports des commissions qui ont étudié les crédits budgétaires pour l'année financière 1990-1991.

Le débat terminé, les rapports regroupés sont mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 62)

### POUR

Audet	Bélisle	Camden	Cusano
Bacon	Benoit	Cardinal	Dauphin
Beaudin	Bergeron	Charbonneau	Després
Bélanger	Bordeleau	Chenail	Dutil
(Laval-des-Rap.)	Boucher-Bacon	Cherry	Farrah
Bélanger	Bradet	Côté	Forget
(Még.-Compton)	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Fradet

7 juin 1990

---

Gagnon-Tremblay	Lemieux	Paradis	Savoie
Gautrin	Lemire	(Brome-Miss.)	Sirros
Hamel	LeSage	Parent	St-Roch
Houde	Loiselle	Pelchat	Tremblay
Hovington	Maciocia	Philibert	(Outremont)
Johnson	MacMillan	Picotte	Tremblay
Kehoe	Maltais	Poulin	(Rimouski)
Khelfa	Marcil	Richard	Vallerand
Lafrenière	Messier	Robic	Williams
Larouche	Middlemiss	Robillard	
Lefebvre	Pagé	Ryan	

CONTRE

Baril	Caron	Jolivet	Parizeau
Beaulne	Chevrette	Juneau	Perron
Blackburn	Dufour	Lazure	Trudel
(Chicoutimi)	Dupuis	Léonard	Vermette
Boisclair	Garon	Libman	
Bourdon	Gendron	Morin	
Brassard	Harel	Paré	

Les rapports sont adoptés par le vote suivant:

Pour: 64 Contre: 24

---

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 79, Loi n° 2 sur les crédits, 1990-1991, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté; et

QUE le projet de loi soit adopté.

(Vote n° 63)

POUR

Audet	Chenail	Khelfa	Philibert
Bacon	Cherry	Lafrenière	Picotte
Beaudin	Côté	Larouche	Poulin
Bélanger	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lefebvre	Richard
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Cusano	Lemieux	Robic
Bélanger	Dauphin	Lemire	Robillard
( <i>Még.-Compton</i> )	Després	LeSage	Ryan
Bélisle	Dutil	Loiselle	Savoie
Benoit	Elkas	Maciocia	Sirros
Bergeron	Farrah	MacMillan	St-Roch
Blackburn	Forget	Maltais	Tremblay
( <i>Roberval</i> )	Fradet	Marcil	( <i>Outremont</i> )
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Messier	Tremblay
Boucher-Bacon	Gautrin	Middlemiss	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Hamel	Page	Vallerand
Brouillette	Houde	Paradis	Williams
Camden	Hovington	( <i>Brome-Miss.</i> )	
Cardinal	Johnson	Parent	
Charbonneau	Kehoe	Pelchat	

CONTRE

Baril	Caron	Jolivet	Parizeau
Beaulne	Chevrette	Juneau	Perron
Blackburn	Dufour	Lazure	Trudel
( <i>Chicoutimi</i> )	Dupuis	Léonard	Vermette
Boisclair	Garon	Libman	
Bourdon	Gendron	Morin	
Brassard	Harel	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 66 Contre: 24

En conséquence, le projet de loi 79 est adopté.

7 juin 1990

---

## Projets de loi du gouvernement

### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

### *Adoption du principe*

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 17 h 56, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

### *Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

7 juin 1990

---

Le débat est ajourné sur la motion de Mme Marois (Taillon).

---

À 23 h 29, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à vendredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Deux rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a tenu des consultations particulières et des auditions publiques dans le cadre de l'étude des projets de loi suivants:

Les 5, 6 et 7 juin 1990:

- 65      Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;  
(Document n° 379 de la session)

Le 7 juin 1990:

- 60      Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage.  
(Document n° 380 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Marois (Taillon) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4175 pétitionnaires, demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.  
(Document n° 381 de la session)

Sont ensuite déposés trois extraits de pétition concernant l'ouverture des établissements commerciaux le dimanche et la qualité de vie au Québec:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 4643 pétitionnaires, par M. Jolivet (Laviolette);  
(Document n° 382 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1826 pétitionnaires, par M. Dufour (Jonquière);  
(Document n° 383 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 3976 pétitionnaires, par M. Brassard (Lac-Saint-Jean), whip de l'Opposition officielle.  
(Document n° 384 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

La recommandation du Comité aviseur sur les mesures d'urgence en foresterie concernant la pertinence de soustraire de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement le programme du ministère de l'Énergie et des Ressources (secteur Forêts) pour lutter contre la tordeuse de bourgeons de l'épinette en 1990.

(Document n° 385 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin, d'une part, d'étudier en détail le projet de loi 15, Loi sur la mise en

marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*), et le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur le financement agricole, et, d'autre part, de tenir des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 6, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Débats d'urgence

M. le Président communique à l'Assemblée une demande de débat d'urgence que M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, lui a adressée relativement aux négociations constitutionnelles présentement en cours.

Après avoir déclaré cette demande recevable et réuni les leaders parlementaires, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la durée de ce débat. Mises à part les 5 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale allouée à ce débat d'urgence. Dans ce cadre, chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat d'urgence s'ensuit.

À 13 h 00, le débat prend fin.

---

M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption*

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 25, Loi sur l'aide financière aux étudiants, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 25 est adopté.

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 17 h 57, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 10 h 00.

---

**8 juin 1990**

---

**SANCTION DE PROJETS DE LOI**

Le vendredi 8 juin 1990, à 16 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Tremblay, le représentant du Premier ministre, de M. Léonard, le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 25    Loi sur l'aide financière aux étudiants;
- 79    Loi n° 2 sur les crédits, 1990-1991.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

---

Dix heures

Moment de recueillement

**AFFAIRES COURANTES**

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

À 11 h 24, les travaux reprennent.

---

**Dépôts de pétitions**

Sont déposés sept extraits de pétition concernant l'ouverture des établissements commerciaux le dimanche et la qualité de vie au Québec:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 5921 pétitionnaires, par M. Baril (Arthabaska);  
(Document n° 386 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 231 pétitionnaires, par Mme Juneau (Johnson);  
(Document n° 387 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 5917 pétitionnaires, par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles);  
(Document n° 388 de la session)

- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 2256 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford);  
(Document n° 389 de la session)
  - le cinquième, extrait d'une pétition signée par 973 pétitionnaires, par Mme Caron (Terrebonne);  
(Document n° 390 de la session)
  - le sixième, extrait d'une pétition signée par 921 pétitionnaires, par M. Claveau (Ungava);  
(Document n° 391 de la session)
  - le septième, extrait d'une pétition signée par 711 pétitionnaires, par Mme Dupuis (Verchères).  
(Document n° 392 de la session)
- 

M. Garon (Lévis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 440 pétitionnaires, demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.  
(Document n° 393 de la session)

**Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. le Président informe l'Assemblée que M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, lui a signifié par écrit son intention de soulever une question de privilège mettant en cause M. Bourassa, premier ministre, et M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, en rapport avec la signature de l'entente constitutionnelle du 9 juin 1990.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement,



M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, dépose:

Copie de la lettre expédiée au Président de l'Assemblée nationale, M. Jean-Pierre Saintonge, en application du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 69 du Règlement.

(Document n° 394 de la session)

Puis, M. le Président rend la décision suivante sur la recevabilité de la question de privilège soulevée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

D'après l'auteur de la question de privilège, le premier ministre et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes auraient sciemment porté atteinte aux droits et privilèges de l'Assemblée en refusant en pleine connaissance de cause d'obéir à un ordre de l'Assemblée, ordre qui résulterait de l'adoption d'une motion du chef de l'Opposition officielle le 5 avril dernier. Cette contravention aurait été commise le 9 juin dernier au moment où le premier ministre apposait sa signature à une entente constitutionnelle.

Le Président soumet qu'il doit évaluer si les faits évoqués constituent *prima facie* une violation d'un droit ou d'un privilège. La violation d'un ordre de l'Assemblée constitue une atteinte aux droits de l'Assemblée conformément à l'article 55 de la *Loi sur l'Assemblée nationale*. La question est donc de savoir si la motion du 5 avril dernier constitue un ordre ou une résolution. Cette motion se lisait comme suit:

QUE le gouvernement du Québec rejette officiellement, au nom des Québécoises et Québécois, toutes propositions constitutionnelles, y compris celles du Nouveau-Brunswick déposées devant la Chambre des communes par le Premier ministre du Canada, qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification à l'accord du lac Meech dans le but de permettre la ratification dudit accord et ce, conformément à son engagement maintes fois réitéré devant cette Assemblée.

Selon la distinction faite à l'article 186 du Règlement, le Président juge que la motion du 5 avril constitue une résolution. Cette résolution affirmait une position politique et un but: elle n'enjoignait personne à faire quelque chose ou à poser un acte quelconque; dès lors, elle n'engageait le gouvernement que politiquement et moralement. D'ailleurs, selon les auteurs Brun et Tremblay, l'Assemblée nationale n'aurait pu engager le gouvernement que par législation expresse. La demande du leader est donc jugée irrecevable.

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Bourassa, premier ministre, dépose un document intitulé:

*Accord constitutionnel, Projet canadien de rapatriement de la Constitution, Ottawa, 16 avril 1981; accompagné d'une annexe: Partie A, Procédure de modification de la Constitution du Canada.*

(Document n° 395 de la session)

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Ryan, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

(Vote n° 64)

### POUR

Atkinson	Bradet	Fradet	Loiselle
Audet	Brouillette	Gautrin	Maciocia
Bacon	Camden	Gobé	MacMillan
Beaudin	Cardinal	Hamel	Maltais
Bégin	Chagnon	Holden	Marcil
Bélanger	Chenail	Houde	Messier
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Hovington	Middlemiss
Bélanger	Côté	Johnson	Pagé
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Joly	Paradis
Bélisle	Côté	Kehoe	(Brome-Miss.)
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Paradis
Bergeron	Cusano	Lafrance	(Matapédia)
Blackburn	Dauphin	Lafrenière	Pelchat
(Roberval)	Després	Lefebvre	Philibert
Bleau	Doyon	Lemieux	Poulin
Bordeleau	Dutil	Lemire	Richard
Boucher-Bacon	Elkas	LeSage	Rivard
Bourbeau	Farrah	Libman	Robic

11 juin 1990

---

Robillard	St-Roch	Tremblay	Vallières
Ryan	Thérien	( <i>Rimouski</i> )	Williams
Savoie	Tremblay	Trépanier	
Séguin	( <i>Outremont</i> )	Vallerand	
Sirros			

CONTRE

Baril	Brassard	Garon	Paré
Beaulne	Caron	Harel	Perron
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Trudel
( <i>Chicoutimi</i> )	Chevrette	Juneau	Vermette
Boisclair	Claveau	Lazure	
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Marois	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 78 Contre: 24

En conséquence, le principe du projet de loi 69 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 69 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*); et le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur le financement agricole;

11 juin 1990

---

- La Commission des institutions, afin de procéder à un échange entre M. Bourassa, premier ministre, et M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 247, Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale; le projet de loi 253, Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.; le projet de loi 249, Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée; le projet de loi 237, Loi concernant K. & M. Investments Ltd; et le projet de loi 229, Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée.

---

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, Mme Marois (Taillon) propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois".

Avant que le débat restreint sur cette motion de report ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la durée de ce débat. Mises à part les 5 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale prévue pour la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

### *Adoption du principe*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de Mme Marois (Taillon) proposant que la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, portant adoption du principe du projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, soit amendée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois".

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

---

11 juin 1990

---

(Vote n° 65)

POUR

Baril	Bourdon	Dupuis	Marois
Blackburn	Brassard	Gendron	Paré
(Chicoutimi)	Caron	Harel	Perron
Boisclair	Carrier-Perreault	Jolivet	Trudel
Boulerice	Dufour	Juneau	Vermette

CONTRE

Audet	Cardinal	Hovington	Pelchat
Beaudin	Chagnon	Joly	Philibert
Bégin	Charbonneau	Lafrance	Poulin
Bélanger	Chenail	Lafrenière	Richard
(Laval-des-Rap.)	Côté	Lefebvre	Rivard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lemire	Robillard
(Még.-Compton)	Cusano	LeSage	Ryan
Bélisle	Dauphin	Libman	St-Roch
Benoit	Doyon	Loiselle	Thérien
Bergeron	Forget	Maciocia	Tremblay
Bleau	Fradet	MacMillan	(Outremont)
Bordeleau	Gautrin	Marcil	Trépanier
Boucher-Bacon	Gauvin	Messier	Williams
Bradet	Gobé	Pagé	
Brouillette	Hamel	Paradis	
Cameron	Houde	(Matapédia)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 19 Contre: 56

---

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Jolivet (Laviolette).

---

**11 juin 1990**

---

À 23 h 16, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Une version réimprimée du projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes.

(Document n° 396 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Curateur public, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 397 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 11 juin 1990, a procédé à un échange entre M. Bourassa, premier ministre, et M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

(Document n° 398 de la session)

---

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 14 décembre 1989, a procédé à l'étude détaillée et, le 8 juin 1990, a tenu des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi suivant:

- 6 Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 399 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 673 pétitionnaires, demandant que soit revue la décision de Radio-Québec de fermer son bureau régional en Gaspésie.

(Document n° 400 de la session)

---

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 153 pétitionnaires, demandant que soient déposées des dispositions législatives protégeant les travailleuses et travailleurs licenciés.

(Document n° 401 de la session)

---

Sont ensuite déposés deux extraits de pétition concernant l'ouverture des établissements commerciaux le dimanche et la qualité de vie au Québec:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 628 pétitionnaires, par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle;

(Document n° 402 de la session)

12 juin 1990

---

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 638 pétitionnaires, par Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière).  
(Document n° 403 de la session)

---

Sont finalement déposés quatre extraits de pétition demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 2771 pétitionnaires, par M. Perron (Duplessis);  
(Document n° 404 de la session)
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 679 pétitionnaires, par Mme Vermette (Marie-Victorin);  
(Document n° 405 de la session)
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 296 pétitionnaires, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue);  
(Document n° 406 de la session)
- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 3102 pétitionnaires, par Mme Marois (Taillon).  
(Document n° 407 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, dépose, en photocopies, les versions française et anglaise d'un document intitulé:

*Rencontre des premiers ministres sur la Constitution, Communiqué final, Le 9 juin 1990 (First Ministers' Meeting on the Constitution, Final Communiqué, June 9, 1990).*

(Document n° 408 de la session)

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin d'étudier en détail le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*);
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 205, Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent; le projet de loi 243, Loi concernant le régime de rentes de Ville de Laval; le projet de loi 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal; le projet de loi 257, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal; le projet de loi 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf; le projet de loi 221, Loi concernant la Ville d'Anjou; et le projet de loi 248, Loi concernant la ville de Victoriaville.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le principe du

12 juin 1990

---

projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 66)

POUR

Audet	Cherry	Lafrenière	Poulin
Beaudin	Cusano	Larouche	Richard
Bégin	Dauphin	Lefebvre	Ryan
Bélanger	Després	Lemieux	Savoie
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Lemire	St-Roch
Bélanger	Elkas	LeSage	Thérien
(Még.-Compton)	Farrah	Loiselle	Tremblay
Bélisle	Fradet	Maciocia	(Outremont)
Bergeron	Gautrin	MacMillan	Vallerand
Bleau	Gobé	Marcil	Vallières
Bordeleau	Hamel	Messier	Williams
Boucher-Bacon	Houde	Middlemiss	
Bradet	Hovington	Pagé	
Brouillette	Joly	Paradis	
Camden	Kehoe	(Matapédia)	
Cardinal	Khelfa	Pelchat	
Chenail	Lafrance	Philibert	

CONTRE

Atkinson	Bourdon	Gendron	Libman
Baril	Brassard	Harel	Marois
Blackburn	Caron	Holden	Paré
(Chicoutimi)	Dufour	Jolivet	Trudel
Boisclair	Dupuis	Juneau	Vermette
Boulerice	Garon	Lazure	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 58 Contre: 22

En conséquence, le principe du projet de loi 75 est adopté.

12 juin 1990

---

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 75 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

*Adoption du principe*

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

À la fin de son intervention, M. Garon (Lévis) propose la motion de scission suivante:

QU'en vertu de l'article 241 du Règlement de l'Assemblée nationale, le projet de loi 50 soit scindé en trois projets de loi: un premier intitulé "Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives", comprenant les articles 1 à 5, 9, 10, 11, 12, 13 et 14; un second intitulé "Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et la Loi sur l'assurance automobile concernant le financement d'immobilisations en matière de sécurité routière", comprenant les articles 6 et 7; et un troisième intitulé "Loi modifiant la Loi sur l'assurance automobile concernant le transport ambulancier", comprenant l'article 8.

M. Bissonnet, vice-président, permet quelques interventions de part et d'autre sur la recevabilité de cette motion de scission et, afin de prendre la question en délibéré, suspend la séance à loisir.

---

À la reprise des travaux, M. Bissonnet, vice-président, déclare recevable la motion de scission présentée par M. Garon (Lévis) et informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la durée du débat restreint y faisant suite. Mises à part les 5 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale prévue pour la discussion de cette motion. Dans ce cadre, chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours sur la motion de scission proposée par M. Garon (Lévis).

Un débat s'ensuit.

---

12 juin 1990

---

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 67)

POUR

Baril	Brassard	Garon	Morin
Blackburn	Caron	Gendron	Paré
(Chicoutimi)	Claveau	Jolivet	Trudel
Boisclair	Dufour	Juneau	Vermette
Bourdon	Dupuis	Marois	

CONTRE

Atkinson	Charbonneau	Joly	Middlemiss
Audet	Chenail	Kehoe	Paradis
Bégin	Cherry	Khelfa	(Matapédia)
Bélanger	Cusano	Lafrance	Pelchat
(Laval-des-Rap.)	Dauphin	Lafrenière	Philibert
Bélanger	Després	Larouche	Richard
(Még.-Compton)	Doyon	Lefebvre	Ryan
Bélisle	Elkas	Lemieux	Savoie
Bergeron	Farrah	Lemire	Séguin
Bleau	Forget	LeSage	St-Roch
Bordeleau	Fradet	Libman	Thérien
Boucher-Bacon	Gautrin	Loiselle	Tremblay
Bradet	Gauvin	Maciocia	(Outremont)
Brouillette	Gobé	MacMillan	Williams
Camden	Holden	Maltais	
Cardinal	Houde	Marcil	
Chagnon	Hovington	Messier	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 18 Contre: 61

---

Le débat se poursuit sur la motion de scission présentée par M. Garon (Lévis).

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.



*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion de M. Garon (Lévis) proposant que soit scindé le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 68)

POUR

Baril	Caron	Garon	Lazure
Blackburn	Carrier-Perreault	Gendron	Marois
(Chicoutimi)	Claveau	Harel	Morin
Boisclair	Dufour	Jolivet	
Bourdon	Dupuis	Juneau	

CONTRE

Audet	Cardinal	Joly	Paradis
Bégin	Chenail	Kehoe	(Matapédia)
Bélanger	Cherry	Khelfa	Pelchat
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lafrance	Poulin
Bélanger	Després	Lafrenière	Richard
(Még.-Compton)	Dutil	Larouche	Robic
Bélisle	Elkas	Lefebvre	Ryan
Bergeron	Forget	LeSage	Savoie
Blackburn	Fradet	Loiselle	Séguin
(Roberval)	Gautrin	Maciocia	St-Roch
Bleau	Gauvin	MacMillan	Thérien
Bordeleau	Gobé	Marcil	Tremblay
Boucher-Bacon	Hamel	Messier	(Outremont)
Bradet	Houde	Middlemiss	Vallerand
Camden	Hovington	Pagé	

12 juin 1990

---

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 17 Contre: 54

---

Le débat se poursuit sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Boisclair (Gouin) propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois".

Avant que le débat restreint sur cette motion de report ne s'engage, M. Cannon, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la durée de ce débat. Mises à part les 5 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale prévue pour la discussion de cette motion. Dans ce cadre, chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours sur la motion de report proposée par M. Boisclair (Gouin).

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

12 juin 1990

---

(Vote n° 69)

POUR

Baril	Caron	Harel	Marois
Beaulne	Carrier-Perreault	Jolivet	Morin
Blackburn	Dufour	Juneau	Trudel
(Chicoutimi)	Dupuis	Lazure	Vermette
Boisclair	Garon	Léonard	
Bourdon	Gendron	Libman	

CONTRE

Audet	Charbonneau	Hamel	Middlemiss
Bégin	Chenail	Houde	Pagé
Bélanger	Cherry	Hovington	Paradis
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Joly	(Matapédia)
Bélanger	Dauphin	Khelfa	Pelchat
(Még.-Compton)	Després	Lafrance	Philibert
Bélisle	Doyon	Lafrenière	Poulin
Bergeron	Dutil	Larouche	Richard
Bleau	Elkas	Lemire	Ryan
Bordeleau	Farrah	LeSage	St-Roch
Boucher-Bacon	Forget	Loiselle	Thérien
Bradet	Fradet	Maciocia	Tremblay
Brouillette	Gagnon-Tremblay	MacMillan	(Outremont)
Camden	Gautrin	Maltais	Vallerand
Cardinal	Gauvin	Marcil	
Chagnon	Gobé	Messier	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 58

---

Le débat se poursuit sur la motion de report proposée par M. Boisclair (Gouin).

12 juin 1990

---

Le mercredi 13 juin 1990

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 70)

POUR

Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Marois
Beaulne	Claveau	Juneau	Morin
Blackburn	Dufour	Lazure	Trudel
(Chicoutimi)	Dupuis	Léonard	Vermette
Boisclair	Garon	Libman	

CONTRE

Audet	Chagnon	Gauvin	MacMillan
Bégin	Charbonneau	Gobé	Marcil
Bélanger	Cherry	Hamel	Messier
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Houde	Middlemiss
Bélanger	Dauphin	Hovington	Pagé
(Még.-Compton)	Després	Joly	Paradis
Bélisle	Doyon	Khelfa	(Matapédia)
Bergeron	Dutil	Lafrance	Pelchat
Bleau	Elkas	Lafrenière	Philibert
Bordeleau	Farrah	Larouche	Poulin
Boucher-Bacon	Forget	Lemire	St-Roch
Brouillette	Fradet	LeSage	Thérien
Camden	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Williams
Cardinal	Gautrin	Maciocia	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 18 Contre: 52

---

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

12 juin 1990

---

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le débat est ajourné et il est ordonné:

QUE ce débat se poursuive au début des affaires du jour de la séance du mercredi 13 juin 1990 et qu'il soit limité à deux interventions de l'Opposition officielle, suivies de la réplique du ministre des Transports.

---

À 1 h 45, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les sociétés de fiducie et les sociétés d'épargne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 409 de la session)

---

M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, dépose copies des versions française et anglaise, signées, du document intitulé:

*Rencontre des premiers ministres sur la Constitution, Communiqué final, Le 9 juin 1990 (First Ministers' Meeting on the Constitution, Final Communiqué, June 9, 1990).*

(Document n° 410 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des agronomes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 411 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 412 pétitionnaires, demandant que soit revue la décision de Radio-Québec de fermer son bureau régional en Gaspésie.

(Document n° 412 de la session)

---

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 39 pétitionnaires, demandant qu'une enquête soit menée concernant les travaux d'aqueduc et d'égout réalisés dans la municipalité de Sainte-Hélène-de-Breakeyville.

(Document n° 413 de la session)

---

Sont ensuite déposés dix extraits de pétition demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 309 pétitionnaires, par Mme Blackburn (Chicoutimi);
- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 5350 pétitionnaires, par M. Boulерice (Sainte-Marie--Saint-Jacques);
- le troisième, extrait d'une pétition signée par 1636 pétitionnaires, par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle;

(Document n° 414 de la session)

(Document n° 415 de la session)

(Document n° 416 de la session)



- le quatrième, extrait d'une pétition signée par 1299 pétitionnaires, par Mme Dupuis (Verchères);  
(Document n° 417 de la session)
  - le cinquième, extrait d'une pétition signée par 439 pétitionnaires, par Mme Vermette (Marie-Victorin);  
(Document n° 418 de la session)
  - le sixième, extrait d'une pétition signée par 428 pétitionnaires, par M. Garon (Lévis);  
(Document n° 419 de la session)
  - le septième, extrait d'une pétition signée par 1757 pétitionnaires, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve);  
(Document n° 420 de la session)
  - le huitième, extrait d'une pétition signée par 235 pétitionnaires, par Mme Juneau (Johnson);  
(Document n° 421 de la session)
  - le neuvième, extrait d'une pétition signée par 1313 pétitionnaires, par M. Lazure (La Prairie);  
(Document n° 422 de la session)
  - le dixième, extrait d'une pétition signée par 114 pétitionnaires, par M. Morin (Dubuc).  
(Document n° 423 de la session)
- 

M. Thérien (Rousseau) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 76 320 pétitionnaires, demandant que soit modifié le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, et que soit reconnu aux marchés aux puces le droit d'ouvrir leurs portes le dimanche.  
(Document n° 424 de la session)

13 juin 1990

---

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

Le débat reprend sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 71)

POUR

Audet  
Beaudin  
Bégin  
Bélanger  
(*Laval-des-Rap.*)  
Bélanger  
(*Még.-Compton*)  
Bélisle  
Benoît  
Bergeron  
Bleau  
Bordeleau  
Boucher-Bacon

Bradet  
Camden  
Cardinal  
Chagnon  
Chenail  
Cusano  
Després  
Doyon  
Elkas  
Forget  
Fradet  
Gautrin  
Gobé

Hamel  
Houde  
Hovington  
Joly  
Kehoe  
Khelfa  
Lafrance  
Lafrenière  
Larouche  
Lefebvre  
Lemire  
LeSage  
Loiselle

Maciocia  
MacMillan  
Marcil  
Messier  
Paradis  
(*Matapédia*)  
Parent  
Poulin  
Richard  
St-Roch  
Tremblay  
(*Outremont*)  
Williams

CONTRE

Atkinson  
Baril  
Beaulne  
Blackburn  
(*Chicoutimi*)  
Boisclair  
Boulerice  
Bourdon

Brassard  
Caron  
Carrier-Perreault  
Chevette  
Claveau  
Dufour  
Dupuis  
Garon

Harel  
Holden  
Jolivet  
Juneau  
Lazure  
Léonard  
Libman  
Marois

Morin  
Paré  
Perron  
Trudel  
Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 48 Contre: 28

En conséquence, le principe du projet de loi 50 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 50 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

13 juin 1990

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

---

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

À 12 h 44, M. Bissonnet suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

*Adoption du principe*

M. Paradis, ministre de l'Environnement, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours sur le principe du projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

13 juin 1990

---

(Vote n° 72)

POUR

Baril	Caron	Gendron	Morin
Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Perron
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Trudel
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Vermette
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	
Brassard	Garon	Marois	

CONTRE

Atkinson	Chenail	Joly	Picotte
Audet	Cusano	Khelfa	Poulin
Beaudin	Doyon	Lafrance	Richard
Bégin	Elkas	Lafrenière	Rivard
Bélanger	Farrah	Larouche	Ryan
(Laval-des-Rap.)	Forget	Lemire	Séguin
Bélanger	Fradet	LeSage	Sirros
(Még.-Compton)	Gagnon-Tremblay	Loiselle	St-Roch
Benoit	Gautrin	Maciocia	Tremblay
Bergeron	Gobé	MacMillan	(Outremont)
Bleau	Hamel	Marcil	Williams
Bordeleau	Holden	Paradis	
Boucher-Bacon	Houde	(Brome-Miss.)	
Camden	Hovington	Parent	
Cardinal	Johnson	Pelchat	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 24 Contre: 52

---

Le débat se poursuit sur la motion de M. Paradis, ministre de l'Environnement, proposant que le principe du projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

13 juin 1990

---

En conséquence, le principe du projet de loi 60 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 60 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 51, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 51, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 51 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 51 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

13 juin 1990

---

M. Sirros, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse, soit maintenant adopté.

---

Avant que le débat ne s'engage sur le principe du projet de loi 70, M. Pagé, leader du gouvernement, conformément à l'article 249 du Règlement, demande au Président de convoquer les leaders des groupes parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la Commission de l'éducation sur le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, devrait être déposé à l'Assemblée.

---

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Sirros, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse, soit maintenant adopté.

---

M. le Président interrompt le débat et informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu lors de la réunion des leaders parlementaires visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission de l'éducation sur le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

En conséquence, M. Pagé, leader du gouvernement, conformément à l'article 251 du Règlement, propose:

QUE la Commission de l'éducation, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

---

**13 juin 1990**

---

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 70.

Sur la motion de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, le débat est ajourné.

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse, se termine demain par les interventions de deux députés de l'Opposition officielle, suivies de la réplique du ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux.

---

À 23 h 55, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

**Le jeudi 14 juin 1990**

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 68 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 68 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

Avant que le débat ne reprenne sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-



13 juin 1990

---

maladie du Québec, soit maintenant adopté, du consentement unanime de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE ce débat soit limité à deux interventions de l'Opposition officielle à la présente séance et qu'il se termine vendredi, après la période des affaires courantes, par deux autres interventions de l'Opposition officielle, suivies de la réplique du ministre de la Santé et des Services sociaux.

---

Conformément à l'ordre adopté précédemment, le débat reprend sur la motion portant adoption du principe du projet 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

---

À 1 h 18, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 21, 53, 306 et 307 du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur la motion de censure inscrite par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, prenne fin à 12 h 55;

QU'à 12 h 55, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, puisse faire une déclaration ministérielle;

QUE la motion de censure de M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, soit mise aux voix après la réplique de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, réplique consécutive aux commentaires de la représentante de l'Opposition officielle sur sa déclaration ministérielle;

QU'en conséquence, l'Assemblée poursuive ses travaux au-delà de 13 h 00 jusqu'à la proclamation du résultat du vote sur la motion de censure de M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

Dépôts de documents

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

*Le Rapport du groupe de travail sur la lutte contre la drogue*, Juin 1990.

(Document n° 425 de la session)

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

*Le Rapport quinquennal sur l'application de la Loi sur les assurances.*

(Document n° 426 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 4 septembre 1990 sur le Rapport quinquennal sur l'application de la *Loi sur les assurances* et en particulier sur le chapitre traitant des liens commerciaux des assureurs;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 30 juillet 1990; et

QUE la ministre déléguée aux Finances soit membre de la commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose la réponse de M. Paradis, ministre de l'Environnement, à quatre questions écrites de M. Lazure (La Prairie):

**14 juin 1990**

---

- la première, concernant les directions régionales du ministère de l'Environnement. Question n° 15, *Feuilleton* du 13 juin 1990;
- la deuxième, concernant le Programme d'aide à l'amélioration de la gestion des fumiers. Question n° 16, *Feuilleton* du 13 juin 1990;
- la troisième, concernant le programme d'assainissement des eaux, volet industriel. Question n° 17, *Feuilleton* du 13 juin 1990;
- la quatrième, concernant le programme d'assainissement des eaux, volet urbain. Question n° 18, *Feuilleton* du 13 juin 1990.

(Document n° 427 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Perron (Duplessis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 30 pétitionnaires, concernant la décision de la Commission des droits de la personne du Québec de procéder à des audiences publiques sur les allégations de traitement discriminatoire et de comportements racistes à l'endroit des communautés autochtones ou de leurs membres par les corps policiers.

(Document n° 428 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Copie d'un document provenant du cabinet du ministre délégué aux Transports et portant sur certains dossiers de recrutement et de sélection d'employés occasionnels.

(Document n° 429 de la session)

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 256, Loi concernant Compagnie Trust Royal; et le projet de loi 255, Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust;
- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 220, Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Affaires prioritaires**

M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement du Québec et plus particulièrement le Premier ministre et le ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes pour avoir violé la motion adoptée le 5 avril dernier qui l'enjoignait solennellement de rejeter, au nom des Québécoises et

Québécois, toutes propositions constitutionnelles qui pourraient notamment constituer un amendement ou une modification à l'accord du lac Meech dans le but de permettre la ratification dudit accord et pour avoir induit en erreur les députés qui avaient voté cette motion en leur laissant croire par des déclarations répétées que tant l'esprit que la lettre de ladite motion seraient scrupuleusement respectés.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole prévu pour la discussion de cette motion de censure. Mises à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 5 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, M. le Président suspend la séance à loisir.

### **Déclarations ministérielles**

À la reprise des travaux et conformément à l'ordre précédemment adopté, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, fait une déclaration ministérielle relative à l'approbation, par le gouvernement, de modifications à la *Loi sur la sécurité du revenu*, à la *Loi sur la santé et la sécurité du travail* ainsi qu'au Règlement sur la sécurité du revenu.

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

### **Affaires prioritaires**

Se conformant également à l'ordre adopté, M. le Président met aux voix la motion de censure proposée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle.

---

14 juin 1990

---

(Vote n° 73)

POUR

Baril	Chevrette	Jolivet	Parizeau
Beaulne	Claveau	Juneau	Perron
Boisclair	Dufour	Lazure	Trudel
Bourdon	Dupuis	Léonard	Vermette
Brassard	Garon	Marois	
Caron	Gendron	Morin	
Carrier-Perreault	Harel	Paré	

CONTRE

Atkinson	Camden	Johnson	Pelchat
Bacon	Cameron	Joly	Philibert
Bégin	Cardinal	Kehoe	Picotte
Bélanger	Chagnon	Lafrance	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Chenail	Lafrenière	Richard
Bélanger	Cherry	Larouche	Rivard
(Még.-Compton)	Cusano	Leclerc	Robillard
Benoit	Doyon	Lefebvre	Ryan
Bergeron	Elkas	Lemire	Sirros
Blackburn	Fradet	LeSage	St-Roch
(Roberval)	Frulla-Hébert	Libman	Tremblay
Bleau	Gagnon-Tremblay	Loiselle	(Outremont)
Bordeleau	Gautrin	Maciocia	Tremblay
Boucher-Bacon	Gobé	Maltais	(Rimouski)
Bourassa	Hamel	Messier	Trépanier
Bourbeau	Holden	Middlemiss	Williams
Bradet	Houde	Pagé	
Brouillette	Hovington	Parent	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 25 Contre: 65

---

À 13 h 19, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---



# Projets de loi du gouvernement

## Adoption du principe

Le débat reprend sur la motion de M. Sirros, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 74)

## POUR

Atkinson	Carrier-Perreault	Jolivet	Middlemiss
Baril	Chenail	Joly	Morin
Bélanger	Chevrette	Juneau	Paré
(Laval-des-Rap.)	Claveau	Kehoe	Parent
Benoit	Cusano	Khelfa	Pelchat
Bergeron	Dauphin	Lafrance	Philibert
Blackburn	Després	Lafrenière	Poulin
(Chicoutimi)	Dufour	Larouche	Richard
Bleau	Dupuis	Lazure	St-Roch
Boisclair	Elkas	Leclerc	Sirros
Bordeleau	Farrah	Lefebvre	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	Lemieux	(Outremont)
Boulerice	Garon	Lemire	Tremblay
Bradet	Gautrin	Léonard	(Rimouski)
Brassard	Gendron	LeSage	Trépanier
Brouillette	Gobé	Libman	Trudel
Camden	Hamel	Loiselle	Vermette
Cardinal	Holden	Maltais	Williams
Caron	Houde	Marois	

14 juin 1990

---

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 71 Contre: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 70 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 70 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse.

#### *Adoption du principe*

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose que le principe du projet de loi 47, Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Paré (Shefford).

---

À 17 h 50, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

Conformément à l'article 249 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, demande à M. Cannon, vice-président, de convoquer les leaders parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la Commission de l'économie et du travail sur le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, devrait être déposé à l'Assemblée.

La séance est suspendue par M. Cannon, vice-président.

---

À la reprise des travaux, M. le Président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu quant au moment du dépôt du rapport de la Commission de l'économie et du travail sur le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

En conséquence, M. Pagé, leader du gouvernement, conformément à l'article 251 du Règlement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

**Motions du gouvernement**

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'éducation, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, mette

fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Avant que le débat ne s'engage, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, adresse à M. le Président une demande de directive à l'occasion de laquelle il soutient que la motion de clôture prévue à l'article 251 du Règlement étant une motion de fond, les temps de parole alloués au débat sur cette motion doivent être ceux stipulés à l'article 209 pour les motions de fond.

M. le Président permet quelques interventions de part et d'autre puis suspend les travaux afin de prendre cette question en délibéré.

---

À la reprise, M. le Président rend la décision suivante sur la question soulevée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de clôture prévue à l'article 251 du Règlement est une motion de forme selon la distinction établie à l'article 187 du Règlement et ce pour les motifs suivants:

- elle est consécutive à une affaire dont l'Assemblée a déjà été saisie, en l'occurrence un projet de loi;
- elle porte sur la procédure de l'Assemblée, notamment sur un moyen destiné à permettre l'adoption de ce projet de loi;
- le droit de réplique attribué par l'article 251 du Règlement ne saurait déterminer la nature de la motion de clôture; en effet, l'article 215 établit une distinction entre le droit de réplique découlant de la présentation d'une motion de fond et les autres droits de réplique prévus au Règlement.

En conséquence, les temps de parole du débat sur une motion de clôture sont ceux établis pour une motion de forme.

---

14 juin 1990

---

Le débat s'ensuit sur la motion de clôture présentée par M. Pagé, leader du gouvernement.

Le vendredi 15 juin 1990

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 75)

POUR

Bégin	Cusano	Kehoe	Parent
Benoît	Dauphin	Khelfa	Pelchat
Bleau	Després	Lafrance	Philibert
Bordeleau	Farrah	Larouche	Poulin
Boucher-Bacon	Forget	Leclerc	Ryan
Brouillette	Gautrin	Lefebvre	St-Roch
Camden	Gauvin	LeSage	Tremblay
Charbonneau	Gobé	Loiselle	(Rimouski)
Chenail	Houde	Maltais	Trépanier
Cherry	Joly	Middlemiss	Williams

CONTRE

Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Léonard	Vermette
Brassard	Dufour	Marois	
Caron	Dupuis	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 39    Contre: 17

14 juin 1990

---

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption du principe*

Le débat reprend sur la motion de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, proposant que le principe du projet de loi 47, Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 47 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 47 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle.

---

À 3 h 39, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

223 Loi concernant la ville de Baie-Comeau.

(Document n° 430 de la session)

---

M. Cusano (Viau), au nom de M. Maltais (Saguenay), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Baie-Comeau.

La motion est adoptée.

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 223 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

**Dépôts de documents**

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de la Régie de l'assurance-maladie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 431 de la session)

---

M. Séguin, ministre du Revenu et ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des loteries et courses du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 432 de la session)

Le rapport annuel de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 433 de la session)

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Commission d'accès à l'information, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 434 de la session)

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société des alcools du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 435 de la session)

---



**15 juin 1990**

---

M. Elkas, ministre des Transports et ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des transports du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 436 de la session)

Le rapport annuel de la Commission québécoise des libérations conditionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 437 de la session)

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Société de la Place des Arts de Montréal, pour l'exercice financier terminé le 30 août 1989.

(Document n° 438 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 11, 12 et 13 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 69    Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé - Rapporté sans avoir été adopté.

(Document n° 439 de la session)

### **Dépôts de pétitions**

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 731 pétitionnaires, demandant que soit revue la décision de Radio-Québec de fermer son bureau régional en Gaspésie.

(Document n° 440 de la session)

15 juin 1990

---

Sont déposés deux extraits de pétition concernant le litige opposant le ministère des Transports aux camionneurs membres de l'Association nationale des camionneurs artisans inc. (ANCAI) et des postes de courtage:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1123 pétitionnaires, par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle;  
(Document n° 441 de la session)
  - le deuxième, extrait d'une pétition signée par 352 pétitionnaires, par M. Garon (Lévis).  
(Document n° 442 de la session)
- 

M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 218 pétitionnaires, demandant que soit modifié le projet de loi 150, *Loi sur les forêts*.  
(Document n° 443 de la session)
- 

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 93 pétitionnaires, par M. Léonard (Labelle);  
(Document n° 444 de la session)
  - le deuxième, extrait d'une pétition signée par 229 pétitionnaires, par Mme Dupuis (Verchères).  
(Document n° 445 de la session)
- 

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1372 pétitionnaires, concernant l'allaitement maternel, l'expérience hospitalière et le support post-partum des mères.  
(Document n° 446 de la session)
-

M. Parent (Sauvé) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 6600 pétitionnaires, demandant que soit maintenu, pour les marchés aux puces, le droit de vendre des marchandises neuves le dimanche.

(Document n° 447 de la session)

### **Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

À la suite d'avis écrits qu'ils ont respectivement adressés à M. le Président, M. Baril (Arthabaska), Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), M. Léonard (Labelle), M. Morin (Dubuc), Mme Juneau (Johnson) et M. Garon (Lévis) soulèvent, l'un après l'autre, une question de privilège relative à des propos tenus à leur endroit par M. Elkas, ministre des Transports, lors de l'étude détaillée du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives. Ces propos constitueraient une violation des droits de l'Assemblée, et plus spécifiquement de celui décrit à l'article 55(10) de la *Loi sur l'Assemblée nationale*.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 71 du Règlement, M. Elkas, ministre des Transports, fournit quelques explications sur les propos ayant donné lieu aux questions de privilège soulevées précédemment.

---

M. Paré (Shefford) soulève une question de fait personnel pour nier des accusations qu'aurait portées contre lui M. Vallières, ministre délégué aux Transports, concernant le processus d'embauche d'employés occasionnels.

### **Questions et réponses orales**

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Vallières, ministre délégué aux Transports, dépose les deux documents suivants:

Copie de la directive 161000 du Conseil du Trésor, en date du 20 janvier 1987, concernant le recrutement et la sélection des employés occasionnels dans la fonction publique québécoise;

(Document n° 448 de la session)

Copie d'un communiqué, en date du 1<sup>er</sup> octobre 1986, provenant de la Direction générale de l'administration et de la gestion financière du ministère des Transports et concernant la politique ministérielle relative au recrutement et à la sélection du personnel occasionnel.

(Document n° 449 de la session)

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 47, Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail le projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Conformément à l'article 249 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, demande à M. le Président de convoquer les leaders parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements sur le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, devrait être déposé à l'Assemblée.

M. le Président suspend la séance.

Les travaux reprennent.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

M. le Président interrompt alors le débat afin d'informer l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu lors de la réunion des leaders parlementaires visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements sur le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

En conséquence, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, conformément à l'article 251 du Règlement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires

15 juin 1990

---

courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

---

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 13 h 00.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, proposant que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 13 h 14, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

Faisant référence à la demande adressée précédemment à M. le Président en vue de la convocation des leaders parlementaires pour qu'ils s'entendent sur le moment où le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements sur le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, devrait être déposé, M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, soulève la question de la régularité d'une telle demande compte tenu du fait qu'elle a été formulée à un moment où la commission compétente n'était pas convoquée pour étudier ce projet de loi.

M. Cannon, vice-président, permet quelques interventions de part et d'autre puis prend la question en délibéré.

#### Motions du gouvernement

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'économie et du travail, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Un débat s'ensuit.

---

M. Cannon, vice-président, interrompt le débat afin de rendre sa décision sur la question de règlement soulevée précédemment par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La demande formulée par M. Pagé, leader du gouvernement, en vertu de l'article 249 du Règlement, est régulière pour les motifs suivants:

15 juin 1990

---

La discrétion conférée au leader du gouvernement, en vertu de l'article 147 du Règlement, de convoquer une commission est indépendante du pouvoir de se prévaloir des articles 249 et suivants. La Présidence décide de la validité des procédures initiées sans égard à l'évolution des travaux d'une commission: que cette commission siège ou non. Le but d'une motion de clôture est de dessaisir une commission d'une affaire pour en ressaisir l'Assemblée en lui faisant rapport.

---

Le débat se poursuit sur la motion de clôture de M. Pagé, leader du gouvernement, relative au projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.

À la fin de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours sur la motion de clôture proposée par M. Pagé, leader du gouvernement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 195 du Règlement, la motion de Mme Juneau (Johnson) est retirée.

---

À 17 h 39, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance.

---

À 17 h 58, les travaux reprennent et sont aussitôt suspendus jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de clôture de M. Pagé, leader du gouvernement, relative au projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.



---

15 juin 1990

---

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 76)

POUR

Audet	Camden	Joly	Richard
Beaudin	Charbonneau	Kehoe	Robillard
Bégin	Côté	Lafrenière	Sirros
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Larouche	Thérien
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Lemieux	Tremblay
Benoît	Dauphin	Lemire	(Outremont)
Bergeron	Després	Loiselle	Tremblay
Blackburn	Doyon	Maciocia	(Rimouski)
(Roberval)	Gautrin	MacMillan	Trépanier
Bleau	Gauvin	Maltais	Williams
Bordeleau	Gobé	Paradis	
Boucher-Bacon	Houde	(Brome-Miss.)	
Bradet	Hovington	Parent	
Brouillette	Johnson	Pelchat	

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Garon	Paré
Beaulne	Chevrette	Jolivet	Vermette
Boisclair	Claveau	Léonard	
Brassard	Dufour	Marois	
Caron	Dupuis	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 46 Contre: 17

---

À 22 h 25, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à lundi, 10 h 00.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives pétrolières (SOQUIP), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 450 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Séguin, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des entreprises de construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 451 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la construction du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 452 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 12, 13 et 14 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 75 Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux - Rapporté sans avoir été adopté.

(Document n° 453 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 724 pétitionnaires, demandant que soit revue la décision de Radio-Québec de fermer son bureau régional en Gaspésie.

(Document n° 454 de la session)

---

M. St-Roch (Drummond) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 3954 pétitionnaires, demandant que soient maintenus les principes d'équité et d'équilibre ayant prévalu lors de l'adoption de la *Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des conjoints*.

(Document n° 455 de la session)

---

Sont déposés quatre extraits de pétition demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 472 pétitionnaires, par Mme Blackburn (Chicoutimi);

(Document n° 456 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 275 pétitionnaires, par M. Léonard (Labelle);

(Document n° 457 de la session)

18 juin 1990

---

- le troisième, extrait d'une pétition signée par 156 pétitionnaires, par Mme Caron (Terrebonne);  
(Document n° 458 de la session)
  - le quatrième, extrait d'une pétition signée par 883 pétitionnaires, par Mme Marois (Taillon).  
(Document n° 459 de la session)
- 

Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1533 pétitionnaires, demandant que des travaux de réfection soient effectués sur la route Lagueux.  
(Document n° 460 de la session)
- 

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1000 pétitionnaires, demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, conformément aux recommandations formulées par l'Association provinciale des fruiteries du Québec.  
(Document n° 461 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, donnant suite à une demande formulée en vertu de l'article 214 du Règlement, M. Vallières, ministre délégué aux Transports, dépose deux documents:

- le premier, copie d'une note en date du 23 avril 1985 expédiée par M. Gilles Gosselin, attaché politique au ministère de l'Habitation et de la Protection du consommateur, à Jean-Noël Poulin, Conseil exécutif, concernant certaines nominations à l'Office de la protection du consommateur et à la Régie du logement.  
(Document n° 462 de la session)

- le deuxième, copie d'un extrait de la *Gazette officielle du Québec*, en date du 22 mai 1985, concernant la nomination de six membres à l'Office de la protection du consommateur.

(Document n° 463 de la session)

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit maintenant adopté.

(Vote n° 77)

### POUR

Audet	Chenail	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	Pelchat
Bégin	(Charlesbourg)	Khelfa	Picotte
Bélanger	Côté	Lafrance	Poulin
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Rémillard
Bélanger	Cusano	Larouche	Richard
(Még.-Compton)	Després	Lefebvre	Rivard
Benoit	Dionne	Lemieux	Robillard
Bergeron	Doyon	Lemire	Ryan
Bissonnet	Dutil	LeSage	Savoie
Blackburn	Elkas	Libman	Séguin
(Roberval)	Farrah	Loiselle	Sirros
Boucher-Bacon	Fradet	MacMillan	St-Roch
Bourbeau	Frulla-Hébert	Maltais	Thérien
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Brouillette	Gobé	Messier	(Rimouski)
Camden	Hamel	Middlemiss	Trépanier
Cameron	Houde	Pagé	Vallerand
Cardinal	Hovington	Paradis	Vallières
Chagnon	Johnson	(Brome-Miss.)	Williams

CONTRE

Baril	Bourdon	Dufour	Léonard
Beaulne	Brassard	Dupuis	Marois
Blackburn	Caron	Garon	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Gendron	Parizeau
Boisclair	Chevrette	Harel	Vermette
Boulerice	Claveau	Juneau	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 73 Contre: 22

En conséquence, le principe du projet de loi 42 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 42 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. le Président met ensuite aux voix la motion de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, proposant que le principe du projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit maintenant adopté.

(Vote n° 78)

POUR

Audet	Blackburn	Chagnon	Dutil
Bacon	(Roberval)	Chenail	Elkas
Baril	Boisclair	Chevrette	Farrah
Beaulne	Boulerice	Claveau	Fradet
Bégin	Bourbeau	Côté	Frulla-Hébert
Bélanger	Bourdon	(Charlesbourg)	Gagnon-Tremblay
(Laval-des-Rap.)	Bradet	Côté	Garon
Bélanger	Brassard	(Riv.-du-Loup)	Gendron
(Még.-Compton)	Brouillette	Cusano	Gobé
Benoit	Camden	Després	Hamel
Bergeron	Cameron	Dionne	Harel
Bissonnet	Cardinal	Doyon	Houde
Blackburn	Caron	Dufour	Hovington
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Dupuis	Johnson

18 juin 1990

---

Joly	Loiselle	Pelchat	Tremblay
Juneau	MacMillan	Picotte	( <i>Rimouski</i> )
Kehoe	Maltais	Poulin	Trépanier
Khelfa	Marcil	Rémillard	Vallerand
Lafrance	Marois	Richard	Vallières
Lafrenière	Messier	Rivard	Vermette
Larouche	Middlemiss	Robillard	Williams
Lefebvre	Morin	Ryan	
Lemieux	Pagé	Savoie	
Lemire	Paradis	Séguin	
Léonard	( <i>Brome-Miss.</i> )	Sirros	
LeSage	Parent	St-Roch	
Libman	Parizeau	Thérien	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 94 Contre: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 61 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 61 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

### Motions sans préavis

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le cinquantième anniversaire de l'appel lancé le 18 juin 1940 au peuple français par le général de Gaulle qui devait permettre à la France de conserver sa dignité au moment de la triste période de l'Occupation tout en favorisant le regroupement des forces de libération qui contribuèrent à la victoire de la démocratie sur le régime nazi.



En application de l'article 84 du Règlement, l'Assemblée consent unanimement à la tenue d'un débat sur cette motion.

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QU'aux fins de ce débat, une intervention maximale de cinq minutes soit allouée à un représentant de chaque groupe parlementaire ainsi qu'à un député indépendant.

L'Assemblée entame le débat sur la motion de M. Brassard, whip de l'Opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 47, Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial; et le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage; et le projet de loi 51, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse; le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance; le projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique; et le projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

18 juin 1990

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission des affaires sociales se réunira afin de tenir une séance de travail.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Motions du gouvernement

M. Elkas, ministre des Transports, au nom de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

Le débat se poursuit sur la motion de clôture de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, relative au projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Au début de son intervention, M. Garon (Lévis) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours sur la motion de clôture de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 79)

POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Juneau
Beaulne	Brassard	Dupuis	Lazure
Blackburn	Caron	Garon	Léonard
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Gendron	Marois
Boisclair	Chevrette	Harel	Morin
Boulerice	Claveau	Jolivet	Trudel

CONTRE

Audet	Côté	Hovington	Messier
Bégin	(Charlesbourg)	Joly	Middlemiss
Bélanger	Côté	Kehoe	Parent
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Pelchat
Bélanger	Cusano	Lafrance	Picotte
(Még.-Compton)	Després	Lafrenière	Poulin
Benoit	Dionne	Larouche	Robillard
Bergeron	Doyon	Leclerc	St-Roch
Boucher-Bacon	Elkas	Lefebvre	Thérien
Bradet	Forget	Lemire	Tremblay
Brouillette	Fradet	Loiselle	(Rimouski)
Camden	Gobé	MacMillan	Williams
Cardinal	Hamel	Maltais	
Chenail	Houde	Marcil	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 23 Contre: 49

---

Le débat se poursuit sur la motion de clôture de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, relative au projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

### Motions du gouvernement

Avant que le débat ne se poursuive sur la motion de clôture de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, relative au projet de loi 50, M. le Président rend la décision suivante:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La présence au *Feuilleton* d'un préavis d'une motion de censure donné par un député indépendant rend nécessaire une répartition des six motions de censure entre le groupe parlementaire de l'Opposition officielle et les députés indépendants.

Le Président doit tenir compte de l'usage et apprécier de façon juste et équitable ce qui revient à chacun. Il y a lieu de rechercher un certain équilibre dans la répartition des motions. En ce sens, une motion de censure en avis au *Feuilleton* ne figurera pas automatiquement, par la suite, parmi les affaires prioritaires.

Dans le présent cas, le Président avise qu'il accorde cette motion de censure au député de D'Arcy-McGee mais qu'il s'agit de la seule qui pourra être présentée pour l'ensemble des députés indépendants pour la session en cours; le Président réserve à l'Opposition officielle l'exclusivité de toute autre motion de censure au cours de la présente session.

---

Le débat se poursuit sur la motion de clôture de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, relative au projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 80)

POUR

Audet	Charbonneau	Houde	Marcil
Bégin	Chenail	Hovington	Messier
Bélanger	Côté	Joly	Middlemiss
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Kehoe	Parent
Bélanger	Cusano	Khelfa	Pelchat
(Még.-Compton)	Després	Lafrance	Richard
Benoit	Dionne	Lafrenière	Ryan
Bergeron	Doyon	Larouche	St-Roch
Blackburn	Elkas	Leclerc	Thérien
(Roberval)	Farrah	Lefebvre	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	Lemieux	(Rimouski)
Bradet	Fradet	Lemire	Vallerand
Brouillette	Gauvin	LeSage	Williams
Camden	Gobé	Loiselle	
Cardinal	Hamel	MacMillan	

CONTRE

Baril	Brassard	Dupuis	Léonard
Blackburn	Caron	Garon	Marois
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Gendron	Morin
Boisclair	Chevrette	Harel	Paré
Boulerice	Claveau	Jolivet	Trudel
Bourdon	Dufour	Juneau	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 53 Contre: 22

**Projets de loi du gouvernement**

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique

et la Loi sur l'enseignement privé, ainsi que les amendements proposés par M. Ryan, ministre de l'Éducation, et par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle.

Un débat s'ensuit.

Au début de son intervention, M. Jolivet (Laviolette) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours visant l'adoption du rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 81)

POUR

Baril	Brassard	Garon	Marois
Blackburn	Caron	Gendron	Morin
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Harel	Paré
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Trudel
Boulerice	Dufour	Juneau	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

CONTRE

Audet	Charbonneau	Houde	Maltais
Bégin	Côté	Hovington	Messier
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Joly	Middlemiss
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Kehoe	Parent
Bélanger	Després	Lafrance	Poulin
(Még.-Compton)	Dionne	Lafrenière	Richard
Benoit	Elkas	Larouche	Ryan
Bergeron	Farrar	Leclerc	St-Roch
Boucher-Bacon	Forget	Lefebvre	Thérien
Bradet	Fradet	Lemieux	Tremblay
Brouillette	Gauvin	Lemire	(Rimouski)
Camden	Gobé	LeSage	Williams
Cardinal	Hamel	MacMillan	

18 juin 1990

---

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 47

---

Le débat se poursuit sur les amendements et sur le rapport de la Commission de l'éducation relatifs au projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

Le mardi 19 juin 1990

Le débat terminé, les amendements et le rapport sont mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

Sont d'abord mis aux voix les amendements de M. Ryan, ministre de l'Éducation:

(Vote n° 82)

POUR

Audet	Côté	Kehoe	Parent
Bégin	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Khelfa	Pelchat
Bélanger	Cusano	Lafrance	Poulin
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Després	Larouche	Ryan
Bélanger	Dionne	Leclerc	Savoie
( <i>Még.-Compton</i> )	Forget	Lefebvre	St-Roch
Benoit	Fradet	Lemire	Thérien
Bergeron	Gautrin	LeSage	Tremblay
Boucher-Bacon	Gauvin	MacMillan	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Gobé	Maltais	Williams
Brouillette	Houde	Marcil	
Camden	Hovington	Messier	
Charbonneau	Joly	Middlemiss	

CONTRE

Baril	Boisclair	Carrier-Perreault	Dupuis
Beaulne	Bourdon	Chevrette	Gendron
Blackburn	Brassard	Claveau	Harel
( <i>Chicoutimi</i> )	Caron	Dufour	Jolivet

18 juin 1990

---

Lazure  
Léonard

Marois  
Morin

Paré

Trudel

Les amendements présentés par M. Ryan, ministre de l'Éducation, sont adoptés par le vote suivant:

Pour: 45 Contre: 21

---

Est ensuite mis aux voix l'amendement proposé par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle:

(Vote n° 83)

#### POUR

Baril	Brassard	Dupuis	Marois
Beaulne	Caron	Gendron	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Harel	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	
Bourdon	Dufour	Léonard	

#### CONTRE

Audet	Côté	Kehoe	Parent
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Pelchat
Bélanger	Cusano	Lafrance	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Després	Larouche	Ryan
Bélanger	Dionne	Leclerc	Savoie
(Még.-Compton)	Forget	Lefebvre	St-Roch
Benoît	Fradet	Lemire	Thérien
Bergeron	Gautrin	LeSage	Tremblay
Boucher-Bacon	Gauvin	MacMillan	(Rimouski)
Bradet	Gobé	Maltais	Williams
Brouillette	Houde	Marcil	
Camden	Hovington	Messier	
Charbonneau	Joly	Middlemiss	



18 juin 1990

---

L'amendement présenté par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, est rejeté par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 45

---

Est finalement mis aux voix le rapport, ainsi amendé, de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

(Vote n° 84)

POUR

Audet	Côté	Kehoe	Parent
Bégin	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Khelfa	Pelchat
Bélanger	Cusano	Lafrance	Poulin
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Després	Larouche	Ryan
Bélanger	Dionne	Leclerc	Savoie
( <i>Még.-Compton</i> )	Forget	Lefebvre	St-Roch
Benoit	Fradet	Lemire	Thérien
Bergeron	Gautrin	LeSage	Tremblay
Boucher-Bacon	Gauvin	MacMillan	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Gobé	Maltais	Williams
Brouillette	Houde	Marcil	
Camden	Hovington	Messier	
Charbonneau	Joly	Middlemiss	

CONTRE

Baril	Brassard	Dupuis	Marois
Beaulne	Caron	Gendron	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Harel	Paré
( <i>Chicoutimi</i> )	Chevrette	Jolivet	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	
Bourdon	Dufour	Léonard	

Le rapport, ainsi amendé, est adopté par le vote suivant:

Pour: 45 Contre: 21

*Adoption du principe*

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et au Développement régional, propose que le principe du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot "maintenant" et en ajoutant, à la fin, les mots "dans six mois".

Avant que ne s'engage le débat restreint sur cette motion de report, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la durée de ce débat. Mises à part les 5 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale prévue pour la discussion de cette motion. Dans ce cadre, chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose:

QUE soit ajourné le débat sur la motion de report de M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue).

---

M. le Président suspend les travaux.

---

À la reprise de la séance, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose le retrait de sa motion d'ajournement du débat.

La motion est adoptée.

18 juin 1990

---

Puis, M. le Président met aux voix la motion de report présentée par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue).

La motion est rejetée.

Ensuite, M. le Président met aux voix la motion portant adoption du principe du projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 77 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 77 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

À 8 h 06, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le cadre de référence pour le plan quinquennal d'investissements universitaires 1989-1994.

(Document n° 464 de la session)

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, conjointement avec M. Côté, ministre délégué aux Forêts, déposent:

Le rapport annuel de l'Office du crédit agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 465 de la session)

---

M. Johnson, président du Conseil du Trésor et ministre des Finances par intérim, dépose:

Le rapport annuel de Loto-Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 466 de la session)

---

19 juin 1990

---

M. Séguin, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Travail, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 467 de la session)

---

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du Bureau du coronar, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 468 de la session)

Le rapport annuel de la Régie des permis d'alcool du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 469 de la session)

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Communications, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 470 de la session)

---

M. le Président dépose les trois décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 14 juin 1990:

- Décision 361 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur la rémunération et les conditions de travail du personnel des cabinets de l'Assemblée nationale;
- Décision 362 concernant un Règlement modifiant diverses dispositions reliées à la liste des circonscriptions électorales et aux règlements applicables aux députés;
- Décision 370 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un professionnel de l'Assemblée nationale.

(Document n° 471 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, les 7, 8, 11 et 12 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 15 Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*) - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 472 de la session)

---

M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 15 et 18 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 47 Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 473 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Trois rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 13 et 14 juin 1990:

- 50 Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives - Rapporté sans avoir été adopté.  
(Document n° 474 de la session)

Les 15 et 18 juin 1990:

- 60 Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage-  
Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 475 de la session)

Le 18 juin 1990:

- 51 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les  
municipalités - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 476 de la session)
- 

Mme Marois (Taillon) dépose:

Quatre rapports de la Commission des affaires sociales qui a étudié en détail  
les projets de loi suivants:

Les 14, 15 et 18 juin 1990:

- 70 Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le  
Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse  
- Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 477 de la session)

Le 18 juin 1990:

- 32 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique-  
Rapporté sans amendement.  
(Document n° 478 de la session)
- 42 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie  
de l'assurance-maladie du Québec - Rapporté avec un amendement.  
(Document n° 479 de la session)
- 61 Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance-  
Rapporté sans amendement.  
(Document n° 480 de la session)



## Dépôts de pétitions

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 787 pétitionnaires, demandant que soit revue la décision de Radio-Québec de fermer son bureau régional en Gaspésie.

(Document n° 481 de la session)

---

Mme Dupuis (Verchères) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 67 pétitionnaires, concernant l'ouverture des établissements commerciaux le dimanche et la qualité de vie au Québec.

(Document n° 482 de la session)

---

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 101 pétitionnaires, concernant le boisé Tailhandier et le parc de conservation du mont Saint-Bruno.

(Document n° 483 de la session)

---

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 8332 pétitionnaires, demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, conformément aux recommandations formulées par l'Association provinciale des fruiteries du Québec.

(Document n° 484 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 247, Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale; le projet de loi 253, Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.; le projet de loi 249, Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée; le projet de loi 237, Loi concernant K. & M. Investments Ltd; et le projet de loi 229, Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de tenir une séance de travail.

### **Motions sans préavis**

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose:

QU'à l'occasion du passage à Montréal de monsieur Nelson Mandela, l'Assemblée nationale souligne sa lutte courageuse en

19 juin 1990

---

faveur de la reconnaissance des droits du peuple noir d'Afrique du Sud et l'encourage à poursuivre ses efforts pacifiques visant à mettre fin au régime d'apartheid.

En application de l'article 84 du Règlement, l'Assemblée consent unanimement à la tenue d'un débat sur cette motion.

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QU'aux fins de ce débat, une intervention maximale de cinq minutes soit allouée à un représentant de chaque groupe parlementaire ainsi qu'à un député indépendant.

L'Assemblée entame le débat sur la motion de M. Brassard, whip de l'Opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE cette Assemblée blâme le gouvernement du Québec pour ne pas être intervenu de façon décisive dans le dossier de la Commission des écoles catholiques de Montréal, en condamnant les articles 16 et 18 du projet de politique qui contreviennent directement aux droits les plus fondamentaux et qui, par surcroît, pourraient endommager de façon irréparable l'image de tolérance que cette province manifeste à l'égard de ses communautés culturelles.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole global prévu pour la discussion de cette motion.

---

19 juin 1990

---

Mises à part la réplique de 5 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat qui se terminera à 12 h 50. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune autre limite.

Un débat s'ensuit.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 85)

POUR

Cameron

Libman

CONTRE

Audet	Caron	Houde	Paré
Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Parent
Beaudin	Chenail	Joly	Parizeau
Beaulne	Chevrette	Juneau	Pelchat
Bégin	Claveau	Kehoe	Perron
Bélanger	Cusano	Khelfa	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Després	Lafrance	Richard
Bélanger	Dionne	Lafrenière	Rivard
(Még.-Compton)	Doyon	Lazure	Robic
Bélisle	Dufour	Lemieux	Ryan
Bergeron	Dupuis	Lemire	Savoie
Blackburn	Elkas	Léonard	Séguin
(Chicoutimi)	Farrah	Loiselle	Tremblay
Bleau	Forget	Maciocia	(Rimouski)
Boisclair	Fradet	Maltais	Trépanier
Bordeleau	Garon	Marois	Trudel
Boucher-Bacon	Gendron	Messier	Vermette
Brassard	Gobé	Morin	Williams
Cardinal	Hamel	Pagé	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 2 Contre: 71

19 juin 1990

---

À 13 h 00, M. le Président suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption*

M. Ryan, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Adoption*

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 69, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

19 juin 1990

---

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 86)

POUR

Audet	Cusano	Lafrenière	Richard
Bacon	Després	Larouche	Rivard
Beaudin	Dionne	Leclerc	Robic
Bégin	Dutil	Lemieux	Ryan
Bélanger	Elkas	Lemire	Séguin
( <i>Még.-Compton</i> )	Farrah	LeSage	St-Roch
Bélisle	Forget	Libman	Thérien
Benoît	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bleau	Frulla-Hébert	Maciocia	( <i>Outremont</i> )
Bordeleau	Gautrin	MacMillan	Tremblay
Bourbeau	Gauvin	Maltais	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Gobé	Marcil	Vallerand
Brouillette	Hamel	Messier	Vallières
Camden	Houde	Middlemiss	
Cardinal	Hovington	Pagé	
Charbonneau	Johnson	Paradis	
Chenail	Joly	( <i>Matapédia</i> )	
Côté	Khelfa	Pelchat	
( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lafrance	Poulin	

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
Beaulne	Chevrette	Juneau	Perron
Blackburn	Dufour	Lazure	Trudel
( <i>Chicoutimi</i> )	Dupuis	Léonard	Vermette
Boisclair	Garon	Marois	
Brassard	Gendron	Morin	
Caron	Harel	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 65 Contre: 24

En conséquence, le projet de loi 69 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, ainsi que les amendements présentés par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, et par Mme Marois (Taillon).

Avant que le débat ne s'amorce, M. le Président fait état de la réunion des leaders parlementaires qui s'est tenue conformément à l'article 253 du Règlement et déclare recevables tous les amendements proposés par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, ainsi que par Mme Marois (Taillon).

M. le Président précise ensuite comment sera organisée la mise aux voix des amendements et du rapport.

Le débat s'ensuit sur les amendements et sur le rapport.

**Le mercredi 20 juin 1990**

Le débat terminé, les amendements et le rapport sont mis aux voix; des votes par appel nominal sont exigés.

---

Sont rejetés les amendements présentés par Mme Marois (Taillon) aux articles 2 et 4 ainsi que trois amendements à l'article 5, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 87 )

**POUR**

Baril  
Blackburn  
(Chicoutimi)  
Boisclair  
Boulerice  
Bourdon

Brassard  
Caron  
Chevrette  
Claveau  
Dupuis  
Garon

Harel  
Jolivet  
Juneau  
Léonard  
Marois  
Morin

Paré  
Perron  
Trudel  
Vermette

19 juin 1990

---

CONTRE

Audet	Cardinal	Gobé	Marcil
Bacon	Charbonneau	Hamel	Messier
Bélanger	Chenail	Houde	Pelchat
(Még.-Compton)	Ciaccia	Hovington	Poulin
Bélisle	Cusano	Johnson	Richard
Benoit	Dionne	Joly	Robic
Bergeron	Doyon	Lafrance	Séguin
Bleau	Dutil	Lafrenière	Thérien
Bordeleau	Forget	Lemire	Tremblay
Boucher-Bacon	Fradet	Libman	(Outremont)
Bourbeau	Frulla-Hébert	Loiselle	Tremblay
Bradet	Gagnon-Tremblay	Maciocia	(Rimouski)
Brouillette	Gautrin	MacMillan	
Camden	Gauvin	Maltais	

Pour: 21 Contre: 51

---

Sont adoptés les amendements présentés par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, - qu'il s'agisse de modifications, de remplacements ou de suppressions d'articles ou de l'introduction de nouveaux articles - à savoir les amendements aux articles 1, 2, 3.1, 4 et 5, 6, 7, 8, 9, 10, 11, 12.1, 13, 14, 15, 15.1, 16, 17, 19, 20, 21, 22, 23, 25, 30.1, 31.1; ainsi que, dans la version anglaise, les amendements communs aux articles 4 à 8, les amendements aux articles 2, 3, 4, 5, 8, 9, 10, 11, 12, 16, 17, 18, 19, 20, 25, 29, 30, à l'intitulé de la section II et au titre du projet de loi; et finalement la motion de renumérotation. Les voix se divisent ainsi:

(Vote n° 88 )

POUR

Audet	Bergeron	Brouillette	Cusano
Bacon	Bleau	Camden	Dionne
Bélanger	Bordeleau	Cardinal	Doyon
(Még.-Compton)	Boucher-Bacon	Charbonneau	Dutil
Bélisle	Bourbeau	Chenail	Forget
Benoit	Bradet	Ciaccia	Fradet



19 juin 1990

---

Frulla-Hébert	Johnson	MacMillan	Séguin
Gagnon-Tremblay	Joly	Maltais	Thérien
Gautrin	Lafrance	Marcil	Tremblay
Gauvin	Lafrenière	Messier	(Outremont)
Gobé	Lemire	Pelchat	Tremblay
Hamel	Libman	Poulin	(Rimouski)
Houde	Loiselle	Richard	
Hovington	Maciocia	Robic	

#### CONTRE

Baril	Brassard	Harel	Paré
Blackburn	Caron	Jolivet	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Léonard	Vermette
Boulerice	Dupuis	Marois	
Bourdon	Garon	Morin	

Pour: 51 Contre: 21

---

Sont adoptés tous les articles et les intitulés du projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, amendés ou non par les votes précédents. Les voix se divisent ainsi:

(Vote n° 89 )

#### POUR

Audet	Bourbeau	Dionne	Gobé
Bacon	Bradet	Doyon	Hamel
Bélanger	Brouillette	Dutil	Houde
(Még.-Compton)	Camden	Forget	Hovington
Bélisle	Cardinal	Fradet	Johnson
Benoit	Charbonneau	Frulla-Hébert	Joly
Bergeron	Chenail	Gagnon-Tremblay	Lafrance
Bordeleau	Ciaccia	Gautrin	Lafrenière
Boucher-Bacon	Cusano	Gauvin	Lemire

19 juin 1990

---

Loiselle	Messier	Séguin	Tremblay
Maciocia	Pelchat	Thérien	(Rimouski)
MacMillan	Poulin	Tremblay	
Maltais	Richard	(Outremont)	
Marcil	Robic		

CONTRE

Baril	Brassard	Harel	Morin
Blackburn	Caron	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Perron
Boisclair	Claveau	Léonard	Trudel
Boulerice	Dupuis	Libman	Vermette
Bourdon	Garon	Marois	

Pour: 49 Contre: 22

---

Est enfin adopté le rapport, ainsi amendé, de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié en détail le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, les voix se divisant ainsi:

(Vote n° 90 )

POUR

Audet	Cardinal	Gauvin	Maltais
Bacon	Charbonneau	Gobé	Marcil
Bélanger	Chenail	Hamel	Messier
(Még.-Compton)	Ciaccia	Houde	Pelchat
Bélisle	Cusano	Hovington	Poulin
Benoit	Dionne	Johnson	Richard
Bergeron	Doyon	Joly	Robic
Bordeleau	Dutil	Lafrance	Séguin
Boucher-Bacon	Forget	Lafrenière	Thérien
Bourbeau	Fradet	Lemire	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	Loiselle	(Outremont)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Maciocia	Tremblay
Camden	Gautrin	MacMillan	(Rimouski)

CONTRE

Baril	Brassard	Harel	Morin
Blackburn	Caron	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Perron
Boisclair	Claveau	Léonard	Trudel
Boulerice	Dupuis	Libman	Vermette
Bourdon	Garon	Marois	

Pour: 49 Contre: 22

*Adoption du principe*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 76 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 76 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 63 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 63 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

19 juin 1990

---

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 78, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 78 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 78 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 56 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 56 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

À 4 h 34, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le décret 548-90 concernant l'approbation du plan quinquennal d'investissements universitaires, pour la période du 1<sup>er</sup> juin 1989 au 31 mai 1994.

(Document n° 485 de la session)

---

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, dépose:

Le rapport d'étape sur le programme d'accès à l'égalité pour les femmes de la fonction publique du Québec, 1987-1990.

(Document n° 486 de la session)

Le rapport annuel de la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 487 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la protection du consommateur, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 488 de la session)

20 juin 1990

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du Centre de recherche industrielle du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 489 de la session)

Le rapport annuel de la Société de développement des coopératives, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 490 de la session)

---

M. Elkas, ministre des Transports et ministre de la Sécurité publique, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Transports, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 491 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de police du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 492 de la session)

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les caisses d'épargne et de crédit, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 493 de la session)

---

M. Savoie, ministre délégué aux Mines et au Développement régional, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'exploration minière (SOQUEM), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 494 de la session)

---

20 juin 1990

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Le rapport annuel de la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers (REXFOR), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 495 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la fonction publique, accompagné du rapport du Vérificateur général du Québec sur les frais d'administration de la Commission, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 496 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 19 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 77    Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 497 de la session)

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 8, 9, 10, 15, 16, 17, 22, 23, 24, 29, 30 et 31 mai 1990, a tenu une consultation générale et des auditions publiques sur la situation et les perspectives de l'énergie électrique au Québec.

(Document n° 498 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 19 juin 1990, a étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 229 Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée - Rapporté sans amendement.

(Document n° 499 de la session)

- 237 Loi concernant K. & M. Investments Ltd - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 500 de la session)

- 247 Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale - Rapporté sans amendement.

(Document n° 501 de la session)

- 249 Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 502 de la session)

- 253 Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc. - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 503 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports de la Commission du budget et de l'administration relatifs aux projet de loi d'intérêt privé 229, 237, 247, 249 et 253 sont adoptés.

---

M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 18 et 19 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 68 Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 504 de la session)



## Dépôts de pétitions

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 1777 pétitionnaires, demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, conformément aux recommandations formulées par l'Association provinciale des fruiteries du Québec.  
(Document n° 505 de la session)
- 

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 358 pétitionnaires, demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux.  
(Document n° 506 de la session)
- 

M. Perron (Duplessis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 912 pétitionnaires, concernant la fermeture de l'usine Alipêche à Sept-Îles.  
(Document n° 507 de la session)

## Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. Libman (D'Arcy-McGee) soulève une question de fait personnel relative à des propos tenus à son endroit par Mme Blackburn (Chicoutimi) dans le cadre d'un discours prononcé lors du débat sur la motion de censure présentée à la séance précédente.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 71 du Règlement, Mme Blackburn (Chicoutimi) fournit quelques explications sur les propos ayant donné lieu à la question de fait personnel soulevée précédemment.

## Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Vallières, ministre délégué aux Transports, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 17 mars 1989, expédiée par M. Perron (Duplessis) à M. Côté, ministre des Transports et ministre responsable du Développement régional, concernant l'inscription d'un candidat au fichier ministériel des occasionnels.

(Document n° 508 de la session)

## Motions sans préavis

Conformément aux articles 5 et 8 de la *Loi sur le régime de négociation des conventions collectives dans les secteurs public et parapublic* (L.R.Q., c. R-8.2), M. Pagé, leader du gouvernement, au nom M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE madame Nicole P. Gendreau soit nommée membre du conseil d'administration et présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération pour un mandat de cinq ans à compter du 20 juin 1990;

QUE madame Hélène Wavroch soit nommée de nouveau membre du conseil d'administration et vice-présidente de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération pour un mandat de cinq ans à compter du 20 juin 1990;

QUE monsieur Louison Ross soit nommé membre du conseil d'administration et vice-président de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération pour la durée non écoulée du mandat de la vice-présidente à remplacer, soit du 20 juin 1990 au 30 novembre 1993;

QUE conformément à l'article 7 de cette loi, monsieur Louison Ross soit nommé à nouveau membre du conseil d'administration et vice-président de l'Institut de recherche et d'information sur la rémunération pour un mandat se terminant le 19 juin 1995.

20 juin 1990

(Vote n° 91)

POUR

Atkinson	Caron	Harel	Pagé
Audet	Carrier-Perreault	Holden	Paradis
Bacon	Charbonneau	Houde	(Brome-Miss.)
Baril	Chenail	Hovington	Paré
Beaudin	Cherry	Johnson	Parent
Beaulne	Chevrette	Jolivet	Parizeau
Bégin	Ciaccia	Joly	Pelchat
Bélanger	Claveau	Juneau	Perron
(Laval-des-Rap.)	Côté	Kehoe	Picotte
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Poulin
(Még.-Compton)	Côté	Lafrance	Rémillard
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Richard
Bergeron	Cusano	Larouche	Rivard
Bissonnet	Després	Lazure	Robic
Blackburn	Dionne	Leclerc	Robillard
(Chicoutimi)	Doyon	Lefebvre	Ryan
Blackburn	Dufour	Lemieux	St-Roch
(Roberval)	Dupuis	Lemire	Savoie
Bleau	Dutil	Léonard	Séguin
Boisclair	Elkas	LeSage	Thérien
Bordeleau	Farrah	Levesque	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	Libman	(Outremont)
Boulerice	Fradet	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	Maciocia	(Rimouski)
Bourdon	Gagnon-Tremblay	MacMillan	Trépanier
Bradet	Garon	Maltais	Trudel
Brassard	Gautrin	Marcil	Vallerand
Brouillette	Gauvin	Marois	Vallières
Camden	Gendron	Messier	Vermette
Cameron	Gobé	Middlemiss	Williams
Cardinal	Hamel	Morin	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 114 Contre: 0

**avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail;
- La Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 78, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec; et le projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 205, Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent; le projet de loi 243, Loi concernant le régime de rentes de Ville de Laval; le projet de loi 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal; le projet de loi 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf; le projet de loi 221, Loi concernant la Ville d'Anjou; et le projet de loi 248, Loi concernant la ville de Victoriaville.

20 juin 1990

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

**Quinze heures**

#### *Adoption*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, soit adopté.

---

À 17 h 57, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

*Adoption*

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, soit adopté.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 92)

POUR

Audet	Camden	Gobé	Middlemiss
Bacon	Cardinal	Hovington	Pagé
Bégin	Chenail	Joly	Parent
Bélanger	Côté	Kehoe	Pelchat
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Picotte
Bélisle	Cusano	Lafrance	Poulin
Benoit	Dionne	Lafrenière	Richard
Bergeron	Doyon	Larouche	Robillard
Blackburn	Elkas	Lefebvre	Thérien
(Roberval)	Farrah	Lemire	Tremblay
Bordeleau	Forget	LeSage	(Outremont)
Bourassa	Fradet	Loiselle	Williams
Bourbeau	Gautrin	Maciocia	
Bradet	Gauvin	MacMillan	

CONTRE

Baril	Brassard	Garon	Marois
Beaulne	Caron	Gendron	Morin
Blackburn	Carrier-Perreault	Harel	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	Vermette
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Dupuis	Libman	

20 juin 1990

---

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 50 Contre: 25

En conséquence, le projet de loi 75 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Un débat s'ensuit.

**Le jeudi 21 juin 1990**

Le débat s'interrompt et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 143 du Règlement et à l'article 40 des Règles de fonctionnement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf; et le projet de loi 257, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

Le débat se poursuit.

Au cours du débat, M. Claveau (Ungava) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours visant l'adoption du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 93)

POUR

Baril	Caron	Jolivet	Paré
Blackburn	Carrier-Perreault	Juneau	Trudel
(Chicoutimi)	Claveau	Lazure	Vermette
Boisclair	Dufour	Léonard	
Boulerice	Dupuis	Marois	
Brassard	Garon	Morin	

CONTRE

Audet	Charbonneau	Joly	Middlemiss
Bacon	Côté	Kehoe	Pagé
Beaudin	(Riv.-du-Loup)	Khelfa	Paradis
Bégin	Cusano	Lafrance	(Matapédia)
Bélanger	Dionne	Lafrenière	Parent
(Laval-des-Rap.)	Doyon	Larouche	Pelchat
Benoit	Farrar	Lemire	Picotte
Blackburn	Forget	LeSage	Poulin
(Roberval)	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Robillard
Bleau	Gautrin	Maciocia	St-Roch
Bordeleau	Gauvin	MacMillan	Trépanier
Bradet	Gobé	Marcil	Williams
Camden	Hovington	Messier	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 20 Contre: 47

---

Le débat se poursuit sur la prise en considération du rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives.



20 juin 1990

---

Après débat, le rapport est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 94)

POUR

Audet	Côté	Joly	Pagé
Beaudin	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Kehoe	Paradis
Bégin	Cusano	Khelfa	( <i>Brome-Miss.</i> )
Bélanger	Dionne	Lafrance	Parent
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Elkas	Larouche	Pelchat
Benoit	Farrah	Leclerc	Poulin
Blackburn	Forget	Lemire	Robillard
( <i>Roberval</i> )	Fradet	LeSage	St-Roch
Bleau	Gagnon-Tremblay	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Gautrin	MacMillan	Trépanier
Boucher-Bacon	Gauvin	Marcil	Williams
Camden	Gobé	Messier	
Charbonneau	Hovington	Middlemiss	

CONTRE

Beaulne	Brassard	Dupuis	Perron
Blackburn	Caron	Garon	Paré
( <i>Chicoutimi</i> )	Carrier-Perreault	Jolivet	Trudel
Boisclair	Chevrette	Juneau	Vermette
Boulerice	Claveau	Léonard	
Bourdon	Dufour	Morin	

Le rapport est adopté par le vote suivant:

Pour: 46 Contre: 21

*Adoption du principe*

M. Elkas, ministre des Transports, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

20 juin 1990

---

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 67 est adopté.

Sur la motion de M. Paradis, ministre de l'Environnement, le projet de loi 67 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 65 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 65 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 59 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 59 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 47, Loi modifiant le Code civil du Québec

20 juin 1990

---

concernant le partage du patrimoine familial, ainsi que les amendements proposés par Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse, ainsi que les amendements proposés par Mme Vermette (Marie-Victorin).

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement.

---

À 9 h 23, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## **AFFAIRES COURANTES**

### **Déclarations ministérielles**

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, annonce une augmentation, à compter du 1<sup>er</sup> octobre 1990, du taux général du salaire minimum, du taux payable aux employés à pourboire et de celui payable aux domestiques.

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle et le ministre termine par une réplique.

### **Présentation de projets de loi**

M. Séguin, ministre du Travail, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

81      Loi modifiant le Code du travail.

La motion est adoptée.

### **Dépôts de documents**

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, dépose:

21 juin 1990

---

Le rapport annuel de la Société d'habitation du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 509 de la session)

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 510 de la session)

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Le rapport annuel de la Régie des rentes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 511 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail concernant l'application de la *Loi sur l'indemnisation des victimes d'actes criminels* et de la *Loi visant à favoriser le civisme*, pour l'année 1989.

(Document n° 512 de la session)

---

M. Séguin, ministre du Travail, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de la santé et de la sécurité du travail, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 513 de la session)

---

21 juin 1990

---

M. Ciaccia, ministre des Affaires internationales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires internationales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 514 de la session)

---

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, dépose:

Le rapport annuel de la Société immobilière du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 515 de la session)

---

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Communautés culturelles et de l'Immigration, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 516 de la session)

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 517 de la session)

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, dépose:

Copie de la lettre d'attente du gouvernement à l'intention de la Société de radio-télévision du Québec, en date du 19 juin 1990.

(Document n° 518 de la session)

---

21 juin 1990

---

Mme Robillard, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de reconnaissance des associations d'artistes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 519 de la session)

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Un document de consultation intitulé: *Le courtage immobilier*.

(Document n° 520 de la session)

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Savoie, ministre délégué aux Mines et au Développement régional, à la question écrite de M. Claveau (Ungava), concernant la SOQUEM et les investissements d'immobilisations y ayant trait pour les années 1988, 1989 et 1990. Question n° 17, *Feuilleton* du 20 juin 1990.

(Document n° 521 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Protecteur du citoyen, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 522 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 20 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:



- 63 Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec - Rapporté sans amendement.

(Document n° 523 de la session)

---

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 20 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 76 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 524 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 20 juin 1990, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 200 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 525 de la session)

- 205 Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 526 de la session)

- 221 Loi concernant la Ville d'Anjou - Rapporté sans amendement.

(Document n° 527 de la session)

- 243 Loi concernant le régime de rentes de Ville de Laval - Rapporté avec des amendements, dont un au titre.

(Document n° 528 de la session)

248 Loi concernant la ville de Victoriaville - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 529 de la session)

Sur la motion de M. Garon (Lévis), les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements relatifs aux projets de loi 200, 205, 221, 243 et 248 sont adoptés.

### Dépôts de pétitions

M. Claveau (Ungava) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 163 pétitionnaires, demandant que soit modifiée la loi 150, *Loi sur les forêts*.

(Document n° 530 de la session)

---

M. Beaulne (Bertrand) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 2376 pétitionnaires, demandant que soit amendé le projet de loi 75, Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux, conformément aux recommandations formulées par l'Association provinciale des fruiteries du Québec.

(Document n° 531 de la session)

---

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 34 pétitionnaires, demandant que soit adopté le projet de loi 191, Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie.

(Document n° 532 de la session)

**Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel**

M. Perron (Duplessis) soulève une question de fait personnel portant sur des propos tenus et sur un document déposé par M. Vallières, ministre délégué aux Transports, à la période de questions de la séance précédente.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Perron (Duplessis) dépose:

Copie de lettres échangées concernant l'inscription d'un candidat au fichier ministériel des occasionnels.

(Document n° 533 de la session)

---

Mme Pelchat (Vachon) soulève également une question de fait personnel portant sur des propos tenus à la séance précédente par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, et par M. Perron (Duplessis).

**Questions et réponses orales**

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 255, Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust; et le projet de loi 256, Loi concernant Compagnie Trust Royal;

ainsi que le projet de loi 78, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;

- La Commission des institutions, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 220, Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond;
- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives;
- La Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis;
- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf; et le projet de loi 257, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal; ainsi que le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement; le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux; et le projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives.

### Motions sans préavis

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 25 septembre 1990 sur le document de consultation intitulé: *Le courtage immobilier*;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 13 août 1990; et

QUE la ministre déléguée aux Finances soit membre de la commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. Perron (Duplessis) propose:

QUE l'Assemblée nationale reconnaisse le 21 juin comme étant le Jour national des peuples autochtones, tel qu'endossé par l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador en 1982.

En application de l'article 84 du Règlement, l'Assemblée consent unanimement à la tenue d'un débat sur cette motion.

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de M. Perron (Duplessis), du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QU'aux fins de ce débat, une intervention maximale de cinq minutes soit allouée à un représentant de chaque groupe parlementaire ainsi qu'à un député indépendant.

Le débat s'ensuit sur la motion de M. Perron (Duplessis).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 95)

POUR

Atkinson	Benoit	Boulerice	Charbonneau
Bacon	Bergeron	Bradet	Chenail
Baril	Blackburn	Brouillette	Cherry
Bélanger	(Chicoutimi)	Cardinal	Chevrette
(Még.-Compton)	Bleau	Caron	Ciaccia
Bélisle	Boucher-Bacon	Carrier-Perreault	Claveau

Côté	Gautrin	Lemieux	Philibert
(Charlesbourg)	Gauvin	Léonard	Picotte
Cusano	Harel	Libman	Richard
Després	Jolivet	Maciocia	Rivard
Dionne	Juneau	Maltais	Robic
Doyon	Kehoe	Marcil	Thérien
Dufour	Khelfa	Messier	Tremblay
Dupuis	Lafrance	Morin	(Rimouski)
Forget	Lafrenière	Paradis	Trudel
Fradet	Larouche	(Brome-Miss.)	Vermette
Frulla-Hébert	Lazure	Parizeau	Williams
Gagnon-Tremblay	Leclerc	Pelchat	
Garon	Lefebvre	Perron	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 69 Contre: 0

---

AFFAIRES DU JOUR

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption du principe*

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (*Réimpression*), et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 13 h 15, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

*Adoption du principe*

Le débat se poursuit sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (*Réimpression*), soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 4 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 4 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (*Réimpression*).
-

21 juin 1990

---

À 18 h 06, M. Cannon, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

**Vingt heures**

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, ainsi que les amendements proposés par M. Jolivet (Laviolette).

Après débat, les amendements sont rejetés.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Copie d'un document provenant de REXFOR et concernant la politique d'adjudication des contrats de services pour la réalisation de travaux sylvicoles.

(Document n° 534 de la session)

Le débat terminé, le rapport est adopté.

---



21 juin 1990

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 6, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*), ainsi que les amendements proposés par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, et par M. Baril (Arthabaska).

Un débat s'ensuit.

Le vendredi 22 juin 1990

Les amendements proposés par M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, sont adoptés à la majorité des voix.

L'amendement proposé par M. Baril (Arthabaska) est rejeté.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 60, Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage, ainsi que les amendements proposés par M. Lazure (La Prairie).

Après débat, les amendements sont rejetés.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse, ainsi que les amendements proposés par Mme Vermette (Marie-Victorin).

Après débat, les amendements sont rejetés.

Le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 51, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

21 juin 1990

---

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la prise en considération du rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 47, Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial, ainsi que sur les amendements proposés par Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille.

Après débat, les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

#### *Adoption du principe*

Mme Frulla-Hébert, ministre des Communications, propose que le principe du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 62 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 62 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de la culture.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de la culture procède à des consultations particulières les 18 et 19 septembre 1990 avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives;

QUE les organismes invités soient ceux énumérés au document ci-après déposé;

21 juin 1990

---

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 13 août 1990; et

QUE la ministre des Communications soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La liste des organismes invités dans le cadre des consultations particulières portant sur le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 535 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la denturologie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 17 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 17 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'éducation procède à des consultations particulières les 11 et 12 septembre 1990 avant d'entreprendre l'étude détaillée du projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la denturologie;

QUE les organismes invités soient ceux énumérés au document ci-après déposé;

QUE les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 6 août 1990; et

21 juin 1990

---

QUE le ministre responsable de l'application des lois professionnelles soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

Puis, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La liste des organismes invités dans le cadre des consultations particulières portant sur le projet de loi 17, Loi modifiant la Loi sur la denturologie.

(Document n° 536 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur le Barreau, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 57 est adopté.

Sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 57 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption*

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

21 juin 1990

---

Un débat s'ensuit.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 3 h 46, sur la motion de M. Lefebvre, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à ce matin, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

254 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

(Document n° 537 de la session)

---

M. Leclerc (Taschereau) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 254 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultation et étude détaillée et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

**22 juin 1990**

---

Le rapport annuel du Fonds d'assurance-prêts agricoles et forestiers, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 538 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport requis par l'article 195 du Code criminel sur la *Loi sur la protection de la vie privée*, pour l'année 1989.

(Document n° 539 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 20 et 21 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 78    Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 540 de la session)

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 21 juin 1990, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 255    Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 541 de la session)

- 256    Loi concernant Compagnie Trust Royal - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 542 de la session)

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), les rapports de la Commission du budget et de l'administration relatifs aux projets de loi d'intérêt privé 255 et 256 sont adoptés.



M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 21 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 56 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 543 de la session)

---

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 21 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 4 Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (*Réimpression*) - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 544 de la session)

---

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 20, 21, 22, 27 et 28 février, le 11 avril ainsi que le 21 juin 1990, a tenu une consultation générale et des auditions publiques dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi intitulé: Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 545 de la session)

---

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 21 juin 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 28 Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis-Rapporté avec des amendements.

(Document n° 546 de la session)

---

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 21 juin 1990, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

257 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 547 de la session)

Sur la motion de Mme Bélanger (Mégantic-Compton), le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi d'intérêt privé 257 est adopté.

---

M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 21 juin 1990, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

220 Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 548 de la session)

Sur la motion de M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue), le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi d'intérêt privé 220 est adopté.

### Questions et réponses orales

Au cours de la période de questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 21 juin 1990, expédiée à Me Joan Clark, présidente du comité de législation, Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux, concernant un projet de législation et de réglementation visant la protection et le bien-être des animaux.

(Document n° 549 de la session)

## Votes reportés

M. le Président met aux voix la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le projet de loi 50, Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

(Vote n° 96)

### POUR

Audet	Côté	Joly	Philibert
Bacon	(Charlesbourg)	Kehoe	Picotte
Beaudin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bégin	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Richard
Bélanger	Cusano	Larouche	Rivard
(Laval-des-Rap.)	Després	Leclerc	Robic
Bélanger	Dionne	Lefebvre	Robillard
(Még.-Compton)	Doyon	Lemieux	Ryan
Bélisle	Dutil	LeSage	Savoie
Benoit	Elkas	Loiselle	Séguin
Bergeron	Farrah	Maciocia	Sirros
Blackburn	Forget	MacMillan	Thérien
(Roberval)	Fradet	Maltais	Tremblay
Bleau	Frulla-Hébert	Messier	(Outremont)
Bordeleau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Tremblay
Boucher-Bacon	Gautrin	Pagé	(Rimouski)
Bourbeau	Gauvin	Paradis	Trépanier
Cardinal	Gobé	(Brome-Miss.)	Vallerand
Charbonneau	Hamel	Paradis	Vallières
Chenail	Hovington	(Matapédia)	Williams
Cherry	Johnson	Parent	

### CONTRE

Atkinson	Brassard	Gendron	Marois
Baril	Cameron	Harel	Morin
Beaulne	Caron	Holden	Paré
Blackburn	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Perron
Boisclair	Claveau	Lazure	Trudel
Boulerice	Dufour	Léonard	Vermette
Bourdon	Dupuis	Libman	

**22 juin 1990**

---

La motion est adoptée par le vote suivant:

**Pour: 74 Contre: 30**

En conséquence, le projet de loi 50 est adopté.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, il est procédé aux avis touchant les travaux des commissions.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux; le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement; et le projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives.

---

M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission de l'Assemblée nationale se réunira afin de tenir une séance de travail;
- La Commission des institutions se réunira afin de tenir une séance de travail.

#### **Motions sans préavis**

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE cette Assemblée souligne notre fête nationale et qu'elle présente ses vœux les plus chaleureux aux Québécoises et Québécois.

22 juin 1990

---

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE l'Assemblée nationale rende hommage à monsieur Jean Campeau pour sa contribution remarquable au développement de l'économie québécoise à titre de président de la Caisse de dépôt et placement du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE l'Assemblée nationale offre ses profondes sympathies et sa solidarité au peuple iranien qui a été victime d'un séisme le jeudi 21 juin 1990.

Du consentement de l'Assemblée, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires

sociales relatif au projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (*Réimpression*).

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 4, Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes (*Réimpression*), soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 4 est adopté.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 63, Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 63 est adopté.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 76, Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 76 est adopté.

---

22 juin 1990

---

M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 15, Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*), soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 15 est adopté.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le projet de loi 44, Loi modifiant la Loi sur les forêts, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 44 est adopté.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le projet de loi 38, Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 38 est adopté.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose que le projet de loi 61, Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 61 est adopté.

---

M. Sirros, ministre délégué à la Santé et aux Services sociaux, propose que le projet de loi 70, Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 70 est adopté.

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 51, Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 51 est adopté.

#### *Adoption du principe*

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 53, Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 53 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 53 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 54, Loi concernant la ville de Schefferville, soit maintenant adopté.



Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 54 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 54 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 13 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend les travaux qui, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, reprendront à 14 h 00.

---

#### **Quatorze heures**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements, conformément aux articles 146 et 150 du Règlement, se réunisse à 14 h 30 aujourd'hui afin de former une sous-commission qui procédera immédiatement à l'étude détaillée du projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives.

---

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

#### ***Adoption***

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, propose que le projet de loi 47, Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial et le Code de procédure civile (*titre modifié*), soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 47 est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE la Commission des institutions se réunisse pour la durée d'une séance, au plus tard le 31 octobre 1990, aux fins d'examiner l'opportunité de maintenir ou, le cas échéant, de modifier la date d'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 42 de la *Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux* (1989, chapitre 55) et que la ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

#### *Adoption du principe*

M. Rémillard, ministre de la Justice, informe l'Assemblée que l'honorable Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 72, *Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec*, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 72 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 72 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

#### *Adoption*

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 60, *Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage*, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 60 est adopté.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Elkas, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 68, Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 68 est adopté.

### **Projets de loi d'intérêt privé**

#### *Adoption du principe et adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 268 du Règlement, Mme Hovington (Matane), au nom de M. Cusano (Viau), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 220, Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 220 est adopté.

---

Mme Hovington (Matane), au nom de Mme Boucher-Bacon (Bourget), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 200 est adopté.

---

Mme Hovington (Matane), au nom de M. Marcil (Salaberry-Soulanges), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 205, Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 205 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Hovington (Matane), au nom de M. Larouche (Anjou), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 221, Loi concernant la Ville d'Anjou.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 221 est adopté.

---

Mme Hovington (Matane), au nom de M. Joly (Fabre), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 243, Loi concernant le régime de rentes de la Ville de Laval (*titre modifié*).

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 243 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière), au nom de M. Baril

(Arthabaska), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 248, Loi concernant la ville de Victoriaville.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 248 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Hovington (Matane), au nom de M. Dauphin (Marquette), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 257, Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 257 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 229, Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 229 est adopté.

---

Mme Hovington (Matane), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 237, Loi concernant K. & M. Investments Ltd.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 237 est adopté.

---

22 juin 1990

---

Mme Hovington (Matane), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 247, Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 247 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Hovington (Matane), au nom de M. Benoit (Orford), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 255, Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 255 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 268 et 22 du Règlement, Mme Hovington (Matane), au nom de M. Benoit (Orford), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 256, Loi concernant Compagnie Trust Royal.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 256 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Hovington (Matane), au nom de M. Dauphin (Marquette), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 253, Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.

Ces motions sont adoptées.

22 juin 1990

---

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 253 est adopté.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, Mme Bleau (Groulx), au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose l'adoption du principe puis l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 249, Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée.

Ces motions sont adoptées.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 249 est adopté.

#### **Motions du gouvernement**

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 11 septembre 1990 concernant les revendications relatives au partage du marché du camionnage en vrac au Québec et, à cette fin, elle examine la répartition du camionnage en vrac dans les contrats gouvernementaux, para-gouvernementaux et municipaux, le contrôle de l'application de la réglementation, la rentabilité des transporteurs, les perspectives d'avenir dans ce secteur d'activités; les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 13 août 1990; le ministre des Transports soit membre de la commission pour la durée du mandat.

Après débat, la motion est adoptée.

---

M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

Les travaux reprennent.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements siège pour étudier le projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives, article par article, le mercredi 27 juin 1990 de 10 h 00 à 13 h 00 et de 15 h 00 à 18 h 00; le jeudi 28 juin 1990 de 10 h 00 à 13 h 00, de 15 h 00 à 18 h 00 et de 20 h 00 à 22 h 00; le vendredi 29 juin 1990 de 10 h 00 à 13 h 00 et de 15 h 00 à 18 h 00; le mardi 3 juillet 1990 aux mêmes heures que la semaine précédente et tous les jours ouvrables subséquents jusqu'à ce que le projet de loi soit adopté article par article; et

QUE le ministre des Transports soit membre de la commission pour la durée de ce mandat.

La motion est adoptée.

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal.

Le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 29, Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal, soit adopté.



Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Picotte, ministre des Affaires municipales, propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 29 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 29 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements sont adoptés en commission plénière et le projet de loi 29, ainsi amendé, est rapporté; le rapport est adopté.

Le débat reprend sur la motion portant adoption du projet de loi 29.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 29 est adopté.

#### **Dépôts de rapports de commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. LeSage (Hull), au nom de Mme Bélanger (Mégantic-Compton), dépose:

Les rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 22 juin 1990, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- |    |  |                                 |
|----|--|---------------------------------|
| 65 | Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement - Rapporté avec des amendements.              | (Document n° 550 de la session) |
| 59 | Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux - Rapporté sans amendement. | (Document n° 551 de la session) |

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement

et des équipements relatif au projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 65, Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 65 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 59, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 59 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 78, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 78, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 78 est adopté.

---

À 18 h 00, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, M. le Président suspend la séance jusqu'à 19 h 30.

---

Dix-neuf heures trente

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 56, Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 56 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose

que le projet de loi 21, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 21 est adopté.

### Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 22 juin 1990, a siégé afin de déposer les rapports du Comité directeur de la Commission de l'Assemblée nationale et de désigner la commission parlementaire qui fera l'étude du rapport d'activités 1989-1990 de la Commission d'accès à l'information.

(Document n° 552 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE M. Bourassa, premier ministre, puisse faire une déclaration d'une durée de 5 minutes et que M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, et M. Libman (D'Arcy-McGee) puissent commenter cette déclaration pour une durée respective de 5 et 3 minutes.

Conformément à l'ordre précédemment adopté, M. Bourassa, premier ministre, M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, et M. Libman (D'Arcy-McGee) s'expriment tour à tour sur les conséquences de la non-ratification de l'entente du lac Meech par les Assemblées législatives du Manitoba et de Terre-Neuve.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Copies de lettres expédiées par M. Pagé, leader du gouvernement, à M. Bourassa, Premier ministre, M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, M. Cusano, whip en chef du gouvernement, et M. Holden (Westmount) concernant des modifications proposées à l'horaire des travaux de l'Assemblée nationale.

(Document n° 553 de la session)

---

À 20 h 33, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 16 octobre 1990, à 14 h 00.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 22 juin 1990, à 21 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, et de M. Richard (Nicolet-Yamaska), les représentants du Premier ministre, de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) et de Mme Dupuis (Verchères), les représentantes du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 4 Loi sur la pratique des sages-femmes dans le cadre de projets-pilotes;
- 15 Loi sur la mise en marché des produits agricoles, alimentaires et de la pêche et modifiant d'autres dispositions législatives (*Réimpression et titre modifié*);
- 21 Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole;
- 29 Loi modifiant la Loi sur la Communauté urbaine de Montréal;
- 38 Loi modifiant la Loi sur la Société de récupération, d'exploitation et de développement forestiers du Québec;

- 44 Loi modifiant la Loi sur les forêts;
- 47 Loi modifiant le Code civil du Québec concernant le partage du patrimoine familial et le Code de procédure civile (*titre modifié*);
- 50 Loi modifiant la Loi sur la Régie de l'assurance automobile du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 51 Loi modifiant la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités;
- 56 Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives;
- 59 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux;
- 60 Loi sur la Société québécoise de récupération et de recyclage;
- 61 Loi modifiant la Loi sur les services de garde à l'enfance;
- 63 Loi modifiant la Loi sur le Centre de recherche industrielle du Québec;
- 65 Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement;
- 68 Loi modifiant la Loi sur l'organisation policière et modifiant la Loi de police et diverses dispositions législatives;
- 69 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- 70 Loi concernant l'adoption et modifiant le Code civil du Québec, le Code de procédure civile et la Loi sur la protection de la jeunesse;
- 75 Loi sur les heures et les jours d'admission dans les établissements commerciaux;
- 76 Loi modifiant la Loi sur la sécurité du revenu et la Loi sur la santé et la sécurité du travail;

- 78 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 200 Loi modifiant la charte de la ville de Montréal;
- 205 Loi concernant le Bureau des délégués spécial des municipalités régionales de comté de Vaudreuil-Soulanges, de Beauharnois-Salaberry et du Haut-Saint-Laurent;
- 220 Loi concernant la succession de Jean-Maurice Lafond;
- 221 Loi concernant la Ville d'Anjou;
- 229 Loi modifiant la charte de Le Club de Golf de St-Hyacinthe Limitée;
- 237 Loi concernant K. & M. Investments Ltd;
- 243 Loi concernant le régime de rentes de la Ville de Laval (*titre modifié*);
- 247 Loi concernant La Compagnie de Fiducie Impériale;
- 248 Loi concernant la ville de Victoriaville;
- 249 Loi concernant Assurance-vie Desjardins et La Sauvegarde Compagnie d'Assurance sur la Vie Ltée;
- 253 Loi concernant La Laurentienne, corporation mutuelle de gestion et La Laurentienne Vie, compagnie d'assurance inc.;
- 255 Loi concernant Société de fiducie Bankers' Trust;
- 256 Loi concernant Compagnie Trust Royal;
- 257 Loi concernant la Régie intermunicipale de gestion des déchets sur l'Île de Montréal.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE



---

*Séance extraordinaire*

Onze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

M. le Président communique et dépose:

Une lettre de M. René Serge Larouche, député d'Anjou, en date du 29 août 1990, l'avisant de sa décision de siéger dorénavant à titre de député indépendant.

(Document n° 554 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, communique et dépose:

L'entente intervenue entre les membres de l'Assemblée nationale concernant la séance extraordinaire du jeudi 30 août 1990.

(Document n° 555 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QU'en dérogation au *Règlement de l'Assemblée nationale*, l'ordre et la procédure des travaux dans le cadre de la séance extraordinaire convoquée à la demande du Premier ministre soient fixés conformément à l'entente précédemment déposée.

---

## Déclarations ministérielles

M. Levesque, ministre des Finances, fait une déclaration ministérielle concernant l'administration de la TPS et la réforme des taxes à la consommation au Québec.

Puis, au cours de sa déclaration, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Levesque, ministre des Finances, dépose un document intitulé:

*Annexe à la Déclaration ministérielle concernant l'administration de la TPS et la réforme des taxes à la consommation au Québec.*

(Document n° 556 de la session)

M. Léonard (Labelle), au nom de l'Opposition officielle, ainsi que M. Cameron (Jacques-Cartier) et M. Larouche (Anjou) font quelques commentaires et le ministre termine par une réplique.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE le jeudi 6 septembre 1990, de 10 h 00 à 13 h 00 et de 15 h 00 à 18 h 00, à la salle Louis-Joseph-Papineau, la Commission du budget et de l'administration tiennne une séance afin de procéder à l'examen de l'annexe à la déclaration ministérielle du ministre des Finances concernant l'administration de la TPS et la réforme des taxes à la consommation au Québec;

QUE le ministre des Finances soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

## **Présentation de projets de loi**

M. Vallières, ministre délégué aux Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 82 Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine.

La motion est adoptée.

## **Dépôts de documents**

M. le Président dépose la décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale:

- Décision 372, en date du 20 juin 1990, concernant le Règlement modifiant le Règlement sur les missions officielles.
- (Document n° 557 de la session)

## **Dépôts de rapports de commissions**

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 10 août 1990, a statué sur une demande du Comité directeur de la Commission du budget et de l'administration en vue d'obtenir un budget supplémentaire.

(Document n° 558 de la session)

## **Dépôts de pétitions**

M. Paré (Shefford) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4125 pétitionnaires, concernant les budgets octroyés au Centre hospitalier de Granby pour les services de chimiothérapie.
- (Document n° 559 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Vallières, ministre délégué aux Transports, propose que le principe du projet de loi 82, Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 82 est adopté.

#### *Étude détaillée en commission plénière*

Le projet de loi 82, Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine, est renvoyé en commission plénière où il est étudié en détail.

Au cours de cette étude, avec la permission de M. Cannon, président de la commission plénière, M. Vallières, ministre délégué aux Transports, dépose les deux documents suivants:

- Copie d'une lettre, en date du 29 août 1990, expédiée par M. Jean Proteau, président de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, à M. Robert Middlemiss, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation, concernant le tronçon de l'autoroute 30 reliant la route 138 à Mercier et Châteauguay et la route 132 à Sainte-Catherine.

(Document n° 560 de la session)

- Copie de la décision de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, en date du 27 novembre 1989, visant certains lots des municipalités de Saint-Constant, Saint-Isidore, Mercier et Châteauguay.

(Document n° 561 de la session)

Le projet de loi 82, Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine, est amendé et adopté par la commission plénière.

---

Ce projet de loi est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

#### *Adoption*

M. Vallières, ministre délégué aux Transports, propose que le projet de loi 82, Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 82 est adopté.

---

À 18 h 40, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 4 septembre 1990, à 13 h 00.

---

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 30 août 1990, à 19 h 00, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, le président de l'Assemblée nationale, de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de M. Vallières, ministre délégué aux Transports, de M. Gautrin (Verdun), le représentant du premier ministre, de M. Gendron (Abitibi-Ouest), le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Libman (D'Arcy-McGee), de M. Holden (Westmount), de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 82    Loi concernant la construction d'un tronçon de l'autoroute 30 entre Châteauguay et Sainte-Catherine.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Séance extraordinaire

Treize heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, communique et dépose:

L'entente intervenue entre les membres de l'Assemblée nationale concernant la séance extraordinaire du mardi 4 septembre 1990.

(Document n° 562 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QU'en dérogation au *Règlement de l'Assemblée nationale*, l'ordre et la procédure des travaux dans le cadre de la séance extraordinaire convoquée à la demande du Premier ministre soient fixés conformément à l'entente précédemment déposée.

---

### Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

90 Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Ciaccia, ministre délégué aux Affaires autochtones, dépose:

Copies des ententes conclues entre les différents ministères et les nations autochtones ou les conseils de bande depuis 1985.

(Document n° 563 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, volet Chasse et Pêche (octobre 1989 à mai 1990) et volet Loisir (décembre 1989 à mai 1990).

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande la prise en considération du projet de loi 90, Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.



Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 97)

POUR

Atkinson	Cannon	Hamel	Morin
Audet	Caron	Harel	Pagé
Bacon	Charbonneau	Holden	Paradis
Baril	Chenail	Houde	(Brome-Miss.)
Beaulne	Chevrette	Hovington	Paré
Bégin	Claveau	Jolivet	Parent
Bélanger	Côté	Joly	Parizeau
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Juneau	Pelchat
Bélanger	Cusano	Kehoe	Picotte
(Még.-Compton)	Dauphin	Lafrenière	Poulin
Bélisle	Després	Lazure	Rémillard
Benoit	Dionne	Leclerc	Richard
Bergeron	Doyon	Lefebvre	Rivard
Bissonnet	Dufour	Lemieux	Robic
Blackburn	Dupuis	Lemire	Robillard
(Chicoutimi)	Dutil	Léonard	Ryan
Bleau	Elkas	Levesque	St-Roch
Bordeleau	Farrah	Libman	Tremblay
Bourassa	Forget	Loiselle	(Rimouski)
Bourbeau	Fradet	Maciocia	Trépanier
Bourdon	Frulla-Hébert	MacMillan	Trudel
Brassard	Gagnon-Tremblay	Maltais	Vallerand
Brouillette	Gautrin	Marcil	Vermette
Camden	Gendron	Marois	Williams
Cameron	Gobé	Middlemiss	

CONTRE

(Aucun)

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 93 Contre: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 90 est adopté.

*Étude détaillée en commission plénière*

Le projet de loi 90, Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, est renvoyé en commission plénière où il est étudié en détail, amendé et adopté.

---

Ce projet de loi est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

*Adoption*

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 90, Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 90 est adopté.

---

À 21 h 58, M. le Président suspend la séance afin de permettre à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi 90, Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

---

Les travaux reprennent.

Conformément au paragraphe 1° de l'article 5 de la *Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, M. Bourassa,

premier ministre, conjointement avec M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE monsieur Michel Bélanger et monsieur Jean Campeau soient nommés présidents de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

Conformément au sous-paragraphe a) du paragraphe 2° de l'article 5 de la *Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE les députés suivants du Parti Libéral du Québec soient nommés membres de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec:

- Mme Louise Bégin, députée de Bellechasse;
- M. Guy Bélanger, député de Laval-des-Rapides;
- M. Claude Dauphin, député de Marquette;
- Mme Claire-Hélène Hovington, députée de Matane;
- M. Cosmo Maciocia, député de Viger;
- Mme Christiane Pelchat, députée de Vachon;
- M. Gil Rémillard, député de Jean-Talon;
- M. Claude Ryan, député d'Argenteuil; et
- M. Russell Williams, député de Nelligan.

La motion est adoptée.

Conformément au sous-paragraphe b) du paragraphe 2° de l'article 5 de la *Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE les députés suivants du Parti Québécois soient nommés membres de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec:

- M. Guy Chevrette, leader parlementaire de l'Opposition officielle et député de Joliette;
- M. Jacques Brassard, whip en chef de l'Opposition officielle et député de Lac-Saint-Jean;
- Mme Jeanne Blackburn, députée de Chicoutimi;
- Mme Louise Harel, députée de Hochelaga-Maisonneuve;
- M. Jacques Léonard, député de Labelle; et
- Mme Pauline Marois, députée de Taillon.

La motion est adoptée.

---

Conformément au sous-paragraphe c) du paragraphe 2° de l'article 5 de la *Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, M. Libman (D'Arcy-McGee), après consultation des députés du Parti Égalité, propose:

QUE M. Richard B. Holden, député de Westmount, soit nommé membre de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

La motion est adoptée.

Conformément aux sous-paragraphes a), c) et d) du paragraphe 3° de l'article 5 de la *Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec*, M. Bourassa, premier ministre, après consultation de M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE les personnes suivantes soient nommées membres de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec:

- M. Jean-Louis Desrosiers, président de l'Union des municipalités du Québec;
- M. Roger Nicolet, président de l'Union des municipalités régionales de comté et des municipalités locales du Québec;
- Mme Lorraine Pagé, présidente de la Centrale de l'enseignement du Québec;
- M. Louis Laberge, président de la Fédération des travailleurs et des travailleuses du Québec;
- M. Gérald Larose, président de la Confédération des syndicats nationaux;
- M. Jacques Proulx, président de l'Union des producteurs agricoles du Québec; et
- M. Claude Béland, président de la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec.

Une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

---

À 22 h 41, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 16 octobre 1990, à 14 h 00.

---

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mardi 4 septembre 1990, à 22 h 10, au cabinet du président de l'Assemblée nationale, en présence de M. Saintonge, le président de l'Assemblée nationale, de MM. Bissonnet et Cannon, vice-présidents de l'Assemblée nationale, de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, de M. Chevrete, le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Holden (Westmount) et de M. Duchesne, secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner le projet de loi suivant:

- 90      Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE M. Roger Lefebvre, député de la circonscription électorale de Frontenac, soit élu vice-président de l'Assemblée nationale.

M. Bourassa, premier ministre, M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, et M. Libman (D'Arcy-McGee) prennent la parole sur cette motion.

La motion est adoptée à l'unanimité.

#### **AFFAIRES COURANTES**

Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

L'état du rapport et des dépenses encourues au 12 octobre 1990 sur les mandats spéciaux autorisés depuis l'ajournement de l'Assemblée nationale.

(Document n° 564 de la session)

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des personnes handicapées du Québec, accompagné d'un résumé en braille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 565 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des affaires sociales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 566 de la session)

Le rapport annuel du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 567 de la session)

Le rapport annuel du Fonds de la recherche en santé du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 568 de la session)

Les prospectus des programmes de bourses de chercheurs-boursiers et de subventions à la recherche en santé 1991-1992.

(Document n° 569 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990, des corporations professionnelles suivantes:

- La Corporation professionnelle des physiothérapeutes du Québec;  
(Document n° 570 de la session)
- L'Ordre des agronomes du Québec;  
(Document n° 571 de la session)
- La Corporation professionnelle des comptables généraux licenciés du Québec;  
(Document n° 572 de la session)



- La Corporation professionnelle des techniciens et techniciennes dentaires du Québec;  
(Document n° 573 de la session)
  - L'Ordre des comptables agréés du Québec;  
(Document n° 574 de la session)
  - La Corporation professionnelle des comptables en management accrédités du Québec;  
(Document n° 575 de la session)
  - L'Ordre des techniciens en radiologie du Québec;  
(Document n° 576 de la session)
  - L'Ordre des chimistes du Québec.  
(Document n° 577 de la session)
- 

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société de développement industriel du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.  
(Document n° 578 de la session)

Le rapport annuel de l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.  
(Document n° 579 de la session)

Les rapports annuels de la Société générale de financement du Québec, pour les exercices financiers terminés les 31 décembre 1987, 31 décembre 1988 et 31 décembre 1989.  
(Document n° 580 de la session)

---

M. le Président dépose:

*Le Rapport préliminaire sur la délimitation des circonscriptions électorales* présenté par la Commission de la représentation électorale du Québec.

(Document n° 581 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de la représentation électorale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 582 de la session)

Le rapport annuel du Directeur général des élections, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 583 de la session)

#### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 4 et 5 septembre 1990, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques concernant le Rapport quinquennal sur l'application de la *Loi sur les assurances* et en particulier sur le chapitre traitant des liens commerciaux des assureurs.

(Document n° 584 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 6 septembre 1990, a procédé à l'examen de l'*Annexe à la Déclaration ministérielle concernant l'administration de la TPS et la réforme des taxes à la consommation au Québec*.

(Document n° 585 de la session)

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 19 et 20 septembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 72 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 586 de la session)

---

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 25 septembre 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteur Forêts, pour les mois de décembre 1989 à juillet 1990.

(Document n° 587 de la session)

---

Mme Hovington (Matane) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 28 août 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 57 Loi modifiant la Loi sur le Barreau - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 588 de la session)

---

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 11 et 12 septembre 1990, a tenu des consultations particulières sur le projet de loi suivant:

- 17 Loi modifiant la Loi sur la denturologie.

(Document n° 589 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 21, 22 et 27 juin, ainsi que le 18 septembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 67 Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 590 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 11 et 12 septembre 1990, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques concernant les revendications relatives au partage du marché du camionnage en vrac au Québec, et, à cette fin, a examiné la répartition du camionnage en vrac dans les contrats gouvernementaux, paragouvernementaux et municipaux, le contrôle de l'application de la réglementation, la rentabilité des transporteurs et les perspectives d'avenir dans ce secteur d'activité.

(Document n° 591 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE:

1. Le nom de M. Claude Ryan soit substitué à celui de M. Sam Elkas comme auteur des projets de loi suivants:

- 36 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès;

- 55 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives.
- 2. Le nom de M. Claude Ryan soit substitué à celui de M. Yvon Picotte comme auteur des projets de loi suivants:
  - 30 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives;
  - 39 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
  - 53 Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon;
  - 54 Loi concernant la ville de Schefferville.
- 3. Le nom de M. Raymond Savoie soit substitué à celui de M. Yves Séguin comme auteur du projet de loi suivant:
  - 64 Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale.
- 4. Le nom de M. Normand Cherry soit substitué à celui de M. Yves Séguin comme auteur du projet de loi suivant:
  - 81 Loi modifiant le Code du travail.
- 5. Le nom de M. Yvon Picotte soit substitué à celui de M. Robert Middlemiss comme auteur du projet de loi suivant:
  - 23 Loi modifiant la Loi sur le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et d'autres dispositions législatives.

6. Le nom de M. Yvon Picotte soit substitué à celui de M. Michel Pagé comme auteur des projets de loi suivants:
  - 6 Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives;
  - 34 Loi modifiant la Loi sur le financement agricole.
7. Le nom de M. Lawrence Cannon soit substitué à celui de Mme Liza Frulla-Hébert comme auteur des projets de loi suivants:
  - 37 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;
  - 46 Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications;
  - 62 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives.
8. Le nom de M. Michel Pagé soit substitué à celui de M. Claude Ryan comme auteur du projet de loi suivant:
  - 28 Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis.
9. Le nom de Mme Lise Bacon soit substitué à celui de M. Raymond Savoie comme auteur du projet de loi suivant:
  - 77 Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines.

16 octobre 1990

---

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

---

M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE la motion apparaissant au *Feuilleton et préavis* du 16 octobre 1990, à l'article 48, soit retirée.

La motion est adoptée.

---

M. Cherry, ministre du Travail, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la sixième Semaine de la santé et de la sécurité au travail.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, une discussion s'ensuit après quoi la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

La Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre sa consultation générale portant sur le document intitulé: *Le courtage immobilier*.

---

M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

La Commission de l'aménagement et des équipements tiendra une séance de travail sur le mandat d'examen du Bureau de révision et d'évaluation foncière du Québec et le mandat d'initiative concernant «l'étude de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement».

## **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il sorte de sa torpeur et de son indifférence vis-à-vis des milliers de Québécoises et de Québécois victimes de la récession économique, en prenant immédiatement des mesures budgétaires et économiques énergiques de manière à stimuler l'économie, et à protéger et créer les emplois nécessaires afin de réduire les mises à pied annoncées ou appréhendées dans toutes les régions du Québec.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines, ainsi que les amendements ayant été transmis en vertu de l'article 252 du Règlement.

Un débat s'ensuit.

Au début de son intervention, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, se prévalant du 2<sup>e</sup> alinéa de l'article 195 du Règlement, propose le retrait des amendements transmis en vertu de l'article 252 du Règlement.

La motion de retrait est adoptée.



Le débat se poursuit sur le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que le projet de loi 77, Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 77 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

*Adoption du principe*

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 73, Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 73 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 73 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 52, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 52 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 52 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes.

16 octobre 1990

---

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 41, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances.

Après débat, le rapport est adopté.

---

À 20 h 38, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, soit adopté.

Un débat s'engage.

Au cours du débat, M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose, conformément à l'article 257 du Règlement, que le projet de loi 28 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

17 octobre 1990

---

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 28 est renvoyé en commission plénière.

---

L'amendement est étudié et adopté à la majorité des voix en commission plénière.

---

Le projet de loi, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 28.

Après débat, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté aux affaires courantes de la séance en cours.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives.

---

À 12 h 37, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 15 h 00.

---

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989, de l'Ordre des audioprothésistes du Québec.

(Document n° 592 de la session)

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990, des corporations professionnelles suivantes:

- La Corporation professionnelle des diététistes du Québec;  
(Document n° 593 de la session)
- L'Ordre des arpenteurs-géomètres du Québec;  
(Document n° 594 de la session)
- L'Ordre des ingénieurs du Québec;  
(Document n° 595 de la session)
- La Corporation professionnelle des administrateurs agréés du Québec;  
(Document n° 596 de la session)
- L'Ordre des pharmaciens du Québec;  
(Document n° 597 de la session)
- La Corporation professionnelle des conseillers et conseillères d'orientation du Québec.  
(Document n° 598 de la session)

M. le Président communique et dépose:

La lettre de nomination de M. Jean-Pierre Bélisle, député de la circonscription électorale de Mille-Îles, à la fonction parlementaire de leader adjoint du gouvernement, à compter du 16 octobre 1990.

(Document n° 599 de la session)

---

M. le Président dépose:

Copie d'une entente conclue entre le Conseil du Trésor et le Vérificateur général concernant le nombre de primes de fonction ou de chef d'équipe attribuées au Vérificateur général.

(Document n° 600 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. le Président dépose:

Le compte rendu du Comité directeur de la Commission de l'Assemblée nationale qui, le 6 septembre 1990, s'est réunie afin de combler des postes vacants au sein de la Commission des institutions et de la Commission de la culture. Ont été désignés: M. Benoît Fradet, député de la circonscription électorale de Vimont, membre de la Commission des institutions; et M. Michel Charbonneau, député de la circonscription électorale de Saint-Jean, membre de la Commission de la culture.

Sur la motion de M. Bissonnet, vice-président, ces modifications à la composition de la Commission des institutions et de la Commission de la culture sont adoptées.

*(Document n° 601 de la session)*

#### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.



Votes reportés

M. le Président procède au vote reporté sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Éducation, proposant que le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, soit adopté.

(Vote n° 98)

POUR

Atkinson	Cannon	Hovington	Pelchat
Audet	Cardinal	Johnson	Philibert
Beaudin	Charbonneau	Joly	Picotte
Bégin	Chenail	Kehoe	Poulin
Bélanger	Cherry	Khelfa	Rémillard
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Lafrance	Robic
Bélanger	Côté	Lafrenière	Robillard
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Leclerc	Ryan
Bélisle	Cusano	Lemire	Savoie
Benoit	Dauphin	LeSage	Sirros
Bergeron	Després	Levesque	St-Roch
Blackburn	Dionne	Libman	Thérien
(Roberval)	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bleau	Forget	MacMillan	(Outremont)
Bordeleau	Frulla-Hébert	Messier	Tremblay
Boucher-Bacon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	(Rimouski)
Bourbeau	Gauvin	Pagé	Trépanier
Bradet	Gobé	Paradis	Vallières
Brouillette	Holden	(Brome-Miss.)	Williams
Cameron	Houde	Parent	

CONTRE

Baril	Bourdon	Harel	Paré
Beaulne	Brassard	Jolivet	Parizeau
Blackburn	Carrier-Perreault	Juneau	Perron
(Chicoutimi)	Dufour	Lazure	Trudel
Blais	Dupuis	Léonard	Vermette
Boisclair	Gendron	Marois	
Boulerice	Godin	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 72 Contre: 25

En conséquence, le projet de loi 28, Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis, est adopté.

### **Motions sans préavis**

M. Holden (Westmount) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 73, Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

- La Commission du budget et de l'administration afin de poursuivre la consultation générale portant sur le document intitulé: *Le courtage immobilier*.

---

M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Environnement pour les mois de décembre 1989 à juillet 1990 inclusivement.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement:

17 octobre 1990

---

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail afin d'étudier le mandat d'examen du Bureau de révision et d'évaluation foncière du Québec et le mandat d'initiative portant sur «l'étude de la procédure d'évaluation et d'examen des impacts sur l'environnement».

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'Opposition

M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il sorte de sa torpeur et de son indifférence vis-à-vis des milliers de Québécoises et de Québécois victimes de la récession économique, en prenant immédiatement des mesures budgétaires et économiques énergiques de manière à stimuler l'économie, et à protéger et créer les emplois nécessaires afin de réduire les mises à pied annoncées ou appréhendées dans toutes les régions du Québec.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, la durée de chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.

---

À 18 h 00, M. Bissonnet, vice-président, ajourne les travaux à jeudi, 14 h 00.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Un erratum au rapport annuel 1989-1990 de la Commission québécoise des libérations conditionnelles concernant les remises par centre de détention.

(Document n° 602 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, les 11 et 12 septembre 1990, a tenu des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi suivant:

- 62    Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives.

(Document n° 603 de la session)

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 28 août 1990, a étudié le rapport d'activités 1989-1990 de la Commission d'accès à l'information.

(Document n° 604 de la session)

## Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soient apportées certaines modifications concernant les règles du logement et les mesures imposées aux personnes assistées sociales:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 709 pétitionnaires, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve);  
(Document n° 605 de la session)
- le second, extrait d'une pétition signée par 658 pétitionnaires, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue).  
(Document n° 606 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite chaleureusement  
M. Réjean Ducharme qui s'est vu décerner le premier prix de  
littérature Gilles-Corbeil.

En application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit du consentement de l'Assemblée, après quoi la motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

**18 octobre 1990**

---

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

M. Libman (D'Arcy-McGee) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission du budget et de l'administration afin de terminer sa consultation générale sur le document intitulé: *Le courtage immobilier*.

---

M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Environnement pour les mois de décembre 1989 à juillet 1990 inclusivement;
- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à une consultation générale et à des consultations particulières sur l'opportunité de maintenir en vigueur ou, le cas échéant, de modifier la *Loi sur la fonction publique*.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 26 octobre 1990, Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) s'adressera à M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor,

dans le cadre de l'interpellation portant sur «la relance de l'économie et de l'emploi à Montréal».

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires prioritaires

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose la motion de censure suivante:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral, d'une part, pour ne pas avoir su prévenir le conflit armé qui a éclaté cet été, à Oka, Kanesatake et Kahnawake, en ne donnant aucune suite à la déclaration solennelle de l'Assemblée nationale du 20 mars 1985 sur les droits des communautés autochtones et en tolérant, en pleine connaissance de cause, l'accumulation massive d'armes prohibées sur certains territoires et réserves et, d'autre part, pour avoir complètement failli à ses devoirs les plus fondamentaux au cours de cette crise, soit ceux d'assumer un leadership politique et moral, d'informer, de rassurer et reconforter les milliers de citoyennes et citoyens directement touchés et enfin, de maintenir, tant au Québec qu'à l'extérieur, la crédibilité de l'État québécois et de ses institutions.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole global prévu pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 20 minutes réservées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période totale consacrée à ce débat. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et chacune des interventions ne sera soumise à aucune limite.

Le débat s'ensuit.



18 octobre 1990

---

À 18 h 08, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 h 00.

---

Vingt heures

### Affaires prioritaires

Le débat se poursuit sur la motion de censure présentée par M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

À 21 h 44, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux de l'Assemblée sont ajournés à mardi, 14 h 00.

### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 18 octobre 1990, à 18 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, président de l'Assemblée nationale, de M. Messier (Saint-Hyacinthe), le représentant du Premier ministre, de M. Gendron (Abitibi-Ouest), le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Holden (Westmount) et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

18 octobre 1990

---

- 28 Loi modifiant la Loi sur les élections scolaires et la Loi sur l'instruction publique pour les autochtones cris, inuit et naskapis;
- 77 Loi modifiant la Loi sur les mines et la Loi concernant les droits sur les mines.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

84 Loi modifiant la Loi sur la Société Eeyou de la Baie-James.

La motion est adoptée.

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

85 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 607 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des ingénieurs forestiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 608 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport des vérificateurs et l'état des crédits autorisés et des dépenses du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 609 de la session)

Les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale en date du 17 octobre 1990:

- Décision 380 concernant le Règlement sur certaines règles applicables à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec;
- Décision 389 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 390 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à une fonctionnaire de l'Assemblée nationale;
- Décision 391 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un professionnel de l'Assemblée nationale;
- Décision 392 concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un ouvrier de l'Assemblée nationale;

- Décision 394 concernant le Règlement sur la promotion d'un professionnel à titre de cadre supérieur (630) classe IV.  
(Document n° 610 de la session)

---

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 18 octobre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 73 Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 611 de la session)

---

Mme Bélanger (Mégantic-Compton) dépose:

Deux rapports de la Commission de l'aménagement et des équipements qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 18 septembre 1990:

- 53 Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon - Rapporté sans amendement.  
(Document n° 612 de la session)

Les 18 et 19 septembre 1990:

- 54 Loi concernant la ville de Schefferville - Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 613 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de censure présentée à la séance précédente par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée blâme sévèrement le gouvernement libéral, d'une part, pour ne pas avoir su prévenir le conflit armé qui a éclaté cet été, à Oka, Kanesatake et Kahnawake, en ne donnant aucune suite à la déclaration solennelle de l'Assemblée nationale du 20 mars 1985 sur les droits des communautés autochtones et en tolérant, en pleine connaissance de cause, l'accumulation massive d'armes prohibées sur certains territoires et réserves et, d'autre part, pour avoir complètement failli à ses devoirs les plus fondamentaux au cours de cette crise, soit ceux d'assumer un leadership politique et moral, d'informer, de rassurer et reconforter les milliers de citoyennes et citoyens directement touchés et enfin, de maintenir, tant au Québec qu'à l'extérieur, la crédibilité de l'État québécois et de ses institutions.

(Vote n° 99)

## POUR

Baril	Brassard	Godin	Marois
Beaulne	Cameron	Holden	Morin
Blackburn	Caron	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Juneau	Perron
Blais	Chevrette	Larouche	Trudel
Boisclair	Claveau	Lazure	Vermette
Boulerice	Dufour	Léonard	
Bourdon	Gendron	Libman	

CONTRE

Bacon	Charbonneau	Johnson	Parent
Beaudin	Chenail	Joly	Pelchat
Bélanger	Cherry	Kehoe	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Khelfa	Poulin
Bélanger	Côté	Lafrance	Rémillard
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Lafrenière	Richard
Bélisle	Cusano	Lemieux	Rivard
Benoit	Després	Lemire	Robillard
Bergeron	Doyon	LeSage	Ryan
Blackburn	Dutil	Levesque	Savoie
(Roberval)	Elkas	Loiselle	Sirros
Bleau	Farrah	Maciocia	St-Roch
Bordeleau	Forget	MacMillan	Tremblay
Bourassa	Fradet	Maltais	(Outremont)
Bourbeau	Frulla-Hébert	Marcil	Trépanier
Bradet	Gagnon-Tremblay	Messier	Vallières
Brouillette	Gautrin	Middlemiss	Williams
Camden	Gauvin	Pagé	
Cannon	Gobé	Paradis	
Chagnon	Hamel	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 29 Contre: 71

**Motions sans préavis**

M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite chaleureusement les gagnants et les gagnantes des Félix du douzième Gala de l'ADISQ 1990 et encourage tous les artistes et artisans du monde du spectacle à continuer dans l'expression de leur art.

En application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit du consentement de l'Assemblée.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- La Commission de l'éducation afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 52, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à une consultation générale et à des consultations particulières sur l'opportunité de maintenir en vigueur ou, le cas échéant, de modifier la *Loi sur la fonction publique*.

---

**AFFAIRES DU JOUR**

**Projets de loi du gouvernement**

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée reprend le débat sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.



*Adoption*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 22 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 22 est renvoyé en commission plénière.

---

L'amendement est étudié et adopté en commission plénière.

---

Le projet de loi ainsi amendé est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent au-delà de 18 h 00.

---

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 22, Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

Du consentement unanime pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 73, Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 73, Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 73, Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour, est adopté.

---

À 18 h 18, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés à mercredi, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 40, Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 40 est adopté.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 41, Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 41 est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur le Barreau.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 67, Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et modifiant diverses dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 67 est adopté.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 26, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 26 est adopté.

---

À 12 h 20, M. Lefebvre, vice-président, suspend les travaux jusqu'à 15 h 00.

---

Quinze heures

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. le Président dépose certaines modifications proposées au Règlement de l'Assemblée nationale.

(Document n° 614 de la session)

M. Bissonnet, vice-président, propose:

QUE ces modifications, ci-après énumérées, soient adoptées et qu'elles soient en vigueur du 25 octobre 1990 au 23 juin 1991:

1. L'article 20 du règlement est remplacé par le suivant:

20. Les heures de séance de l'Assemblée sont les suivantes:

1° le mardi, de 14 à 18:30 heures;

2° les mercredi et jeudi, de 10 à 18:30 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures.

L'Assemblée peut également décider sans débat, sur motion sans préavis du leader du gouvernement, de se réunir le lundi de 14 à 18:30 heures.

À la demande du leader du gouvernement adressée au Président de l'Assemblée, une séance peut être prolongée à compter de 20 heures pour permettre l'application des articles 271 ou 278. Le Président en informe l'Assemblée dans les meilleurs délais et la séance est en conséquence suspendue de 18:30 à 20 heures.

2. L'article 21 du règlement est remplacé par le suivant:

21. En juin et décembre, les heures de séance de l'Assemblée sont les suivantes:

- 1° le lundi, de 14 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 18:30 à 20 heures;
- 2° le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi, de 10 heures jusqu'à ce qu'elle décide d'ajourner ses travaux, avec suspension de 12:30 à 14 heures et de 18:30 à 20 heures.

3. Le règlement est modifié en ajoutant, après l'article 21, l'article suivant:

21.1. La suspension de 12:30 à 14 heures, prévue aux articles 20 et 21, a sur l'affaire en cours l'effet d'un ajournement.

4. L'article 52 du règlement est remplacé par le suivant:

52. L'Assemblée procède aux affaires courantes à 14 heures.

5. L'article 54 du règlement est modifié en remplaçant le paragraphe 2° par le suivant:

2° débats d'urgence, ceux-ci étant tenus après les affaires courantes;

6. L'article 91 du règlement est remplacé par le suivant:

91. Si la demande est reçue, elle donne ouverture à un débat restreint sur le sujet proposé; ce débat n'entraîne aucune décision de l'Assemblée. Il n'y a pas de réplique.

7. L'article 92 du règlement est remplacé par le suivant:

92. Si le débat n'est pas terminé au moment fixé pour la levée de la séance, celle-ci est retardée en conséquence. S'il prend fin plus tôt, l'Assemblée poursuit l'étude des affaires du jour.

8. L'article 97 du règlement est modifié en remplaçant le premier alinéa par le suivant:

97. Le mercredi, les débats sur les affaires inscrites par les députés des groupes parlementaires d'opposition ou par les députés indépendants ont lieu immédiatement après les affaires prioritaires, à la partie de la période des affaires du jour se déroulant de 10 à 12:30 heures.

9. L'article 105 du règlement est remplacé par le suivant:

105. Une motion d'ajournement de l'Assemblée ne peut être présentée qu'au cours de la période des affaires du jour suivant la période des affaires courantes, lorsque l'Assemblée n'est saisie d'aucune affaire. Cette motion, présentée par le leader du gouvernement, ne requiert pas de préavis et ne peut être amendée.

10. L'article 111 du règlement est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Toutefois, lorsque la commission plénière a été constituée à la partie de la période des affaires du jour précédant la période des affaires courantes, le président de la commission, à moins qu'un vote ne soit en cours, se lève sans consulter celle-ci et avise le Président de l'Assemblée que la commission n'a pas fini de délibérer. Les travaux de la commission sont alors ajournés.

11. L'article 143 du règlement est remplacé par le suivant:

143. Les heures de séance des commissions sont les suivantes:

- 1° le lundi, de 14 à 18:30 heures;

- 2° le mardi, de 14 à 22 heures, avec suspension de 18:30 à 20 heures;
- 3° le mercredi, de 9:30 à 22 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures et de 18:30 à 20 heures;
- 4° le jeudi, de 9:30 à 18:30 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures;
- 5° le vendredi, de 9:30 à 12:30 heures.

Durant la période de l'étude des crédits budgétaires, les commissions peuvent également siéger le mardi de 9:30 à 12:30 heures.

12. Le règlement est modifié en ajoutant, après l'article 143, l'article suivant:

**143.1.** En juin et décembre, les heures de séance des commissions sont les suivantes:

- 1° le lundi, de 14 à 24 heures, avec suspension de 18:30 à 20 heures;
- 2° le mardi, le mercredi, le jeudi et le vendredi, de 10 à 24 heures, avec suspension de 12:30 à 14 heures et de 18:30 à 20 heures.

13. L'article 307 du règlement est remplacé par le suivant:

**307.** En juin et décembre, le débat sur une motion de censure prend fin à l'heure prévue pour la première suspension qui suit l'ouverture de la séance.

14. L'article 308 du règlement est modifié en remplaçant le deuxième alinéa par le suivant:

Quarante-cinq minutes après la fin de cette période de questions, il doit avoir transmis au Président un avis indiquant le sujet qui doit faire l'objet du débat.

15. L'article 309 du règlement est remplacé par le suivant:



309. Le Président fait part à l'Assemblée, dans les meilleurs délais, des sujets qui feront l'objet d'un débat de fin de séance. Celui-ci a lieu au moment fixé pour la levée de la séance, qui est retardée en conséquence.

La motion est adoptée.

---

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport d'activités de la Société des traversiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 615 de la session)

---

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Copie d'une lettre expédiée le 24 novembre 1989 par le ministre des Affaires internationales, M. John Ciaccia, au ministre de la Sécurité publique d'alors, M. Sam Elkas, concernant une possible intervention policière à Kahnawake.

(Document n° 616 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 26 septembre, 2, 16, 17 et 18 octobre 1990, a procédé à une consultation générale et tenu des auditions publiques sur le document intitulé: *Le courtage immobilier*.

(Document n° 617 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période des questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, dépose les documents suivants:

- le premier, en date du 18 août 1987, concernant les règles établies par la société des «Warriors»;  
(Document n° 618 de la session)
- le second, en date du 22 octobre 1986, provenant de la Police provinciale de l'Ontario et faisant état des difficultés qui opposent les autochtones et le service des douanes canadien.  
(Document n° 619 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. le Président donne les avis suivants:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à une consultation générale et à des consultations particulières sur l'opportunité de maintenir en vigueur ou, le cas échéant, de modifier la *Loi sur la fonction publique*;
- La Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, pour les mois de décembre 1989 à juillet 1990 inclusivement.

24 octobre 1990

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il sorte de sa torpeur et de son indifférence vis-à-vis des milliers de Québécoises et de Québécois victimes de la récession économique, en prenant immédiatement des mesures budgétaires et économiques énergiques de manière à stimuler l'économie, et à protéger et créer les emplois nécessaires afin de réduire les mises à pied annoncées ou appréhendées dans toutes les régions du Québec.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la séance suivante.

---

À 17 h 58, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au jeudi 25 octobre, 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la séance en cours.

---

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

---

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 91 Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 86 Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche.

La motion est adoptée.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 87 Loi sur l'aide au développement des coopératives.

La motion est adoptée.

**Dépôts de documents**

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Fondation de la faune du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 620 de la session)

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Bibliothèque nationale du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 621 de la session)

Le rapport annuel de la Commission des biens culturels du Québec, pour l'exercice terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 622 de la session)

Le rapport annuel de l'Institut québécois du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 623 de la session)

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 624 de la session)

Le rapport annuel de l'Inspecteur général des institutions financières sur les assurances, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 625 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 20 et 21 juin, 21 et 22 août, ainsi que le 5 septembre 1990, a entendu les intéressés et procédé à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 626 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 6 septembre 1990, a entendu les intéressés et procédé à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Baie-Comeau - Rapporté avec un amendement.

(Document n° 627 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 13 septembre 1990, a entendu les intéressés et procédé à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec - Rapporté avec des amendements.

(Document n° 628 de la session)

Le rapport est adopté.

---

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 23 octobre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:



52 Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau-  
Rapporté sans amendement.

(Document n° 629 de la session)

---

Dépôts de pétitions

M. Perron (Duplessis) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 82 pétitionnaires, demandant que les droits acquis des citoyennes et citoyens de Port-Menier soient respectés et que la population soit consultée avant qu'une décision quant au transfert des services éducatifs ne soit prise.

(Document n° 630 de la session)

---

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 66 pétitionnaires, demandant qu'une nouvelle entente de service soit négociée entre la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la Fédération des physiothérapeutes en pratique privée du Québec.

(Document n° 631 de la session)

Questions et réponses orales

Au cours de la période des questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, dépose le document suivant:

Copie d'une lettre, en date du 2 mai 1990, expédiée par le chef régional de l'Assemblée des Premières Nations du Québec et du Labrador, M. Konrad Sioui, au chef de l'Opposition de l'Assemblée nationale, M. Jacques Parizeau, concernant les maisons de jeux de la réserve d'Akwesasne.

(Document n° 632 de la session)

## Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion présentée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée exige du gouvernement libéral qu'il sorte de sa torpeur et de son indifférence vis-à-vis des milliers de Québécoises et de Québécois victimes de la récession économique, en prenant immédiatement des mesures budgétaires et économiques énergiques de manière à stimuler l'économie, et à protéger et créer les emplois nécessaires afin de réduire les mises à pied annoncées ou appréhendées dans toutes les régions du Québec.

(Vote n° 100)

### POUR

Baril	Bourdon	Dufour	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Paré
Blackburn	Caron	Harel	Parizeau
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Juneau	Perron
Blais	Chevrette	Lazure	
Boisclair	Claveau	Léonard	

### CONTRE

Audet	Boucher-Bacon	Forget	Lemieux
Bacon	Bourbeau	Fradet	Lemire
Bégin	Bradet	Frulla-Hébert	LeSage
Bélanger	Brouillette	Gautrin	Levesque
(Laval-des-Rap.)	Camden	Gauvin	Libman
Bélanger	Cameron	Gobé	Loiselle
(Még.-Compton)	Cannon	Holden	MacMillan
Bélisle	Chagnon	Hovington	Maltais
Benoit	Cusano	Johnson	Marcil
Bergeron	Dauphin	Joly	Middlemiss
Blackburn	Després	Kehoe	Pagé
(Roberval)	Doyon	Khelfa	Paradis
Bléau	Dutil	Lafrenière	(Brome-Miss.)
Bordeleau	Farrah	Leclerc	Philibert

25 octobre 1990

---

Picotte	Rivard	Sirros	Tremblay
Poulin	Robic	St-Roch	( <i>Rimouski</i> )
Rémillard	Robillard	Tremblay	Williams
Richard	Ryan	( <i>Outremont</i> )	

#### ABSTENTION

Larouche

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 21 Contre: 65 Abstention: 1

---

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales, soit maintenant adopté.

(Vote n° 101)

#### POUR

Audet	Bordeleau	Dutil	Khelfa
Bacon	Boucher-Bacon	Farrah	Lafrenière
Bégin	Bourbeau	Forget	Larouche
Bélanger	Bradet	Fradet	Leclerc
( <i>Laval-des-Rap.</i> )	Brouillette	Frulla-Hébert	Lemieux
Bélanger	Camden	Gautrin	Lemire
( <i>Még.-Compton</i> )	Cameron	Gauvin	LeSage
Bélisle	Cannon	Gobé	Levesque
Benoit	Chagnon	Holden	Libman
Bergeron	Cusano	Hovington	Loiselle
Blackburn	Dauphin	Johnson	MacMillan
( <i>Roberval</i> )	Després	Joly	Maltais
Bleau	Doyon	Kehoe	Marcil

Middlemiss	Picotte	Robic	Tremblay
Pagé	Poulin	Robillard	(Outremont)
Paradis	Rémillard	Ryan	Tremblay
(Brome-Miss.)	Richard	Sirros	(Rimouski)
Philibert	Rivard	St-Roch	Williams

CONTRE

Baril	Bourdon	Dufour	Morin
Beaulne	Brassard	Gendron	Paré
Blackburn	Caron	Harel	Parizeau
(Chicoutimi)	Carrier-Perreault	Juneau	Perron
Blais	Chevrette	Lazure	
Boisclair	Claveau	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 66 Contre: 21

En conséquence, le principe du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 71 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

**Motions sans préavis**

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE conformément aux articles 104 et 105 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), monsieur Paul-André Comeau, domicilié au 4684, rue Christophe-Colomb, Montréal, Québec, soit nommé membre et président de la Commission d'accès à l'information pour un mandat de cinq ans à compter du 5 novembre 1990;

QUE le salaire annuel de monsieur Paul-André Comeau soit de 95 000 \$ et qu'il soit révisé annuellement par le gou-

vernement selon la politique applicable aux dirigeants d'organismes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1991;

QUE monsieur Paul-André Comeau participe au régime d'assurance collective du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec;

QUE monsieur Paul-André Comeau ne participe pas au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qu'en lieu de sa participation à ce régime, il reçoive une somme équivalente, soit 6,2% de son salaire annuel de base pour la durée du présent contrat. Ce montant sera versé à des périodes et selon des modalités à déterminer avec lui;

QUE monsieur Paul-André Comeau soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives, des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 2 100 \$ conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 1308-80 du 28 avril 1980 et ses modifications subséquentes. Ce montant pourra être ajusté de temps à autre par le gouvernement;

QUE pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Paul-André Comeau soit remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes. De plus, les voyages à l'extérieur du Québec sont régis par la Directive 10 79 du Conseil du trésor et ses modifications subséquentes;

QUE monsieur Paul-André Comeau soit remboursé pour les frais afférents à son déménagement selon la politique applicable aux cadres supérieurs du gouvernement du Québec lors d'un changement de lieu de travail impliquant un changement de domicile et que de la date de son entrée en fonction jusqu'au 4 mai 1991 ou jusqu'à son déménagement, s'il survient au cours de cette période, monsieur Paul-André Comeau reçoive une allocation mensuelle de 800 \$ pour ses frais de transport et de séjour au nouveau lieu de travail; et

QU'à compter de la date de son entrée en fonction, monsieur Paul-André Comeau ait droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'il a été en fonction au cours de l'année financière.

Du consentement de l'Assemblée, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; aux fins de l'application de l'article 104 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, un vote par appel nominal est tenu.

(Vote n° 102)

POUR

Audet	Bourdon	Gobé	Pagé
Bacon	Bradet	Harel	Paradis
Baril	Brassard	Holden	(Brome-Miss.)
Beaulne	Brouillette	Hovington	Paré
Bégin	Camden	Johnson	Parizeau
Bélanger	Cameron	Joly	Philibert
(Laval-des-Rap.)	Cannon	Juneau	Picotte
Bélanger	Caron	Kehoe	Poulin
(Még.-Compton)	Chagnon	Khelfa	Rémillard
Bélisle	Chevrette	Lafrenière	Richard
Benoit	Cusano	Lazure	Rivard
Bergeron	Dauphin	Leclerc	Robic
Bissonnet	Després	Lefebvre	Robillard
Blackburn	Doyon	Lemieux	Ryan
(Chicoutimi)	Dufour	Lemire	Sirros
Blackburn	Dutil	LeSage	St-Roch
(Roberval)	Farrah	Levesque	Tremblay
Blais	Forget	Libman	(Outremont)
Bleau	Fradet	Loiselle	Tremblay
Boisclair	Frulla-Hébert	MacMillan	(Rimouski)
Bordeleau	Gautrin	Maltais	Williams
Boucher-Bacon	Gauvin	Marcil	
Bourbeau	Gendron	Middlemiss	

CONTRE

Larouche

La proposition présentée par M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Bourassa, premier ministre, n'ayant pas été approuvée par au moins les deux tiers des membres de l'Assemblée nationale, la motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 83 Contre: 1

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions afin d'examiner l'opportunité de maintenir ou, le cas échéant, de modifier la date d'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 42 de la *Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux* (1989, chapitre 55).

---

Du consentement pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- La Commission du budget et de l'administration se réunira afin de procéder à une consultation générale et à des consultations particulières sur l'opportunité de maintenir en vigueur ou, le cas échéant, de modifier la *Loi sur la fonction publique*.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 2 novembre 1990, M. Baril (Arthabaska) s'adressera à M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dans le cadre de l'interpellation portant sur les «orientations du gouvernement du Québec en matière agricole».

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

---

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- Le premier, sur une question adressée par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, à Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, concernant une fraude commise à l'UQTR;
- Le deuxième, sur une question adressée par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, à M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, concernant les négociations constitutionnelles impliquant le Québec;
- Le troisième, sur une question adressée par M. Lazure (La Prairie) à M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant les études d'impact sur l'environnement du projet Grande-Baleine.



## Débats de fin de séance

L'Assemblée tient les débats de fin de séance précédemment annoncés:

- Le premier, entre M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, et Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, concernant une fraude commise à l'UQTR;
- Le deuxième, entre M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, et M. Rémillard, ministre délégué aux Affaires intergouvernementales canadiennes, concernant les négociations constitutionnelles impliquant le Québec;
- Le troisième, qui devait avoir lieu entre M. Lazure (La Prairie) et M. Paradis, ministre de l'Environnement, concernant les études d'impact sur l'environnement du projet Grande-Baleine, est annulé à la suite d'une entente intervenue entre le gouvernement et l'Opposition officielle.

---

À 16 h 46, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mardi 30 octobre, 14 h 00.

---

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le 25 octobre 1990, à 12 h 15, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Lefebvre, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Gauvin (Montmagny-L'Islet), le représentant du Premier ministre, de M. Dufour (Jonquière), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 22 Loi modifiant la Loi sur les allocations d'aide aux familles;
- 26 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Transports;

25 octobre 1990

---

- 40    Loi modifiant la Loi sur les audioprothésistes;
- 41    Loi modifiant la Loi sur les opticiens d'ordonnances;
- 67    Loi sur le Conseil métropolitain de transport en commun et  
      modifiant diverses dispositions législatives;
- 73    Loi sur la Société du parc industriel et portuaire de Bécancour.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Les rapports annuels, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990, des conseils de la santé et des services sociaux des régions suivantes: le Bas-Saint-Laurent, la Gaspésie et les Îles-de-la-Madeleine; le Saguenay--Lac-Saint-Jean, Québec, Trois-Rivières, l'Estrie, Montréal métropolitain, Lanaudière et les Laurentides, la Montérégie, l'Outaouais, l'Abitibi-Témiscamingue et la Côte-Nord.

(Document n° 633 de la session)

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de classement émis par la Commission des biens culturels du Québec concernant la maison Lampron de Yamachiche.

(Document n° 634 de la session)

---

M. le Président dépose:

Les diagrammes de l'Assemblée nationale, en date des 16 et 30 octobre 1990.

(Document n° 635 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Bourassa, premier ministre, propose:

QUE conformément aux articles 104 et 105 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels* (L.R.Q., c. A-2.1), monsieur Paul-André Comeau, domicilié au 4684, rue Christophe-Colomb, Montréal, Québec, soit nommé membre et président de la Commission d'accès à l'information pour un mandat de cinq ans à compter du 5 novembre 1990;

QUE le salaire annuel de monsieur Paul-André Comeau soit de 95 000 \$ et qu'il soit révisé annuellement par le gouvernement selon la politique applicable aux dirigeants d'organismes à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1991;

QUE monsieur Paul-André Comeau participe au régime d'assurance collective du personnel d'encadrement des secteurs public et parapublic du Québec;

QUE monsieur Paul-André Comeau ne participe pas au régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics et qu'en lieu de sa participation à ce régime, il reçoive une somme équivalente, soit 6,2% de son salaire annuel de base pour la durée du présent contrat. Ce montant sera versé à des périodes et selon des modalités à déterminer avec lui;

QUE monsieur Paul-André Comeau soit remboursé, sur présentation de pièces justificatives, des dépenses occasionnées par l'exercice de ses fonctions jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 2 100 \$ conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 1308-80 du 28 avril 1980 et ses modifications subséquentes. Ce montant pourra être ajusté de temps à autre

par le gouvernement;

QUE pour les frais de voyage et de séjour occasionnés par l'exercice de ses fonctions, monsieur Paul-André Comeau soit remboursé conformément aux règles applicables aux dirigeants d'organismes et arrêtées par le gouvernement par le décret 2500-83 du 30 novembre 1983 et ses modifications subséquentes. De plus, les voyages à l'extérieur du Québec sont régis par la Directive 10-79 du Conseil du trésor et ses modifications subséquentes;

QUE monsieur Paul-André Comeau soit remboursé pour les frais afférents à son déménagement selon la politique applicable aux cadres supérieurs du gouvernement du Québec lors d'un changement de lieu de travail impliquant un changement de domicile et que de la date de son entrée en fonction jusqu'au 4 mai 1991 ou jusqu'à son déménagement, s'il survient au cours de cette période, monsieur Paul-André Comeau reçoive une allocation mensuelle de 800 \$ pour ses frais de transport et de séjour au nouveau lieu de travail; et

QU'à compter de la date de son entrée en fonction, monsieur Paul-André Comeau ait droit à des vacances annuelles payées de vingt-cinq jours ouvrables, le nombre de jours étant calculé en proportion du temps qu'il a été en fonction au cours de l'année financière.

La motion est mise aux voix et, aux fins de l'application de l'article 104 de la *Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels*, un vote par appel nominal est tenu.

(Vote n° 103)

POUR

Atkinson	Benoit	Boisclair	Brouillette
Audet	Bergeron	Bordeleau	Camden
Bacon	Bissonnet	Boucher-Bacon	Cameron
Baril	Blackburn	Bourassa	Cardinal
Bégin	(Chicoutimi)	Bourbeau	Caron
Bélanger	Blackburn	Bourdon	Carrier-Perreault
(Még.-Compton)	(Roberval)	Bradet	Chagnon
Bélisle	Bleau	Brassard	Charbonneau

Chenail	Gagnon-Tremblay	Lemire	Philibert
Cherry	Gautrin	Léonard	Picotte
Chevrette	Gauvin	LeSage	Poulin
Ciaccia	Gendron	Levesque	Richard
Côté	Gobé	Libman	Rivard
(Charlesbourg)	Godin	Loiselle	Robic
Côté	Hamel	Maciocia	Ryan
(Riv.-du-Loup)	Holden	MacMillan	St-Roch
Cusano	Houde	Marcil	Savoie
Dauphin	Hovington	Marois	Sirros
Després	Johnson	Messier	Thérien
Dionne	Jolivet	Middlemiss	Tremblay
Doyon	Joly	Morin	(Rimouski)
Dufour	Juneau	Pagé	Trépanier
Dupuis	Kehoe	Paradis	Trudel
Dutil	Khelfa	(Brome-Miss.)	Vallerand
Elkas	Lafrance	Paradis	Vallières
Farrah	Lafrenière	(Matapédia)	Vermette
Forget	Lazure	Paré	Williams
Fradet	Lefebvre	Parizeau	
Frulla-Hébert	Lemieux	Pelchat	

## CONTRE

Larouche

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 106 Contre: 1

---

M. Cherry, ministre délégué aux Communautés culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale entérine la création d'une semaine thématique annuelle appelée «Semaine interculturelle nationale» et proclame la semaine du 5 au 12 avril 1991 Semaine interculturelle nationale.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Libman (D'Arcy-McGee) propose:

QUE le mot «nationale», dans «Semaine interculturelle nationale», soit remplacé par le mot «québécoise».

Après une suspension de la séance, le débat se poursuit sur l'amendement proposé par M. Libman (D'Arcy-McGee).

Le débat terminé, l'amendement est rejeté.

Le débat reprend sur la motion principale.

Le débat terminé, la motion principale est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- La Commission des institutions, afin de terminer l'examen de l'opportunité de maintenir ou, le cas échéant, de modifier la date d'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 42 de la *Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux* (1989, chapitre 55).

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, sur les livres, périodiques et imprimés et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS.

M. Pagé, leader du gouvernement, soulève l'irrecevabilité de cette motion de M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques).

Après avoir entendu quelques interventions sur cette question, M. le Président prend le tout en délibéré.

---

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- L'un, sur une question adressée par M. Chevette, leader de l'Opposition, à M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, au sujet d'un pont aérien à Kahnawake pendant la crise autochtone;
  - Un autre, sur une question adressée par Mme Blackburn (Chicoutimi) à M. Pagé, ministre de l'Éducation, sur le droit à l'enseignement en anglais et les dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés;
  - Un troisième, sur une question adressée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) à M. Cherry, ministre du Travail, au sujet de la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la sécurité sur les chantiers de construction.
- 

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

---



Avant que le débat ne s'engage, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 188 et 239(2) du Règlement et sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit tenu de 16 h 00 à 18 h 30 au cours de la présente séance et qu'à cette fin le temps de parole total soit ainsi réparti: 50 minutes allouées au groupe parlementaire ministériel, 60 minutes au groupe de l'Opposition officielle, 15 minutes au député de Westmount, 10 minutes au député de Notre-Dame-de-Grâce et 10 minutes au député de Jacques-Cartier, une réplique de 5 minutes étant accordée à l'auteur de la motion.

---

Un débat s'ensuit sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 91 soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la prochaine période des affaires courantes.

#### **Débats de fin de séance**

L'Assemblée tient les débats de fin de séance précédemment annoncés:

- Le premier, entre Mme Blackburn (Chicoutimi) et M. Pagé, ministre de l'Éducation, sur le droit à l'enseignement en anglais et les dispositions de la Charte canadienne des droits et libertés;
- Le deuxième, entre M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, et M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, concernant un pont aérien à Kahnawake pendant la crise autochtone;

- Le troisième, entre M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et M. Cherry, ministre du Travail, concernant la Commission de la santé et de la sécurité du travail et la sécurité sur les chantiers de construction.

---

M. le Président rend la décision suivante sur la question soulevée par M. Pagé, leader du gouvernement, concernant la recevabilité de la motion de M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) présentée aux affaires inscrites par les députés de l'opposition:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion du député de Sainte-Marie--Saint-Jacques est recevable pour les motifs suivants: Elle est régulière quant à sa forme. De plus, elle est conforme à l'article 192 du Règlement, puisqu'elle exprime un souhait qui garde intacte la prérogative constitutionnelle du gouvernement à l'égard des matières financières.

---

À 18 h 54, M. le Président lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au mercredi 31 octobre, à 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) propose:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, sur les livres, périodiques et imprimés et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS.

Avant que le débat ne s'engage, M. le Président informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 60 minutes chacune.

Un débat s'ensuit sur la motion de M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques).

---

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise des transports, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1988.

(Document n° 636 de la session)

---

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la science et de la technologie, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 637 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Vallerand, ministre du Tourisme, à la question écrite de M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce) concernant la part du budget que réserve le ministère du Tourisme à la publicité et, d'autre part, celle qu'il consacre aux réseaux médiatiques francophones (écrits, télévisés et radiophoniques) comparativement aux mêmes réseaux médiatiques anglophones. Question n° 22, *Feuilleton et préavis* du 31 octobre 1990.

(Document n° 638 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 28 août, 4 septembre et 18 octobre 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère des Affaires municipales pour les mois de janvier à mai 1990, du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour les mois d'octobre 1989 à mai 1990 et du ministère de l'Environnement pour les mois de décembre 1989 à juillet 1990.

(Document n° 639 de la session)

### Dépôts de pétitions

Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 503 pétitionnaires, demandant que le projet de loi créant un conseil québécois des toxicomanies soit adopté.

(Document n° 640 de la session)

---

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que certaines modifications soient apportées concernant les règles du logement et les mesures imposées aux personnes assistées sociales:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 857 pétitionnaires, par Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve);

(Document n° 641 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 780 pétitionnaires, par Mme Marois (Taillon);

(Document n° 642 de la session)

---

M. Thérien (Rousseau) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 5123 pétitionnaires, concernant l'utilisation de l'arbalète comme arme de chasse.

(Document n° 643 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période des questions, M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, à la demande de M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, dépose:

- Un communiqué de presse émis le 3 septembre 1990 par le quartier général de la force mobile de Saint-Hubert et signé par le lieutenant-colonel P.W.M. Wilson concernant les atterrissages et décollages d'aéronefs légers à Kahnawake, le 28 août 1990.

(Document n° 644 de la session)

- Un communiqué de presse émis le 7 septembre 1990 par le bureau d'information du ministère de la Défense nationale concernant les présumés atterrissages et décollages d'aéronefs légers à Kahnawake, le 28 août 1990.

(Document n° 645 de la session)

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit maintenant adopté.

(Vote n° 104)

POUR

Audet	Ciaccia	Joly	Philibert
Bacon	Côté	Kehoe	Picotte
Bégin	(Charlesbourg)	Khelfa	Rémillard
Bélisle	Côté	Lafrance	Richard
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Rivard
Bergeron	Cusano	Leclerc	Robic
Blackburn	Dauphin	Lemieux	Robillard
(Roberval)	Després	Lemire	Ryan
Bleau	Dutil	LeSage	Savoie
Bordeleau	Elkas	Levesque	Sirros
Boucher-Bacon	Farrah	Loiselle	St-Roch
Bourassa	Forget	Maciocia	Thérien
Bourbeau	Fradet	MacMillan	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	Maltais	(Rimouski)
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Marcil	Trépanier
Camden	Gautrin	Messier	Vallerand
Cannon	Gauvin	Middlemiss	Vallières
Cardinal	Gobé	Pagé	Williams
Chagnon	Hamel	Paradis	
Charbonneau	Houde	(Matapédia)	
Chenail	Hovington	Parent	
Cherry	Johnson	Pelchat	

CONTRE

Atkinson	Cameron	Godin	Morin
Baril	Caron	Harel	Paré
Blackburn	Carrier-Perreault	Holden	Parizeau
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Perron
Blais	Claveau	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	
Bourdon	Garon	Libman	
Brassard	Gendron	Marois	

ABSTENTION

Larouche

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 79 Contre: 32 Abstention: 1

En conséquence, le principe du projet de loi 91 est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 91 est renvoyé en commission plénière pour étude détaillée.

### **Motions sans préavis**

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite chaleureusement les  
récipiendaires des Prix du Québec décernés le 30 octobre 1990  
par le gouvernement du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Cameron (Jacques-Cartier) présente une motion qui ne peut être débattue  
faute de consentement.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 256 du Règlement et  
sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il ordonné:



QUE, le mercredi 31 octobre 1990, après les affaires courantes jusqu'à 18 h 30, le projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit étudié en détail en commission plénière;

QUE, le jeudi 1<sup>er</sup> novembre 1990, de 10 h 00 à 12 h 30, l'Assemblée tienna le débat sur l'adoption du projet de loi 91 selon la répartition du temps de parole suivante: une réplique de 5 minutes réservée à l'auteur du projet de loi 91 et 50 minutes accordées à l'ensemble des députés indépendants, dont 15 minutes au député de D'Arcy-McGee, 10 minutes au député de Notre-Dame-de-Grâce, 10 minutes au député de Jacques-Cartier et 15 minutes au député d'Anjou, le reste du temps étant également partagé entre les deux groupes parlementaires; que le vote sur l'adoption du projet de loi 91 soit fait par appel nominal et qu'il soit reporté à la période des affaires courantes de la même séance.

---

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière pour l'étude détaillée du projet de loi 91.

*Étude détaillée en commission plénière*

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

Au cours du débat, avec la permission de M. Lefebvre, président de la commission plénière, M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

- Copie d'une lettre, en date du 5 septembre 1990, adressée au premier ministre du Québec, M. Robert Bourassa, par M. Konrad H. Sioui, chef régional de l'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador,

31 octobre 1990

---

demandant que les autochtones du Québec soient officiellement représentés à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

(Document n° 646 de la session)

Le projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, est amendé et adopté à la majorité des voix par la commission plénière.

---

Le projet de loi 91 est ensuite rapporté à l'Assemblée qui adopte à la majorité des voix le rapport de la commission plénière.

---

À 18 h 29, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au jeudi 1<sup>er</sup> novembre, à 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

Conformément à l'ordre adopté à la séance précédente, l'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, proposant que le projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit adopté.

Le débat terminé, le vote par appel nominal est reporté à la période des affaires courantes de la séance en cours, en application de l'ordre de l'Assemblée précédemment mentionné.

---

À 12 h 19, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

---

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

92 Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

La motion est adoptée.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

88 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

La motion est adoptée.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

93 Loi modifiant la Loi sur le recours collectif.

La motion est adoptée.

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

95 Loi abrogeant la Loi sur les timbres et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'aide aux recours collectifs, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 647 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des psychologues du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 648 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des technologues des sciences appliquées du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 649 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, le 30 octobre 1990, a examiné l'opportunité de maintenir ou, le cas échéant, de modifier la date

d'expiration du délai prévu au premier alinéa de l'article 42 de la *Loi modifiant le Code civil du Québec et d'autres dispositions législatives afin de favoriser l'égalité économique des époux* (1989, chapitre 55).

(Document n° 650 de la session)

## Dépôts de pétitions

M. Lafrance (Iberville) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 2375 pétitionnaires, concernant la gestion des déchets et l'exploitation de tout nouveau lieu d'enfouissement sanitaire, notamment à la carrière Désourdy de Carignan.

(Document n° 651 de la session)

---

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que certaines modifications soient apportées aux règles du logement et aux mesures imposées aux personnes assistées sociales:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 747 pétitionnaires, par Mme Caron (Terrebonne);

(Document n° 652 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 758 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford).

(Document n° 653 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, proposant que le projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, soit adopté.

(Vote n° 105)

### POUR

Audet	Charbonneau	Hovington	Pelchat
Bacon	Chenail	Joly	Picotte
Bégin	Cherry	Kehoe	Poulin
Bélanger	Ciaccia	Khelfa	Rémillard
( <i>Még.-Compton</i> )	Côté	Lafrance	Richard
Bélisle	( <i>Charlesbourg</i> )	Lafrenière	Rivard
Benoit	Côté	Leclerc	Robic
Bergeron	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lemieux	Robillard
Blackburn	Cusano	Lemire	Ryan
( <i>Roberval</i> )	Dauphin	LeSage	Savoie
Bleau	Després	Levesque	Sirros
Bordeleau	Dionne	Loiselle	St-Roch
Boucher-Bacon	Doyon	Maciocia	Thérien
Bourassa	Dutil	MacMillan	Tremblay
Bourbeau	Elkas	Maltais	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Forget	Marcil	Trépanier
Brouillette	Fradet	Messier	Vallerand
Camden	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallières
Cannon	Gautrin	Pagé	Williams
Cardinal	Gobé	Paradis	
Chagnon	Hamel	( <i>Brome-Miss.</i> )	

### CONTRE

Baril	Blais	Brassard	Claveau
Beaulne	Boisclair	Cameron	Dufour
Blackburn	Boulerice	Caron	Dupuis
( <i>Chicoutimi</i> )	Bourdon	Chevrette	Garon

1<sup>er</sup> novembre 1990

---

Gendron  
Harel  
Holden  
Jolivet

Juneau  
Lazure  
Léonard  
Libman

Marois  
Morin  
Paré  
Parizeau

Perron  
Trudel

#### ABSTENTION

Larouche

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 76 Contre: 29 Abstention: 1

En conséquence, le projet de loi 91, Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec, est adopté.

#### Motions sans préavis

M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, propose:

QUE cette Assemblée condamne les actes violents et racistes portés contre des membres de la communauté juive hassidique d'Outremont, le vendredi soir 26 octobre 1990, et qu'elle réitère avec force et conviction son opposition au racisme sous toutes ses formes.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Mme Blackburn (Chicoutimi) propose:

QUE l'Assemblée nationale adresse des félicitations aux récipiendaires, pour l'année 1990, de l'Ordre des francophones d'Amérique et du prix 3-juillet-1608 décerné par le Conseil de la langue française.



1<sup>er</sup> novembre 1990

---

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 9 novembre 1990, M. Godin (Mercier) s'adressera à Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dans le cadre de l'interpellation portant sur les «politiques gouvernementales en matière d'immigration».

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption*

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que le projet de loi 72 soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'amendements qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 72 est renvoyé en commission plénière.

Les amendements proposés par M. Rémillard, ministre de la Justice, au projet de loi 72 sont étudiés et adoptés en commission plénière.

---

Le projet de loi ainsi amendé est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 72, Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec, est adopté.

---

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- Le premier, sur une question adressée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, à M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, concernant le pont aérien à Kahnawake;
- Le deuxième, sur une question adressée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) à M. Cherry, ministre du Travail, concernant les délais à la Commission de la santé et de la sécurité du travail;
- Le troisième, sur une question adressée par Mme Juneau (Johnson) à M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, concernant les politiques gouvernementales en matière de ski.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 54, Loi concernant la ville de Schefferville.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 54, Loi concernant la ville de Schefferville, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 54, Loi concernant la ville de Schefferville, est adopté.

**Débats de fin de séance**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient les débats de fin de séance précédemment annoncés:

- Le premier, entre M. Chevrette, leader de l'Opposition officielle, et M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, concernant le pont aérien à Kahnawake;
- Le deuxième, entre M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et M. Cherry, ministre du Travail, sur les délais à la Commission de la santé et de la sécurité du travail;
- Le troisième, entre Mme Juneau (Johnson) et M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, sur les politiques gouvernementales en matière de ski.

1<sup>er</sup> novembre 1990

---

À 17 h 24, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au mardi 6 novembre, à 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

94 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de pétitions

Mme Juneau (Johnson) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 734 pétitionnaires, demandant que certaines modifications soient apportées aux règles du logement et aux mesures imposées aux personnes assistées sociales.

(Document n° 654 de la session)

---

M. Dufour (Jonquière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 61 pétitionnaires, concernant les frais d'hébergement en centre d'accueil.

(Document n° 655 de la session)

M. Godin (Mercier) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 58 pétitionnaires, concernant les services offerts par la garderie Centre Saint-Louis.

(Document n° 656 de la session)

---

Mme Marois (Taillon) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 503 pétitionnaires, demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies.

(Document n° 657 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite tous ceux et celles qui ont été élus au sein des différents conseils municipaux, lors des élections du dimanche 4 novembre 1990, et remercie les candidats qui se sont présentés, de même que les personnes qui se sont retirées après plusieurs années de service auprès de leurs concitoyens.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 64, Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 64 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 64 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 64, Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 52, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur le Barreau, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

---

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Claveau (Ungava) à M. Elkas, ministre des Transports, concernant la route du Nord;
- le second, sur une question adressée par M. Perron (Duplessis) à M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, concernant un bingo organisé par les Montagnais à Pointe-Bleue.

---

À 16 h 04, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance à loisir.

---

À 16 h 41, l'Assemblée reprend ses travaux.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 100 du Règlement, il est convenu de suspendre le débat sur la motion portant adoption du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur le Barreau.



*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 52, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 52, Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau, est adopté.

---

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur le Barreau.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 57, Loi modifiant la Loi sur le Barreau, est adopté.

---

À 17 h 00, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 18 h 30.

**Débats de fin de séance**

À 18 h 30, l'Assemblée tient les débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre M. Claveau (Ungava) et M. Elkas, ministre des Transports, au sujet de la route du Nord;

6 novembre 1990

---

- le second, entre M. Perron (Duplessis) et M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, au sujet d'un bingo organisé par les Montagnais à Pointe-Bleue.

---

À 18 h 55, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux de l'Assemblée sont ajournés au mercredi 7 novembre, à 11 h 00.

---

#### SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 2 novembre 1990, à 9 h 40, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), la représentante du Président de l'Assemblée nationale, de M. Camden (Lotbinière), le représentant du Premier ministre, de M. Baril (Arthabaska), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à l'honorable Administrateur du Québec de sanctionner les projets de loi suivants:

- 54 Loi concernant la ville de Schefferville;
- 72 Loi modifiant la Loi sur les tribunaux judiciaires concernant les régimes de retraite des juges de la Cour du Québec;
- 91 Loi modifiant la Loi instituant la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, sur les livres, périodiques et imprimés et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS.

À la fin de son intervention, M. Messier (Saint-Hyacinthe) propose l'amendement suivant:

QUE la motion en discussion soit amendée:

a) en remplaçant, dans la première ligne, le mot «demande» par le mot «recommande»;

b) en remplaçant, dans la deuxième et la troisième ligne, les mots et les virgules (,) «retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, sur les livres,» par les mots et la virgule (,) «réexaminer l'opportunité d'assujettir à la taxe de vente du Québec les livres, de même que les»;

c) en ajoutant, dans la quatrième ligne, après le mot «imprimés» les mots «à caractère pédagogique et culturel».

La motion amendée se lirait comme suit:

QUE cette Assemblée recommande au gouvernement du Québec de réexaminer l'opportunité d'assujettir à la taxe de

vente du Québec les livres, de même que les périodiques et imprimés à caractère pédagogique et culturel et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS.

Après avoir entendu quelques interventions sur la recevabilité de cet amendement, M. Lefebvre, vice-président, prend la question en délibéré.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques).

---

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et rend la décision suivante sur la recevabilité de l'amendement proposé par M. Messier (Saint-Hyacinthe):

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion est recevable pour les motifs suivants: le réexamen proposé dans cette motion d'amendement pourrait se solder par la conclusion recherchée dans la motion principale. En outre, l'amendement ouvre des avenues et pourrait permettre à un plus grand nombre de parlementaires de se rallier à la motion originale. Elle ne nie donc pas la motion présentée par M. le député de Sainte-Marie--Saint-Jacques.

---

Le débat se poursuit sur l'amendement et sur la motion principale.

Le débat terminé, l'amendement proposé par M. Messier (Saint-Hyacinthe) est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé sur l'amendement et sur la motion principale.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote sur la motion d'amendement et celui sur la motion principale sont reportés à la période des affaires courantes.

---

À 12 h 31, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation et au Développement régional, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

96 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission de protection du territoire agricole du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 658 de la session)

---

M. le Président dépose les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale en date du 1<sup>er</sup> novembre 1990:

- la décision 397 concernant le Règlement sur la gestion financière de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec;

- la décision 399 concernant le Règlement modifiant le Règlement sur certaines règles applicables à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec.

(Document n° 659 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 579 pétitionnaires, par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle;

(Document n° 660 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 516 pétitionnaires, par M. Léonard (Labelle).

(Document n° 661 de la session)

---

M. Dufour (Jonquière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 176 pétitionnaires, concernant les frais d'hébergement en centre d'accueil.

(Document n° 662 de la session)

---

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que certaines modifications soient apportées aux règles du logement et aux mesures imposées aux personnes assistées sociales:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 759 pétitionnaires, par M. Jolivet (Laviolette);

(Document n° 663 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 836 pétitionnaires, par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles).

(Document n° 664 de la session)

---

Mme Vermette (Marie-Victorin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 509 pétitionnaires, demandant que soit adopté le projet de loi créant un conseil québécois des toxicomanies.

(Document n° 665 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

M. Bissonnet, vice-président, soumet à l'Assemblée la motion présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques), lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, de même que la motion d'amendement présentée par M. Messier (Saint-Hyacinthe), la motion présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) se lisant ainsi:

QUE cette Assemblée demande au gouvernement du Québec de retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, sur les livres, périodiques et imprimés et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS.

---

L'Assemblée procède en premier lieu au vote sur la motion d'amendement présentée par M. Messier (Saint-Hyacinthe). Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

a) en remplaçant, dans la première ligne, le mot «demande» par le mot «recommande»;

b) en remplaçant, dans la deuxième et la troisième ligne, les mots et les virgules (,) «retirer la nouvelle taxe de vente qu'il a l'intention de prélever, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1991, sur les livres,» par les mots et la virgule (,) «réexaminer l'opportunité d'assujettir à la taxe de vente du Québec les livres, de même que les»;

c) en ajoutant, dans la quatrième ligne, après le mot «imprimés» les mots «à caractère pédagogique et culturel».

(Vote n° 106)

POUR

Bacon	Cherry	Joly	Pelchat
Beaudin	Côté	Kehoe	Philibert
Bégin	(Charlesbourg)	Khelfa	Picotte
Bélanger	Côté	Lafrance	Poulin
(Laval-des-Rap.)	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Rémillard
Bélanger	Cusano	Leclerc	Richard
(Még.-Compton)	Dauphin	Lemire	Robic
Bélisle	Després	LeSage	Robillard
Benoît	Dionne	Levesque	Ryan
Bergeron	Doyon	Loiselle	Savoie
Bleau	Dutil	Maciocia	Sirros
Bordeleau	Farrah	MacMillan	St-Roch
Boucher-Bacon	Forget	Maltais	Thérien
Bourassa	Fradet	Marcil	Tremblay
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Bradet	Gautrin	Middlemiss	Trépanier
Brouillette	Gauvin	Pagé	Vallerand
Camden	Gobé	Paradis	Vallières
Cardinal	Hamel	(Brome-Miss.)	Williams
Chagnon	Houde	Paradis	
Charbonneau	Hovington	(Matapédia)	
Chenail	Johnson	Parent	



CONTRE

Atkinson	Brassard	Godin	Morin
Baril	Cameron	Harel	Paré
Beaulne	Caron	Jolivet	Parizeau
Blackburn	Carrier-Perreault	Juneau	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Larouche	Trudel
Blais	Claveau	Lazure	Vermette
Boisclair	Dufour	Léonard	
Boulerice	Dupuis	Libman	
Bourdon	Gendron	Marois	

La motion d'amendement est adoptée par le vote suivant:

Pour: 78 Contre: 32

---

M. Bissonnet, vice-président, met ensuite aux voix la motion présentée par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques), telle qu'elle a été amendée par la motion de M. Messier (Saint-Hyacinthe). Cette motion amendée se lit comme suit:

QUE cette Assemblée recommande au gouvernement du Québec de réexaminer l'opportunité d'assujettir à la taxe de vente du Québec les livres, de même que les périodiques et imprimés à caractère pédagogique et culturel et d'intervenir vigoureusement auprès du gouvernement fédéral afin qu'il fasse de même dans le cadre de l'application de la nouvelle TPS.

(Vote n° 107)

POUR

Bacon	Bélisle	Bourbeau	Chenail
Beaudin	Benoit	Bradet	Cherry
Bégin	Bergeron	Brouillette	Côté
Bélanger	Bleau	Camden	(Charlesbourg)
(Laval-des-Rap.)	Bordeleau	Cardinal	Côté
Bélanger	Boucher-Bacon	Chagnon	(Riv.-du-Loup)
(Még.-Compton)	Bourassa	Charbonneau	Cusano

Dauphin	Johnson	Messier	Robillard
Després	Joly	Middlemiss	Ryan
Dionne	Kehoe	Pagé	Savoie
Doyon	Khelfa	Paradis	Sirros
Dutil	Lafrance	(Brome-Miss.)	St-Roch
Farrah	Lafrenière	Paradis	Thérien
Forget	Leclerc	(Matapédia)	Tremblay
Fradet	Lemire	Parent	(Rimouski)
Gagnon-Tremblay	LeSage	Pelchat	Trépanier
Gautrin	Levesque	Philibert	Vallerand
Gauvin	Loiselle	Picotte	Vallières
Gobé	Maciocia	Poulin	Williams
Hamel	MacMillan	Rémillard	
Houde	Maltais	Richard	
Hovington	Marcil	Robic	

#### ABSTENTION

Larouche

La motion amendée est adoptée par le vote suivant:

Pour: 78 Contre: 0 Abstention: 1

---

Des députés présents ayant refusé de participer au vote, y compris au moment d'exprimer leur abstention, M. Pagé, leader du gouvernement, soulève une question de règlement relative à l'obligation de voter qu'aurait tout député présent lors d'un vote.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Un extrait (l'article 302) du *Règlement annoté de l'Assemblée législative*, de Louis-Philippe Geoffrion.

(Document n° 666 de la session)

M. Bissonnet, vice-président, entend quelques remarques sur ce rappel au règlement du leader du gouvernement, puis prend l'affaire en délibéré.

---

### Motions sans préavis

M. Ryan, ministre des Affaires municipales et ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE cette Assemblée souligne la lourde perte qu'entraîne pour la société québécoise le décès de l'abbé Gérard Dion, dont le rôle dans l'évolution sociale et politique du Québec fut déterminant, et exprime ses sincères condoléances à la famille.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose:

QUE cette Assemblée souligne la Semaine de la prévention du crime.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143 du Règlement, M. Bissonnet, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission des institutions se réunira en séance de travail afin de déterminer les dates d'auditions publiques dans le cadre de l'examen du mandat, des orientations, des activités et de la gestion du Protecteur du citoyen.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 6, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 6, Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives, est adopté.

---

À 16 h 52, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 8 novembre, à 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 83 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Bourassa, premier ministre, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Conseil exécutif, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 667 de la session)

---

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut de tourisme et d'hôtellerie du Québec, pour l'exercice financier terminé le 30 juin 1990.

(Document n° 668 de la session)

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Copie d'une lettre expédiée le 5 septembre 1990 par M. Sam Elkas, ministre de la Sécurité publique agissant alors à titre de Procureur général, au lieutenant-général J.G.D. de Chastelain, chef d'état-major de la Défense nationale, demandant que les Forces canadiennes poursuivent leur intervention à Oka et à Kahnawake, accompagnée de deux réquisitions du Procureur général de la province datées des 11 juillet et 6 août 1990.

(Document n° 669 de la session)

Copie d'une lettre expédiée le 19 octobre 1990 par M. Claude Ryan, ministre de la Sécurité publique agissant à titre de Procureur général, à M. Gerry Weiner, Secrétaire d'État et ministre d'État (multiculturalisme et citoyenneté), par laquelle il lui transmet le «Rapport sur les circonstances ayant entraîné la réquisition des Forces armées canadiennes pour venir en aide au pouvoir civil».

(Document n° 670 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 513 pétitionnaires, par M. Beaulne (Bertrand);

(Document n° 671 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 501 pétitionnaires, par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle.

(Document n° 672 de la session)

---

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soient apportées certaines modifications aux règles du logement et aux mesures imposées aux personnes assistées sociales:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 763 pétitionnaires, par Mme Dupuis (Verchères);  
(Document n° 673 de la session)
- le second, extrait d'une pétition signée par 748 pétitionnaires, par M. Beaulne (Bertrand).  
(Document n° 674 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

M. Lafrance (Iberville) propose:

QUE l'Assemblée nationale, à l'occasion du jour du Souvenir, rende hommage à tous ceux et celles qui ont donné leur vie pour l'avènement d'un monde de paix et de liberté et réaffirme la volonté des Québécoises et des Québécois de poursuivre cet idéal ainsi que leur attachement à la promotion et au respect des droits humains.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, au nom de M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose:

QUE M. François Beaulne, député de la circonscription électorale de Bertrand, soit membre de la Commission des

institutions, en remplacement de M. Yves Blais, député de la circonscription électorale de Masson, et que ce dernier soit membre de la Commission de la culture, en remplacement de M. André Boisclair, député de la circonscription électorale de Gouin.

La motion est adoptée.

---

M. Williams (Nelligan) propose:

QU'à la suite du décès de M. Hugh MacLennan, l'Assemblée nationale rende hommage à cet écrivain canadien, bien connu pour son roman *Deux solitudes*.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 16 novembre 1990, M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) s'adressera à M. Cherry, ministre du Travail, dans le cadre de l'interpellation portant sur la «santé et la sécurité au travail».

---

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, du consentement unanime pour déroger à l'article 298 du Règlement, l'interpellation prévue pour le vendredi 9 novembre 1990, au cours de laquelle M. Godin (Mercier) s'adressera à Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration,



sur les «politiques gouvernementales en matière d'immigration», aura lieu de 9 h 00 à 11 h 00.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 36, Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès, est adopté.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, ainsi que l'amendement proposé par M. Dufour (Jonquière).

Un débat s'ensuit.

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Léonard (Labelle) à M. Levesque, ministre des Finances, relative à l'application de la taxe sur les livres et imprimés.

---

Le débat se poursuit sur le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 30.

Le débat terminé, l'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, ainsi que l'amendement proposé par M. Dufour (Jonquière).

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, l'amendement est rejeté.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 53, Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

## Projets de loi d'intérêt privé

### *Adoption du principe*

M. Maltais (Saguenay) propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Baie-Comeau.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Baie-Comeau, est adopté.

### *Adoption*

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Maltais (Saguenay), propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Baie-Comeau.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 223, Loi concernant la ville de Baie-Comeau, est adopté.

### *Adoption du principe*

M. Leclerc (Taschereau) propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, est adopté.

*Adoption*

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Leclerc (Taschereau), propose l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi modifiant la charte de la Ville de Québec, est adopté.

**Débats de fin de séance**

À 18 h 10, du consentement unanime pour déroger à l'article 309 du Règlement, l'Assemblée tient le débat de fin de séance précédemment annoncé entre M. Léonard (Labelle) et M. Levesque, ministre des Finances, concernant l'application de la taxe sur les livres et imprimés.

---

À 18 h 24, sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, les travaux sont ajournés au mardi 13 novembre, à 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 97 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un feuillet à insérer dans le rapport annuel 1989-1990 de la Bibliothèque nationale du Québec déposé le 25 octobre 1990.

(Document n° 675 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des urbanistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 676 de la session)

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine, dépose:

Le rapport annuel du Conseil du statut de la femme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 677 de la session)

---

M. le Président dépose:

La décision 402 du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 5 novembre 1990, concernant le Règlement relatif au paiement d'une allocation de départ à un professionnel de l'Assemblée nationale.

(Document n° 678 de la session)

### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 6 novembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 64 Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale – Rapporté avec des amendements.

(Document n° 679 de la session)

### **Dépôts de pétitions**

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 516 pétitionnaires, demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies.

(Document n° 680 de la session)

### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose:

Un document intitulé: «Annexe II, Liste des équipements prêtés par les Forces canadiennes à la Sûreté du Québec, 10 juillet 1990 au 4 août 1990», et daté du 1<sup>er</sup> octobre 1990.

(Document n° 681 de la session)

### Motions sans préavis

M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de la culture, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives.

---

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission des affaires sociales se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère du Conseil exécutif (programme 3)

et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, pour les mois de juillet 1987 à juillet 1990.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée que, le mercredi 14 novembre 1990, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par Mme Vermette (Marie-Victorin). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'un Conseil québécois de la toxicomanie devrait être créé et, qu'à cette fin, le leader du gouvernement prenne les mesures nécessaires afin qu'elle puisse procéder à la considération du projet de loi 191, Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie, présenté par la députée de Marie-Victorin, Mme Cécile Vermette.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

##### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications.



Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté.

*Adoption du principe*

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le principe du projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'engage.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 94 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

---

À 17 h 33, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 14 novembre, à 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'opposition

Mme Vermette (Marie-Victorin) propose:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'un Conseil québécois de la toxicomanie devrait être créé et, qu'à cette fin, le leader du gouvernement prenne les mesures nécessaires afin qu'elle puisse procéder à la considération du projet de loi 191, Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie, présenté par la députée de Marie-Victorin, Mme Cécile Vermette.

Avant que le débat ne s'engage, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 15 minutes accordée à l'auteure de la motion et les 15 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, les interventions seront limitées à une durée de 60 minutes chacune.

Le débat s'ensuit sur la motion de Mme Vermette (Marie-Victorin).

---

À 12 h 28, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

98 Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles.

La motion est adoptée.

---

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

105 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

La motion est adoptée.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

99 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie.

La motion est adoptée.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 100 Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres.

La motion est adoptée.

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 101 Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

L'état des placements effectués par les conseils de la santé et des services sociaux au 31 mars 1990, notamment par celui de la Montérégie.

(Document n° 682 de la session)

---

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 683 de la session)

---

M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Le rapport annuel de la Société de radio-télévision du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 684 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, à la question écrite de M. Claveau (Ungava) concernant les investissements d'immobilisations effectués en 1988 et 1989 par SOQUIP et les sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire, de même que les investissements prévus pour 1990. Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 14 novembre 1990.

(Document n° 685 de la session)

La réponse de M. Rémillard, ministre de la Justice, à la question écrite de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) concernant la provenance (secteur privé ou secteur public) et le nombre de plaintes relatives à l'équité salariale déposées à la Commission des droits de la personne depuis 1985. Question n° 32, *Feuilleton et préavis* du 14 novembre 1990.

(Document n° 686 de la session)

La réponse de M. Rémillard, ministre de la Justice, à la question écrite de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) concernant le nombre de personnes qui se sont prévalues de leur droit de renonciation en vertu des dispositions relatives au partage du patrimoine familial des conjoints. Question n° 8, *Feuilleton et préavis* du 14 novembre 1990.

(Document n° 687 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Boucher-Bacon (Bourget) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 8 novembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

71 Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales –  
Rapporté avec des amendements.

(Document n° 688 de la session)

**Dépôts de pétitions**

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 514 pétitionnaires, par M. Boisclair (Gouin);

(Document n° 689 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 510 pétitionnaires, par M. Lazure (La Prairie).

(Document n° 690 de la session)

---

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que certaines modifications soient apportées aux règles du logement et aux mesures imposées aux personnes assistées sociales:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 241 pétitionnaires, par M. Baril (Arthabaska);

(Document n° 691 de la session)

- le second, extrait d'une pétition signée par 731 pétitionnaires, par Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière).

(Document n° 692 de la session)

**Questions et réponses orales**

Au cours de la période des questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Elkas, ministre des Transports, dépose:

Une liasse de lettres adressées à M. Sam Elkas, ministre des Transports, par des groupes de citoyens de la Basse-Côte-Nord demandant que soit maintenu dans cette région le service assuré par le transporteur aérien Intair.

(Document n° 693 de la session)

### **Motions sans préavis**

M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

---

Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE cette Assemblée félicite M. Gerry Breton et la Fédération de crosse du Québec qui ont mérité, le 5 novembre 1990, le Prix du fair-play international Pierre-de-Coubertin remis par l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Lefebvre, vice-président, donne l'avis suivant:

- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteurs de l'énergie, des terres et de l'administration, pour les mois d'octobre 1988 à juillet 1990.



## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 88, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 88, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 88 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

---

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin d'étudier en détail le projet de loi 88, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

---

À 17 h 39, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 15 novembre, à 10 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi d'intérêt privé

#### *Adoption du principe*

M. Doyon (Louis-Hébert) propose l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes.

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation et au Développement régional, propose que le principe du projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

15 novembre 1990

---

À 12 h 36, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 h 00.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Levesque, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 109 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

La motion est adoptée.

---

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 110 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 102 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 104 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

La motion est adoptée.

---

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 103 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services.

La motion est adoptée.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 106 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.

La motion est adoptée.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 108 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 89 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

La motion est adoptée à la majorité des voix.

---

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 107 Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 112 Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

111 Loi sur le ministère des Forêts.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 694 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la conservation et de l'environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 695 de la session)

---

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel de la Société des établissements de plein air du Québec (SEPAQ), pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1990.

(Document n° 696 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport annuel du Vérificateur général du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 697 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Doyon (Louis-Hébert) dépose:

Le rapport de la Commission de la culture qui, le 14 novembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 62 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives – Rapporté avec des amendements.

(Document n° 698 de la session)

## Dépôts de pétitions

M. Dufour (Jonquière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 750 pétitionnaires, demandant que certaines modifications soient apportées aux règles du logement et aux mesures imposées aux personnes assistées sociales.

(Document n° 699 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Doyon (Louis-Hébert) proposant l'adoption du principe du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf.



(Vote n° 108)

POUR

Atkinson	Cannon	Gagnon-Tremblay	Paradis
Audet	Cardinal	Gautrin	(Matapédia)
Bacon	Charbonneau	Gauvin	Parent
Beaudin	Chenail	Hamel	Philibert
Bélanger	Cherry	Houde	Poulin
(Még.-Compton)	Côté	Kehoe	Rivard
Bélisle	(Charlesbourg)	Lafrance	Robillard
Bergeron	Côté	Lafrenière	Ryan
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lemieux	Savoie
(Roberval)	Cusano	LeSage	Sirros
Bleau	Després	Levesque	Tremblay
Bordeleau	Doyon	MacMillan	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Dutil	Marcil	Trépanier
Bourbeau	Elkas	Messier	Vallerand
Bradet	Farrah	Middlemiss	Vallières
Brouillette	Forget	Pagé	
Camden	Fradet	Paradis	
Cameron	Frulla-Hébert	(Brome-Miss.)	

CONTRE

Baril	Claveau	Gendron	Morin
Beaulne	Dufour	Jolivet	Paré
Blais	Dupuis	Juneau	Perron
Caron	Garon	Lazure	Trudel

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 62 Contre: 16

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf, est adopté.

## Motions sans préavis

M. Bergeron (Deux-Montagnes) propose:

QUE cette Assemblée, à l'occasion de la journée des Patriotes, le lundi 19 novembre 1990, réitère ses hommages et sa reconnaissance aux hommes et aux femmes qui, en 1837 et 1838, ont lutté pour que la démocratie parlementaire s'instaure chez nous.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'économie et du travail se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteurs de l'énergie, des terres et de l'administration, pour les mois d'octobre 1988 à juillet 1990.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée que, le vendredi 23 novembre 1990, M. Jolivet (Laviolette) s'adressera à M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dans le cadre de l'interpellation portant sur les «politiques du gouvernement du Québec en matière de forêts».

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation et au Développement régional, proposant que le principe du projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 96 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 96 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

---

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

---

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 83, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 83 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 83 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 64, Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, le rapport est adopté à la majorité des voix.

*Adoption*

M. Cannon, ministre des Communications, propose que le projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 37, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications, est adopté.

---

M. Cannon, ministre des Communications, propose que le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

**15 novembre 1990**

---

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 46, Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications, est adopté.

---

À 16 h 42, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 20 novembre, à 14 h 00.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, dépose:

Le rapport prévu en vertu des articles 83 et 84 de la *Loi sur la fonction publique*, y compris divers documents joints en annexe.

(Document n° 700 de la session)

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Le rapport annuel de la Société du parc industriel et portuaire Québec-Sud, pour l'exercice financier terminé 31 mars 1990.

(Document n° 701 de la session)

Le rapport annuel de la Société du parc industriel du centre du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 702 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des évaluateurs agréés du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 703 de la session)

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Le rapport annuel du Fonds d'indemnisation du courtage immobilier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 704 de la session)

#### **Dépôts de rapports de commissions**

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, le 14 novembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 88    Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles – Rapporté sans amendement.

(Document n° 705 de la session)

#### **Dépôts de pétitions**

M. Boisclair (Gouin) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 771 pétitionnaires, demandant que certaines modifications soient apportées aux règles du logement et aux mesures imposées aux personnes assistées sociales.

(Document n° 706 de la session)



Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1038 pétitionnaires, par Mme Juneau (Johnson);  
(Document n° 707 de la session)
- le second, extrait d'une pétition signée par 1016 pétitionnaires, par M. Claveau (Ungava).  
(Document n° 708 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, l'Assemblée procède aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 83, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission de l'éducation, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

Et, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 244 du Règlement:

- la Commission de l'éducation, afin d'entendre l'Intersyndicale des professeurs des universités québécoises.

M. le Président donne les avis suivants:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministre responsable du Développement régional, pour les mois de mars à décembre 1986, les années 1987, 1988 et 1989, de même que les mois de janvier à septembre 1990;
- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira en séance de travail afin d'étudier ses prévisions budgétaires pour 1991-1992.

### Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite tous ceux et celles qui ont été élus au sein des différents conseils scolaires à titre de commissaires, lors des élections du dimanche 18 novembre 1990, et remercie les candidats qui se sont présentés, de même que les personnes qui se sont retirées à la fin de leur mandat auprès des commissions scolaires.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

### Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. le Président informe l'Assemblée de la tenue de trois débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, à M. Levesque, ministre des Finances, concernant la taxation des livres, périodiques et imprimés;

- le deuxième, sur une question adressée par M. Léonard (Labelle) à M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, concernant le contenu du rapport du Vérificateur général du Québec;
- le troisième, sur une question adressée par M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) à M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, concernant un conflit de travail à la Société des alcools du Québec.

---

M. le Président rend la décision suivante sur une question prise en délibéré, le 7 novembre 1990, par M. Bissonnet, vice-président, relativement à l'interprétation de l'article 226 du Règlement, eu égard à l'obligation de voter incombant à tout député présent lors d'un vote:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

L'abstention est reconnue dans la tradition parlementaire britannique, dont s'inspire la procédure de l'Assemblée. Cette possibilité pour un député de s'abstenir de voter fait partie des règles parlementaires, que cette possibilité ait été ou non explicitement reconnue dans un règlement.

Au cours des ans, l'Assemblée s'est donné des règles particulières qui ont évolué pour consacrer officiellement le droit à l'abstention et en faire un choix possible, au même titre que l'expression des «pour» et des «contre».

Le choix reconnu de l'abstention doit cependant s'exprimer dans le cadre du Règlement, c'est-à-dire de façon à être enregistré. Les députés qui ne veulent pas participer au vote peuvent, avant la tenue du vote, quitter l'enceinte de l'Assemblée. Par ailleurs, le défaut de se conformer à l'obligation de voter ne peut faire l'objet de sanction de la part du Président qui s'en remet au sens du devoir de chacun des parlementaires.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi d'intérêt privé

#### *Adoption*

M. Doyon (Louis-Hébert) propose que le projet de loi 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté aux affaires courantes de la prochaine séance.

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que l'Assemblée se constitue en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement indiqué par le ministre des Affaires municipales.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 39 est renvoyé en commission plénière.

20 novembre 1990

---

L'amendement proposé par M. Ryan, ministre des Affaires municipales, au projet de loi 39 est étudié et adopté en commission plénière.

---

Le projet de loi ainsi amendé est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 39, Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme, est adopté.

---

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 53, Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 53, Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon, est adopté.

---

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, soit renvoyé en commission plénière en vue de l'étude d'un amendement qu'il indique.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 30 est renvoyé en commission plénière.

---

L'amendement proposé par M. Ryan, ministre des Affaires municipales, est étudié et adopté en commission plénière.

---

Le projet de loi ainsi amendé est rapporté à l'Assemblée qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 30, Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives, est adopté.

#### **Débats de fin de séance**

L'Assemblée tient les débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, et M. Levesque, ministre des Finances, sur la taxation des livres, périodiques et imprimés;

20 novembre 1990

---

- le deuxième, entre M. Léonard (Labelle) et M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, sur le contenu du rapport du Vérificateur général du Québec;
- le troisième, entre M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) et M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, sur un conflit de travail à la Société des alcools du Québec.

---

À 19 h 4, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au mercredi 21 novembre, à 10 h.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'opposition

L'Assemblée reprend le débat sur la motion présentée par Mme Vermette (Marie-Victorin). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'un Conseil québécois de la toxicomanie devrait être créé et, qu'à cette fin, le leader du gouvernement prenne les mesures nécessaires afin qu'elle puisse procéder à la considération du projet de loi 191, Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie, présenté par la députée de Marie-Victorin, Mme Cécile Vermette.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Cannon, ministre des Communications, le vote est reporté aux affaires courantes de la présente séance.

---

À 12 h 22, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 h.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre responsable de l'application de la Charte de la langue française, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 709 de la session)

Le rapport annuel du Conseil de la langue française, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 710 de la session)

---

M. Sirros, ministre délégué aux Affaires autochtones, dépose:

Copie d'une lettre par lui adressée le 20 novembre 1990 au comité directeur de la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec demandant qu'un forum soit institué à l'intention des nations autochtones, afin qu'elles puissent faire valoir leur point de vue sur l'avenir constitutionnel du Québec.

(Document n° 711 de la session)

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, à la question écrite de Mme Marois (Taillon) concernant les fermetures d'usines et les mises à pied au 31 octobre 1989. Question n° 1, *Feuilleton et préavis* du 21 novembre 1990.

(Document n° 712 de la session)

Les réponses de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, aux questions écrites de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) concernant les points suivants sur la sécurité du revenu:

- l'application des dispositions du règlement relatives à la valeur des résidences prise en considération lors du calcul des prestations – Question n° 8, *Feuilleton et préavis* du 21 novembre 1990;

(Document n° 713 de la session)

- l'application des dispositions du règlement relatives à la valeur des biens prise en considération lors du calcul des prestations – Question n° 9, *Feuilleton et préavis* du 21 novembre 1990;

(Document n° 714 de la session)

- l'application des dispositions de la loi et du règlement relatives à la contribution alimentaire parentale – Question n° 10, *Feuilleton et préavis* du 21 novembre 1990;

(Document n° 715 de la session)

- l'application de l'«Accord sur l'amélioration des perspectives d'emploi des bénéficiaires de l'aide sociale» – Question n° 11, *Feuilleton et préavis* du 21 novembre 1990.

(Document n° 716 de la session)

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des professions du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 717 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés trois extraits de pétition demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1014 pétitionnaires, par Mme Caron (Terrebonne);

(Document n° 718 de la session)

- le deuxième, extrait d'une pétition signée par 1025 pétitionnaires, par M. Blais (Masson);

(Document n° 719 de la session)

- le troisième, extrait d'une pétition signée par 1537 pétitionnaires, par M. Beaulne (Bertrand).

(Document n° 720 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Doyon (Louis-Hébert) proposant que le projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf, soit adopté.

(Vote n° 109)

POUR

Audet	Ciaccia	Joly	Parent
Bacon	Côté	Kehoe	Philibert
Beaudin	(Charlesbourg)	Khelfa	Picotte
Bélanger	Côté	Lafrance	Poulin
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Robic
Bergeron	Cusano	Leclerc	Robillard
Blackburn	Després	Lemieux	Ryan
(Roberval)	Dionne	Lemire	Savoie
Bleau	Doyon	LeSage	Sirros
Bordeleau	Dutil	Levesque	St-Roch
Boucher-Bacon	Elkas	Loiselle	Tremblay
Bourbeau	Farrah	MacMillan	(Outremont)
Bradet	Forget	Maltais	Tremblay
Camden	Fradet	Marcil	(Rimouski)
Cameron	Frulla-Hébert	Messier	Trépanier
Cannon	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallerand
Cardinal	Gautrin	Pagé	Vallières
Chagnon	Gauvin	Paradis	
Charbonneau	Gobé	(Brome-Miss.)	
Chenail	Houde	Paradis	
Cherry	Johnson	(Matapédia)	

CONTRE

Baril	Caron	Garon	Morin
Beaulne	Carrier-Perreault	Gendron	Perron
Blais	Claveau	Harel	Trudel
Boisclair	Dufour	Juneau	Vermette
Bourdon	Dupuis	Lazure	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 72 Contre: 19

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 259, Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf, est adopté.

L'Assemblée procède au vote sur la motion de Mme Vermette (Marie-Victorin) présentée aux affaires inscrites par les députés de l'opposition. Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'un Conseil québécois de la toxicomanie devrait être créé et, qu'à cette fin, le leader du gouvernement prenne les mesures nécessaires afin qu'elle puisse procéder à la considération du projet de loi 191, Loi sur le Conseil québécois de la toxicomanie, présenté par la députée de Marie-Victorin, Mme Cécile Vermette.

(Vote n° 110)

POUR

Baril	Cameron	Dupuis	Lazure
Beaulne	Caron	Garon	Morin
Blais	Carrier-Perreault	Gendron	Perron
Boisclair	Claveau	Harel	Trudel
Bourdon	Dufour	Juneau	Vermette

CONTRE

Audet	Ciaccia	Johnson	Paradis
Bacon	Côté	Joly	(Matapédia)
Beaudin	(Charlesbourg)	Kehoe	Parent
Bélanger	Côté	Khelfa	Philibert
(Még.-Compton)	(Riv.-du-Loup)	Lafrance	Picotte
Bergeron	Cusano	Lafrenière	Poulin
Blackburn	Després	Leclerc	Robic
(Roberval)	Dionne	Lemieux	Robillard
Bleau	Doyon	Lemire	Ryan
Bordeleau	Dutil	LeSage	Savoie
Boucher-Bacon	Elkas	Levesque	Sirros
Bourbeau	Farrah	Loiselle	St-Roch
Bradet	Forget	MacMillan	Tremblay
Camden	Fradet	Maltais	(Outremont)
Cannon	Frulla-Hébert	Marcil	Tremblay
Cardinal	Gagnon-Tremblay	Messier	(Rimouski)
Chagnon	Gautrin	Middlemiss	Trépanier
Charbonneau	Gauvin	Pagé	Vallerand
Chenail	Gobé	Paradis	Vallières
Cherry	Houde	(Brome-Miss.)	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 20 Contre: 71

### **Motions sans préavis**

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne la Semaine québécoise de sensibilisation à la prévention de l'usage et de l'abus des drogues.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Bissonnet, vice-président, donne les avis suivants:

- la Commission de l'aménagement et des équipements se réunira afin de poursuivre la vérification des engagements financiers du ministre responsable du Développement régional, pour les mois de mars à décembre 1986, les années 1987, 1988 et 1989, de même que les mois de janvier à septembre 1990;
- la Commission de l'éducation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Éducation, pour les mois de janvier à septembre 1990.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, Mme Caron (Terrebonne) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans deux semaines».

Puis, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole pour la discussion de cette motion de report qui fait l'objet d'un débat restreint. Mises à part les 10 minutes réservées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes pourra être attribué à l'autre et les interventions seront limitées à une durée de 30 minutes chacune.

Le débat s'engage.

---

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au jeudi 22 novembre, à 10 h.

---



## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le mercredi 21 novembre 1990, à 16 h 10, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Saintonge, Président de l'Assemblée nationale, de M. Lafrenière (Gatineau), le représentant du Premier ministre, de M. Morin (Dubuc), le représentant du chef de l'Opposition officielle, de M. Cameron (Jacques-Cartier) et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 6 Loi modifiant la Loi sur les courses de chevaux et d'autres dispositions législatives;
- 30 Loi modifiant la Loi sur l'organisation territoriale municipale et d'autres dispositions législatives;
- 36 Loi modifiant la Loi sur la recherche des causes et des circonstances des décès;
- 37 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Communications;
- 39 Loi modifiant la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme;
- 46 Loi modifiant la Loi sur la Régie des télécommunications;
- 52 Loi modifiant le Code des professions et la Loi sur le Barreau;
- 53 Loi sur la cessation d'existence de la ville de Gagnon;
- 57 Loi modifiant la Loi sur le Barreau;
- 223 Loi concernant la ville de Baie-Comeau;
- 254 Loi modifiant la charte de la Ville de Québec;
- 259 Loi concernant la Municipalité de Deschambault et la Municipalité de la paroisse Notre-Dame-de-Portneuf.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE



Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

## Projets de loi du gouvernement

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de Mme Caron (Terrebonne) proposant que la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, portant adoption du principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans deux semaines».

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 111)

## POUR

Blais	Claveau	Harel	Perron
Boulerice	Dufour	Jolivet	Trudel
Bourdon	Dupuis	Juneau	
Carrier-Perreault	Gendron	Paré	

## CONTRE

Atkinson	Bergeron	Camden	Cherry
Audet	Bordeleau	Cardinal	Côté
Bacon	Boucher-Bacon	Chagnon	(Riv.-du-Loup)
Bélanger	Bourbeau	Charbonneau	Cusano
(Még.-Compton)	Bradet	Chenail	Després

Dionne	Joly	Maltais	Richard
Doyon	Kehoe	Messier	Robic
Farrah	Khelfa	Middlemiss	Robillard
Forget	Lafrenière	Pagé	Savoie
Fradet	Leclerc	Paradis	St-Roch
Frulla-Hébert	Lemire	(Matapédia)	Tremblay
Gagnon-Tremblay	LeSage	Parent	(Rimouski)
Gautrin	Libman	Philibert	Vallerand
Gobé	Loiselle	Picotte	Vallières
Hamel	MacMillan	Poulin	Williams

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 56

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

---

À 12 h 26, M. Bissonnet, vice-président, suspend les travaux jusqu'à 14 h.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport d'activités du Conseil consultatif de la lecture et du livre, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 721 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport annuel de la Commission des droits de la personne, pour l'exercice financier terminé le 31 décembre 1989.

(Document n° 722 de la session)

---

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Une publication intitulée: *Le tourisme au Québec: une réalité économique importante.*

(Document n° 723 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 15 novembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 96 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes –  
Rapporté sans amendement.

(Document n° 724 de la session)

---

M. Joly (Fabre) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 18 et 25 septembre, de même que le 14 novembre 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère de la Santé et des Services sociaux, pour les mois de décembre 1988 à juillet 1990; de l'Office des personnes handicapées du Québec, pour les mois de janvier 1989 à juillet 1990; du ministère du Conseil exécutif (le programme 3) et des organismes relevant de la ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, pour les mois de juillet 1987 à juillet 1990; ainsi que du ministère de la Main-d'œuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, pour les mois de décembre 1988 à juillet 1990.

(Document n° 725 de la session)

---

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, les 13 et 20 novembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 94 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec – Rapporté avec  
des amendements.

(Document n° 726 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que soit adopté le projet de loi présenté par la députée de Marie-Victorin créant un conseil québécois des toxicomanies:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 1004 pétitionnaires, par M. Paré (Shefford);  
(Document n° 727 de la session)
- le second, extrait d'une pétition signée par 951 pétitionnaires, par M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques).  
(Document n° 728 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 122 et 127 du Règlement, M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée puisse déterminer elle-même la composition de la Commission des institutions en portant à deux (2) le nombre de députés indépendants ayant le droit de vote et à onze (11) le nombre de députés du groupe parlementaire formant le gouvernement et ayant le droit de vote.

La motion est adoptée.

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE M. Yvon Lafrance, député de la circonscription électorale d'Iberville, et M. Jean Audet, député de la circonscription électorale de Beauce-Nord, soient nommés membres de la Commission des institutions à titre de députés du groupe parlementaire formant le gouvernement.

La motion est adoptée.

---

M. Lefebvre, vice-président, propose:

QUE M. René Serge Larouche, député de la circonscription électorale d'Anjou, soit nommé membre permanent de la Commission des institutions.

La motion est adoptée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 139 du Règlement, M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE l'Assemblée puisse modifier elle-même la liste des présidents de séance en remplaçant le nom de M. René Serge Larouche, député de la circonscription électorale d'Anjou, par celui de M. Jean Audet, député de la circonscription électorale de Beauce-Nord.

La motion est adoptée.

---



M. Cusano, whip en chef du gouvernement, propose:

QUE:

1. M. Charles Messier, député de la circonscription électorale de Saint-Hyacinthe, remplace M. Jean-Pierre Bélisle, député de la circonscription électorale de Mille-Îles, à titre de membre de la Commission des institutions;
2. M. Robert LeSage, député de la circonscription électorale de Hull, remplace monsieur Robert Thérien, député de Rousseau, à titre de membre de la Commission des institutions;
3. Mme Louise Bégin, députée de la circonscription électorale de Bellechasse, remplace M. Jean-Pierre Bélisle, député de la circonscription électorale de Mille-Îles, à titre de membre de la Commission du budget et de l'administration;
4. M. Robert LeSage, député de la circonscription électorale de Hull, remplace M. Russell Williams, député de la circonscription électorale de Nelligan, à titre de membre de la Commission du budget et de l'administration;
5. M. Russell Williams, député de la circonscription électorale de Nelligan, remplace M. Michel Tremblay, député de la circonscription électorale de Rimouski, à titre de membre de la Commission des affaires sociales;
6. M. Michel Tremblay, député de la circonscription électorale de Rimouski, remplace M. Robert LeSage, député de la circonscription électorale de Hull, à titre de membre de la Commission de l'aménagement et des équipements;
7. M. André J. Hamel, député de la circonscription électorale de Sherbrooke, remplace M. André Chenail, député de la circonscription électorale de Beauharnois-Huntingdon, à titre de membre de la Commission de l'éducation;
8. Mme Nicole Loiselle, députée de la circonscription électorale de Saint-Henri, remplace M. Yvon Lemire,

député de la circonscription électorale de Saint-Maurice,  
à titre de membre de la Commission de la culture;

9. M. Jean-Claude Gobé, député de la circonscription électorale de LaFontaine, remplace M. André J. Hamel, député de la circonscription électorale de Sherbrooke, à titre de membre de la Commission de la culture.

La motion est adoptée.

---

M. Cameron (Jacques-Cartier) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite Mme Margaret Thatcher pour sa brillante carrière et son dévouement à la vie politique.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, le vendredi 30 novembre 1990, M. Paré (Shefford) s'adressera à M. Ryan, ministre des Affaires municipales et ministre responsable de l'Habitation, dans le cadre de l'interpellation portant sur «les politiques gouvernementales en matière d'habitation».

22 novembre 1990

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle.

---

À 18 h 20, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au mardi 27 novembre, à 14 h.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Déclarations ministérielles

Mme Bacon, vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, fait une déclaration concernant le plan d'action quinquennal d'amélioration de la productivité d'Hydro-Québec.

M. Claveau (Ungava) prend la parole au nom de l'Opposition officielle, et la ministre termine par une réplique.

---

M. Levesque, ministre des Finances, fait une déclaration concernant la compensation de la taxe de vente du Québec à l'égard des livres.

M. Léonard (Labelle) prend la parole au nom de l'Opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

#### Dépôts de documents

Mme Bacon, vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Un document produit par Hydro-Québec et intitulé: *Défi performance*.

(Document n° 729 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 20 novembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 83 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal – Rapporté avec un amendement.

(Document n° 730 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Pagé, leader du gouvernement et ministre de l'Éducation, propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite tous ceux et celles qui ont participé aux Championnats d'orthographe et de langue française, et plus particulièrement Pascale Lefrançois, couronnée championne junior de l'édition 1990 de cet événement.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

## Renseignements sur les travaux de l'Assemblée

M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, lors des affaires inscrites par les députés de l'opposition, sera débattue la motion présentée par M. Lazure (La Prairie). Cette motion se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'à la suite du constat sévère porté par le Vérificateur général sur l'état de dégradation du ministère de l'Environnement, le gouvernement du Québec devrait allouer à ce ministère les ressources humaines et financières additionnelles nécessaires à l'accomplissement de son mandat et à la réalisation des promesses électorales libérales en matière de protection de l'environnement.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

---

M. Lefebvre, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue de deux débats de fin de séance:

- le premier, sur une question adressée par M. Claveau (Ungava) à Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, concernant les hausses du prix de l'essence;

27 novembre 1990

---

- le second, sur une question adressée par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) à M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, concernant les soins hospitaliers en Outaouais.

---

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

À 18 h 30, conformément à l'article 20 du Règlement, le débat est ajourné.

#### **Débats de fin de séance**

L'Assemblée tient les débats de fin de séance précédemment annoncés:

- le premier, entre M. Claveau (Ungava) et Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, sur les hausses du prix de l'essence;
- le second, entre M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) et M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, sur les soins hospitaliers en Outaouais.

---

À 18 h 59, M. Lefebvre, vice-président, lève la séance.

En conséquence, les travaux sont ajournés au mercredi 28 novembre, à 10 h.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Affaires inscrites par les députés de l'opposition

M. Lazure (La Prairie) propose:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'à la suite du constat sévère porté par le Vérificateur général sur l'état de dégradation du ministère de l'Environnement, le gouvernement du Québec devrait allouer à ce ministère les ressources humaines et financières additionnelles nécessaires à l'accomplissement de son mandat et à la réalisation des promesses électorales libérales en matière de protection de l'environnement.

Avant qu'un débat ne s'élève, M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la discussion de cette motion. Mises à part la réplique de 10 minutes accordée à l'auteur de la motion et les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à ce débat. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants ne sera pas redistribué et les interventions ne seront soumises à aucune limite.

Le débat s'engage sur la motion de M. Lazure (La Prairie).

À la fin de son intervention, M. Maltais (Saguenay) propose:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la deuxième et la troisième ligne, les mots «sur l'état de dégradation du» par les mots «concernant le»;

- b) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot «devrait» par les mots «continue d'»;
- c) en retranchant, dans la cinquième ligne, le mot «additionnelles»;
- d) en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot «et» par les mots «ainsi qu'»;
- e) en remplaçant, dans la sixième et la septième ligne, les mots «des promesses électorales libérales» par les mots «de ses engagements».

La motion telle qu'amendée se lirait ainsi:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'à la suite du constat sévère porté par le Vérificateur général concernant le ministère de l'Environnement, le gouvernement du Québec continue d'allouer à ce ministère les ressources humaines et financières nécessaires à l'accomplissement de son mandat ainsi qu'à la réalisation de ses engagements en matière de protection de l'environnement.

Après avoir entendu quelques interventions sur la recevabilité de cet amendement, M. Lefebvre, vice-président, prend l'affaire en délibéré.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 199 du Règlement, le débat se poursuit sur la motion principale présentée par M. Lazure (La Prairie).

---

Le débat terminé, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 20 du Règlement, les travaux se poursuivent après 12 h 30.

---

M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de l'amendement proposé par M. Maltais (Saguenay):

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

L'amendement proposé par M. Maltais (Saguenay) est recevable puisqu'il ne nie pas la motion principale et que le but atteint par la motion d'amendement pourrait, à toutes fins utiles, être le même que celui recherché par la motion originale.

Puis, M. Lefebvre, vice-président, met aux voix la motion d'amendement de M. Maltais (Saguenay); un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote sur l'amendement et celui sur la motion principale sont reportés à la période des affaires courantes de la présente séance.

---

À 12 h 46, M. Lefebvre, vice-président, suspend les travaux jusqu'à 14 heures.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

#### AFFAIRES COURANTES

##### Dépôts de documents

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, à la

les établissements du réseau de la santé et des services sociaux qui ont fait l'objet d'une enquête administrative de la part du ministère de la Santé et des Services sociaux. Question n° 1, *Feuilleton et préavis* du 28 novembre 1990.

(Document n° 731 de la session)

---

La réponse de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, à la question écrite de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, concernant les établissements du réseau de la santé et des services sociaux reconnus en vertu de l'article 113f de la *Charte de la langue française*. Question n° 5, *Feuilleton et préavis* du 28 novembre 1990.

(Document n° 732 de la session)

---

La réponse de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, à la question écrite de M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, concernant le voyage en Asie effectué par l'ex-ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, M. Pierre MacDonald. Question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 28 novembre 1990.

(Document n° 733 de la session)

---

La réponse de Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, à la question écrite de Mme Carrier-Perreault (Les Chutes-de-la-Chaudière) concernant le programme «Projets spéciaux de garde estivale». Question n° 24, *Feuilleton et préavis* du 28 novembre 1990.

(Document n° 734 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 25 octobre et 15 novembre 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, pour les mois de décembre 1989 à juillet 1990, et du ministère de l'Énergie et des Ressources, secteurs de l'énergie, des terres et de l'administration, pour les mois d'octobre 1988 à juillet 1990.

(Document n° 735 de la session)

## Dépôts de pétitions

Mme Caron (Terrebonne) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 520 pétitionnaires, demandant que la loi 69, *Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé* (1990, chapitre 28), soit retirée.

(Document n° 736 de la session)

## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Votes reportés

M. le Président soumet à l'Assemblée la motion présentée par M. Lazure (La Prairie) aux affaires inscrites par les députés de l'opposition, de même que l'amendement proposé par M. Maltais (Saguenay), la motion de M. Lazure (La Prairie) se lisant comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'à la suite du constat sévère porté par le Vérificateur général sur l'état de dégradation du ministère de l'Environnement, le gouvernement

du Québec devrait allouer à ce ministère les ressources humaines et financières additionnelles nécessaires à l'accomplissement de son mandat et à la réalisation des promesses électorales libérales en matière de protection de l'environnement.

---

L'Assemblée procède en premier lieu au vote sur la motion d'amendement présentée par M. Maltais (Saguenay). Cette motion se lit comme suit:

QUE la motion en discussion soit amendée:

- a) en remplaçant, dans la deuxième et la troisième ligne, les mots «sur l'état de dégradation du» par les mots «concernant le»;
- b) en remplaçant, dans la quatrième ligne, le mot «devrait» par les mots «continue d'»;
- c) en retranchant, dans la cinquième ligne, le mot «additionnelles»;
- d) en remplaçant, dans la sixième ligne, le mot «et» par les mots «ainsi qu'»;
- e) en remplaçant, dans la sixième et la septième ligne, les mots «des promesses électorales libérales» par les mots «de ses engagements».

(Vote n° 112)

POUR

Audet	Blackburn	Brouillette	Ciaccia
Bacon	(Roberval)	Camden	Côté
Beaudin	Bleau	Cannon	(Charlesbourg)
Bélanger	Bordeleau	Cardinal	Côté
(Még.-Compton)	Boucher-Bacon	Chagnon	(Riv.-du-Loup)
Bélisle	Bourbeau	Charbonneau	Cusano
Bergeron	Bradet	Cherry	Després

Dionne	Johnson	Messier	Robic
Doyon	Joly	Middlemiss	Robillard
Dutil	Kehoe	Pagé	Ryan
Farrah	Khelfa	Paradis	Savoie
Forget	Lafrance	(Brome-Miss.)	St-Roch
Fradet	Lafrenière	Paradis	Thérien
Frulla-Hébert	Leclerc	(Matapédia)	Tremblay
Gagnon-Tremblay	Lemire	Parent	(Outremont)
Gautrin	Levesque	Philibert	Tremblay
Gauvin	Loiselle	Picotte	(Rimouski)
Gobé	MacMillan	Poulin	Trépanier
Hamel	Maltais	Rémillard	Vallerand
Houde	Marcil	Rivard	Vallières

CONTRE

Baril	Cameron	Dupuis	Libman
Beaulne	Caron	Godin	Paré
Blais	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
Boisclair	Chevrette	Juneau	Trudel
Boulerice	Claveau	Lazure	Vermette
Bourdon	Dufour	Léonard	

La motion d'amendement est adoptée par le vote suivant:

Pour: 72 Contre: 23 Abstention: 0

---

M. le Président met ensuite aux voix la motion présentée par M. Lazure (La Prairie), telle qu'elle a été amendée par la motion de M. Maltais (Saguenay). Cette motion amendée se lit comme suit:

QUE cette Assemblée est d'avis qu'à la suite du constat sévère porté par le Vérificateur général concernant le ministère de l'Environnement, le gouvernement du Québec continue d'allouer à ce ministère les ressources humaines et financières nécessaires à l'accomplissement de son mandat ainsi qu'à la réalisation de ses engagements en matière de protection de l'environnement.

(Vote n° 113)

POUR

Audet	Ciaccia	Joly	Picotte
Bacon	Côté	Kehoe	Poulin
Beaudin	( <i>Charlesbourg</i> )	Khelfa	Rémillard
Bélanger	Côté	Lafrance	Rivard
( <i>Még.-Compton</i> )	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lafrenière	Robic
Bélisle	Cusano	Leclerc	Robillard
Bergeron	Després	Lemire	Ryan
Blackburn	Dionne	Levesque	Savoie
( <i>Roberval</i> )	Doyon	Loiselle	St-Roch
Bleau	Dutil	MacMillan	Thérien
Bordeleau	Farrah	Maltais	Tremblay
Boucher-Bacon	Forget	Marcil	( <i>Outremont</i> )
Bourbeau	Fradet	Messier	Tremblay
Bradet	Frulla-Hébert	Middlemiss	( <i>Rimouski</i> )
Brouillette	Gagnon-Tremblay	Pagé	Trépanier
Camden	Gautrin	Paradis	Vallerand
Cannon	Gauvin	( <i>Brome-Miss.</i> )	Vallières
Cardinal	Gobé	Paradis	
Chagnon	Hamel	( <i>Matapédia</i> )	
Charbonneau	Houde	Parent	
Cherry	Johnson	Philibert	

La motion amendée est adoptée par le vote suivant:

Pour: 72 Contre: 0 Abstention: 0

**Motions sans préavis**

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QU'à la suite du décès de M. Gaétan Labrèche, l'Assemblée nationale rende hommage à ce comédien québécois et offre ses plus sincères condoléances à sa famille.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.



28 novembre 1990

---

Le débat terminé, la motion est adoptée.

  

---

M. Cameron (Jacques-Cartier) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

  

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, proposant que le principe du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 97 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 97 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales et Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, est membre de la commission pour la durée du mandat.

  

---

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

---

M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le principe du projet de loi 92, Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 92 est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 92.

#### *Étude détaillée en commission plénière*

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 92, Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales.

Le projet de loi 92 est amendé et adopté par la commission plénière.

---

Le projet de loi 92 est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Côté, ministre délégué à la Réforme électorale, propose que le projet de loi 92, Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 92, Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec.

Le rapport est adopté.

---

À 17 h 46, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 29 novembre, à 10 heures.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE



---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Savoie, ministre du Revenu, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, et propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la suite de l'intervention de M. Léonard (Labelle), M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, soulève une question de règlement relative à la recommandation du Lieutenant-gouverneur mentionnée par M. Savoie, ministre du Revenu, au début de son discours.

M. Lefebvre, vice-président, entend quelques remarques de part et d'autre, puis prend l'affaire en délibéré.

---

À 12 h 36, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

Dépôts de documents

Mme Bacon, vice-première ministre, dépose:

Le rapport annuel du Conseil permanent de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 737 de la session)

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel de la Régie du cinéma, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 738 de la session)

Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose:

QU'à l'instar de l'Organisation mondiale de la santé,  
l'Assemblée nationale souligne la Journée mondiale du sida.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement,  
un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

---

M. Bissonnet, vice-président, interrompt le débat et informe l'Assemblée de la tenue d'un débat de fin de séance sur une question adressée par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, à Mme Bacon, vice-première ministre, concernant la récession économique au Québec.

---

Le débat se poursuit sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

### Débats de fin de séance

Avant qu'il ne soit procédé au débat de fin de séance précédemment annoncé, M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, soulève une question de règlement relative à l'absence de Mme Bacon, vice-première ministre, à qui la question concernant la récession économique au Québec était adressée, et à son remplacement par M. Savoie, ministre du Revenu.

M. Bissonnet, vice-président, entend quelques interventions de part et d'autre, puis prend l'affaire en délibéré.

Après une suspension de la séance, M. Bissonnet, vice-président, rend la décision qui suit quant à la question de règlement soulevée par M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle:

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La désignation du ministre du Revenu aux fins de représenter le gouvernement à l'occasion du présent débat de fin de séance est valide puisque, suivant notamment la décision du 25 mars 1986, un ministre peut toujours agir au nom d'un autre ministre.

L'Assemblée tient le débat de fin de séance demandé par M. Parizeau, chef de l'Opposition officielle, sur la récession économique au Québec, au cours duquel Mme Bacon, vice-première ministre, est remplacée par M. Savoie, ministre du Revenu.



**29 novembre 1990**

---

À 19 h 12, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au lundi 3 décembre, à 14 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose les rapports du Directeur de la législation sur les projets de loi d'intérêt privé suivants:

236 Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier;

260 Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.

(Document n° 739 de la session)

---

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de Mme Pelchat (Vachon), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 236, Loi concernant la succession d'Arthur Bouvier.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 236 soit renvoyé à la Commission des institutions pour consultations et étude détaillée, et que le ministre de la Justice soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Messier (Saint-Hyacinthe), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 260, Loi concernant la ville de Saint-Hyacinthe.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 260 soit renvoyé à la Commission de l'aménagement et des équipements pour consultations et étude détaillée, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de la commission pour l'étude de ce projet de loi.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Un avis de classement de la Commission des biens culturels du Québec concernant les biens meubles de la maison Stuart-Henry.

(Document n° 740 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Le rapport de la Commission de l'éducation qui, le 22 novembre 1990, a vérifié les engagements financiers du ministère de l'Éducation, pour les mois de janvier à septembre 1990.

(Document n° 741 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

---

M. le Président donne la directive suivante concernant la question prise en délibéré le 29 novembre 1990 et portant sur la recommandation du Lieutenant-gouverneur transmise au moment de l'adoption du principe d'un projet de loi:

### **DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE**

Sous l'empire de l'ancien règlement Geoffrion, la procédure applicable à l'étude d'un projet de loi ayant des incidences financières était empreinte d'un formalisme rigide. Depuis 1972, la procédure s'est assouplie: la recommandation est acheminée par un ministre de la Couronne. Cette pratique est bien établie et la présidence doit accepter la parole du ministre, lorsqu'il déclare que le Lieutenant-gouverneur a pris connaissance du projet de loi et qu'il en recommande l'étude à l'Assemblée.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

##### *Adoption du principe*

M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le principe du projet de loi 85, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit maintenant adopté.

Après un débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 85, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 85 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 85, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux.

---

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, propose:

QUE la motion en discussion soit amendée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans six mois».

---

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

---

Vingt heures

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de report présentée par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la durée de ce débat restreint. Mises à part les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants pourra être redistribué et les interventions se limiteront à une durée de 30 minutes chacune.

Le débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Claveau (Ungava) propose:

QUE soit ajourné le débat en cours sur la motion de report.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 114)

POUR

Blais	Carrier-Perreault	Jolivet	Morin
Boisclair	Chevrette	Juneau	
Bourdon	Claveau	Lazure	
Caron	Harel	Léonard	

CONTRE

Bélisle	Brouillette	Côté	Dionne
Bleau	Charbonneau	(Riv.-du-Loup)	Doyon
Boucher-Bacon	Chenail	Cusano	Dutil
Bourbeau	Cherry	Després	Farrah

Gautrin	Lafrance	Pagé	Rivard
Gauvin	Lafrenière	Paradis	Robic
Gobé	Lemieux	(Brome-Miss.)	Robillard
Hamel	Lemire	Paradis	Thérien
Houde	Maltais	(Matapédia)	Tremblay
Joly	Marcil	Philibert	(Rimouski)
Kehoe	Middlemiss	Richard	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 13 Contre: 39 Abstention: 0

Le débat reprend sur la motion de report présentée par M. Brassard, whip de l'Opposition officielle, relative à l'adoption du principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 115)

POUR

Blais	Carrier-Perreault	Harel	Léonard
Boisclair	Chevrette	Jolivet	Morin
Bourdon	Claveau	Juneau	
Caron	Dupuis	Lazure	

CONTRE

Bélisle	Chenail	Dutil	Maltais
Bergeron	Cherry	Gautrin	Marcil
Bleau	Côté	Gauvin	Middlemiss
Boucher-Bacon	(Riv.-du-Loup)	Gobé	Pagé
Bourbeau	Cusano	Hamel	Paradis
Brouillette	Després	Houde	(Brome-Miss.)
Camden	Dionne	Lafrance	Paradis
Charbonneau	Doyon	Lafrenière	(Matapédia)



Philibert  
Poulin

Richard  
Rivard

Robillard  
Thérien

Tremblay  
(*Rimouski*)

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 14 Contre: 36 Abstention: 0

Le débat reprend sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

**Le mardi 4 décembre 1990**

À la fin de son intervention, M. Boisclair (Gouin) propose:

QUE le projet de loi 89 soit scindé en deux projets de loi, un premier intitulé: Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente au détail et d'autres dispositions législatives, comprenant les articles 1 à 58, et un second intitulé: Loi favorisant l'intégration de l'administration de la taxe sur les produits et services, comprenant les articles 59, 60 et 61.

M. Lefebvre, vice-président, entend quelques interventions sur la recevabilité de cette motion de scission, puis prend l'affaire en délibéré et, à cette fin, suspend la séance à loisir.

À la reprise des travaux, M. Lefebvre, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Boisclair (Gouin):

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de scission du projet de loi 89 proposée par M. Boisclair (Gouin) est recevable puisque ce projet de loi contient plus d'un principe, l'un portant réforme de la taxation au Québec, l'autre ayant trait à l'administration d'une loi fiscale fédérale et à l'intégration d'employés du gouvernement fédéral.

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de scission présentée par M. Boisclair (Gouin), M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la durée de ce débat restreint. Mises à part les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants pourra être redistribué et les interventions se limiteront à une durée de 30 minutes chacune.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion de scission est rejetée.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné et il est ordonné:

QUE le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 89 se poursuive à la séance du mardi 4 décembre 1990, après les affaires courantes, qu'il soit limité à deux (2) interventions de la part de représentants de chaque groupe parlementaire et qu'un vote par appel nominal soit tenu aux affaires courantes de la séance du 5 décembre 1990.

---

À 1 h 30, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 4 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que le principe du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Blais (Masson).

---

À 12 h 27, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, présente un énoncé de politique relatif à l'immigration et à l'intégration des nouveaux arrivants.

M. Godin (Mercier) fait quelques commentaires au nom de l'Opposition officielle, et la ministre termine par une réplique.

### Dépôts de documents

Mme Gagnon-Tremblay, ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration, dépose:

Un énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration intitulé: *Au Québec, pour bâtir ensemble*, accompagné des quatre études complémentaires suivantes:

- *L'intégration des immigrants et des Québécois des communautés culturelles: document de réflexion et d'orientation;*
- *Le mouvement d'immigration d'hier à aujourd'hui;*
- *Profil de la population immigrée, recensée au Québec en 1986;*
- *Rôle de l'immigration internationale et l'avenir démographique du Québec.*

(Document n° 742 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de la culture procède à une consultation générale et tienne des auditions publiques à compter du 19 février 1991 sur l'énoncé de politique en matière d'immigration et d'intégration intitulé: *Au Québec, pour bâtir ensemble*, ainsi que sur les niveaux d'immigration souhaités pour les années 1992, 1993 et 1994; que les mémoires soient reçus au plus tard le 21 janvier 1991 et que la ministre des Communautés culturelles et de l'Immigration soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

#### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

#### Motions sans préavis

M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) propose:

QUE cette Assemblée félicite M. Serge Turgeon à qui la société Saint-Jean-Baptiste de Montréal a décerné, le 3 décembre 1990, le titre de Patriote de l'année.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

#### Avis touchant les travaux des commissions

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée

du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives.

### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu une lettre de M. Séguin (Montmorency) datée du 3 décembre 1990 et l'avisant de sa décision de quitter son siège de député à compter du 21 décembre 1990. À cette occasion, M. le Président donne la directive suivante:

#### **DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE**

Malgré les précédents, une démission ne peut être faite à terme; ainsi, la lettre du député de Montmorency ne peut recevoir l'effet escompté. Étant donné qu'une démission rend vacant le siège du député démissionnaire et que le Président a l'obligation d'informer l'Assemblée, dès sa réception, de cette démission, et par conséquent de la vacance du siège, une démission assortie d'un terme demeure incompatible avec la vacance qu'elle doit provoquer. Bref, la démission écrite doit être exécutoire à partir de la date qu'elle porte et n'être assortie d'aucun terme.

---

### **AFFAIRES DU JOUR**

#### **Projets de loi du gouvernement**

##### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

4 décembre 1990

---

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 20, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

**Vingt heures**

L'Assemblée poursuit le débat sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE le projet de loi 108 soit scindé en deux projets de loi, un premier intitulé: Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, comprenant les articles 1 à 205, 207 à 249 et 251 à 259 et un second intitulé: Loi concernant le contrôle du transport routier des personnes et des marchandises, comprenant les articles 206 et 250.

M. Bissonnet, vice-président, entend quelques remarques sur la recevabilité de cette motion de scission puis prend l'affaire en délibéré et, à cette fin, suspend la séance à loisir.

À la reprise des travaux, M. Bissonnet, vice-président, rend la décision suivante sur la recevabilité de la motion de scission présentée par Mme Juneau (Johnson):

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Cette motion de scission est recevable pour les motifs suivants: Le projet de loi établit un nouveau contrôle du transport routier des personnes et des marchandises. Un parlementaire pourrait être contre l'intégration de ce nouvel élément en étant par ailleurs d'accord avec les autres mesures venant bonifier la sécurité routière. Selon la division effectuée par la motion de scission, il apparaît que les deux projets de loi qui résulteraient de la scission seraient des projets de loi en eux-mêmes.

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de scission présentée par Mme Juneau (Johnson), M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée de la répartition du temps de parole établie pour la durée de ce débat restreint. Mises à part les 10 minutes allouées à l'ensemble des députés indépendants, les deux groupes parlementaires se partageront également la période consacrée à la discussion de cette motion. Dans ce cadre, le temps non utilisé par l'un des groupes ou par les députés indépendants pourra être redistribué et les interventions se limiteront à une durée de 30 minutes chacune.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 116)

#### POUR

Bourdon	Claveau	Juneau	Perron
Carrier-Perreault	Harel	Paré	Vermette
Chevrette			

#### CONTRE

Atkinson	Boucher-Bacon	Charbonneau	Farrah
Audet	Bourbeau	Chenail	Forget
Bergeron	Bradet	Després	Gauvin
Bleau	Brouillette	Dionne	Gobé
Bordeleau	Chagnon	Elkas	Hamel



4 décembre 1990

---

Houde	Loiselle	Philibert	Trépanier
Johnson	Maltais	Poulin	Vallières
Lafrance	Marcil	Richard	
Leclerc	Paradis	Thérien	
Lemieux	( <i>Matapédia</i> )	Tremblay	
Lemire	Parent	( <i>Rimouski</i> )	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 9 Contre: 38 Abstention: 0

Le débat reprend sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la prochaine séance.

---

Le mercredi 5 décembre 1990

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le principe du projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 106 est adopté.

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 106 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

4 décembre 1990

---

Du consentement de l'Assemblée et sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'ordre de l'Assemblée adopté à la séance du 3 décembre 1990 concernant les modalités de la suite du débat sur l'adoption du principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, est modifié de façon que ce débat reprenne plutôt à la séance du 5 décembre 1990 et qu'il soit limité à une intervention pour chaque groupe parlementaire.

---

À 0 h 35, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 5 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, M. Lefebvre, vice-président, informe l'Assemblée que, conformément à l'ordre adopté le 3 décembre 1990, la motion fera l'objet d'un vote par appel nominal aux affaires courantes de la présente séance.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, informe l'Assemblée que Son Excellence le Lieutenant-gouverneur recommande l'étude du projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts, et le ministre propose que le principe de ce projet de loi soit maintenant adopté.

Le débat s'engage.

---

À 12 h 28, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, transmet le message suivant de Son Excellence le Lieutenant-gouverneur à M. le Président, qui en fait lecture à l'Assemblée:

#### CABINET DU LIEUTENANT-GOUVERNEUR

Son Excellence le Lieutenant-gouverneur du Québec transmet à l'Assemblée nationale les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991, conformément à l'article 54 de la *Loi constitutionnelle de 1867*, et recommande ces crédits à la considération de l'Assemblée.

Québec, le 5 décembre 1990

Martial Asselin

M. Levesque, ministre des Finances, dépose les crédits supplémentaires # 1 pour l'année financière se terminant le 31 mars 1991.

(Document n° 743 de la session)

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les crédits supplémentaires # 1 pour 1990-1991 sont renvoyés en commission plénière.

---

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel de la Société du Palais des congrès, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 744 de la session)

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

Les réponses du Premier ministre aux questions écrites de M. Paré (Shefford) concernant:

- l'identité des personnes qui procèdent au tri des candidatures relatives au nouveau collège électoral du Conseil permanent de la jeunesse – question n° 53, *Feuilleton et préavis* du 5 décembre 1990;  
(Document n° 745 de la session)
- l'identité des répondants en matière de jeunesse pour chacun des ministères et organismes du gouvernement du Québec. Question n° 54, *Feuilleton et préavis* du 5 décembre 1990.

(Document n° 746 de la session)

---

La réponse de M. Johnson, président du Conseil du Trésor, à la question écrite de M. Paré (Shefford) concernant les personnes de moins de trente ans embauchées par la fonction publique depuis 1985. Question n° 55, *Feuilleton et préavis* du 5 décembre 1990.

(Document n° 747 de la session)

---

La réponse de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, à la question écrite de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) concernant les investissements d'immobilisations effectués par la SIQ et les sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire, pour les années 1988 et 1989, de même que les prévisions pour 1990. Question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 5 décembre 1990.

(Document n° 748 de la session)

---

La réponse de M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, à la question écrite de Mme Blackburn (Chicoutimi)

concernant les plaintes reçues par l'Office des professions à l'égard des diverses corporations professionnelles pour l'année 1989-1990. Question n° 91, *Feuilleton et préavis* du 5 décembre 1990.

(Document n° 749 de la session)

### Dépôts de pétitions

Sont déposés deux extraits de pétition demandant que le ministère de l'Énergie et des Ressources révise ses décisions relatives aux camps de chasse:

- le premier, extrait d'une pétition signée par 285 pétitionnaires, par M. Morin (Dubuc);  
(Document n° 750 de la session)
- le second, extrait d'une pétition signée par 247 pétitionnaires, par M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue).  
(Document n° 751 de la session)

---

Mme Boucher-Bacon (Bourget) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 4200 pétitionnaires, concernant le monopole médical en matière de soins de santé au Québec et demandant à l'Assemblée nationale de légaliser les formes de thérapie non traditionnelles et d'instituer une commission parlementaire à ce sujet;  
(Document n° 752 de la session)
- l'extrait d'une pétition, signée par 86 pétitionnaires, demandant que les soins de santé au Québec ne relèvent pas exclusivement des médecins et que la population ait la liberté de choix en ce domaine;  
(Document n° 753 de la session)
- l'extrait d'une pétition, signée par 17 pétitionnaires, concernant le monopole reconnu par la *Loi médicale* et demandant à l'Assemblée nationale de légaliser les formes de thérapie non traditionnelles.  
(Document n° 754 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période des questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Lazure (La Prairie) dépose:

Un rapport d'enquête du ministère de l'Environnement daté du 27 janvier 1988 et relatant la chronologie des événements en rapport avec la Sablière Thouin.

(Document n° 755 de la session)

---

Au cours de la période des questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Une décision de la Commission d'accès à l'information concernant la cause Graeme Hamilton contre le ministère de l'Environnement à la suite d'une demande d'accès aux rapports concernant le déversement des déchets dangereux à la Sablière Thouin.

(Document n° 756 de la session)

Un extrait du *Journal des Débats* de l'Assemblée nationale du 19 avril 1983 concernant la gestion des déchets.

(Document n° 757 de la session)

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le principe du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

(Vote n° 117)

POUR

Atkinson	Chenail	Johnson	Rémillard
Bacon	Cherry	Khelfa	Richard
Beaudin	Côté	Larouche	Rivard
Bélisle	(Charlesbourg)	Leclerc	Robic
Bergeron	Côté	Lemieux	Robillard
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lemire	Ryan
(Roberval)	Cusano	Levesque	Savoie
Bleau	Dionne	Loiselle	Thérien
Bordeleau	Doyon	Maltais	Tremblay
Boucher-Bacon	Dutil	Marcil	(Outremont)
Bourbeau	Elkas	Pagé	Tremblay
Bradet	Farrah	Paradis	(Rimouski)
Brouillette	Forget	(Brome-Miss.)	Trépanier
Camden	Frulla-Hébert	Paradis	Vallerand
Cameron	Gautrin	(Matapédia)	Vallières
Cannon	Gauvin	Parent	
Chagnon	Gobé	Philibert	
Charbonneau	Hamel	Poulin	

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	
Bourdon	Godin	Morin	
Caron	Harel	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 62 Contre: 21 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 108 est



renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit maintenant adopté.

(Vote n° 118)

POUR

Atkinson	Chenail	Johnson	Poulin
Bacon	Cherry	Khelfa	Rémillard
Beaudin	Côté	Lafrance	Richard
Bélisle	( <i>Charlesbourg</i> )	Larouche	Rivard
Bergeron	Côté	Leclerc	Robic
Blackburn	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Lemieux	Robillard
( <i>Roberval</i> )	Cusano	Lemire	Ryan
Bleau	Dionne	Levesque	Savoie
Bordeleau	Doyon	Loiselle	Thérien
Boucher-Bacon	Dutil	Maltais	Tremblay
Bourbeau	Elkas	Marcil	( <i>Outremont</i> )
Bradet	Farrah	Pagé	Tremblay
Brouillette	Forget	Paradis	( <i>Rimouski</i> )
Camden	Frulla-Hébert	( <i>Brome-Miss.</i> )	Trépanier
Cameron	Gautrin	Paradis	Vallerand
Cannon	Gauvin	( <i>Matapédia</i> )	Vallières
Chagnon	Gobé	Parent	
Charbonneau	Hamel	Philibert	

CONTRE

Baril	Carrier-Perreault	Jolivet	Perron
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Dufour	Lazure	Vermette
Boulerice	Dupuis	Léonard	
Bourdon	Godin	Morin	
Caron	Harel	Paré	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 63 Contre: 21 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 89 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

### **Motions sans préavis**

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, propose:

QUE cette Assemblée félicite toutes les personnes qui ont été honorées lors de la soirée du Mérite sportif québécois, tenue à Montréal le 30 novembre 1990, et lors du gala de l'Athlète de l'année de la région de Québec, tenu à l'Université Laval le 3 décembre 1990.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Boulerice (Sainte-Marie--Saint-Jacques) présente une motion qui ne peut être débattue faute de consentement.

### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée

du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives; et

- la Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le principe du projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 119)

#### POUR

Atkinson	Bradet	Côté	Harel
Audet	Brouillette	(Riv.-du-Loup)	Jolivet
Bélisle	Camden	Cusano	Juneau
Bergeron	Cameron	Dionne	Khelfa
Blais	Caron	Doyon	Lafrance
Bleau	Carrier-Perreault	Dufour	Lazure
Boisclair	Chagnon	Dupuis	Lemieux
Bordeleau	Charbonneau	Farrah	Lemire
Boucher-Bacon	Chenail	Forget	Léonard
Bourbeau	Chevrette	Gauvin	Loiselle
Bourdon	Claveau	Gobé	Maltais

Marcil	Parent	Savoie	Tremblay
Morin	Philibert	Thérien	( <i>Rimouski</i> )
Paradis	Poulin	Tremblay	Trudel
( <i>Matapédia</i> )	Richard	( <i>Outremont</i> )	Vermette
Paré			

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 57 Contre: 0 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 111 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

---

Vingt heures

Le débat se poursuit sur la motion de M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, proposant que le principe du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 86 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le principe du projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 87 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

---

5 décembre 1990

---

À 23 h 6, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 6 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

À 10 h 25, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance à loisir.

À la reprise des travaux, le débat est ajourné au nom de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle.

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le principe du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, est adopté.

**6 décembre 1990**

---

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 112 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

À 12 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

**Quatorze heures**

**Moment de recueillement**

M. le Président invite les parlementaires à consacrer le moment de recueillement à la mémoire des victimes du drame de l'École polytechnique de Montréal survenu le 6 décembre 1989.

## **AFFAIRES COURANTES**

**Dépôts de pétitions**

M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 28 pétitionnaires, demandant que le ministère de la Santé et des Services sociaux sursoie à sa décision d'effectuer des coupures dans les suppléments versés aux familles d'accueil.

(Document n° 758 de la session)



### Questions et réponses orales

Au cours de la période des questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, Mme Bacon, vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Une pochette de presse comprenant une déclaration prononcée par la ministre, le 6 décembre 1990, sur la politique gouvernementale dans le secteur de l'électricité et trois (3) communiqués de presse s'y rapportant.

(Document n° 759 de la session)

### Motions sans préavis

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose:

QUE cette Assemblée nationale souligne le 25<sup>e</sup> anniversaire de la Régie des rentes du Québec, laquelle fut créée par l'entrée en vigueur, en juillet 1965, de la *Loi sur le régime de rentes du Québec*.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 90<sup>e</sup> anniversaire de fondation du Mouvement des caisses populaires et d'économie Desjardins et qu'elle rende un hommage particulier à son fondateur, Alphonse Desjardins.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

## **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal; et
- la Commission de l'économie et du travail, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts.

---

## **AFFAIRES DU JOUR**

### **Projets de loi du gouvernement**

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, ministre de l'Éducation, proposant que le principe du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 120)

POUR

Audet	Côté	Lafrenière	Richard
Beaudin	( <i>Riv.-du-Loup</i> )	Leclerc	Robic
Bélisle	Cusano	Lemire	Ryan
Bergeron	Forget	LeSage	Savoie
Bordeleau	Gautrin	Loiselle	St-Roch
Boucher-Bacon	Gauvin	MacMillan	Tremblay
Bourbeau	Gobé	Maltais	( <i>Rimouski</i> )
Bradet	Joly	Middlemiss	Williams
Brouillette	Kehoe	Pagé	
Camden	Khelfa	Parent	
Charbonneau	Lafrance	Poulin	

CONTRE

Baril	Caron	Godin	Marois
Blais	Carrier-Perreault	Harel	Morin
Boisclair	Claveau	Jolivet	Vermette
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 39 Contre: 18 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 102 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail le projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le principe du projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le principe du projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives, est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des institutions.

---

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

---

Vingt heures

M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le principe du projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À la fin de son intervention, M. Dufour (Jonquière) propose:

QUE le projet de loi 110 soit scindé en deux projets de loi, un premier intitulé: Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais, comprenant les articles 1 à 163, et un second intitulé: Loi concernant un référendum sur le regroupement des territoires des villes d'Aylmer, de Gatineau et de Hull, comprenant l'article 164.

M. Bissonnet, vice-président, entend quelques remarques de part et d'autre sur la recevabilité de la motion de scission présentée par M. Dufour (Jonquière) et rend la décision suivante:

#### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La motion de scission du projet de loi 110 est recevable pour les motifs suivants: elle respecte les quatre critères établis par la jurisprudence et, à sa face même, le principe de l'article 164 est distinct des autres principes contenus dans le projet de loi.

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de scission présentée par M. Dufour (Jonquière), M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée que la répartition du temps de parole pour la durée du débat sera la suivante: chaque groupe parlementaire ne disposera que d'une seule intervention de dix minutes.

Le débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est rejetée.

Le débat reprend sur la motion de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, proposant que le principe du projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 110 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements.

---

À 23 h 28, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au vendredi 7 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 28, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion portant adoption du principe du projet de loi 103 est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

272 Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian.

(Document n° 760 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 272, Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 272 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration, et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

258 Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp.

(Document n° 761 de la session)



M. Atkinson (Notre-Dame-de-Grâce), au nom de M. Holden (Westmount), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 258, Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp.

La motion est adoptée.

M. Pagé, leader du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 258 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration, et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Un ensemble de documents intitulés: «Une réforme axée sur le citoyen».

(Document n° 762 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Ryan, ministre des Affaires municipales, dépose:

Le rapport annuel du ministère des Affaires municipales, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 763 de la session)

Le rapport annuel de la Société d'aménagement de l'Outaouais, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 764 de la session)

Les rapports annuels de la Commission municipale du Québec, pour les exercices financiers terminés les 31 mars 1989 et 31 mars 1990.

(Document n° 765 de la session)

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel de la Société québécoise d'assainissement des eaux, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 766 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Motions sans préavis

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 244 et 143.1 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'aménagement et des équipements tienne, le lundi 10 décembre 1990, de 16 h à 18 h 35, à la salle Louis-Joseph-Papineau, des consultations particulières dans le cadre de l'étude détaillée du projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais; que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat; et que les groupes invités ainsi que l'horaire des consultations soient ceux spécifiés aux documents ci-après déposés.

La motion est adoptée.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux travaux de la commission mentionnée plus haut, de même que l'horaire des consultations.

(Document n° 767 de la session)

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QU'à la suite du décès de M. Jean Duceppe, l'Assemblée nationale rende hommage à cette grande figure du monde artistique québécois et offre ses plus sincères condoléances à sa famille.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose:

QU'en ce 7 décembre l'Assemblée nationale souligne le début de l'opération Nez rouge et que soit déclaré le 14 décembre 1990 journée officielle de l'opération Nez rouge.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;

- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, et le projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de la culture relatif au projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives.

Après un débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, proposant que le principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

7 décembre 1990

---

En conséquence, le principe du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, est adopté.

Sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, le projet de loi 103 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

---

À 17 h 23, sur la motion de M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, les travaux sont ajournés au lundi 10 décembre, à 14 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 120 Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des services juridiques, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 768 de la session)

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du Musée du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 769 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Jolivet (Laviolette) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, les 5 et 6 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 111 Loi sur le ministère des Forêts – Rapporté avec des amendements.  
(Document n° 770 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Dufour (Jonquière) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 60 pétitionnaires, demandant le maintien, à Jonquière, du centre de recherches de la compagnie Price de Kénogami.
- (Document n° 771 de la session)

### Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président informe l'Assemblée qu'il a reçu de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, un avis lui indiquant son intention de soulever une question de privilège concernant la publication, par le ministère du Revenu, d'une annonce publicitaire relative à l'application de la taxe de vente du Québec (TVQ), alors que le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, est encore à l'étude à l'Assemblée, ce qui, selon M. Chevette, constituerait un outrage à l'Assemblée.

M. le Président prend en délibéré la recevabilité de cette question de privilège.



## Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

## Motions sans préavis

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose:

QUE l'Assemblée nationale souligne le 42<sup>e</sup> anniversaire de la *Déclaration universelle des droits de l'homme*, qui représente l'idéal commun à atteindre par tous les peuples et toutes les nations, et qu'elle souligne également l'entrée en vigueur des dispositions de la *Charte des droits et libertés de la personne* créant le Tribunal des droits de la personne.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, propose:

QU'à la suite du décès de M. Jean-Paul Lemieux, l'Assemblée nationale rende hommage à ce grand peintre québécois et offre ses plus sincères condoléances à sa famille.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

## Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission des affaires sociales, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à des consultations particulières et à l'étude détaillée du projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais;
- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives; et
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration tiendra une séance de travail afin d'examiner un projet de rapport contenant les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission quant à l'opportunité de maintenir en vigueur ou, le cas échéant, de modifier la *Loi sur la fonction publique*.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, convoque une réunion des leaders afin qu'il soit convenu du moment où le rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, devra être déposé.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 32, Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique, est adopté.

---

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 42, Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec, est adopté.

---

M. Cannon, ministre des Communications, propose que le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 62, Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption du principe*

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 98 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

---

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

---

Vingt heures

M. Bissonnet, vice-président, informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu par les leaders parlementaires à leur réunion visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

En conséquence, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

#### *Adoption du principe*

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 105 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le principe du projet de loi 104, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 104, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 104, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation.

---

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

**Le mardi 11 décembre 1990**

Le débat est ajourné sur la motion de M. Cusano, whip en chef du gouvernement.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Cusano, whip en chef du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, reprenne à la séance du mercredi 12 décembre et qu'il soit limité à une seule intervention pour chaque groupe parlementaire.

10 décembre 1990

---

À 0 h 45, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 11 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

#### *Crédits supplémentaires*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE la commission plénière entreprenne, au cours de la présente période des affaires du jour et selon le programme ci-après mentionné, l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991: une période d'une heure sera consacrée à l'étude des crédits supplémentaires du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, suivie d'une période d'une heure trente réservée à l'étude des crédits supplémentaires du ministère des Finances.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991.

#### *Étude en commission plénière*

La commission plénière entreprend l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991.

11 décembre 1990

---

M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la Commission a étudié les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991 et qu'elle n'a pas fini de délibérer.

---

À 12 h 45, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

268 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

(Document n° 772 de la session)

M. Cusano, whip en chef du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 268 soit renvoyé pour consultations et étude détaillée à la

Commission de l'aménagement et des équipements, et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, dépose:

Un document intitulé: *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*.

(Document n° 773 de la session)

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 188 du Règlement, M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose:

QUE la Commission des affaires sociales procède à des consultations particulières et tienne des auditions publiques, les 13 et 14 mars 1991, sur le document intitulé: *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*; que les mémoires soient reçus au Secrétariat des commissions au plus tard le 8 février 1991; que le ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle soit membre de la commission pour la durée de ce mandat; et que la liste des groupes invités soit celle ci-après déposée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La liste des groupes invités à participer aux consultations particulières portant sur le document intitulé: *Les régimes de retraite: le partage équitable des excédents d'actif*.

(Document n° 774 de la session)

---

M. le Président dépose les décisions suivantes du Bureau de l'Assemblée nationale, datées du 7 décembre 1990:

- la décision 404 concernant le Règlement modifiant de nouveau le Règlement sur certaines règles applicables à la Commission sur l'avenir politique et constitutionnel du Québec;
- la décision 405 concernant le Règlement concernant une masse salariale spéciale pour la rémunération du personnel du député de la circonscription électorale de Saguenay;
- la décision 408 concernant le Règlement sur le paiement des frais reliés à l'achat et à l'utilisation d'appareils téléphoniques de type cellulaire par du personnel des cabinets de l'Assemblée nationale.

(Document n° 775 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 3 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 85 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux – Rapporté avec des amendements.

(Document n° 776 de la session)

### Questions et réponses orales

Au cours de la période des questions, du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Garon (Lévis) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 7 septembre 1990, par lui adressée au ministre des Transports, M. Sam Elkas, concernant une subvention de 308 000 \$ versée, à la demande de ce dernier, par le Conseil du Trésor au conseil de bande des Mohawks de Kahnawake, au mois d'avril 1990.

(Document n° 777 de la session)

**avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et de procéder, dans l'ordre indiqué, à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 272, Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian, et le projet de loi 258, Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp.

## AFFAIRES DU JOUR

### Crédits budgétaires

#### *Crédits supplémentaires*

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de poursuivre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991.

#### *Étude en commission plénière*

La commission plénière étudie, pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991, les crédits supplémentaires # 1 des ministères suivants: le ministère de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie; le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour le secteur des pêcheries; ainsi que le ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

Au cours de la discussion et à la demande de Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve), M. Lefebvre, vice-président, autorise M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, à déposer les documents suivants:

- copie de l'allocution prononcée par le ministre au début de l'étude des crédits supplémentaires # 1 du ministère de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle; et
- un tableau récapitulatif faisant état de la situation au 23 novembre 1990 en ce qui concerne le Programme d'aide à l'intégration en emploi (PAIE).

(Document n° 778 de la session)

M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la Commission a poursuivi l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991 et qu'elle n'a pas fini de délibérer.

---

À 18 h 30, M. le Président suspend les travaux jusqu'à 20 heures.

---

Vingt heures

## **Projets de loi du gouvernement**

### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes.

Le rapport est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Vallières, ministre délégué à l'Agriculture, aux Pêcheries et à l'Alimentation propose que le projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 96, Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes, est adopté.

---

### Motions du gouvernement

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, proposant:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Le mercredi 12 décembre 1990

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 121)

#### POUR

Beaudin	Brouillette	Després	Gautrin
Bélanger	Camden	Dionne	Gauvin
(Még.-Compton)	Charbonneau	Dutil	Gobé
Bergeron	Cherry	Farrah	Hamel
Bordelcau	Côté	Fradet	Houde
Boucher-Bacon	(Riv.-du-Loup)	Frulla-Hébert	Johnson
Bradet	Cusano	Gagnon-Tremblay	Joly



11 décembre 1990

---

Kehoe	Loiselle	Paradis	Savoie
Khelfa	MacMillan	(Matapédia)	St-Roch
Lafrance	Maltais	Parent	Tremblay
Lafrenière	Marcil	Pelchat	(Rimouski)
Leclerc	Middlemiss	Poulin	
LeSage	Pagé	Robic	

CONTRE

Boisclair	Carrier-Perreault	Marois	Vermette
Boulerice	Claveau	Paré	
Bourdon	Juneau	Perron	
Caron	Léonard	Trudel	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 46    Contre: 13    Abstention: 0

---

À 1 h 35, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 12 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

JEAN-PIERRE SAINTONGE



---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

### Crédits budgétaires

#### *Crédits supplémentaires*

Sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991.

12 décembre 1990

---

*Étude en commission plénière*

La commission plénière étudie les crédits supplémentaires # 1 du ministère de la Sécurité publique pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991.

---

M. le président de la commission plénière fait rapport à l'Assemblée que la Commission a étudié les crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991 et qu'elle n'a pas fini de délibérer.

---

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

**AFFAIRES COURANTES**

**Présentation de projets de loi**

M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 113 Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 779 de la session) }

---

M. Blackburn, ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 780 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

Les réponses du ministre du Travail aux questions écrites de M. Bourdon (Pointe-aux-Trembles) concernant les sujets suivants:

- le nombre de travailleuses enceintes qui s'étaient prévaluées du retrait préventif au 16 octobre 1990 – question n° 17, *Feuilleton et préavis* du 12 décembre 1990;

(Document n° 781 de la session)

- le nombre de personnes qui, le 16 octobre 1990, étaient en attente d'une première évaluation pour dommages corporels à la suite d'un accident du travail – question n° 18, *Feuilleton et préavis* du 12 décembre 1990;

(Document n° 782 de la session)

- le nombre de personnes qui avaient demandé une révision de leur cas au 16 octobre 1990 devant les différentes instances de la Commission de la santé et de la sécurité du travail – question n° 19, *Feuilleton et préavis* du 12 décembre 1990.

(Document n° 783 de la session)

Les réponses du ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche aux questions écrites de Mme Juneau (Johnson) sur les sujets suivants:

- les subventions octroyées depuis 1986 par le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche aux conseils régionaux de l'âge d'or – question n° 12, *Feuilleton et préavis* du 12 décembre 1990;

(Document n° 784 de la session)

- les subventions accordées depuis 1985 dans le cadre du Programme d'aide au développement des équipements de loisir – question n° 44, *Feuilleton et préavis* du 12 décembre 1990.

(Document n° 785 de la session)

La réponse du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche à la question écrite de M. Morin (Dubuc) concernant les ententes intervenues depuis 1985 entre le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et le gouvernement fédéral quant à la mise en valeur et à la protection de la faune – question n° 47, *Feuilleton et préavis* du 12 décembre 1990.

(Document n° 786 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport de la Commission de la fonction publique concernant l'égalité d'accès de tous les citoyens à la fonction publique et la gestion des emplois occasionnels et de leurs titulaires – rapport déposé en application de l'article 115 de la *Loi sur la fonction publique*.

(Document n° 787 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 5, 6, 7 et 10 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 89 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal – étude du projet de loi non terminée.

(Document n° 788 de la session)

### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Baril (Arthabaska) dépose:

Quatre (4) documents portant sur le zonage agricole dans le secteur de la ville de Carignan;

(Document n° 789 de la session)

Et M. Lazure (La Prairie) dépose:

Une lettre adressée le 6 décembre 1990 par le maire de la ville de Carignan, M. Paul-André Perreault, au député de La Prairie lui transmettant la décision 12-90-417 adoptée par le conseil municipal concernant une révision de la zone agricole permanente.

(Document n° 790 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, dépose;

Copie d'une lettre adressée le 7 décembre 1990 au ministre de la Défense nationale, L'Honorable William McKnight, par le ministre de la Sécurité

publique sollicitant une aide financière du gouvernement fédéral à la suite des événements s'étant produits au cours de l'été 1990 à Oka, Châteauguay et Kahnawake.

(Document n° 791 de la session)

## Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le principe du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit maintenant adopté.

(Vote n° 122)

### POUR

Audet	Ciaccia	Joly	Philibert
Bacon	Côté	Kehoe	Picotte
Beaudin	(Charlesbourg)	Khelfa	Poulin
Bégin	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Richard
(Laval-des-Rap.)	Cusano	Leclerc	Rivard
Bélanger	Dauphin	Lemire	Robic
(Még.-Compton)	Després	LeSage	Robillard
Bélisle	Dionne	Levesque	Ryan
Benoit	Doyon	Libman	Savoie
Bergeron	Dutil	Loiselle	Sirros
Blackburn	Elkas	Maciocia	St-Roch
(Roberval)	Farrah	MacMillan	Tremblay
Bleau	Forget	Maltais	(Outremont)
Bordeleau	Fradet	Marcil	Tremblay
Boucher-Bacon	Frulla-Hébert	Messier	(Rimouski)
Bourbeau	Gagnon-Tremblay	Middlemiss	Vallerand
Bradet	Gautrin	Pagé	Vallières
Camden	Gauvin	Paradis	Williams
Cameron	Gobé	(Brome-Miss.)	
Cannon	Holden	Paradis	
Charbonneau	Houde	(Matapédia)	
Chenail	Hovington	Parent	
Cherry	Johnson	Pelchat	



CONTRE

Baril	Caron	Harel	Paré
Beaulne	Carrier-Perreault	Jolivet	Parizeau
Blackburn	Chevrette	Juneau	Perron
(Chicoutimi)	Claveau	Lazure	Trudel
Boisclair	Dufour	Léonard	Vermette
Bourdon	Garon	Marois	
Brassard	Gendron	Morin	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 82 Contre: 25 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 109 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, l'Assemblée procède aux avis touchant les travaux des commissions.

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;

- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration tiendra une deuxième séance de travail afin de poursuivre l'examen du projet de rapport contenant les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission sur l'opportunité de maintenir en vigueur ou, le cas échéant, de modifier la *Loi sur la fonction publique*.

#### Motions sans préavis

M. Richard (Nicolet-Yamaska) propose:

QU'à la suite de la canonisation de la première femme canadienne-française et québécoise, l'Assemblée nationale rende hommage à soeur Marguerite d'Youville.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le principe du projet de loi 81, Loi modifiant le Code du travail, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe du projet de loi 81, Loi modifiant le Code du travail, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 81 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'économie et du travail.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts, ainsi que l'amendement proposé par M. Côté, ministre délégué aux Forêts.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport amendé est adopté.

#### *Adoption du principe*

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 100, Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle

concernant la publicité professionnelle et certains registres, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 100, Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 100 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, soit maintenant adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 99 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'éducation.

---

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, M. Bissonnet, vice-président, convoque une réunion des leaders afin qu'il soit convenu du moment où le rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, devra être déposé.

À 18 h 27, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

**Vingt heures**

M. le Président informe l'Assemblée qu'aucun accord n'a pu être conclu par les leaders parlementaires à leur réunion visant à fixer le moment du dépôt du rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec.

En conséquence, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, demande une directive à la présidence sur l'usage de la motion de clôture dans le cas présent, alors que les travaux de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 109 ont commencé le jour même.

Puis, M. le Président entend sur cette question des remarques de part et d'autre et rend la directive suivante:

#### DIRECTIVE DE LA PRÉSIDENTE

M. le Président se réfère aux divers éléments d'une décision rendue le 15 juin 1990 sur la validité d'une motion de clôture. Il ajoute que, dès lors qu'une motion d'envoi est adoptée, conformément à l'article 243 du Règlement, le leader du gouvernement peut se prévaloir de cette procédure exceptionnelle.

D'autre part, l'usage ou le recours à une disposition du Règlement par un membre de l'Assemblée ne peut être assimilée à une forme quelconque de chantage, non plus qu'à une violation de privilège. Il se peut que le recours à une disposition du Règlement contribue à établir un rapport de forces, sans plus.

## Crédits budgétaires

### *Crédits supplémentaires*

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin de reprendre l'étude des crédits supplémentaires # 1 pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991.

### *Étude en commission plénière*

La commission plénière étudie les crédits supplémentaires # 1 du ministère de la Santé et des Services Sociaux pour l'exercice financier se terminant le 31 mars 1991.

---

L'étude des crédits supplémentaires terminée, M. le président de la commission plénière fait le rapport suivant:

La commission plénière a adopté tous les crédits supplémentaires # 1 et le gouvernement est autorisé à prendre sur le fonds consolidé du revenu une somme maximale de 399 343 900 \$ pour le paiement des crédits supplémentaires de dépenses du Québec présentés à l'Assemblée nationale pour l'année financière 1990-1991, auxquelles il n'a pas été autrement pourvu, soit le montant des crédits devant être votés pour chacun des programmes énumérés à l'annexe du projet de loi présenté ci-après.

Le rapport est adopté.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, au nom de M. Levesque, ministre des Finances, présente le projet de loi 115, Loi n° 3 sur les crédits, 1990-1991, et propose:

QUE l'Assemblée en soit saisie;

QUE le principe de ce projet de loi soit adopté;

QUE le projet de loi soit adopté.

La motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté aux affaires courantes de la prochaine séance.

*Adoption du principe*

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le principe du projet de loi 107, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, M. Jolivet (Laviolette) propose:

QUE le débat en cours sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, soit ajourné.

Un débat s'ensuit sur la motion d'ajournement proposée par M. Jolivet (Laviolette).

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 123)

POUR

Baril	Caron	Jolivet	Paré
Beaulne	Carrier-Perreault	Juneau	Trudel
Blackburn	Chevrette	Lazure	Vermette
(Chicoutimi)	Dufour	Léonard	
Boisclair	Dupuis	Marois	
Brassard	Garon	Morin	

CONTRE

Audet	Bergeron	Bradet	Cusano
Bélanger	Bleau	Brouillette	Després
(Még.-Compton)	Boucher-Bacon	Camden	Doyon
Bélisle	Bourbeau	Chenail	Elkas

Farrah	Kehoe	Messier	Rivard
Forget	Lafrance	Paradis	Robillard
Fradet	Lafrenière	( <i>Matapédia</i> )	Ryan
Gautrin	Lemire	Parent	Savoie
Gobé	Levesque	Pelchat	St-Roch
Houde	Loiselle	Philibert	Tremblay
Johnson	Maltais	Poulin	( <i>Rimouski</i> )
Joly	Marcil	Richard	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 20 Contre: 44 Abstention: 0

Le jeudi 13 décembre 1990

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 107, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts, soit maintenant adopté.

À la fin de son intervention, M. Léonard (Labelle) propose:

QUE la motion en discussion soit modifiée en retranchant le mot «maintenant» et en ajoutant, à la fin, les mots «dans six mois».

---

Avant que le débat ne s'engage sur la motion de report, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement et sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat sur la motion de report soit limité à une intervention de la part d'un député de l'Opposition officielle, suivi de la mise aux voix; que le débat sur la motion proposant l'adoption du principe du projet de loi 107 soit limité à la réplique du ministre, suivi de la mise aux voix; que la prise en considération du rapport de la Commission du budget et de l'administration sur le projet de loi 83, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit limitée à une seule intervention pour chaque groupe parlementaire, suivie de la mise aux voix; et que le débat sur



l'adoption du projet de loi 64, Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale, soit limité à une seule intervention pour chaque groupe parlementaire, suivi de la mise aux voix.

---

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de report présentée par M. Léonard (Labelle) et relative à l'adoption du principe du projet de loi 107.

Le débat terminé, la motion est rejetée.

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le principe du projet de loi 107, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts, soit maintenant adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le principe de projet de loi 107, Loi modifiant la Loi sur le ministère du Revenu et la Loi sur les impôts, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le projet de loi 107 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 83, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

#### *Adoption*

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 64, Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

12 décembre 1990

---

En conséquence, le projet de loi 64, Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale, est adopté.

---

À 1 h 21, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 13 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Motions du gouvernement

L'Assemblée entreprend le débat sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, proposant:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, communique à l'Assemblée l'intention du gouvernement de négocier avec le gouvernement fédéral le rapatriement de tous les pouvoirs en matière d'adaptation de la main-d'oeuvre et de formation professionnelle au Québec.

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) fait quelques remarques au nom de l'Opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Les rapports de la Commission de l'économie et du travail qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 7 décembre 1990:

- 86    Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche – rapporté avec un amendement;  
(Document n° 792 de la session)

Le 10 décembre 1990:

- 87 Loi sur l'aide au développement des coopératives – rapporté avec des amendements.

(Document n° 793 de la session)

---

Mme Marois (Taillon) dépose:

Le rapport de la Commission des affaires sociales qui, les 28 et 29 novembre, ainsi que les 3, 4, 5, 6, 7, 10 et 11 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 97 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives – rapporté avec des amendements.

(Document n° 794 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 84 pétitionnaires, demandant que le ministère de la Santé et des Services sociaux sursoie à sa décision d'effectuer des coupures dans les suppléments versés aux familles d'accueil.

(Document n° 795 de la session)

### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Baril (Arthabaska) dépose les documents suivants:

- un communiqué émis par la Fédération de l'Union des producteurs agricoles (UPA) de Saint-Hyacinthe concernant le dézonage du mont Le Pinacle;

(Document n° 796 de la session)

- des extraits des procès-verbaux du conseil de la municipalité de Frelighsburg, en date des 12 et 19 septembre 1988;  
(Document n° 797 de la session)
- l'acte de vente notarié d'une propriété sise dans la municipalité de Frelighsburg, en date du 22 juin 1990.  
(Document n° 798 de la session)

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le projet de loi 115, Loi n° 3 sur les crédits, 1990-1991, soit présenté, que son principe soit adopté et que le projet de loi soit adopté.

(Vote n° 124)

### POUR

Atkinson	Camden	Fradet	Levesque
Audet	Cannon	Frulla-Hébert	Libman
Bacon	Chagnon	Gagnon-Tremblay	Loiselle
Beaudin	Charbonneau	Gautrin	Maciocia
Bégin	Chenail	Gauvin	MacMillan
Bélanger	Cherry	Gobé	Maltais
(Laval-des-Rap.)	Ciaccia	Hamel	Marcil
Bélanger	Côté	Holden	Messier
(Még.-Compton)	(Charlesbourg)	Houde	Middlemiss
Bélisle	Côté	Hovington	Pagé
Benoit	(Riv.-du-Loup)	Johnson	Paradis
Bergeron	Cusano	Joly	(Brome-Miss.)
Blackburn	Dauphin	Kehoe	Paradis
(Roberval)	Després	Khelfa	(Matapédia)
Bleau	Dionne	Lafrance	Parent
Bordeleau	Doyon	Lafrenière	Pelchat
Boucher-Bacon	Dutil	Larouche	Philibert
Bourbeau	Elkas	Leclerc	Picotte
Bradet	Farrah	Lemire	Poulin
Brouillette	Forget	LeSage	Rémillard

Richard	Ryan	Tremblay	Trépanier
Rivard	Sirros	(Outremont)	Vallerand
Robic	St-Roch	Tremblay	Vallières
Robillard	Thérien	(Rimouski)	

CONTRE

Baril	Brassard	Gendron	Morin
Beaulne	Caron	Godin	Paré
Blackburn	Carrier-Perreault	Harel	Perron
(Chicoutimi)	Chevrette	Jolivet	Trudel
Blais	Claveau	Juneau	Vermette
Boisclair	Dufour	Lazure	
Boulerice	Dupuis	Léonard	
Bourdon	Garon	Marois	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 86 Contre: 28 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 115, Loi n° 3 sur les crédits, 1990-1991, est adopté.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin de procéder à l'étude détaillée du projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;
- la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, afin de procéder, dans l'ordre indiqué, à l'étude détaillée des projets de loi suivants: le projet de loi 104, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments; le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles; et le projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Motions du gouvernement

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, proposant:

QUE la Commission du budget et de l'administration, à qui a été confiée l'étude détaillée du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, mette fin à ses travaux quant à ce mandat dès l'adoption de la présente motion et fasse rapport au moment prévu de la période des affaires courantes de la séance qui suit celle au cours de laquelle aura été adoptée la présente motion.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 125)

### POUR

Audet	Bélanger	Bélisle	Bleau
Bacon	(Laval-des-Rap.)	Benoit	Boucher-Bacon
Beaudin	Bélanger	Blackburn	Bradet
Bégin	(Még.-Compton)	(Roberval)	Brouillette



Camden	Elkas	Lafrance	Page
Chagnon	Farrah	Lafrenière	Parent
Charbonneau	Forget	Lemire	Pelchat
Chenail	Fradet	LeSage	Philibert
Cherry	Gagnon-Tremblay	Levesque	Picotte
Côté	Gautrin	Libman	Poulin
(Charlesbourg)	Gauvin	Loiselle	Richard
Côté	Gobé	Maciocia	St-Roch
(Riv.-du-Loup)	Hamel	MacMillan	Thérien
Cusano	Johnson	Maltais	Trépanier
Dionne	Joly	Marcil	
Doyon	Kehoe	Messier	
Dutil	Khelfa	Middlemiss	

CONTRE

Baril	Caron	Gendron	Paré
Beaulne	Carrier-Perreault	Harel	Parizeau
Blackburn	Chevrette	Jolivet	Trudel
(Chicoutimi)	Claveau	Juneau	Vermette
Boulerice	Dufour	Lazure	
Bourdon	Dupuis	Léonard	
Brassard	Garon	Marois	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 60 Contre: 24 Abstention: 0

---

À 18 h 40, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

---

Vingt heures

**Projets de loi du gouvernement**

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 88, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, propose que le projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 94, Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec, est adopté.

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, propose que le projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Pagé, leader du gouvernement, le vote est reporté à la prochaine période des affaires courantes.

---

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 83, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 83, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, est adopté.

---

À 21 h 6, M. le Président suspend la séance jusqu'à 21 h 45.

---

*Prise en considération de rapports de commissions*

À la reprise, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, ainsi que les amendements transmis par M. Savoie, ministre du Revenu.

Avant que le débat ne s'amorce, M. le Président déclare recevables les amendements transmis par M. Savoie, ministre du Revenu, et informe l'Assemblée

de l'organisation de la mise aux voix des amendements et du rapport déterminée à la suite d'une réunion avec les leaders parlementaires.

Le débat s'engage sur les amendements et sur le rapport.

Le débat terminé:

L'amendement proposé par M. Savoie, ministre du Revenu, à l'article 25 est adopté;

Les amendements proposés par M. Savoie, ministre du Revenu, aux articles 27, 47 et 60, ainsi que la motion de renumérotation sont adoptés à la majorité des voix;

Les articles 25, 27, 47 et 60, tels qu'ils ont été amendés, les autres articles du projet de loi 89 qui n'ont pas été adoptés en commission, les intitulés et le titre du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix;

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration concernant l'étude détaillée du projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, tel qu'amendé, est adopté à la majorité des voix.

---

À 23 h 40, sur la motion de M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au vendredi 14 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Dépôts de documents

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel de l'Institut québécois de recherche sur la culture, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 799 de la session)

---

M. Côté, ministre délégué aux Forêts, dépose:

Le rapport sur l'état des forêts publiques québécoises à la fin de l'année 1990 – rapport déposé en application de l'article 212 de la *Loi sur les forêts*.

(Document n° 800 de la session)

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, dépose:

Le rapport annuel du Conseil de la famille, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 801 de la session)

## Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Le 12 décembre 1990:

- 109 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec – étude du projet de loi non terminée;  
(Document n° 802 de la session)

Le 13 décembre 1990:

- 103 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services – rapporté sans amendement.  
(Document n° 803 de la session)

---

M. Richard (Nicolet-Yamaska) dépose:

Les rapports de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui, le 13 décembre 1990, a étudié en détail les projets de loi suivants:

- 98 Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles – rapporté avec des amendements;  
(Document n° 804 de la session)
- 104 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments – rapporté avec des amendements;  
(Document n° 805 de la session)
- 105 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires – rapporté avec un amendement à la version anglaise.  
(Document n° 806 de la session)

## Interventions portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel

M. le Président rend la décision suivante sur la question de privilège soulevée par M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, à la séance du 10 décembre 1990 concernant la publication, par le ministère du Revenu, d'une annonce publicitaire sur l'application de la taxe de vente du Québec (TVQ).

### DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

La publicité gouvernementale concernant la nouvelle taxe à la consommation ne constitue pas, *prima facie*, un outrage à l'Assemblée puisqu'elle visait à informer la population de changements que le gouvernement entend apporter au domaine fiscal.

M. le Président demande aux membres du Conseil exécutif leur collaboration à l'égard des campagnes de publicité et d'information touchant certaines mesures prescrites par les dispositions législatives non encore adoptées. Ces campagnes devront mentionner le rôle de l'Assemblée et de ses membres dans le processus d'adoption des lois, sous réserve du traitement particulier s'appliquant aux mesures à caractère financier. En effet, étant donné les usages, les pratiques et le caractère d'exigibilité immédiate des mesures fiscales en cette matière, cette mention du rôle de l'Assemblée ne revêt pas un caractère obligatoire, mais elle est fortement recommandée.

### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Libman (D'Arcy-McGee) dépose:

Un avis du Med-Team Clinic de Nepean, en Ontario, aux patients du Québec concernant la carte d'assurance-maladie du Québec.

(Document n° 807 de la session)



## Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Côté, ministre délégué aux Forêts, proposant que le projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts, soit adopté.

(Vote n° 126)

### POUR

Audet	Carrier-Perreault	Hamel	Parizeau
Bacon	Chagnon	Harel	Philibert
Baril	Charbonneau	Hovington	Picotte
Beaudin	Chenail	Johnson	Poulin
Beaulne	Cherry	Jolivet	Rémillard
Bélanger	Chevrette	Joly	Richard
(Még.-Compton)	Claveau	Juneau	Rivard
Bélisle	Côté	Kehoe	Robic
Bergeron	(Charlesbourg)	Khelfa	Robillard
Bissonnet	Côté	Lafrance	Ryan
Blackburn	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	St-Roch
(Chicoutimi)	Cusano	Lemire	Savoie
Blackburn	Després	Léonard	Sirros
(Roberval)	Doyon	LeSage	Thérien
Blais	Dufour	Levesque	Tremblay
Bleau	Dupuis	Libman	(Outremont)
Bordeleau	Dutil	Loiselle	Tremblay
Boucher-Bacon	Elkas	Maltais	(Rimouski)
Boulerice	Farrah	Marcil	Trépanier
Bourbeau	Forget	Marois	Vallerand
Bourdon	Fradet	Messier	Vallières
Bradet	Frulla-Hébert	Middlemiss	Vermette
Brassard	Gagnon-Tremblay	Paradis	
Brouillette	Garon	(Brome-Miss.)	
Camden	Gautrin	Paradis	
Cameron	Gauvin	(Matapédia)	
Cannon	Gendron	Paré	
Caron	Gobé	Parent	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 97 Contre: 0 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 111, Loi sur le ministère des Forêts, est adopté.

**Avis touchant les travaux des commissions**

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'économie et du travail, afin d'étudier en détail le projet de loi 81, Loi modifiant le Code du travail;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi, et le projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais;
- la Commission de l'éducation, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 143.1 du Règlement, M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission du budget et de l'administration se réunira en séance publique afin d'adopter son projet de rapport final sur l'opportunité de maintenir en vigueur ou de modifier la *Loi sur la fonction publique*.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Savoie, ministre du Revenu, proposant que le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 127)

#### POUR

Audet	Charbonneau	Hamel	Middlemiss
Beaudin	Cherry	Joly	Pagé
Bélisle	Cusano	Khelfa	Parent
Blackburn	Dionne	Lafrance	Philibert
(Roberval)	Doyon	Lafrenière	Poulin
Bleau	Dutil	Lemieux	Richard
Bordeleau	Elkas	Lemire	Robic
Boucher-Bacon	Farrah	LeSage	Savoie
Bradet	Forget	Levesque	St-Roch
Brouillette	Fradet	Loiselle	Thérien
Camden	Gagnon-Tremblay	Maltais	
Cannon	Gauvin	Marcil	
Chagnon	Gobé	Messier	

CONTRE

Beaulne	Caron	Dupuis	Léonard
Boisclair	Carrier-Perreault	Garon	Marois
Boulerice	Chevrette	Harel	Paré
Bourdon	Claveau	Jolivet	Parizeau
Brassard	Dufour	Juneau	Vermette

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 48 Contre: 20 Abstention: 0

En conséquence, le projet de loi 89, Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal, est adopté.

---

À 17 h 30, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au lundi 17 décembre, à 14 heures.

---

SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le vendredi 14 décembre 1990, à 17 h 50, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de Mme Boucher-Bacon, la représentante du Premier ministre, et de M. Duchesne, Secrétaire général de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 32 Loi modifiant la Loi sur la protection de la santé publique;
- 42 Loi modifiant la Loi sur l'assurance-maladie et la Loi sur la Régie de l'assurance-maladie du Québec;
- 62 Loi modifiant la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels et d'autres dispositions législatives;

- 64 Loi concernant le calcul des intérêts applicables à une créance fiscale;
- 83 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 89 Loi modifiant la Loi concernant l'impôt sur la vente en détail et d'autres dispositions législatives d'ordre fiscal;
- 92 Loi sur la délimitation des circonscriptions électorales;
- 94 Loi modifiant la Loi sur l'Université du Québec;
- 96 Loi modifiant la Loi sur le crédit aux pêcheries maritimes;
- 111 Loi sur le ministère des Forêts;
- 115 Loi n° 3 sur les crédits, 1990-1191.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Levesque, ministre des Finances, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

116 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, les 15 décembre, 6 juin, ainsi que les 13 et 14 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

2 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives – rapporté avec des amendements.

(Document n° 808 de la session)

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié l'opportunité de maintenir en vigueur ou de modifier, le cas échéant, la *Loi sur la fonction publique* et qui, à cette fin, a tenu une consultation générale et des auditions publiques les 9, 10, 23, 24 et 25 octobre 1990, ainsi que des

séances de travail et une séance publique les 13 mars, 29 mai, 16 août, 26 septembre, et 11, 13 et 17 décembre 1990. Ce rapport contient les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission.

(Document n° 809 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 14 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 106 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi – rapporté avec un amendement.

(Document n° 810 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Avis touchant les travaux des commissions

M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, et le projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais;
- la Commission des institutions, afin d'étudier en détail le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives;



- la Commission de l'éducation, afin d'étudier en détail les projets de loi suivants: le projet de loi 100, Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres, et le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le principe du projet de loi 113, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 113, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 113, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, est renvoyé pour étude détaillée à la Commission du budget et de l'administration.

M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, propose que le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

---

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

---

**Vingt heures**

Le débat se poursuit sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Le débat est ajourné sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, ainsi que les amendements transmis par M. Levesque, ministre des Finances.

Avant que le débat ne s'élève, M. le Président déclare recevables les amendements proposés par M. Levesque, ministre des Finances.

Le débat s'engage sur les amendements et sur le rapport.

Le mardi 18 décembre 1990

Le débat terminé:

L'amendement proposé par le M. Levesque, ministre des Finances, à l'article 7 ainsi que la motion de renumérotation sont adoptés à la majorité des voix;

Les articles qui n'ont pas été adoptés en commission de même que le titre du projet de loi sont adoptés à la majorité des voix;

Tel qu'il a été amendé par les votes précédents, le rapport de la Commission du budget et de l'administration portant sur l'étude détaillée du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, est adopté à la majorité des voix.

---

À 1 h 42, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée ajourne ses travaux au mardi 18 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**



---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

À 12 h 36, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, est ajourné.

Quatorze heures

Moment de recueillement

### AFFAIRES COURANTES

#### Présentation de projets de loi

M. Rémillard, ministre de la Justice, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

125 Code civil du Québec.

La motion est adoptée.

#### Dépôts de documents

M. Vallerand, ministre du Tourisme, dépose:

Le rapport annuel du ministère du Tourisme, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 811 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel du Barreau du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 812 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des architectes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 813 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des dentistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 814 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des denturologistes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 815 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des hygiénistes dentaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 816 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des ergothérapeutes, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 817 de la session)

---

Mme Trépanier, ministre déléguée à la Condition féminine et ministre responsable de la Famille, dépose:

Le rapport annuel de l'Office des services de garde à l'enfance, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 818 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Bélanger (Laval-des-Rapides) dépose:

Le rapport de la Commission de l'économie et du travail qui, le 14 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

81 Loi modifiant le Code du travail – rapporté avec des amendements.

(Document n° 819 de la session)

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 11, 12 et 17 décembre 1990:

- 112 Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives – rapporté avec des amendements.  
(Document n° 820 de la session)

Le 17 décembre 1990:

- 101 Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières – rapporté avec des amendements.  
(Document n° 821 de la session)
- 

M. Dauphin (Marquette) dépose:

Le rapport de la Commission des institutions qui, les 12 et 17 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 55 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives – rapporté avec des amendements.  
(Document n° 822 de la session)
- 

Mme Harel (Hochelaga-Maisonneuve) dépose:

Les rapports de la Commission de l'éducation qui a étudié en détail les projets de loi suivants:

Les 7, 12, 13 et 14 décembre 1990:

- 102 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé – rapporté avec des amendements.  
(Document n° 823 de la session)



Le 17 décembre 1990:

- 99 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie – rapporté sans amendement.  
(Document n° 824 de la session)
- 100 Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres – rapporté sans amendement.  
(Document n° 825 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 20 et 21 novembre 1990, a vérifié les engagements financiers du ministre responsable du Développement régional, pour le mois de mars 1986, ainsi que pour les mois de décembre 1986 à novembre 1988.

(Document n° 826 de la session)

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 10, 14 et 17 décembre 1990, a tenu des consultations particulières et étudié en détail le projet de loi suivant:

- 110 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais – rapporté avec des amendements.

(Document n° 827 de la session)

### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Copie d'une lettre adressée par le ministre au Protecteur du citoyen, M<sup>e</sup> Daniel Jacoby, concernant la réforme du système de la santé et des services sociaux.

(Document n° 828 de la session)

**Motions sans préavis**

Mme Juneau (Johnson) propose:

QUE cette Assemblée félicite l'Association québécoise pour la défense des droits des retraités et des préretraités qui, la semaine dernière, a reçu le prix Droits et Libertés décerné par la Commission des droits de la personne.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Blais (Masson) propose:

QUE l'Assemblée nationale demande à Radio-Canada de revoir sa décision et de permettre la réouverture des stations de télévision de Rimouski, Matane et Sept-Îles, afin d'assurer une information locale et régionale adéquate pour tous les citoyens de l'Est du Québec.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Copie d'une lettre adressée par le ministre, le 11 décembre 1990, au ministre des Communications du Canada, M. Marcel Masse, concernant les coupures annoncées par la société Radio-Canada.

(Document n° 829 de la session)

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Blais (Masson) propose:

QUE l'Assemblée nationale félicite tous les gagnants du cinquième gala de l'Académie canadienne du cinéma et de la télévision, et particulièrement Radio-Québec pour l'obtention de ses 23 Gémeaux et de son prix du Multiculturalisme.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'étudier en détail le projet de loi 113, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail le projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- la Commission du budget et de l'administration, afin d'entendre les intéressés et d'étudier en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 272, Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian, et le projet de loi 258, Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp.

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

---

À 18 h 30, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

---

#### Vingt heures

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le débat sur l'adoption du principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, est ajourné.

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

*Adoption du principe*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le débat est ajourné.

*Adoption*

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

**Le mercredi 19 décembre 1990**

Sur la motion de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, le débat est ajourné.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, il est ordonné:

QU'à la prochaine séance, le débat sur l'adoption du projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit limité à la réplique du ministre.

**18 décembre 1990**

---

À 0 h 7, sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, les travaux sont ajournés au mercredi 19 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**

---

Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Adoption*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

#### *Adoption du principe*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 237 du Règlement, M. Levesque, ministre des Finances, propose que le principe du projet de loi 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière, soit maintenant adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière, est adopté.

Sur la motion de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière afin d'étudier en détail le projet de loi 116.

*Étude détaillée en commission plénière*

La commission plénière entreprend l'étude détaillée du projet de loi 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière.

Le projet de loi 116 est adopté par la commission plénière.

---

Le projet de loi 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière, est ensuite rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 116, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière, est adopté.

---

M. Levesque, ministre des Finances, propose que le projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.



Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 2, Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives, est adopté.

*Adoption du principe*

Le débat reprend sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

Au cours de sa réplique, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, dépose:

Une revue de presse concernant la réforme du système de la santé et des services sociaux.

(Document n° 830 de la session)

Un document produit par le ministère de la Santé et des Services sociaux et intitulé: «Orientations ministérielles à l'égard de l'usage et de l'abus des psychotropes».

(Document n° 831 de la session)

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

À la demande de M. Bélisle, leader adjoint du gouvernement, le vote est reporté à la période des affaires courantes de la présente séance.

---

À 12 h 34, M. Lefebvre, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Déclarations ministérielles

M. Levesque, ministre des Finances, annonce certaines mesures relatives à l'investissement dans les productions cinématographiques et télévisuelles, au régime d'épargne-logement, à la taxe sur les carburants payée par les exploitants des tourbières, ainsi qu'à la taxe de vente payée par les acquéreurs des journaux distribués gratuitement.

M. Léonard (Labelle) fait quelques remarques au nom de l'Opposition officielle, et le ministre termine par une réplique.

### Dépôts de documents

M. Levesque, ministre des Finances, dépose:

L'annexe de la précédente déclaration ministérielle concernant certaines mesures fiscales.

(Document n° 832 de la session)

Les comptes publics du gouvernement du Québec (en 3 volumes), pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 833 de la session)

Le rapport financier du ministère des Finances, pour l'année 1989-1990.

(Document n° 834 de la session)

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, dépose:

Le rapport annuel de la Commission des courses de chevaux du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 835 de la session)

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Environnement, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 836 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du ministère de la Justice, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 837 de la session)

Le rapport annuel de la Commission de protection des droits de la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 838 de la session)

Le rapport annuel de la Commission d'appel en matière de lésions professionnelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 839 de la session)

---

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport annuel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 840 de la session)

Le rapport annuel de l'Université du Québec et des établissements du réseau, pour l'exercice financier terminé le 31 mai 1990.

(Document n° 841 de la session)

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, dépose:

Le rapport annuel de l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 842 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des inhalothérapeutes du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 843 de la session)

Le rapport annuel de la Corporation professionnelle des médecins du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 844 de la session)

Le rapport annuel de la Chambre des notaires du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 845 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des opticiens d'ordonnances du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 846 de la session)

Le rapport annuel de l'Ordre des chiropraticiens du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 847 de la session)

---

M. Pagé, leader du gouvernement, dépose:

La réponse de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, à la question écrite de M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, concernant,

pour chacune des régions, les places en centres d'accueil créées depuis le 2 décembre 1985. Question n° 16, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 848 de la session)

Les réponses de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, aux questions écrites de Mme Juneau (Johnson) concernant les sujets suivants:

- le nombre de personnes âgées qui demeurent dans les centres d'accueil depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990 – question n° 37, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990;

(Document n° 849 de la session)

- le budget consacré, en 1990-1991, au maintien à domicile des personnes âgées – question n° 38, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990;

(Document n° 850 de la session)

- le nombre de centres d'accueil qui ont reçu une aide financière du ministère de la Santé et des Services sociaux depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990 – question n° 39, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 851 de la session)

La réponse de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, à la question écrite de M. Lazure (La Prairie) concernant, pour l'année 1990-1991, le budget d'aide matérielle destiné au déplacement et à l'hébergement des personnes handicapées. Question n° 40, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 852 de la session)

La réponse de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, à la question écrite de Mme Vermette (Marie-Victorin) concernant l'adoption internationale. Question n° 59, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 853 de la session)

La réponse de Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, à la question écrite de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, concernant le nombre de demandes soumises à la Direction générale de l'aide financière aux étudiants. Question n° 22, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 854 de la session)

La réponse de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, à la question écrite de M. Baril (Arthabaska) concernant le nombre de décisions de la Commission de protection du territoire agricole

portées devant le tribunal d'appel en matière de protection du territoire agricole depuis l'adoption du projet de loi 100. Question n° 14, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 855 de la session)

---

M. le Président dépose:

Le rapport complémentaire du Directeur général des élections concernant les résultats de l'élection partielle du 26 juin 1990 en Nunavik, dans la région de la Baie d'Hudson.

(Document n° 856 de la session)

#### Dépôts de rapports de commissions

M. Lemieux (Vanier) dépose:

Les rapports de la Commission du budget et de l'administration qui, le 19 décembre 1990, a entendu les intéressés et étudié en détail les projets de loi d'intérêt privé suivants:

- 258 Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp. – rapporté sans amendement.

(Document n° 857 de la session)

Le rapport est adopté.

- 272 Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian – rapporté sans amendement.

(Document n° 858 de la session)

Le rapport est adopté.

Le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui, le 18 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 113 Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic – rapporté avec des amendements.

(Document n° 859 de la session)

---

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, les 11, 12, 13, 14 et 18 décembre 1990, a étudié en détail le projet de loi suivant:

- 108 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives – rapporté avec des amendements.

(Document n° 860 de la session)

### Dépôts de pétitions

M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 104 pétitionnaires, demandant que le ministère de la Santé et des Services sociaux sursoie à sa décision d'effectuer des coupures dans les suppléments versés aux familles d'accueil.

(Document n° 861 de la session)

### Questions et réponses orales

Il est procédé à la période de questions orales des députés.

### Votes reportés

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Levesque, ministre des Finances, proposant que le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, soit adopté.

(Vote n° 128)

POUR

Atkinson	Charbonneau	Houde	Paradis
Audet	Chenail	Hovington	(Matapédia)
Bacon	Cherry	Johnson	Pelchat
Beaudin	Ciaccia	Joly	Philibert
Bégin	Côté	Kehoe	Picotte
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Leclerc	Rivard
Bélisle	Dauphin	Lemieux	Robic
Benoit	Després	Lemire	Robillard
Bergeron	Doyon	LeSage	Ryan
Blackburn	Dutil	Levesque	Savoie
(Roberval)	Elkas	Libman	Sirros
Bleau	Farrah	Loiselle	St-Roch
Bordeleau	Forget	Maciocia	Thérien
Boucher-Bacon	Fradet	MacMillan	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	Maltais	(Outremont)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Brouillette	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Cameron	Gobé	Pagé	Vallerand
Cannon	Hamel	Paradis	Vallières
Chagnon	Holden	(Brome-Miss.)	Williams

CONTRE

Baril	Brassard	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	Paré
Blais	Claveau	Jolivet	Perron
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Dupuis	Lazure	Vermette
Bourdon	Garon	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 87 Contre: 26 Abstention: 0



En conséquence, le projet de loi 109, Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec, est adopté.

L'Assemblée procède au vote sur la motion de M. Côté, ministre de la Santé et des Services sociaux, proposant que le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, soit maintenant adopté.

(Vote n° 129)

POUR

Atkinson	Charbonneau	Houde	Paradis
Audet	Chenail	Hovington	(Matapédia)
Bacon	Cherry	Johnson	Pelchat
Beaudin	Ciaccia	Joly	Philibert
Bégin	Côté	Kehoe	Picotte
Bélanger	(Charlesbourg)	Khelfa	Poulin
(Laval-des-Rap.)	Côté	Lafrance	Rémillard
Bélanger	(Riv.-du-Loup)	Lafrenière	Richard
(Még.-Compton)	Cusano	Leclerc	Rivard
Bélisle	Dauphin	Lemieux	Robic
Benoit	Després	Lemire	Robillard
Bergeron	Doyon	LeSage	Ryan
Blackburn	Dutil	Levesque	Savoie
(Roberval)	Elkas	Libman	Sirros
Bleau	Farrah	Loiselle	St-Roch
Bordelcau	Forget	Maciocia	Thérien
Boucher-Bacon	Fradet	MacMillan	Tremblay
Bourbeau	Frulla-Hébert	Maltais	(Outremont)
Bradet	Gagnon-Tremblay	Marcil	Tremblay
Brouillette	Gautrin	Messier	(Rimouski)
Camden	Gauvin	Middlemiss	Trépanier
Cameron	Gobé	Pagé	Vallerand
Cannon	Hamel	Paradis	Vallières
Chagnon	Holden	(Brome-Miss.)	Williams

CONTRE

Baril	Brassard	Gendron	Marois
Blackburn	Caron	Godin	Morin
(Chicoutimi)	Chevrette	Harel	Paré
Blais	Claveau	Jolivet	Perron
Boisclair	Dufour	Juneau	Trudel
Boulerice	Dupuis	Lazure	Vermette
Bourdon	Garon	Léonard	

La motion est adoptée par le vote suivant:

Pour: 87 Contre: 26 Abstention: 0

En conséquence, le principe du projet de loi 120, Loi sur les services de santé et les services sociaux et modifiant diverses dispositions législatives, est adopté.

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, le projet de loi 120 est renvoyé pour étude détaillée à la Commission des affaires sociales.

**Motions sans préavis**

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission de l'éducation se réunisse pour la durée d'une séance, le mardi 5 mars 1991, afin d'examiner la réglementation que devront adopter, en matière de publicité, les corporations professionnelles, et que le ministre responsable de l'application des lois professionnelles soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, la motion est adoptée.

**Avis touchant les travaux des commissions**

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, convoque:

- la Commission de l'aménagement et des équipements, afin d'entendre les intéressés et de poursuivre l'étude détaillée du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal.

#### Motions sans préavis

M. Farrah (Îles-de-la-Madeleine) propose:

QUE cette Assemblée se joigne aux familles éprouvées à la suite du naufrage du *Nadine*, survenu à Cap-aux-Meules, dans la nuit du dimanche 17 décembre 1990, ainsi que de celui du navire *Le bout de la ligne*, survenu au large de Gaspé, la semaine dernière.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

M. Godin (Mercier) propose:

QUE cette Assemblée adresse ses félicitations au peuple haïtien, qui a franchi une étape importante vers la démocratie réelle en élisant de façon pacifique M. Jean-Bertrand Aristide président d'Haïti.

Du consentement de l'Assemblée, en application de l'article 84 du Règlement, un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des affaires sociales relatif au projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements proposés par M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle.

Après débat, les amendements sont adoptés à la majorité des voix.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

#### *Adoption*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 71, Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales, est adopté.

---

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 88, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 88, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 100, Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres.

Le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 100, Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 100, Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 98, Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 104, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 104, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 104, Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation relatif au projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires.

Après débat, le rapport est adopté.

  

---

À 18 h 39, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 20 heures.

  

---

**Vingt heures**

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services.

Le rapport est adopté.

  

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre des Affaires municipales, propose que le projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 110, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais, est adopté.

*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission des institutions relatif au projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives.

Après débat, le rapport est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Ryan, ministre de la Sécurité publique, propose que le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 55, Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives, est adopté.



*Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'éducation relatif au projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé.

Après débat, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 81, Loi modifiant le Code du travail, ainsi que l'amendement proposé par M. Cherry, ministre du Travail.

Après débat, l'amendement est adopté à la majorité des voix.

Le rapport amendé est adopté à la majorité des voix.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives.

Un débat s'ensuit.

**Le jeudi 20 décembre 1990**

Au cours de son intervention, à la demande de M. Boisclair (Gouin), Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, dépose:

Des extraits de quatre (4) mémoires présentés devant la Commission du budget et de l'administration chargée d'étudier le Rapport quinquennal sur l'application de la *Loi sur les assurances*.

(Document n° 862 de la session)

Le débat terminé, le rapport est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 130)

POUR

Audet	Cusano	LeSage	Richard
Bacon	Dionne	Loiselle	Robic
Bergeron	Elkas	Maciocia	Ryan
Blackburn	Forget	MacMillan	Tremblay
(Roberval)	Fradet	Maltais	(Outremont)
Bleau	Gautrin	Marcil	Tremblay
Bordeleau	Gobé	Messier	(Rimouski)
Boucher-Bacon	Hamel	Pagé	Vallerand
Camden	Houde	Paradis	Williams
Chagnon	Khelfa	(Matapédia)	
Charbonneau	Leclerc	Pelchat	
Côté	Lemieux	Philibert	
(Riv.-du-Loup)	Lemire	Poulin	

CONTRE

Blackburn	Bourdon	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Caron	Juneau	Trudel
Blais	Chevrette	Lazure	
Boisclair	Claveau	Léonard	
Boulerice	Harel	Marois	

Le rapport est adopté par le vote suivant:

Pour: 43 Contre: 16 Abstention: 0

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 253 du Règlement, l'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, ainsi que les amendements proposés par M. Elkas, ministre des Transports.

Les amendements sont adoptés.

Le rapport amendé est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi.

Le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, ainsi que l'amendement transmis par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, M. Chevette, leader de l'Opposition officielle, propose:

QUE soit ajourné le débat en cours sur la prise en considération du rapport relatif au projet de loi 86.

Un débat s'ensuit sur cette motion d'ajournement.

Le débat terminé, la motion est mise aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 131)

POUR

Blackburn ( <i>Chicoutimi</i> )	Caron	Jolivet	Paré
Blais	Chevrette	Juneau	Trudel
Boisclair	Claveau	Léonard	
	Garon	Marois	

CONTRE

Audet	Dutil	Lemire	Poulin
Beaudin	Forget	LeSage	Richard
Bergeron	Fradet	Loiselle	Robic
Bleau	Gautrin	MacMillan	Thérien
Bordeleau	Gobé	Maltais	Tremblay
Boucher-Bacon	Hamel	Marcil	( <i>Outremont</i> )
Bradet	Houde	Messier	Tremblay
Camden	Khelfa	Pagé	( <i>Rimouski</i> )
Chagnon	Lafrenière	Paradis	Vallerand
Cusano	Leclerc	( <i>Matapédia</i> )	
Dionne	Lemieux	Philibert	

La motion est rejetée par le vote suivant:

Pour: 13 Contre: 39 Abstention: 0

Le débat reprend sur le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, et sur l'amendement transmis par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie.

Le débat terminé, l'amendement proposé par M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 132)

POUR

Audet	Bergeron	Bordeleau	Bradet
Beaudin	Bleau	Boucher-Bacon	Camden

Chagnon	Khelfa	Marcil	Thérien
Cusano	Lafrenière	Messier	Tremblay
Dionne	Leclerc	Pagé	( <i>Outremont</i> )
Dutil	Lemieux	Paradis	Tremblay
Forget	Lemire	( <i>Matapédia</i> )	( <i>Rimouski</i> )
Fradet	LeSage	Philibert	Vallerand
Gautrin	Loiselle	Poulin	Williams
Gobé	MacMillan	Richard	
Houde	Maltais	Robic	

CONTRE

Blackburn	Caron	Jolivet	Paré
( <i>Chicoutimi</i> )	Chevrette	Juneau	Trudel
Blais	Claveau	Léonard	
Boisclair	Garon	Marois	

L'amendement est adopté par le vote suivant:

Pour: 39 Contre: 13 Abstention: 0

Le rapport, ainsi amendé, est mis aux voix; un vote par appel nominal est exigé.

(Vote n° 133)

POUR

Audet	Dionne	Lemire	Poulin
Beaudin	Dutil	LeSage	Richard
Bergeron	Forget	Loiselle	Robic
Bleau	Fradet	MacMillan	Thérien
Bordeleau	Gautrin	Maltais	Tremblay
Boucher-Bacon	Gobé	Marcil	( <i>Outremont</i> )
Bradet	Houde	Messier	Tremblay
Brouillette	Khelfa	Pagé	( <i>Rimouski</i> )
Camden	Lafrenière	Paradis	Vallerand
Chagnon	Leclerc	( <i>Matapédia</i> )	Williams
Cusano	Lemieux	Philibert	

CONTRE

Blackburn	Caron	Jolivet	Paré
(Chicoutimi)	Chevrette	Juneau	Trudel
Blais	Claveau	Léonard	
Boisclair	Garon	Marois	

Le rapport amendé est adopté par le vote suivant:

Pour: 40 Contre: 13 Abstention: 0

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.

Après débat, le rapport est adopté.

---

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'économie et du travail relatif au projet de loi 87, Loi sur l'aide au développement des coopératives.

Un débat s'ensuit.

Au cours de son intervention, du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, dépose:

Copie de deux (2) lettres par lui adressées à MM. Claude Béland, président du Conseil de la coopération du Québec, et Fernand Miron, président de la Conférence des coopératives forestières du Québec, concernant le dépôt du projet de loi sur l'aide au développement des coopératives.

(Document n° 863 de la session)

Le débat terminé, le rapport est adopté à la majorité des voix.

---

**19 décembre 1990**

---

À 4 h 55, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au jeudi 20 décembre, à 10 heures.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**





Dix heures

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi du gouvernement

#### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration relatif au projet de loi 113, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic.

Après débat, le rapport est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 230 du Règlement, M. Johnson, ministre délégué à l'Administration et à la Fonction publique et président du Conseil du Trésor, propose que le projet de loi 113, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 113, Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic, est adopté.

---

M. Dutil, ministre des Approvisionnements et Services, propose que le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 103, Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services, est adopté.

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, propose que le projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 105, Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, est adopté.

---

M. Cherry, ministre du Travail, propose que le projet de loi 81, Loi modifiant le Code du travail, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 81, Loi modifiant le Code du travail, est adopté.

---

M. Savoie, ministre responsable de l'application des lois professionnelles, propose que le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 99, Loi modifiant la Loi sur la pharmacie, est adopté.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

À 12 h 30, M. Bissonnet, vice-président, suspend la séance jusqu'à 14 heures.

En conséquence, le débat sur l'adoption du projet de loi 108 est ajourné.

---

Quatorze heures

Moment de recueillement

## AFFAIRES COURANTES

### Présentation de projets de loi

M. Savoie, ministre du Revenu, propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi suivant:

- 114 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les impôts et d'autres dispositions législatives.

La motion est adoptée.

---

M. le Président communique et dépose le rapport du Directeur de la législation sur le projet de loi d'intérêt privé suivant:

246 Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie.

(Document n° 864 de la session)

M. Lazure (La Prairie) propose que l'Assemblée soit saisie du projet de loi d'intérêt privé 246, Loi concernant la Régie d'assainissement des eaux du bassin de La Prairie.

La motion est adoptée.

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, propose que le projet de loi d'intérêt privé 246 soit renvoyé pour étude détaillée à la Commission de l'aménagement et des équipements et que le ministre des Affaires municipales soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

### Dépôts de documents

Mme Bacon, vice-première ministre et ministre de l'Énergie et des Ressources, dépose:

Les rapports annuels de la Société de développement de la Baie James, pour les exercices financiers terminés les 31 décembre 1988 et 31 décembre 1989.

(Document n° 865 de la session)

Le rapport annuel de la Régie du gaz naturel, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 866 de la session)

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de M. Pagé, ministre de l'Éducation, dépose:

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 867 de la session)

Le rapport annuel du Conseil supérieur de l'éducation sur l'état et les besoins de l'éducation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 868 de la session)

Le rapport annuel de la Commission consultative de l'enseignement privé, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 869 de la session)

---

M. Picotte, ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation et ministre responsable du Développement régional, dépose:

Le rapport annuel de l'Office de planification et de développement du Québec, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 870 de la session)

---

M. Paradis, ministre de l'Environnement, dépose:

Le rapport annuel du Comité consultatif pour l'environnement de la Baie-James, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 871 de la session)

---

M. Rémillard, ministre de la Justice, dépose:

Le rapport annuel du Commissaire aux plaintes des clients des distributeurs d'électricité, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 872 de la session)

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, au nom de Mme Frulla-Hébert, ministre des Affaires culturelles, dépose:

Le rapport annuel du Musée de la civilisation, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 873 de la session)

Le rapport annuel de la Société générale des industries culturelles, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1990.

(Document n° 874 de la session)

---

Mme Robillard, ministre de l'Enseignement supérieur et de la Science, dépose:

Le rapport de la firme des comptables Caron, Bélanger, Ernst et Young concernant l'Université du Québec à Trois-Rivières.

(Document n° 875 de la session)

---

M. Rivard, ministre délégué à la Francophonie et ministre responsable de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, dépose:

Le rapport annuel de l'Office franco-québécois pour la jeunesse, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1989.

(Document n° 876 de la session)

---

M. Johnson, leader adjoint du gouvernement, dépose:

La réponse de Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, à la question écrite de M. Dufour (Jonquière) concernant les investissements d'immobilisations de la Société de développement de la Baie James et des sociétés et entreprises où elle détient une participation majoritaire. Question n° 6, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 877 de la session)

La réponse de Mme Bacon, ministre de l'Énergie et des Ressources, à la question écrite de M. Morin (Dubuc) concernant l'entente intervenue entre le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et le ministère de l'Énergie et des Ressources quant au développement de la villégiature sur les territoires publics. Question n° 43, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 878 de la session)

Les réponses de M. Pagé, ministre de l'Éducation, aux questions écrites de M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, sur les sujets suivants:

- les dérogations à l'âge d'admission accordées pour l'année scolaire 1990-1991 – question n° 21, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990;

(Document n° 879 de la session)

- l'enveloppe consentie aux activités de formation, à l'éducation des adultes – question n° 26, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990;

(Document n° 880 de la session)

Les réponses de M. Paradis, ministre de l'Environnement, aux questions écrites de M. Lazure (La Prairie) sur les sujets suivants:

- la liste des poursuites intentées par le ministère de l'Environnement en vertu de la *Loi sur la qualité de l'environnement* – question n° 76, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990;

(Document n° 881 de la session)

- les lieux d'enfouissement sanitaire autorisés par le ministère de l'Environnement – question n° 77, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990;

(Document n° 882 de la session)

- la liste des dépotoirs exploités à ce jour – question n° 78, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990;

(Document n° 883 de la session)

- la liste des industries qui ont consenti à participer au programme de réduction des rejets industriels. Question n° 79, *Feuilleton et préavis* du 19 décembre 1990.

(Document n° 884 de la session)

M. le Président dépose la décision suivante du Bureau de l'Assemblée nationale, en date du 12 décembre 1990:

La décision 410 concernant le Règlement sur le classement et la rémunération d'un garde du corps-chauffeur.

(Document n° 885 de la session)

### Dépôts de rapports de commissions

M. Garon (Lévis) dépose:

Le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements qui, le 19 décembre 1990, a entendu les intéressés et étudié en détail le projet de loi d'intérêt privé suivant:

268 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal – rapporté avec des amendements.

(Document n° 886 de la session)

Le rapport est adopté.

### Dépôts de pétitions

M. Lazure (La Prairie) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 375 pétitionnaires, concernant les trois propositions présentées par le Conseil culturel de la Montérégie à la suite de la démolition du collège des frères Saint-Gabriel.

(Document n° 887 de la session)

---

M. Trudel (Rouyn-Noranda--Témiscamingue) dépose:

- l'extrait d'une pétition, signée par 178 pétitionnaires, demandant que le ministère de la Santé et des Services sociaux sursoie à sa décision d'effectuer des coupures dans les suppléments versés aux familles d'accueil.

(Document n° 888 de la session)



### Questions et réponses orales

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Blais (Masson) dépose:

Copie d'une lettre, en date du 19 décembre 1990, adressée par le député au ministre des Communications, M. Lawrence Cannon, concernant la fermeture des stations de télévision de Rimouski, Matane et Sept-Îles.

(Document n° 889 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 53 du Règlement, M. Cannon, ministre des Communications, dépose:

Copie de deux (2) lettres, en date du 20 décembre 1990, adressées par le ministre à MM. Michel Parenteau, de la Coalition pour le maintien des services français de Radio-Canada, et Marcel Masse, ministre des Communications du gouvernement du Canada, concernant la fermeture de stations de télévision dans l'Est du Québec.

(Document n° 890 de la session)

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 53 et 59 du Règlement, M. Gendron, leader adjoint de l'Opposition officielle, dépose:

Copie d'une lettre, en date du 10 décembre 1990, adressée par le ministre de l'Éducation, M. Michel Pagé, au président du Conseil du Trésor concernant les crédits consentis aux activités de formation des organisations syndicales et aux services d'accueil et de référence en éducation des adultes.

(Document n° 891 de la session)

### Avis touchant les travaux des commissions

M. le Président donne l'avis suivant:

- la Commission de l'éducation se réunira afin de vérifier les engagements financiers du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Science, pour les mois de septembre 1989 à novembre 1990.

---

## AFFAIRES DU JOUR

### Projets de loi d'intérêt privé

#### *Adoption du principe*

M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, est adopté.

#### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger aux articles 22 et 268 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Chagnon (Saint-Louis) propose que le projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 268, Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal, est adopté.

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption*

M. Pagé, ministre de l'Éducation, propose que le projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 102, Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé, est adopté.

### *Prise en considération de rapports de commissions*

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission de l'aménagement et des équipements relatif au projet de loi 85, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, ainsi que l'amendement transmis par M. Paradis, ministre de l'Environnement.

Après débat, l'amendement est adopté.

Le rapport ainsi amendé est ensuite adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 230 du Règlement, M. Paradis, ministre de l'Environnement, propose que le projet de loi 85, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 85, Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux, est adopté.

## Projets de loi d'intérêt privé

### *Adoption du principe*

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Holden (Westmount), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 258, Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 258, Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp., est adopté.

### *Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Holden (Westmount), propose que le projet de loi d'intérêt privé 258, Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp., soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 258, Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp., est adopté.

### *Adoption du principe*

M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le principe du projet de loi d'intérêt privé 272, Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le principe du projet de loi d'intérêt privé 272, Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian, est adopté.

*Adoption*

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 22 du Règlement et à l'article 35 des Règles de fonctionnement, M. Pagé, leader du gouvernement, au nom de M. Chagnon (Saint-Louis), propose que le projet de loi d'intérêt privé 272, Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian, soit adopté.

La motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi d'intérêt privé 272, Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian, est adopté.

**Projets de loi du gouvernement**

*Adoption*

L'Assemblée reprend le débat sur la motion de M. Elkas, ministre des Transports, proposant que le projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 108, Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives, est adopté.

---

M. Elkas, ministre des Transports, propose que le projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi, soit adopté.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 106, Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi, est adopté.

## Débats sur les rapports de commissions

L'Assemblée prend en considération le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié l'opportunité de maintenir en vigueur ou de modifier, le cas échéant, la *Loi sur la fonction publique* et qui, à cette fin, a tenu une consultation générale et des auditions publiques les 9, 10, 23, 24 et 25 octobre 1990, ainsi que des séances de travail et une séance publique les 13 mars, 29 mai, 16 août, 26 septembre, et 11, 13 et 17 décembre 1990. Ce rapport contient les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission.

Avant que le débat ne s'élève, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, il est ordonné:

QUE le débat restreint sur le rapport plus haut mentionné soit limité à une durée d'une heure trente, répartie à part égale entre les deux groupes parlementaires.

Le débat s'engage.

Sur la motion de M. Lemieux (Vanier), le débat est ajourné.

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption*

M. Bourbeau, ministre de la Main-d'oeuvre, de la Sécurité du revenu et de la Formation professionnelle, propose que le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 97, Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives, est adopté.

## Débats sur les rapports de commissions

Le débat reprend sur le rapport de la Commission du budget et de l'administration qui a étudié l'opportunité de maintenir en vigueur ou de modifier, le cas échéant, la *Loi sur la fonction publique* et qui, à cette fin, a tenu une consultation générale et des auditions publiques les 9, 10, 23, 24 et 25 octobre 1990, ainsi que des séances de travail et une séance publique les 13 mars, 29 mai, 16 août, 26 septembre, et 11, 13 et 17 décembre 1990. Ce rapport contient les observations, les conclusions et les recommandations de la Commission.

Le débat prend fin et, conformément à l'article 95 du Règlement, il n'entraîne aucune décision de l'Assemblée.

---

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 21 du Règlement, les travaux se poursuivent au delà de 18 h 30.

---

## Projets de loi du gouvernement

### *Adoption*

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Au cours du débat, sur la motion de Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, le projet de loi 101 est renvoyé en commission plénière en vue de l'étude de six amendements qu'elle indique.

20 décembre 1990

---

Sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, l'Assemblée se constitue en commission plénière.

---

Les amendements sont étudiés et adoptés en commission plénière.

---

Le projet de loi 101, ainsi amendé, est rapporté à l'Assemblée, qui adopte le rapport de la commission plénière.

Le débat se poursuit sur la motion portant adoption du projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières.

Le débat terminé, la motion est adoptée.

En conséquence, le projet de loi 101, Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières, ainsi amendé, est adopté.

---

Mme Robic, ministre déléguée aux Finances, propose que le projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, soit adopté.

Après débat, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 112, Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives, est adopté.

Du consentement de l'Assemblée pour déroger à l'article 188 du Règlement, M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE la Commission du budget et de l'administration se réunisse pour la durée d'une séance et tienne des consultations particulières sur le financement des compagnies mutuelles



d'assurance du Québec d'ici à la reprise des travaux de l'Assemblée, le 12 mars 1991, et que la ministre déléguée aux Finances soit membre de ladite commission pour la durée du mandat.

La motion est adoptée.

---

M. Tremblay, ministre de l'Industrie, du Commerce et de la Technologie, propose que le projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, soit adopté.

Un débat s'ensuit.

Le débat terminé, la motion est adoptée à la majorité des voix.

En conséquence, le projet de loi 86, Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche, est adopté.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE soient révoqués l'ordre de l'Assemblée relatif à l'étude du principe du projet de loi 49, Loi concernant la cession d'entreprises de taxi dans l'agglomération de Montréal et modifiant la Loi sur le transport par taxi, et la présentation de ce projet de loi à l'Assemblée, et que ledit projet de loi soit retiré du *Feuilleton*.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE soient révoqués l'ordre de l'Assemblée relatif à

l'étude du principe du projet de loi 74, Loi modifiant le Code de la sécurité routière, et la présentation de ce projet de loi à l'Assemblée, et que ledit projet de loi soit retiré du *Feuilleton*.

La motion est adoptée.

---

M. Pagé, leader du gouvernement, propose:

QUE soient révoqués l'ordre de l'Assemblée renvoyant pour étude détaillée le projet de loi 34, Loi modifiant la Loi sur le financement agricole, à la Commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation, l'adoption du principe ainsi que la présentation de ce projet de loi à l'Assemblée, et que ledit projet de loi soit retiré du *Feuilleton*.

La motion est adoptée.

---

À 20 h 9, sur la motion de M. Pagé, leader du gouvernement, les travaux sont ajournés au mardi 12 mars 1991, à 14 heures.

---

## SANCTION DE PROJETS DE LOI

Le jeudi 20 décembre 1990, à 20 heures, au cabinet du Lieutenant-gouverneur, en présence de M. Bissonnet, vice-président de l'Assemblée nationale, de M. Bordeleau (Acadie), le représentant du Premier ministre, de M. Jolivet (Laviolette), le représentant du chef de l'Opposition officielle, et de M. Laliberté, secrétaire adjoint de l'Assemblée nationale, il a plu à Son Excellence le Lieutenant-gouverneur de sanctionner les projets de loi suivants:

- 2 Loi modifiant la Loi sur l'administration financière et d'autres dispositions législatives;

- 55 Loi modifiant la Loi sur les permis d'alcool et d'autres dispositions législatives;
- 71 Loi modifiant la Loi sur la Commission des affaires sociales;
- 81 Loi modifiant le Code du travail;
- 85 Loi modifiant de nouveau la Loi sur la Société québécoise d'assainissement des eaux;
- 86 Loi abrogeant la Loi sur l'Agence québécoise de valorisation industrielle de la recherche;
- 88 Loi modifiant de nouveau la Loi sur les allocations d'aide aux familles;
- 97 Loi modifiant la Loi sur les normes du travail et d'autres dispositions législatives;
- 98 Loi modifiant la Loi sur les producteurs agricoles;
- 99 Loi modifiant la Loi sur la pharmacie;
- 100 Loi modifiant le Code des professions et diverses lois constituant une corporation professionnelle concernant la publicité professionnelle et certains registres;
- 101 Loi modifiant la Loi sur les valeurs mobilières;
- 102 Loi modifiant la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur l'enseignement privé;
- 103 Loi modifiant la Loi sur le ministère des Approvisionnements et Services;
- 104 Loi modifiant la Loi sur les produits agricoles, les produits marins et les aliments;
- 105 Loi modifiant la Loi sur la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires;
- 106 Loi modifiant la Loi sur le transport par taxi;

- 108 Loi modifiant le Code de la sécurité routière et d'autres dispositions législatives;
- 109 Loi modifiant la Loi sur la Caisse de dépôt et placement du Québec;
- 110 Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les organismes intermunicipaux de l'Outaouais;
- 112 Loi modifiant la Loi sur les assurances et d'autres dispositions législatives;
- 113 Loi modifiant certains régimes de retraite des secteurs public et parapublic;
- 116 Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'administration financière;
- 258 Loi sur la compagnie American Realty Investors Corp.;
- 268 Loi modifiant la charte de la Ville de Montréal;
- 272 Loi concernant Compagnie de fiducie Guardian.

*Le Président*

**JEAN-PIERRE SAINTONGE**